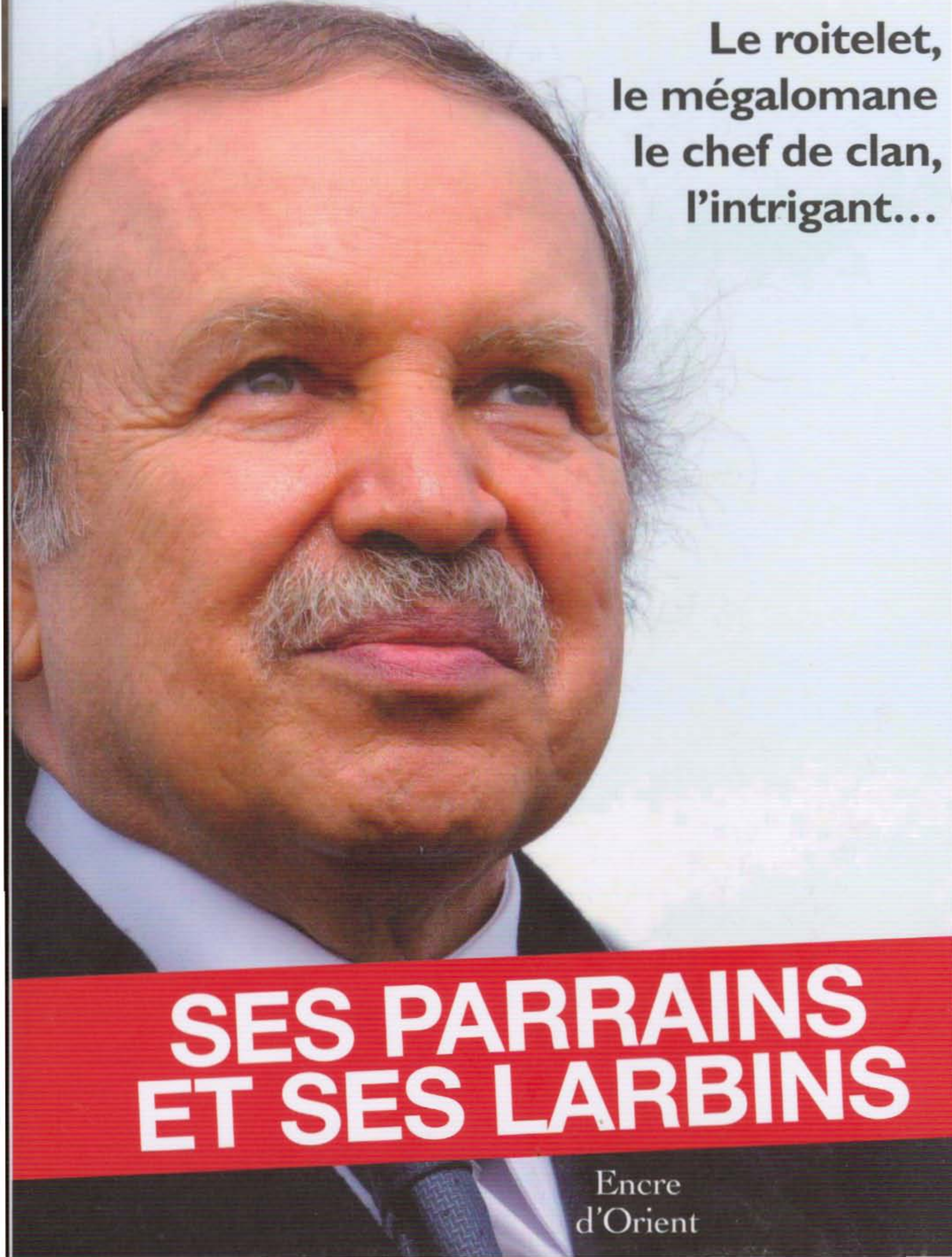
Mohamed Sifaoui

BOUTEFLIKA

Le roitelet, le mégalomane le chef de clan, l'intrigant…



SES PARRAINS ET SES LARBINS

Encre d'Orient

Mohamed Sifaoui

Bouteflika

Ses parrains et ses larbins

Encre d'Orient

Du même auteur

La France malade de l'islamisme, Cherche Midi, 2002.
Mes frères assassins, Cherche Midi, 2003.
Sur les traces de Ben Laden, Cherche Midi, 2003.
Combattre le terrorisme islamiste, Grasset, 2006.
Ben Laden dévoilé, 12 Bis, 2009. (Album BD)
Pourquoi l'islamisme séduit-il ? Armand Colin, 2010
Ahmadinejad atomisé, 12 Bis, 2010. (Album BD)
Éric Zemmour, une supercherie française, Armand Colin, 2010
Al-Qaïda Maghreb islamique, Encre d'Orient, 2010

EAN : 9782362430244

À tous ceux qui, par désespoir dans le monde arabe,
ont préféré l'immolation à l'enfer de la dictature,
de l'autoritarisme et de la mauvaise gouvernance.

À Mohamed Benchicou, premier journaliste à avoir
dénoncé l'imposture de Bouteflika et qui a su rester digne
devant l'arbitraire d'un régime qui lui a fait subir
deux années de prison.

À tous les responsables et cadres démocrates
qui veulent une Algérie libre, non intégriste et moderne
et à tous les Algériens qui espèrent voir un jour leur pays
dirigé par ceux qui veulent le servir et non l'asservir.

À la mémoire de mon ami, Simon Blumenthal
qui avait l'Algérie chevillée au corps.
Disparu le 5 juillet 2009, il fut le premier à être informé
de l'écriture de ce livre.

À tous les miens…

Remerciements

Je tiens à remercier tous ceux, parmi les responsables algériens civils et militaires, qui ont accepté de se confier afin que le règne de Bouteflika soit mieux connu.

Je remercie également tous ceux qui, en me remettant documents et informations, m'ont témoigné de leur confiance. Elle ne sera jamais trahie !

*Le silence est pour le pouvoir la meilleure couverture,
à l'abri de laquelle il cherche à imposer au pays un régime
à sa convenance, fait de contrainte et d'arbitraire.*

Mohamed Boudiaf[1]

1. Mohamed Boudiaf, *Où va l'Algérie ?*, Éditions Librairie de l'Étoile, 1964.

Sommaire

Avant-propos

Vendredi 25 mars 2011 : un sulfureux « conseiller » du président Abdelaziz Bouteflika vint à Paris et chercha à me rencontrer. Son nom : Mohamed Megueddem[1].

Beaucoup de confrères algériens – et certains « grands journalistes » français – connaissent l'individu, que dis-je le phénomène, qui n'a eu de cesse, notamment à l'époque où il dirigeait l'Information à la présidence de la République, sous le règne de Chadli Bendjedid[2], de terroriser, de clientéliser et de corrompre aussi bien les responsables politiques que ceux des médias et de l'administration. Réputé pour être grand intrigant, homme de réseaux et spécialiste des coups tordus, il est également célèbre pour sa capacité à retourner, en usant de

1. Mohamed Megueddem est né le 3 mai 1943 à Bordj Bou Arreridj. Militaire en 1964, il fut radié de l'armée pour mauvais comportement. Après avoir vécu de petits métiers, il sera nommé, en raison de son activisme, comme « conseiller technique » au ministère de l'Intérieur entre 1979 et 1980. Par la suite, il passera quelques mois comme « conseiller » auprès du Premier ministre avant de devenir le directeur de l'Information au niveau de la présidence de la République jusqu'en 1990. En 2004, Abdelaziz Bouteflika fera de lui un « chargé de mission » sur intervention de quelques « amis » de Mohamed Megueddem.

2. Chadli Bendjedid est né le 14 avril 1929 à Taref. Il fut président de février 1979 à janvier 1992.

chantage, de pression ou de diplomatie, les situations les plus complexes surtout quand celles-ci concernent le monde de la presse ou de l'édition. Ce n'est d'ailleurs guère surprenant de constater que peu d'articles l'ont visé tout au long de sa carrière, malgré ses méthodes de voyou, ses pratiques malsaines et sa proximité avec plusieurs pouvoirs (Chadli et Bouteflika notamment). Il aurait, dit-on, des « dossiers » sur plusieurs journalistes et directeurs de journaux. Je me souviens : lorsqu'encore novice dans la profession, j'avais évoqué son nom en interrogeant, à son propos, l'un de mes aînés, celui-ci m'avait alors rétorqué : « il vaut mieux ne pas le connaître. Et si jamais tu fais sa connaissance, débrouille-toi afin qu'il soit ton ami et surtout pas ton ennemi ». J'avais, durant toutes ces années, scrupuleusement choisi d'éviter de faire la connaissance du personnage. Il n'a jamais été donc ni un « ami » ni un « ennemi », surtout qu'au fil du temps, j'en apprenais à son sujet « des vertes et des pas mûres ».

Ainsi, en discutant pour la première fois à Paris avec Mohamed Megueddem en ce début de printemps 2011, je savais quel type d'homme j'avais en face de moi d'autant plus que, pour les besoins de cet ouvrage, je m'étais attelé, au cours des mois qui ont précédé notre rencontre, à enquêter sur lui auprès de plusieurs anciens et nouveaux responsables politiques ou en questionnant à son sujet certains « vieux routiers » de la presse algérienne.

Il est de ceux qui peuvent menacer, acheter, séduire, pervertir, compromettre ou manipuler les gens des médias dans le but de les amener à faire l'éloge de ses « employeurs », de protéger son clan ou de casser ses adversaires.

Se réclamant de l'amitié indéfectible de l'inamovible général Mohamed Mediène alias Toufik, le patron du

Département du renseignement et de sécurité (DRS)[3], les services secrets algériens, qu'il côtoie, selon lui, depuis les années 1970 (ils sont tous les deux issus de la région de Bordj Bou-Arreridj)[4], le fameux « conseiller » de Bouteflika est, en réalité, l'un des symptômes de la maladie chronique qui ronge le système algérien. En le rencontrant dans des conditions baroques[5], je n'ignorais pas que j'étais en train de discuter avec un redoutable manipulateur.

Pour Megueddem, l'objectif à atteindre était clair : me dissuader, par tous les moyens, d'écrire ce livre ou à tout le moins orienter son contenu, le vider de sa substance originelle voire l'utiliser, pourquoi pas, comme arme contre ses ennemis et ceux de ses avaliseurs, dans le cadre des guerres claniques qui ne cessent de secouer le pouvoir. Aussi, le drôle d'oiseau cherchera-t-il par exemple à me convaincre de concentrer mes attaques sur certaines personnalités du régime ou celles de l'opposition que lui

---

3. Le général de corps d'armée Mohamed Mediène plus connu sous le pseudonyme de « Toufik » est chef des services de renseignements algériens, le DRS, depuis octobre 1990. Il y a peu d'informations le concernant. Il serait né en 1939 à Bordj Bou-Arreridj, mais aurait grandi à Alger. Ancien matelot dans la marine marchande, il a rejoint l'Armée de libération nationale (ALN) en 1958 via la Libye où son bateau avait accosté. Par la suite, Il aurait intégré le MALG, l'ancêtre des « services » algériens. Il est considéré aujourd'hui comme l'un des hommes les plus puissants du pouvoir et il détiendrait un « dossier » sur chaque cacique du régime.

4. Selon certaines sources, le général Toufik aurait pris ses distances avec ce personnage qui n'hésite pas parfois à parler en son nom. Lors de notre rencontre, comme je l'expliquerai plus loin (*Supra chapitre VIII : Bouteflika et les médias*), il me promettra, sans que je lui demande quoi que ce soit, de parler de moi au chef des services secrets algériens afin de me faire rentrer en Algérie. La contrepartie que je devais consentir consistait soit à ne pas publier cet ouvrage soit à ne pas émettre de vives critiques à son égard, à l'égard du président ou en direction du patron du DRS. La méthode Megueddem dans toute sa splendeur !

5. Je reviendrai plus loin de manière détaillée sur cette rencontre. Voir *chapitre VIII : Bouteflika et les médias*.

ou ses commanditaires veulent diaboliser ou délégitimer. Mais surtout il insistera sur le fait qu'il ne fallait pas le citer, lui, « l'homme de l'ombre ».

En lisant cet ouvrage, le « conseiller » de Bouteflika comprendra que, cette fois, il n'a pas réussi dans sa mission, puisque, hormis cet avant-propos et l'exploitation de quelques informations glanées au cours de nos trois rencontres[6], je n'ai ni modifié le contenu de ce livre – qu'il a souhaité le moins « virulent » possible à l'égard de ses parrains – ni retardé sa sortie – comme il m'a été suggéré à maintes reprises – et, encore moins annulé ce projet éditorial.

Je tiens à le préciser pour lever tout malentendu. Le « conseiller » de Bouteflika pensait que je serais animé par un quelconque « sentiment subjectif » ou que j'agirais dans le cadre d'un « règlement de compte » (allez savoir lequel ?) qui me concernerait personnellement ou qui profiterait à « ceux qui m'auraient tuyauté »[7] (allez savoir qui ?). Il supposait – vu que c'est ainsi que fonctionnent les gens qui gravitent autour du régime – que, tel un mercenaire à la solde d'un clan ou d'une personnalité du pouvoir, ce travail m'aurait été dicté par je ne sais quel « homme de l'ombre » ou quel parti politique. Ce schéma de pensée, classique chez ceux que le pouvoir a pervertis, n'inclut pas, malheureusement, la banalité d'un fait. On se refuse

6. Ces rencontres ont eu lieu les 25, 26 et 27 mars 2011.

7. Mohamed Megueddem avançait trois suppositions. Il croyait que cet ouvrage aurait été commandité soit par Saïd Sadi, leader du RCD, parti d'opposition ; soit par Abderrahmane Meziane Chérif, l'ancien consul général d'Algérie à Paris dont les pratiques sont largement dénoncées dans ce livre ; soit par Abdelkader Dehby, un ancien ami personnel d'Abdelaziz Bouteflika. Évidemment, il n'en est rien. Le lecteur se rendra compte de lui-même de l'indépendance de ce travail et l'auteur n'avait pas besoin d'être « commandité » pour découvrir le caractère singulier du pouvoir algérien dont Megueddem n'est que le microscopique parangon.

par exemple, très souvent, à considérer qu'un journaliste (ou un écrivain), en réalisant une enquête ou en rédigeant un texte, n'a fait que son métier. La paranoïa qui anime le pouvoir algérien empêche plusieurs personnes qui le composent de croire dans les choses anodines. Il y aurait une main malicieuse ou la revendication d'un desideratum derrière chaque action, aussi naturelle fût-elle.

Soyons clairs : ce livre est le résultat d'une investigation journalistique, c'est le produit d'une série de rencontres et d'entretiens menés en toute indépendance avec de fins connaisseurs du dossier algérien et c'est enfin l'avis d'un observateur engagé qui, d'un côté, n'est guère insensible au sort de l'Algérie et, d'un autre, n'a besoin d'avoir « ni Dieu ni maître » pour exprimer sa pensée.

Soyons encore beaucoup plus franc : si je devais être animé par un « quelconque sentiment subjectif », ce serait celui du citoyen qui constate avec tristesse le niveau de délabrement atteint par son pays et la déliquescence qui frappe l'État algérien.

L'écriture de cet ouvrage devenait pour moi nécessaire, vitale, car, à mon sens, ce peuple, qu'on ne cesse de mépriser et d'infantiliser, doit, d'une part, avoir accès à toutes les informations qui concernent son passé et son présent et, d'autre part, écouter tous les points de vue, apprécier les différentes analyses qui tentent de décrypter la situation actuelle afin qu'il puisse se faire sa propre opinion et décider, en toute conscience, de son avenir. Cela, me semble-t-il, est d'autant plus fondamental que le pouvoir, qui a fait de l'opacité un mode de gouvernance, cherche constamment à cacher les réalités ou à les pervertir niant les faits et brossant les tableaux les plus reluisants pour rassurer la société et les « partenaires étrangers ». C'est dire que c'est d'abord pour le peuple algérien,

ensuite pour l'histoire et enfin pour toutes les opinions publiques que j'ai décidé de publier ce modeste travail.

À dire vrai, j'aurais préféré n'avoir jamais à écrire un tel brûlot contre le président Bouteflika ni contre ses parrains et ses larbins. Peut-être aurais-je même souhaité être fier du pouvoir qui dirige mon pays d'origine. Probablement me serais-je engagé dans une dynamique positive, en m'inscrivant par exemple dans le débat public algérien, si possibilité de débat il y avait, et pris part ainsi, en tant qu'acteur de la société civile, à une démarche de refondation et de reconstruction d'une Algérie nouvelle, notamment après la fameuse « décennie noire »[8]. Au pire, j'aurais certainement choisi une banale position d'opposant qui m'aurait incité à critiquer librement telle politique, telle décision ou tel discours afin de faire avancer des idées. Malheureusement, le pouvoir, incarné de nos jours par Abdelaziz Bouteflika, a préféré tout verrouiller. Il se complaît dans cette démocratie de façade qui lui permet d'afficher, outre sa désormais célèbre suffisance, une pseudo-singularité qui le distinguerait des autres États arabes. En vérité, ce pouvoir a opté pour une démarche qui n'offre rien d'autre aux Algériens que le choix entre le silence et l'exil, sinon les deux; l'immolation et l'émigration clandestine; la soumission et la compromission; l'islamisme et la bêtise; l'affairisme et la corruption; le régionalisme et le clientélisme; l'opprobre et l'humiliation. Il n'y aura jamais assez de mots pour décrire les maux dont souffre ce pays à cause de ses dirigeants.

En 2010, plus de 9 000 émeutes ont éclaté, de manière sporadique, dans plusieurs régions algériennes. Mais on

8. Appellation donnée aux années de terrorisme qu'a vécue l'Algérie au cours des années 1990.

vous dira : « tout va bien ! ». Les grèves et les *sit-in* se sont multipliés depuis 2009. Mais on vous rétorquera : « c'est pire ailleurs ! » L'Algérie est devenue l'un des pays les plus corrompus de la planète. Mais on vous expliquera : « ça existe même en France et dans les grandes démocraties ». Un nivellement par le bas, une tentative de banalisation de la situation par une approche tautologique qui, en réalité, dit en substance : « circulez, il n'y a rien à voir. Notre médiocrité nous rend heureux, elle nous permet de gagner de l'argent et de garantir l'avenir de nos enfants et de tous nos descendants. Il appartient donc au peuple, soit de profiter du système en picorant les miettes qu'on sème autour de nous, soit d'aller chercher son bonheur ailleurs ». On pourrait en effet résumer ainsi la situation, car, si avant l'arrivée au pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika, l'Algérie était crispée, aujourd'hui, elle est devenue crispante.

À dire vrai, et je l'assume, cet ouvrage n'est pas celui d'un simple opposant, mais la réflexion d'un Algérien qui pense qu'on ne doit plus se suffire d'une posture d'opposition face à ce régime. Désormais, il est nécessaire de le combattre et de le contraindre à partir, car, il y va de la pérennité d'un État et de l'avenir d'un peuple. Tous les moyens pacifiques doivent être mis en œuvre afin que ce pouvoir comprenne l'étendue de ses échecs, mais aussi pour qu'il prenne conscience, je l'espère, qu'il est tout simplement honni par une population qu'il n'a eu de cesse de bafouer. Ceux qui continuent de l'applaudir le font, soit par ignorance, soit par flagornerie, sinon par lâcheté ou pour défendre des intérêts étroits. Je ne crois pas un instant qu'il existe encore un seul Algérien valide mentalement, hormis ceux qui profitent d'une manière ou d'une autre de ce système putrescent, qui soutienne un régime aussi nauséabond.

Je pense que le journaliste engagé que je suis, et qui, nourri par ses seules convictions démocratiques, a enquêté, critiqué et, faut-il le rappeler, dénoncé l'islamisme (et non pas l'islam) comme projet de société et comme idéologie politique, doit, dans ce contexte particulier vécu par le monde arabe notamment, mais également par la rue iranienne, pour ne citer que cette théocratie, doit, disais-je, devant le bouillonnement que connaissent ces sociétés souvent infantilisées par les puissances occidentales ou par leurs propres dirigeants, jouer le rôle qui est le sien en exprimant publiquement sa révolte.

Révolté, je le suis ! Comment ne pas l'être quand on s'aperçoit que les responsables de son pays ont réduit en cendres les rêves de millions d'Algériens ? Comment ne pas l'être lorsqu'on entend les cris de cette jeunesse sacrifiée ne rêvant que d'un *ailleurs* idéalisé ? Comment ne pas l'être face au spectacle de ces villes transformées en dépotoir à ciel ouvert ? Comment ne pas l'être devant ces villages et ses campagnes sinistrés ? Comment ne pas l'être en découvrant que la corruption est devenue une vertu première ? Comment ne pas l'être enfin quand on n'ignore guère que l'Algérie de Bouteflika est, plus que jamais, la République des copains et des coquins ?

Je ne pouvais dénoncer Ben Ali, critiquer Moubarak, fustiger Kadhafi et vilipender les consorts tout en feignant d'oublier celui qui me concerne directement, celui qui, depuis douze ans, squatte la présidence de ce pays qui m'a vu naître et qui m'a vu grandir. Je ne pouvais évoquer ces dictateurs et ces autocrates en omettant que le pouvoir algérien est l'un des plus corrompus, des plus mesquins, des plus manipulateurs et des plus incompétents dans la galaxie des régimes autoritaires et dictatoriaux.

Je veux utiliser ici le ton de la franchise. Je m'emploierai donc, dans cet avant-propos, à étaler, de la manière la plus claire qui soit, les motivations réelles d'un tel ouvrage. Sans mauvais esprit, je dirais que cela évitera, je l'espère, aux services du général de Corps d'armée Mohamed « Toufik » Mediène, patron du DRS, d'inutiles enquêtes puisqu'il ne s'agit ni d'un complot international à connotation « américano-impérialo-sioniste » et tout le barnum langagier qui va avec, si cher à beaucoup de responsables algériens, ni d'une cabale fomentée par d'éventuels « ennemis de l'intérieur », de « traîtres » ou de « renégats », concepts, là aussi, dont beaucoup de serviles du système sont friands pour délégitimer toute opinion ou action contraire à leurs vues. Je ne suis donc l'« élément nuisible » d'aucune tentative de déstabilisation visant l'État algérien et ses institutions comme je ne suis, est-il utile de le préciser, l'instrument d'aucun homme, d'aucun clan, d'aucun général, d'aucun parti politique, d'aucun opposant, d'aucun « service » étranger, d'aucun intrigant ou que sais-je encore.

C'est en citoyen libre, en Algérien révolté et en écrivain engagé que je m'exprime ici.

Les responsables de ce pays doivent comprendre, car ils ont tendance à l'oublier, que certains de leurs compatriotes ont tout simplement un cerveau, une âme, une sensibilité et ont, peut-être, su garder, outre leur indépendance intellectuelle, un esprit critique par rapport à cette situation qui perdure. Ceci pour qu'on arrête avec cette mentalité pourrie, très répandue dans le monde arabe en général et en Algérie en particulier, où l'on voit toute remise en cause des décisions du roi comme l'expression d'une « vaste machination ourdie par des forces obscures contre les intérêts supérieurs de la Nation ». D'ailleurs, je ne considère pas les rois comme les roitelets et encore moins

les chefs d'État comme étant la Nation. Certes, ils la représentent. Il est vrai, ils sont théoriquement censés veiller sur ses intérêts, mais cela doit être tout. De ce point de vue, Bouteflika n'est pas l'Algérie et celle-ci n'est pas Bouteflika.

C'est donc à partir d'une décision strictement personnelle, résultat d'une mûre réflexion et, c'est par attachement à l'Algérie et, je le répète, par respect pour son peuple et son histoire que j'ai décidé d'apporter cette modeste contribution qui vise à provoquer un débat de fond et une introspection générale qui, je l'espère, engageront non seulement un réel processus de changement à la tête de l'État, mais également une refonte du système de gouvernance et, souhaitons-le, la mise en place de nouvelles traditions politiques qui permettront de gouverner autrement. Traditions qui devront impérativement prendre en charge, d'un côté, les considérations, les réalités et les enjeux nationaux et internationaux auxquels il faut faire face de nos jours et, de l'autre, les attentes ô combien légitimes d'une population fatiguée, que dis-je ? usée par cette mauvaise gestion qui a fait de ce pays aux multiples atouts, un véritable enfer pour la plèbe.

Certes, le président algérien n'est pas le seul responsable de la situation. Et s'il cristallise ici mon courroux, je ne manquerai pas d'écrire dans cet ouvrage ce que je pense de ces fameux « généraux-décideurs » qui, à l'évidence, n'ont, à tout le moins, rien fait pour que la Constitution ne soit pas brutalisée par leur protégé cependant qu'ils dirigent une institution, l'Armée nationale populaire (ANP), qui se veut la première protectrice des textes fondamentaux.

Si je cible prioritairement le premier responsable de l'État, c'est aussi parce qu'il reste à mes yeux celui qui doit être comptable du drame de l'Algérie devant le peuple et l'opinion. Mais c'est aussi pour dire mon

impuissance et mon incapacité à connaître avec précision tous les tenants du pouvoir en Algérie, pays d'opacité et de brouillard. Qui dirige ? Qui est réellement aux commandes ? Constitutionnellement, il n'y aurait qu'un chef: le Président de la République. Mais ne soyons pas hypocrites: en Algérie, l'armée joue évidemment un rôle primordial dans la prise de décision bien qu'officiellement elle aurait pris ses distances avec la chose politique depuis 1989, année de la modification de la Constitution et de la consécration du multipartisme[9]. Qui tient les rênes au sein de cette Armée ? Tous les généraux ? Il y en aurait plus de 150, je doute qu'ils aient tous la même influence. Mohamed Medième ? Probablement ! Le DRS, l'ex-Sécurité militaire (SM), l'institution qu'il dirige a été, de tout temps, au centre de la vie politique algérienne. Certains opposants parlent « d'État-DRS » pour fustiger cette pesante omniprésence des « services » dans tous les rouages de l'État et dans toutes les sphères de la société.

Que pèsent réellement Ahmed Gaïd-Salah[10] ou encore Abdelmalek Guenaïzia[11] ? Les chefs de l'État-major, les commandants d'unités et les patrons des régions militaires ont toujours eu leur mot à dire. Tous les hauts galonnés

9. Au lendemain de l'ouverture du champ politique en 1989, les militaires qui étaient de fait membres du FLN ont décidé de démissionner du parti unique. Pour autant, leur retrait total de la vie politique ne s'est pas effectué.

10. Ahmed Gaïd-Salah est né en 1936. Après avoir occupé le poste de Commandant des forces terrestre, il est nommé en 2004 « Chef d'État-major » de l'armée en remplacement de Mohamed Lamari qui, officiellement, a pris sa « retraite pour raisons de santé ». Gaïd-Salah a été élevé au grade de « Général de corps d'armée ».

11. Abdelmalek Guenaïzia est né le 20 novembre 1936 à Souk Ahras. Il prend sa retraite au grade de général-major en 1993 et se découvre une vocation de diplomate. Il est nommé la même année ambassadeur d'Algérie en Suisse où il lui arrive de rencontrer Abdelaziz Bouteflika. Ce dernier le nommera, le 1er mai 2005, « Ministre Délégué auprès du Ministre de la Défense Nationale ».

de l'armée agissent-ils ensemble dans le cadre d'un large consensus ? Nous pouvons nous laisser aller à toutes les supputations et autres discussions dignes du café du commerce sans avoir une réponse claire et précise. Nous pouvons poser toutes les questions. Les dirigeants civils ou militaires nous opposeront, comme pour mieux nous anesthésier, leur sempiternelle réplique : « l'armée s'est retirée de la politique ».

Les approximations parues dans une certaine presse et chez certains éditeurs français au sujet de la nature du pouvoir algérien ne me semblent pas correspondre à la réalité tant les rapports de force ont toujours évolué au sein d'un régime qui s'autorégule au gré des conjonctures, des alliances, des positionnements et des intérêts. La complexité du pouvoir algérien mérite une étude approfondie et non pas un examen simpliste. J'y reviendrai donc plus loin.

Cela étant dit, je pense, s'agissant de l'implication des uns (civils) et des autres (militaires), qu'il appartient à Abdelaziz Bouteflika qui, à l'en croire, ne serait ni un demi ni « un trois quarts de président » de nous préciser avec qui il partage ce fameux pouvoir. Soyons imagé : si l'Algérie était une entreprise, elle ne serait pas une Société à responsabilité limitée (SARL), tant s'en faut, à l'image de la Tunisie de Ben Ali par exemple qui a transformé son pays en petite entreprise familiale, elle serait davantage une Société Anonyme (SA), incarnée d'un côté, par un chef d'État tenant le rôle du Président Directeur Général (PDG) ou celui de Président du conseil d'administration et d'un autre, par des actionnaires (civils et militaires) tapis, pour la plupart, dans l'ombre.

En légaliste, désignons, comme on le ferait pour une Société Anonyme, le « PDG » (ou le Président du Conseil d'administration) comme premier responsable de la faillite

morale, intellectuelle, politique, sociale, économique et culturelle du pays. Peut-être que cette façon d'appréhender les choses inciterait le président algérien, dans un moment de lucidité et d'honnêteté, à nous livrer la vérité sur ses éventuels « associés », comparses et/ou acolytes, car, soyons cartésien, soit il est vraiment seul à diriger le pays, auquel cas il doit assumer seul la gabegie, soit il préfère protéger quelques « puissants » en nous faisant croire qu'il serait l'unique décideur, auquel cas, il devrait, là aussi, assumer cette même gabegie et répondre du crime de décomposition des champs économiques, sociaux, politiques et culturels du pays et de non-dénonciation de complices responsables de toute cette désagrégation.

Si la norme veut qu'une carrière se limite tout au plus à une quarantaine d'années d'exercice, en Algérie, en comptabilisant la période d'avant l'indépendance, on s'aperçoit que certains responsables – Bouteflika en est une simple illustration – cumulent plus d'un demi-siècle de responsabilités. Un exemple : l'ancien président Ahmed Ben Bella[12], à 92 ans, continuait de recevoir des délégations étrangères en tant que « représentant du président de la République ». C'est ainsi par exemple qu'il verra François Hollande, figure du Parti socialiste, durant plusieurs heures lors du déplacement de celui-ci à Alger à la fin 2010.

Pouvoir corrompu et incompétent, mais aussi grabataire qui entretient de vieilles momies sorties du musée de l'histoire algérienne instaurant ainsi une gérontocratie qui rappelle les heures les plus fastes de l'Union soviétique.

12. Ahmed Ben Bella est né le 25 décembre 1918 à Maghnia. Premier président de l'Algérie indépendante, il fut renversé le 19 juin 1965 par Houari Boumediène qui l'avait coopté à la tête de l'État en 1962. Après plusieurs années en prison, en résidence surveillée et en exil, il sera récupéré en 1999 par Bouteflika qui l'utilisera parfois comme « émissaire » ou « représentant ».

Jadis le pays se targuait de posséder « le plus jeune ministre des Affaires étrangères au monde » : Abdelaziz Bouteflika. Aujourd'hui l'Algérie peut figurer dans le livre des records puisqu'elle se fait représenter à l'étranger par le « plus vieil ambassadeur au monde » : 82 ans, en la personne de Missoum Sbih[13], représentant de l'Algérie en France.

Afin d'entretenir l'illusion, il a toujours été important pour le pouvoir de se doter d'artifices, d'affirmer, par exemple, avec aplomb qu'il est possible de créer une formation politique. Cela est vrai, les textes le permettent, mais pendant ce temps, l'ancien chef du gouvernement Sid-Ahmed Ghozali[14], pour ne citer que lui, attend depuis dix ans un agrément pour son parti, le Front Démocratique. Il est tout aussi vital pour le régime de répéter avec assurance que les médias lourds sont libres en Algérie. Cela est vrai, rien dans les lois n'exclut les opposants de la presse contrôlée par l'État, sauf qu'en même temps, cela fait plus de cinq ans que Saïd Sadi[15],

---

13. Missoum Sbih est né en 1929. Sa biographie sur le site de l'ambassade d'Algérie en France élude pudiquement son âge. Ce fonctionnaire sert le système depuis la fin des années 1950 et l'époque du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA). Il a derrière lui une carrière de 55 ans.

14. Sid-Ahmed Ghozali est né le 31 mars 1937 à Tighenif. Cet ingénieur des Ponts et Chaussées de Paris a été plusieurs fois ministre depuis l'indépendance. Mais il est connu notamment pour avoir été PDG de la Sonatrach dans les années 1970 et chef du gouvernement de juin 1991 à juillet 1992. Il rejoint le camp démocratique au milieu des années 1990 et s'oppose à Bouteflika dès 1999, pourtant son vieil ami. Une rancune personnelle a poussé le président algérien à refuser un agrément au parti de Sid-Ahmed Ghozali.

15. Saïd Sadi est né le 26 août 1947 à Tizi Ouzou. Issu d'un milieu modeste, il fera néanmoins des études de médecine et deviendra psychiatre. Il s'engage très jeune dans le militantisme pour la reconnaissance de l'identité berbère, le respect des droits de l'Homme et pour la démocratie. Plusieurs fois arrêté et torturé dans les années 1980, il créera le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) après l'ouverture du champ politique en 1989 et deviendra l'une des principales figures de l'opposition algérienne. Il sera l'un des premiers à s'opposer fermement au projet islamiste.

leader du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) n'a pas eu accès à la télévision ou à la radio. Et il est enfin important pour Bouteflika de clamer qu'il est possible de manifester, bien que dans les faits, même des étudiants pacifiques, inquiets pour leur avenir, réclamant leurs droits, pour ne citer que cet exemple, sont tabassés par des policiers algériens, devenus spécialistes ès-matraques et dans le maniement des bombes lacrymogènes comme si le pouvoir cherchait à brutaliser et à faire pleurer encore davantage un peuple qui, de toute son histoire, n'a connu que souffrance et larmes.

L'apodicticité algérienne est celle de plusieurs pays arabes, n'en déplaise à un régime qui ne cesse, dans sa propagande, de laisser croire qu'il serait « différent » ou singulier. Bouteflika, Ben Ali, Mohamed VI ou Moubarak et bien d'autres appartiennent tous à cette race de dignitaires totalement coupée des réalités. Ces pouvoirs peuvent avoir des différences de pure forme, mais ils sont semblables notamment en ce qui concerne le mépris qu'ils affichent à l'égard de leurs administrés et leur attachement au fauteuil présidentiel ou à leur trône. Certes, le roi du Maroc a tenté d'anticiper en consentant quelques réformes, mais au-delà de l'effet d'annonce, la mise en application effective de celles-ci pourra attendre tant la vraie démocratie angoisse des dirigeants qui craignent tout simplement leur propre société et ont peur de céder ne serait-ce un iota du pouvoir réel se suffisant dans le meilleur des cas de quelques artifices qui leur permettent d'entretenir l'illusion et de soigner leur image.

Si l'Algérie vit au début de l'année 2011 une nouvelle crise, c'est aussi parce que ce pouvoir n'a jamais su tirer profit des expériences passées. Mais c'est également en raison de sa cécité politique et de sa surdité devant les

cris d'alerte qui, depuis une dizaine d'années, au moins, montrent que le pays est au bord du gouffre. Il est incapable de faire preuve d'humilité, de reconnaître ses échecs successifs et encore moins d'anticiper. L'Algérie est gérée au jour le jour et on préfère les cachets d'aspirine au traitement de fond. Civils comme militaires pensent, pour la plupart, d'abord et avant tout, à leur carrière et à leur destin personnel. Le peuple, lui, est laissé pour compte.

Ce régime n'est pas dictatorial au sens où on l'entend généralement. Nous ne sommes pas dans le Chili de Pinochet, dans l'Espagne de Franco, dans l'Allemagne d'Hitler ou dans le Zaïre de Mobutu. Je crois que si tel était le cas, beaucoup d'Algériens auraient fini par se faire une raison. Nous sommes dans l'Algérie de Bouteflika : une gérontocratie, constituée d'une caste d'incompétents – souvent corrompus – dont les membres restent collés à leurs postes, telles des sangsues, au mépris de la modernité et des aspirations de la jeunesse et, pour s'assurer une pérennité, ils font preuve d'un autoritarisme qui avance derrière le masque de l'ouverture tout en utilisant le patriotisme, l'honnêteté et la sincérité de quelques cadres et fonctionnaires intègres grâce auxquels le pays s'est maintenu debout jusqu'à présent.

L'autoritarisme est une attitude, somme toute compréhensible lorsqu'on sait qu'un pouvoir sans légitimité démocratique ne peut compter que sur une notion d'ordre incarnée par la matraque, une communication faite par des propagandistes obséquieux et une justice représentée, non pas par des magistrats et des hommes de droit, mais, hormis quelques exceptions, par des échevins et fonctionnaires serviles. Les responsables intègres, les juges honnêtes et les journalistes indépendants sont très souvent marginalisés et diabolisés par le système de Bouteflika qui méprise

et tente de broyer tous ceux qui refusent la position du chien couchant.

Dans ce contexte, tout travail qui ambitionne de mettre en évidence les tares de ce régime et de décrypter les enjeux auxquels l'Algérie fait face devient important à réaliser. L'heure est grave et le silence arrange tous ceux qui, par leur égoïsme finiront par provoquer la perte de ce pays, non sans engendrer au passage d'autres tragédies. Ces irresponsables doivent probablement se dire : « après nous, le déluge ! ». Il est dès lors nécessaire de déclencher, au plus vite, un déluge démocratique qui, espérons-le, les emportera à jamais vers les oubliettes de l'histoire.

Bien que mon éducation algérienne me dicte de respecter les « anciens », j'enfreindrai, dans ce cri du cœur, cette règle de vie inculquée par des parents et des grands-parents qui ont baigné dans la notion de respect et de rigueur morale puisque ne doit être respectée, à mon sens, que celui qui se comporte de manière respectable. Or ce n'est malheureusement pas le cas de beaucoup de dirigeants algériens. Qu'on se le dise enfin !

Un tour d'horizon

« Pays de tous les miracles ! », disait la légende populaire, lorsque encore fier de ses dirigeants, le citoyen algérien, abreuvé d'une propagande nationaliste, croyait que son avenir ne pouvait être que radieux. Malheureusement, nous en sommes loin. Je crains même que nous n'en soyons très loin. Probablement, sommes-nous aux antipodes de ce pays rêvé un jour par ces hommes qui ont décidé de sacrifier leur vie pour que l'Algérie soit non seulement indépendante, mais aussi généreuse avec ses enfants, ouverte sur le monde, riche de ses valeurs, profitant de son potentiel humain et de ses ressources, forte de son histoire et de son identité, juste et honnête, capable d'affronter les défis de son temps, respectée à travers la planète, inscrite dans la marche du progrès et de la modernité, déterminée à assurer la meilleure condition possible à une population qui avait si longtemps souffert de la nuit coloniale. Cette Algérie-là, malheureusement, a été brisée. Ce rêve de liberté, de justice et de démocratie qu'ont caressé des millions d'Algériens s'est progressivement évaporé durant les cinquante années écoulées. Le cauchemar de ce pays a eu comme principaux acteurs la plupart de ceux qui ont dirigé cette jeune nation depuis 1962.

Je dois le préciser de nouveau : je n'ai rien de personnel contre cet exacteur qui fait office de président en Algérie. Il n'y a rien de subjectif non plus contre cette camarilla qui l'entoure, mais ce fourgue ambiant, toute cette fournée de malandrins à laquelle on prête une fragrance de dignité m'insupporte. La façade est lisse et l'arrière-boutique sardanapalesque et devant tant de chiure, je le répète une fois de plus, il serait malhonnête de se taire.

Le mépris, cette fameuse *hogra*[1], a atteint son paroxysme. Un bras d'honneur permanent devrait être érigé à l'adresse du peuple comme symbole officiel du pouvoir. En gros cela s'appelle le régime algérien, en petit et en détail, cette défaite de la pensée et des élégances adopte les traits de notre maître absolu, Bouteflika en l'occurrence, ce golem fortiche, ultra-conformiste et réactionnaire qui a construit sa petite monarchie tel un piètre Pharaon bâtissant de fragiles pyramides.

Nostalgique d'une période où l'autoritarisme était incarné par plus charismatique et plus cohérent que lui, même si Boumediène était plus dictateur que lui, faisant ainsi corps avec une époque où les « révolutions » et les « révolutionnaires » croyaient, parce que celles-là étaient les « révolutions » et parce ceux-ci seraient des « révolutionnaires », qu'au seul énoncé de leur nom, le peuple rencontrerait le bonheur. Nostalgique, disais-je, Bouteflika voulait, dès son arrivée au pouvoir, importer les années 1960 et les années 1970 pour les distribuer à l'Algérien du troisième millénaire. La presse devait choisir le ton adulateur, les ministres avaient intérêt à appliquer les consignes sans broncher, les citoyens n'avaient qu'à bien se tenir, l'ordre (et quel ordre !) était de retour.

1. Vocable algérien voulant dire à la fois mépris et maltraitance.

Bouteflika n'hésita pas à convoquer les sentiments nationalistes les plus rances, à instrumentaliser tous les symboles de la Nation, à réécrire l'histoire, à coqueter avec les islamistes afin de mettre en œuvre un programme passéiste et dépassé. Il reste à lui seul un danger externe et un facteur de délayage interne. L'homme qui avait quitté les premiers cercles du pouvoir en 1980[2] continuait à se voir comme le continuateur de Boumediène. L'« héritier » a retrouvé le bien dont il aurait été spolié et l'Algérie était de nouveau entre les mains du « clan d'Oujda »[3]. Même si, dans l'intervalle, plusieurs de ses principaux membres avaient disparu, l'idéologie du groupe et sa manière de gouverner allaient néanmoins être resservies. Il fallait désormais s'en rappeler : les « Marocains », comme certains les appellent ironiquement, étaient décidés, sous la houlette du maître, à infiltrer tous les rouages de l'État, à se partager le gâteau et à mettre en place une petite pensée très prisée par les dirigeants du Golfe auprès desquels le natif d'Oujda a longtemps officié comme « consultant » (pour ne pas oser dire : « agent informateur ») durant sa prétendue « traversée du désert ».

Cette idéologie qu'on pourrait qualifier *d'islam-business* tente d'allier l'islamisme, ses archaïsmes et son obscurantisme au commerce formel et/ou informel. Le tout coiffé d'une monstrueuse déculturation qui vise à faire du citoyen algérien un être réfractaire à toutes les valeurs universelles et humanistes.

Aux yeux du président, une Algérie ancrée dans la « sphère arabo-islamique » passe, sur le plan socio-écono-

2. Après avoir été nommé Ministre conseiller par le Chadli Bendjedid, il est écarté du gouvernement et, ensuite, du FLN.

3. Appellation donnée à ceux qui, au temps de la guerre d'indépendance étaient basés à la frontière algéro-marocaine.

mique, par l'édification d'une sorte de *théonégocratie* où l'on vend et ou l'on achète selon une vision moyenâgeuse, basée sur les édits de quelques enturbannés salafistes dits « modérés » avec lesquels le pouvoir de Bouteflika semble s'accommoder amplement; sur le plan diplomatique, par la construction de « relations fraternelles » avec les régimes les plus pourris de la planète et sur le plan moral par la consolidation d'une schizophrénie collective et une hypocrisie sociale qui pousse certains caciques du régime à se faire les publicistes du voile islamiste tout en s'affichant dans des hôtels avec des minettes ayant l'âge de leurs petits enfants.

Depuis une dizaine d'années, le quotidien de plusieurs Algériens se limite sinon à des allers-retours entre la mosquée et le souk, du moins à d'incessants voyages entre Alger et Istanbul, Dubaï ou Médine, d'où sont importés des produits de consommation. Il n'y a aucune logique économique, aucune cohérence sociale, aucune politique efficiente. En Algérie, le pouvoir est le promoteur du tout et de son contraire tant sa médiocrité n'a point de limites.

Guidés par le tropisme bouteflikien, beaucoup de jeunes, rongés par le chômage et le désœuvrement, se sont laissés embarquer dans ce « projet de société » qui est davantage une pâle copie de ce qui se pratique dans le Golfe qu'une « version Dubaï » de l'économie algérienne. Bouteflika est depuis longtemps fasciné par ses micro-États, ses pétromonarchies qui se sont mises politiquement sous la domination américaine, économiquement sous la tutelle des richesses du sous-sol et culturellement sous le parrainage de l'islamisme. À la différence que ces bédouins du désert ont su répartir les richesses et leur population, en dépit des manquements démocratiques, n'est pas à plaindre, tant s'en faut, sur les

plans social et économique. Bouteflika est comme ces rois adipeux, fainéants et incompétents pleins aux as, profitant de leurs deniers et distribuant autant que faire se peut à une population qui, globalement, ne songe qu'à consommer. Il a préféré délaisser les tréfonds culturels algériens pour laisser s'implanter un islamo-arabisme et, en même temps, favoriser la clochardisation de la société. Sous son règne, les victimes du terrorisme se souviendront que leur dirigeant a déroulé le tapis rouge sous les pieds de l'idéologue Youssef Al-Qaradhaoui, maître à penser de la famille régnante au Qatar et tête de pont des Frères musulmans. Ils n'oublieront guère qu'il a osé affubler le terroriste Hattab d'un retentissant « Monsieur Hattab » comme pour mieux l'absoudre de ses crimes et lui réparer l'hymen. Les Algériens retiendront que leur gouvernement a tout fait pour essayer de démanteler la loi ayant permis la nationalisation des hydrocarbures et que l'Oncle Sam est désormais en terre conquise dans la cité de l'Émir Abdelkader, rebaptisée depuis longtemps *Bled Mickey* (Le pays de Mickey) par l'autodérision populaire. Le triptyque Amérique-Pétrole-Islamisme représente le cœur de la pensée politique de Bouteflika. Voilà le véritable projet de société de celui qui veut à tout prix suborner l'Algérie et son peuple. En vérité, on a mis le pays entre les mains d'un fou comme si la Nation était, comme on disait jadis, un patrimoine sans héritier mâle, tombés en quenouille.

Pour comprendre comment l'Algérie a pu tomber si bas, il est nécessaire, me semble-t-il, de revenir sur certains événements majeurs survenus au cours des trente dernières années et qui furent autant d'étapes ayant bouleversé la vie des Algériens avant de les livrer à un irresponsable assoiffé de pouvoir.

Octobre 1988, le début de l'instabilité

Il est important, me semble-t-il, de s'attarder, en effet, sur cette séquence relative aux événements d'octobre 1988 tant ils révèlent la nature du système algérien. Avec du recul et au regard des différents éléments que j'ai pu recueillir au cours de mes entretiens[4], il est clair désormais que ces émeutes ont été tout simplement provoquées par plusieurs sphères du pouvoir de l'époque. Pour reprendre l'expression d'un militaire aujourd'hui à la retraite : « Un clan préparait une équation à une seule inconnue, alors qu'un autre travaillait sur une équation à plusieurs inconnus »[5].

Nous sommes en 1988, l'Algérie vit une crise multidimensionnelle et Chadli Bendjedid – qui sent que les choses pourraient lui échapper si la situation reste en l'état – veut engager quelques « réformes » afin de pérenniser son pouvoir et celui de son clan. Cela dit, il fait face à une frange conservatrice au sein de l'appareil du FLN qui s'oppose à toute transformation notable.

Les rentiers du système n'ignorent pas que la moindre ouverture risque de mettre en danger leurs intérêts, voire de les écarter du centre de la décision. C'est ainsi, selon de informations recoupées, que Mouloud Hamrouche[6],

4. Pour les besoins de cet ouvrage, l'auteur a interviewé ou rencontré 34 personnalités algériennes ayant occupé des postes de responsabilité ou encore en activité.

5. Entretien réalisé en mars 2010 avec un officier aujourd'hui à la retraite. Il a requis l'anonymat pour des raisons de sécurité.

6. Mouloud Hamrouche est né le 3 janvier 1943 à Constantine. Cet ancien directeur de protocole à la présidence de la République est devenu, au fil des années, l'un des plus proches collaborateurs de Chadli Bendjedid sur lequel il avait une grande influence. Ce dernier fera de lui, le Secrétaire général de la présidence avant de le nommer en 1989 au poste de Premier ministre. Fonction qu'il occupera jusqu'en juin 1991. Actuellement, et après plusieurs années de marginalisation, le pouvoir semble disposé à lui faire jouer un rôle important au cas où des changements viendraient à s'opérer en Algérie.

son Secrétaire général de l'époque, lui soufflera l'idée de quelques « mouvements sociaux » qui permettront à la présidence, selon le plan qu'il exposera, d'avoir les coudées franches et surtout d'apporter des modifications constitutionnelles, des changements au niveau du gouvernement et opérer un lifting du FLN. Chadli trouve la suggestion séduisante et aurait donné carte blanche à son plus mauvais génie.

Mejdoub Lakhal-Ayat[7], alors patron de la Direction générale à la prévention et à la sécurité (DGPS), appellation d'une des deux branches de l'ex-Sécurité militaire[8] est mis alors au parfum et en parle à Mohamed Chérif Messaadia[9], à l'époque chef de file du FLN. Ce dernier comprendra également que Hamrouche, avec l'aide de certains « réformistes » du FLN, voulait susciter ces

7. Mejdoub Lakhal Ayat est né le 8 mars 1933. Après une carrière dans l'armée de terre et principalement au sein de la 8e Brigade blindée, il est nommé en juillet 1981 à la tête de la Direction centrale de la Sécurité militaire (DCSM) en remplacement de Noureddine « Yazid » Zerhouni. Il sera limogé de ce poste au lendemain des événements d'octobre 1988. Lakhal-Ayat décédera le 4 juin 2006.

8. Après l'arrivée au pouvoir de Chadli Bendjedid, ce dernier décida en 1981 de casser l'homogénéité de la Sécurité militaire. Il confiera ce dossier à Larbi Belkheïr alors Secrétaire générale du Haut conseil de sécurité (HCS) qui scindera la police politique en deux pôles : la Direction centrale de la sécurité militaire (DCSM) qu'il confiera au colonel Lakhal Ayat et la Direction des relations extérieures (DRE) qu'il fera chapeauter par le colonel Kamel Lahrèche. Les deux hommes étaient rivaux et Chadli Bendjedid en jouait pour en tirer profit et prendre ainsi le contrôle total de la police politique. Plus tard, en 1987, la présidence décidera d'une restructuration plus profonde et donnera naissance à la DGPS.

9. Mohamed Chérif Messaadia est né en octobre 1924 à Souk Ahras. Ancien combattant de l'ALN, il deviendra l'une des figures les plus influentes au sein du FLN. C'est Chadli Bendjedid qui, en le nommant « Secrétaire permanent au comité central du FLN » fera de lui une sorte de n° 2 du régime. Il sera évincé de son poste au lendemain des événements d'octobre 1988. Il se fera oublier quelques années, avant d'être remis en selle par Bouteflika au début des années 2000. Il décédera le 1er juin 2002 dans un hôpital parisien à la suite d'une longue maladie.

« mouvements sociaux » pour permettre au président d'éloigner des cercles de décision certains caciques du pouvoir – dont Messaadia lui-même – et introduire quelques réformes économiques et politiques. Hamrouche souhaitait également prendre indirectement le contrôle des services secrets en les affaiblissant afin de s'ouvrir la route et succéder à Chadli Bendjedid.

D'un autre côté, Larbi Belkheïr[10], le Secrétaire général du Haut conseil de sécurité (HCS) et néanmoins éminence grise du régime de l'époque, apprit ce qui se tramait dans les coulisses de la présidence et informe quelques généraux. Certains d'entre eux auraient alors décidé de faire en sorte que ces « mouvements sociaux » débordent, afin qu'ils puissent intervenir. L'objectif consistait à voir Chadli totalement dépassé par la situation qu'il avait lui-même créée.

Le 18 septembre, Chadli Bendjedid, tout en affichant une mine éclatante, fit un discours à la télévision au cours duquel, à la surprise générale, il lance des attaques à peine voilées en direction du FLN et du gouvernement. Certains hauts gradés qui n'étaient pas mis dans la confidence furent ébahis par ce ton iconoclaste, à la limite de l'irresponsabilité. Ils le furent d'autant plus qu'ils avaient compris que le Président appelait la population à sortir dans la rue. « Dans certains pays, dira-t-il en substance,

---

10. Larbi Belkheïr est né le 1938 à Tiaret. Ayant fait ses classes au sein de l'armée française, il déserte en 1958 pour rejoindre l'ALN. Après l'indépendance, il occupe plusieurs postes de commandement avant de rejoindre Chadli Bendjedid alors commandant de la 2e région militaire (Oran) dont il deviendra le chef d'État-major. Il sera plus tard, Secrétaire général du HCS et Directeur de cabinet de Chadli Bendjedid. Sid-Ahmed Ghozali le nommera ministre de l'Intérieur en octobre 1991. Il gardera ce poste jusqu'en juillet 1992. Il reviendra en 1999 aux côtés d'Abdelaziz Bouteflika dont il deviendra le Directeur de cabinet avant d'être nommé ambassadeur d'Algérie à Rabat. Il décédera en 2009 à la suite d'une longue maladie.

les citoyens n'hésitent pas à manifester et à défendre leurs intérêts lorsqu'il y a une augmentation des prix ».

Ce discours provocateur fut, selon plusieurs témoins, rédigé conjointement par Mouloud Hamrouche, Ghazi Hidouci[11] et Bachir Rouis[12]. Dès lors, les événements devenaient prévisibles. Vers la fin septembre, plusieurs ouvriers se mirent en grève et le climat social ne cessait de se détériorer. Les rumeurs les plus folles circulaient sur l'imminence d'une explosion populaire. En fait, c'était l'« opération Potemkine »[13] qui était lancée. Ce fut, d'après plusieurs témoignages crédibles, le nom de code donné aux émeutes provoquées par les services de la DGPS.

Lors de notre rencontre, Mohamed Megueddem, qui était à l'époque des émeutes de 1988, premier responsable de l'information à la présidence, m'affirmera que le Directeur de la SEMPAC, la Société Nationale chargée de la commercialisation de la semoule, eut comme instruction de ne pas procéder à la distribution des produits de première nécessité, ce qui provoqua de graves pénuries durant les jours qui ont précédé les jacqueries. Mohamed Megueddem – qui jure sur tous les Saints qu'il n'était pas au courant de ce qui se tramait – avait, selon lui, reçu des

11. Ghazi Hidouci est né le 23 juin 1943 à Aïn Beïda. Il était à l'époque des faits, « Directeur de la Planification » à la présidence de la République. Plus tard, en 1989, Mouloud Hamrouche le nommera ministre de l'Économie.

12. Bachir Rouis est né le 1er février 1940 à Médéa. Très proche de Chadli Bendjedid avec lequel il avait travaillé lorsque ce dernier commandait la 2e région militaire (Oran), il fut nommé ministre des Postes et Télécommunications avant d'occuper la tête du Ministère de l'Information. Il participait activement à la rédaction des discours de Chadli Bendjedid. Il cessa quasiment toute activité politique au lendemain des émeutes d'octobre 1988.

13. *Potemkine* est le titre d'un film russe réalisé en 1905. Il traitait des émeutes ayant eu lieu sur le cuirassé du même nom. Dans le film, l'une des causes de la mutinerie était le manque de nourriture. Or à l'époque des événements d'octobre 1988, l'Algérie vivait de grandes pénuries.

directives afin de faire venir à Alger, dès le début du mois d'octobre, quelques journalistes étrangers, ce qu'il fit. Il me confirma ce que j'avais commencé à soupçonner après les premières interviews réalisées avec d'anciens dirigeants algériens de passage à Paris. Les moins diserts laissaient entendre qu'il y a eu une « manipulation, œuvre de la présidence », les plus éloquents, comme Megueddem, accusaient ouvertement Chadli Bendjedid, Mouloud Hamrouche et Larbi Belkheïr ainsi que les services secrets commandés par Mejdoub Lakhal-Ayat.

Dans la nuit du 4 au 5 octobre 1988, le quartier de Bab El Oued à Alger fut le premier à s'enflammer. Au petit matin, des jeunes et des moins jeunes commencèrent à s'approprier la rue. Vers 10 heures, les premiers affrontements eurent lieu entre manifestants et forces de l'ordre.

Des slogans étaient lancés contre le pouvoir. Les plus violents étaient dirigés contre Mohamed Chérif Messaadia, alors tout puissant patron du FLN. Aux cris de « *Messaadia serrak al-malia* » (Messaadia voleur des finances [publiques]), des adolescents, entourés par quelques adultes, notamment dans les quartiers populaires, saccageaient, sur leur passage, tous les édifices officiels, les bureaux du FLN et les biens publics. La police d'abord, la gendarmerie et l'armée ensuite réprimèrent durement ce soulèvement provoqué par les différents marionnettistes du pouvoir.

J'avais activement pris part à ce soulèvement pour revendiquer un changement démocratique. Voilà que plus de 22 ans plus tard, je découvre que je fus, à l'instar de tous les Algériens, tout simplement manipulé par un régime qui ne songeait, en réalité, qu'à faire perpétuer son règne. Ce qui ne m'est, évidemment, pas du tout agréable.

En vérité, le pouvoir a été débordé par l'ampleur de la colère populaire. Le plan orchestré par Chadli, Lakhal-

Ayat (qui jouait un double jeu) et Hamrouche d'un côté, Belkheïr et quelques généraux de l'autre, a fini par provoquer un véritable carnage, puisqu'entre 160 et 500 personnes (le bilan varie) perdirent la vie. Nous connaissons la suite : modification de la Constitution, ouverture des champs politiques et médiatiques, émergence des islamistes, légalisation du Front Islamique du Salut (FIS), arrêt du processus électoral, etc. Le tout ponctué par une tragédie nationale qui causera la mort de plusieurs dizaines de milliers de citoyens : 200 000, selon certaines sources.

Durant les émeutes, et comprenant que son plan avait été modifié à son insu par, entre autres, Lakhal-Ayat, Chadli demande à Mohamed Betchine[14], alors patron de la Direction centrale de la sécurité de l'armée (DCSA), donc numéro deux des « services », d'intervenir à ses côtés afin de le seconder dans la gestion de la crise et de rattraper la situation. Mohamed « Toufik » Mediène, alors coordinateur des services de sécurité[15], observait ce qui se passait sans broncher. Cette période lui permit de compiler plusieurs informations qu'il utilisera plus tard contre quelques « mammouths » du régime. D'ailleurs, tous les documents relatifs aux émeutes de 1988 ont été,

14. Mohamed Betchine est né le 28 novembre 1934 à Constantine. Après avoir occupé plusieurs postes, y compris celui d'attaché militaire et de chef de régions militaires, il a été appelé en 1987 par Chadli Bendjedid, pour intégrer les services de renseignements et diriger la Direction centrale de la sécurité de l'armée (DCSA), à l'issue de la restructuration de la Sécurité militaire. Rival de Lakhal Ayat, patron de la DGPS, il succédera à ce dernier en octobre 1988 et rebaptisera les « services » en Délégation générale à la documentation et à la sécurité (DGDS). Lorsque le général Mohamed « Toufik » Mediène succédera à Betchine en 1990, il optera pour une nouvelle appellation : Département de renseignement et sécurité (DRS). En mars 1994, Liamine Zeroual le nomme « Ministre Conseiller », poste qu'il gardera jusqu'à l'automne 1998.

15. À l'époque, il était à la tête d'une structure dénommée : Direction des affaires de défense et de sécurité (DADS).

selon plusieurs sources, classés « secret défense » et non consultables à ce jour, y compris par de hauts responsables du DRS. Seuls les généraux Toufik, Betchine, Nezzar[16] et Chadli, ainsi que ceux qui ont été briefé par ses derniers, connaissent tous les détails relatifs à l'« opération Potemkine ».

À l'issue de ces émeutes, Chadli décide de limoger plusieurs responsables et notamment Mohamed Chérif Messaadia, figure charismatique du FLN et Mejdoub Lakhal-Ayat, le patron des « services ». Ce dernier sera remplacé par Mohamed Betchine qui rebaptisera la DGPS en DGDS, Direction générale à la Documentation et à la Sécurité et qui cèdera sa place à la tête de la DCSA, à Mohamed « Toufik » Mediène qui commencera dès lors une véritable ascension.

Après plusieurs années d'exil, Abdelaziz Bouteflika rentre à Alger. Curieusement, il ira passer un mois au domicile personnel de Mohamed Betchine situé au Club des Pins. Pourquoi celui qui était alors en disgrâce, décide-t-il d'aller squatter chez le patron des « services » en plein mois de ramadan ? Ceux qui connaissent Bouteflika, le calculateur, connaissent la réponse. Le rusé n'était pas intéressé par les petits plats préparés avec soin par madame Betchine, mais davantage par ceux qui venaient rendre visite le soir au chef de la Sécurité militaire. Bouteflika renoue durant cette période avec plusieurs cadres du régime et reconstitue ainsi son carnet d'adresse. Ministres, généraux, chefs d'entreprises et tout ce qui comptait dans

16. Khaled Nezzar est né le 25 décembre 1937 à Batna. Militaire très jeune, il quitte l'armée française en 1958 pour rejoindre l'ALN. Après l'indépendance, il effectue toute sa carrière à des postes de commandement pour finir comme ministre de la Défense. Il sera, en 1992, l'un des artisans de l'arrêt du processus électoral qui a barré la route au Front islamique du Salut (FIS).

l'Algérie de cette fin des années 1980, venait boire le thé chez Mohamed Betchine. C'est dire que l'actuel président algérien, dix ans avant son retour sur les devants de la scène, travaillait déjà pour son compte. Il sut identifier les rapports de force, les clans, les alliances, les rivalités et il n'ignora pas, qu'un jour ou l'autre, ces informations lui seront très utiles. Il réussit par la même occasion à s'approprier l'esprit du chef des services qui deviendra l'un de ses meilleurs alliés. Selon plusieurs témoins, « Bouteflika a, à l'époque, tout simplement, bouffé le cerveau de Betchine qui, pourtant, au début ne le portait pas du tout dans son cœur »[17].

Pendant ce temps, le président Chadli, qui avait perdu tout repère depuis les événements de 1988 vivait, selon plusieurs témoignages crédibles, dans un état psychologique quasi dépressif. Affecté par le rejet que lui exprimait sans cesse la rue algérienne, trahi par certains de ses proches, inquiet devant la montée des intégristes, il ne pouvait plus tenir le gouvernail. Avec Mouloud Hamrouche qui fut son plus proche collaborateur, mais surtout son plus mauvais génie durant cette période cruciale, il reste l'un des principaux responsables de la situation qu'allait connaître l'Algérie dans les années 1990.

Chadli Bendjedid essayait de sauver son pouvoir. Face à la montée du mouvement islamiste, sa stratégie était en réalité celle que Mouloud Hamrouche lui avait concoctée. Ce dernier, avec le simplisme qui caractérise les incompétents, voulait convaincre tous ses interlocuteurs qu'il fallait d'abord légaliser le FIS, ensuite créer un climat démocratique et pluraliste qui se chargerait, comme dans une opération du Saint-Esprit, de faire « dissoudre les

17. Entretiens réalisés par l'auteur en janvier et février 2011.

islamistes dans la modernité »[18]. Finalement, ce sont les « barbus » qui ont failli dissoudre l'Algérie dans l'obscurantisme. Chadli et Hamrouche furent incapables d'anticiper sur les événements et surtout de contenir la montée des disciples d'Abassi Madani[19] qui usait et abusait de discours surréalistes et populistes afin de pousser les citoyens à sanctionner le pouvoir en présentant le projet intégriste comme la seule et unique alternative politique crédible.

Les intégristes et leurs émules du GIA[20] révéleront donc, tout au long des années 1990, la réalité de leur entreprise rétrograde. L'Algérie a, à maintes reprises, frôlé la dislocation notamment entre 1990 et 1995. La situation a commencé à évoluer au lendemain de l'élection de Liamine Zeroual[21], en novembre 1995, ce qui a permis, *bon an mal an*, d'entamer une période de stabilisation. Cela dit, si l'institution militaire a montré une solidité durant cette épreuve, les guerres de clans et les luttes d'influence n'ont, quant à elles, jamais cessé.

L'arrêt d'un processus électoral

L'affaire est restée vivace dans les mémoires. Après l'ouverture démocratique qui est intervenue à la faveur de l'adoption d'une nouvelle Constitution en 1989, le

---

18. Cette phrase est de Mouloud Hamrouche. Il l'a prononcé devant plusieurs de ses interlocuteurs avec lesquels j'ai eu l'occasion de m'entretenir.

19. Abassi Madani est né en 1931 à Biskra. Ce militant islamiste est le co-fondateur du Front islamique du Salut (FIS). Il sera emprisonné en 1991 pour appel à la rébellion et incitation au terrorisme et sera définitivement libéré en 2003. Il vit depuis au Qatar.

20. Le GIA est le sigle du mouvement terroriste qui se faisait appeler le Groupe islamique armé.

21. Liamine Zeroual est né le 3 juillet 1941 à Batna. Ce général-major à la retraite a été président de janvier 1994 à avril 1999. Il assure la fonction de chef d'État avant d'être élu président de la République le 15 novembre 1995.

mouvement islamiste a su récupérer la colère populaire à travers des discours démagogiques portés par des illuminés qui croient qu'un État pourrait être géré par la « seule volonté divine ». Le FIS remporta des élections municipales en juin 1990 et s'apprêtait à prendre d'assaut l'Assemblée nationale. L'étape suivante devait être la présidence. Mais en janvier 1992, les généraux, soutenus par des acteurs de la société civile et des partis politiques, décidèrent d'interrompre le processus électoral.

Ne voulant pas assumer seuls les conséquences d'une telle démarche, les militaires avaient commencé, bien avant la tenue du 1er tour de ces élections (décembre 1991), par sonder, à travers leurs services, la société, les partis, et associèrent à leur décision des civils tels Sid-Ahmed Ghozali alors Chef du gouvernement ou encore l'avocat Ali Haroun[22], à l'époque ministre délégué aux droits de l'Homme, mais aussi des syndicalistes comme Abdelhak Benhamouda[23], le patron de la centrale syndicale UGTA, pour ne citer qu'eux. Il est donc faux d'affirmer qu'il s'agissait d'un coup de force de l'armée ou que celle-ci serait intervenue de manière unilatérale. Cette action fut non seulement décidée par les civils et les militaires qui composaient le pouvoir algérien, mais aussi largement

22. Ali Haroun est né en 1927. Cet avocat est un militant de la cause nationale. Ancien membre de la Fédération de France du FLN, il sera nommé ministre délégué aux droits de l'Homme en 1991 dans le gouvernement de Sid-Ahmed Ghozali. En 1995, il est l'un des co-fondateurs de l'Alliance nationale républicaine, un parti qui milite pour la démocratie et la laïcité.

23. Abdelhak Benhamouda est le 12 décembre 1946 à Constantine. Cet enseignant devient très vite syndicaliste au sein de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). Il est élu à la tête de l'organisation en 1987. Il s'oppose fermement, dès 1989, au projet islamiste et soutient, en 1992, l'arrêt du processus électoral en lançant, avec d'autres acteurs de la société civile, le Comité national pour la sauvegarde de l'Algérie (CNSA). Il sera assassiné le 28 janvier 1997 par les tueurs du Front islamique pour le djihad en Algérie (FIDA).

soutenue par plusieurs acteurs de la société. Même Hocine Aït Ahmed[24] – qui le niera par la suite – n'était pas totalement contre l'idée de l'interruption du processus électoral. C'est davantage sur la méthode qu'il divergea avec l'armée. Il voulait que ce soit le président Chadli qui procède à la dissolution de l'Assemblée après la victoire définitive des islamistes. Il brandissait le mot « démocratie » à la face de ceux qui appelaient à l'arrêt du processus électoral, mais il a volontairement omis de préciser que la « victoire » du FIS n'a pu être possible que parce que les intégristes ont enfreint toutes les règles démocratiques, obligeant parfois dans les bureaux de vote, les électeurs à voter pour eux ou accompagnant de vieilles personnes jusqu'à l'isoloir pour leur montrer quel candidat il fallait choisir pour « gagner sa place au Paradis ». Les graves irrégularités observées dans l'ensemble du pays – les mémoires sont encore vivaces – rendaient de fait caduc ce premier tour de l'élection législative. Mais le leader du FFS a toujours refusé de voir cet aspect et son cynisme l'incitera par la suite à s'allier avec la branche politique des tueurs intégristes.

Je le précise : la plupart de ceux qui ont appelé ou applaudi à l'interruption du processus ne l'ont fait ni par larbinisme ni sous la contrainte. Nourris par leurs convic-

24. Hocine Aït Ahmed est né le 20 août 1926 à Tizi Ouzou. Figure de la lutte en faveur de l'indépendance, Aït Ahmed est considéré comme l'un des « historiques » de la guerre de libération. À l'indépendance, il s'oppose à Ben Bella et à Boumediène et crée même un maquis en Kabylie. Après quelques mois de prison, le pouvoir de Boumediène lui permet de réaliser son « évasion » et de quitter le pays. Exilé depuis 1966, il regagne l'Algérie au moment de l'ouverture démocratique de 1989. Au lendemain de l'arrêt du processus électoral, il reprend le chemin de l'exil et choisit de poursuivre une voie réconciliatrice à l'égard du FIS dont il réclame la réhabilitation. Cette attitude a terni son image auprès de nombreux démocrates algériens, surtout lorsqu'il scellera une alliance objective avec les islamistes, au moment où ces derniers multipliaient les attentats terroristes visant les civils.

tions démocratiques, ceux qui voulaient faire barrage à la « victoire » du FIS cherchaient, avant tout, à s'opposer à un totalitarisme qui ne cachait ni ses desseins ni son programme et non pas permettre à un système de s'enraciner. Il est possible que certains militaires, animés par d'autres calculs, aient manipulé les militants laïques les plus convaincus pour les amener à soutenir cette décision, mais il serait injuste de croire que la société civile a participé à une machination visant à sauvegarder les seuls intérêts de certains généraux. D'un autre côté, cette interruption d'un processus électoral qui allait mener l'Algérie – et toute la région – vers la catastrophe fut, malgré le caractère choquant que peut contenir l'arrêt d'une élection, un acte salvateur et certainement pas une « violence » comme l'affirmera plus tard, en juin 1999[25], un Bouteflika arrogant et donneur de leçon qui avait, précisons-le toute de même, vite fait de quitter l'Algérie dès que les premières balles commencèrent à siffler et alors que les égorgeurs hirsutes aiguisaient leurs lames. Le courageux « Abdelkader Al-Mali » avait trahi, par une sortie d'une telle indécence, en restant fidèle à son tempérament. Du verbe, rien que du verbe... Sinon pensait-il peut-être en affirmant une telle insanité qu'il aurait pu être Duc de Tlemcen, Baron d'Oujda ou Comte de Maghnia si Abassi Madani et Ali Belhadj[26] et autres princes des ténèbres avaient réussi à instaurer l'« émirat islamique d'Afrique du nord ».

Quoi qu'il en soit, il est idiot d'affirmer qu'il y aurait en Algérie d'un côté des galonnés décideurs et, de l'autre,

25. Cette déclaration a été faite lors d'un point de presse organisé par Bouteflika en marge du forum de Crans Montana en Suisse.

26. Ali Belhadj est né 16 décembre 1956 en Tunisie. Cet intégriste est une figure de proue du mouvement islamiste algérien. Il est l'un des fondateurs du FIS. Arrêté en 1991, il sera condamné à douze ans de prison.

des citoyens ou une élite aux ordres. Cette nuance doit être rappelée avec force même s'il est vrai que l'armée peut parfois compter sur le zèle de quelques-uns de ses larbins qui parasitent la société pour instrumentaliser ou tirer profit de certaines situations.

Deux indications montrent que le peuple, dans son ensemble, et surtout la fameuse « majorité silencieuse », adhérait à cette décision: primo, seuls les islamistes contestèrent dans la rue l'arrêt du processus électoral, en organisant des manifestations notamment après les prières du vendredi. Certains partis, tel le FFS, rejoindront ce mouvement, mais ce fut davantage, comme je l'ai déjà précisé, par opportunisme politique et par calculs étroits. Deuzio, la population ira voter trois ans plus tard, en novembre 1995[27], de manière massive, alors que le FIS était dissous, malgré les menaces répétées des groupes armés. Il est vrai que les Algériens voulaient, dès 1988, une vraie rupture avec le système et il est tout aussi évident que certains d'entre eux croyaient naïvement que ce changement pouvait être incarné par ces islamistes qui, au sens propre comme au figuré, leur promettaient le Paradis. Chadli Bendjedid, responsable, avec son plus proche collaborateur, Mouloud Hamrouche de l'accréditation du FIS contre l'avis de certains services de sécurité, dut, par ailleurs, quitter la présidence, sous la pression subtile de quelques généraux, afin de faciliter, sur le plan constitutionnel, l'arrêt du processus qui allait conduire le

27. En novembre 1995, furent organisées des élections présidentielles qui verront la participation de Noureddine Boukrouh, Mahfoud Nahnah, Saïd Sadi et Liamine Zeroual. C'est ce dernier qui sera élu. Les groupes terroristes menaceront les électeurs en leur demandant de boycotter ce scrutin, mais les Algériens prendront part massivement à cette élection et iront fêter la victoire de Zeroual tout en disant leur refus à la violence. Cet épisode scellera la défaite politique du « projet » d'instauration d'un État théocratique défendu par le FIS.

FIS au pouvoir. Pour être plus précis signalons qu'outre Bendjedid et Hamrouche, la responsabilité de la légalisation du FIS incombe également à Kasdi Merbah[28], chef du gouvernement au moment où les islamistes déposèrent leur demande d'agrément[29] et, à un degré moindre, à Aboubakr Belkaïd[30] qui fut alors le ministre de l'Intérieur.

L'arrêt du processus électoral fut donc, sans nul doute, la conséquence directe de l'accréditation accordée au FIS, alors que les juristes du pouvoir auraient pu se rappeler que la Constitution, qui prévoit que « l'Islam est religion de l'État », pouvait leur permettre une interprétation qui interdirait la formation d'un parti politique se réclamant de l'islam, étant donné que cette religion n'est ni la propriété d'un courant ni le fonds de commerce d'un quelconque illuminé.

---

28. Kasdi Merbah, de son vrai nom Abdallah Khalef, est né le 16 avril 1938 à Tizi Ouzou. Après avoir rejoint l'ALN en 1956, il est affecté au Ministère de l'armement et des liaisons générales (MALG), l'ancêtre des services secrets algériens, aux côtés de leur fondateur Abdelhafid Boussouf dont il devient l'un des plus proches collaborateurs. À l'indépendance, il est nommé directeur de la SM, poste qu'il occupera jusqu'à février 1979. Sous l'ère Chadli Bendjedid, il dirigera plusieurs ministères – Chadli voulait l'écarter de la SM car voyant en lui un redoutable concurrent politique – et finira comme Chef du gouvernement (entre novembre 1988 et septembre 1989). Après l'ouverture du champ politique, il crée un parti – le MAJD – mais il sera assassiné, au cours d'une embuscade terroriste le 21 août 1993 ainsi que son fils, son frère et deux de ses gardes du corps.

29. La demande d'agrément fut déposée par le FIS en mars 1989. C'est Kasdi Merbah qui était alors Premier ministre. La légalisation est devenue officielle le 23 septembre 1989, deux semaines après la nomination de Mouloud Hamrouche à ce poste.

30. Aboubakr Belkaïd est né le 19 mars 1934 à Tlemcen. Ce proche de Mohamed Boudiaf est un ancien opposant à Ben Bella et à Boumediène. Plusieurs fois ministre sous Chadli Bendjedid, il est nommé à la tête du ministère de l'Intérieur en 1988 dans le gouvernement de Kasdi Merbah et, ministre chargé des relations avec l'Assemblée en 1991 dans le gouvernement de Sid-Ahmed Ghozali. Il sera assassiné à Alger le 28 septembre 1995.

Liamine Zeroual démissionne

L'été 1998 sera très chaud au sommet de l'État algérien. Touché par plusieurs scandales, le général à la retraite Mohamed Betchine, conseiller spécial du président Liamine Zeroual est poussé vers la sortie par ses anciens collègues du Ministère de la Défense nationale. Outre des affaires de clientélisme, de corruption et de passe-droits auxquelles avait été mêlé celui qui jouissait alors du statut de « ministre conseiller », il avait, par ailleurs, suscité l'ire de ses pairs pour avoir essayé de commettre ce qu'un fin connaisseur des rouages du pouvoir algérien appelle pudiquement le « péché capital ». En d'autres termes, Betchine utilisait sa proximité avec le chef de l'État de l'époque et son poste créé sur mesure afin de réunir des conditions qui auraient permis, espérait-il, de déposséder l'armée et, par conséquent les principaux dirigeants de celle-ci, de leur pouvoir et devenir ainsi leur « chef ». Betchine voulait que les services de renseignement soient contrôlés directement par la présidence de la République et donc, par lui-même, d'autant que l'homme n'avait jamais digéré les causes réelles de sa démission de la tête de la DGDS. Selon mes informations, ce serait l'entêtement de Chadli, d'un côté, et de Belkheïr de l'autre, qui ignoraient le danger que représentait la montée des islamistes, qui auraient précipité son départ. De plus, dès 1997, Mohamed Betchine ne cachait presque pas sa volonté de prendre, à terme, le sommet du pouvoir. Il faut rappeler qu'il était l'un des quatre hommes clés qui dirigeaient le système, ou plus précisément ce qu'un haut fonctionnaire appelle le « conseil d'administration de l'Algérie ». À l'époque, en effet, outre Mohamed Betchine (le ministre conseiller faisant office de vice-prési-

dent pratiquement), il y avait Liamine Zeroual (le chef de l'État), Mohamed « Toufik » Medième (le patron du DRS) et Mohamed Lamari[31] (le chef d'État-major). Toutes les décisions – ou presque – étaient prises dans un esprit de quasi collégialité entre ces quatre hommes. À cause de ses ambitieuses velléités, Betchine a brisé, en quelque sorte, le consensus qui existait au sein de ce « conseil d'administration », et participé à créer les conditions de l'exaspération du président. Zeroual s'est non seulement senti trahi par l'un de ses plus vieux amis, mais encore il a eu vent, selon un cadre supérieur de l'armée que j'ai interrogé, de certains « dossiers » dans lesquels étaient gravement impliqués de hauts responsables de l'ANP et notamment Mohamed Lamari, Larbi Belkheïr et Smaïl Lamari[32]. Quels sont ces dossiers ? Le temps nous le dira peut-être.

Toujours est-il que Liamine Zeroual, qui avait une culture de l'État (c'est l'un des rares) n'a pas voulu prendre le risque de créer, en pleine guerre civile, une situation qui aurait mis à mal l'homogénéité de l'institution militaire. Il prit pudiquement pour prétexte le départ annoncé de

31. Mohamed Lamari est né le 7 juin 1939 à Biskra. Formé par l'armée française, cet officier déserte pour rejoindre l'ALN durant la guerre pour l'indépendance. Une fois celle-ci acquise, il gravit les échelons pour devenir en 1993, le chef d'état-major de l'armée. C'est l'un des officiers les plus hostiles à l'égard des terroristes islamistes contre lesquels il mènera une intransigeante lutte antiterroriste. C'est l'un des rares officiers de l'ANP qui, publiquement, appellera les hommes politiques algériens à entamer une lutte idéologique contre l'intégrisme, la matrice nourricière du terrorisme.

32. Le général-major Smaïl Lamari est né en 1938. Cet ancien motard au sein de la police nationale est passé par le corps de la Marine avant de rejoindre la Sécurité militaire au début des années 1970. Il gravit les échelons jusqu'à devenir dans les années 1980, l'un des plus proches collaborateurs de Lakhal-Ayat et, plus tard, n° 2 du DRS. Il était l'interlocuteur privilégié de la DST française, il a suivi le dossier de la lutte antiterroriste et a dirigé les négociations avec l'AIS. Il décède le 27 août 2007 d'une crise cardiaque.

Betchine pour partir à son tour et ne pas se retrouver dans une situation où il aurait, soit cautionné ce que ses valeurs réprouvaient, soit ouvert un conflit au sommet de l'État qui aurait été fatal à la stabilité du pays.

Un pouvoir dont les équilibres reposent essentiellement sur un principe d'horizontalité, de cohabitation pacifique entre les différents courants – certains parlent de clans – et de consensus entre les différents chefs, ne peut admettre qu'un membre de ce même pouvoir, aussi influent soit-il, puisse viser une quelconque suprématie. Celui qui ose aller aussi loin que Mohamed Betchine, commet donc ce fameux « péché capital » qui reste « inacceptable » aux yeux de la majorité des généraux-décideurs.

Afin de comprendre cet aspect, il faut connaître à la fois l'histoire de cette Armée et la psychologie de ses dirigeants. L'institution militaire a, avant même l'indépendance, joué un rôle clé dans la prise de décision. La primauté du militaire sur le civil, comme la prééminence de l'armée de l'extérieur sur celle de l'intérieur dans les mois qui précédèrent l'accession à la souveraineté nationale, furent autant de sujets de discorde au sein du système et, consécutivement, plus tard, des questions quasiment taboues dans la société. Lorsque Houari Boumediène – de son vrai nom Mohamed Boukharouba[33] – prit le pouvoir après son coup de force du 19 juin 1965, il a réglé, en quelque sorte, cette question, puisqu'il est devenu l'unique chef du pays. Cette suprématie, il la consolidera au fil des années. Longtemps, les différents responsables civils et

33. Mohamed Boukharouba, plus connu sous le nom de Houari Boumediène, est né le 23 août 1932 à Guelma. Homme fort du régime au lendemain de l'indépendance, il coopta Ahmed Ben Bella à la tête de l'État avant de le déposer le 19 juin 1965. Il dirigera l'Algérie d'une main de fer entre juin 1965 et décembre 1978, année de son décès. Tout au long de cette période, il confia la diplomatie algérienne à Abdelaziz Bouteflika.

militaires se sentaient, pour ainsi dire, émasculés. C'est comme s'ils avaient perdu leur virilité. La seule présence de Boumediène dans une salle terrorisait certains d'entre eux. L'homme étalait allégrement son charisme et son autorité et, de l'aveu de quelques témoins de l'époque et notamment de ceux qui ont eu à travailler avec lui, il était même « difficile parfois de soutenir son regard ».

Interrogé sur cette période, un général à la retraite me répondit : « Houari Boumediène était jaloux de son pouvoir et ne supportait aucune interférence dans son aire décisionnelle. Il avait une mainmise totale et absolue sur les institutions ». Selon cet ancien haut responsable, « l'armée était réduite à un instrument dissuasif. Il [Boumediène] le prouvera en frappant d'une main de fer toutes les contestations, toutes les oppositions qui s'exprimeront au sein de l'armée ou en dehors d'elle. La non-implication de l'armée dans le gouvernement était indéniable malgré le faux-semblant de l'instance politique suprême : le conseil de la Révolution ».

Houari Boumediène était un homme à la plurivocité déroutante. Croyant, mais imprégné de nationalisme arabe, adepte d'un islam plutôt conservateur, mais partisan d'un socialisme qu'il voulait « spécifique », sa personnalité trempée dans du béton armé et son charisme anesthésiant amalgamait la foi musulmane du mystique qu'il était et une froide dévotion pour la violence marxiste.

Après sa disparition en décembre 1978, l'institution militaire, consciemment ou pas, ne souhaitait plus entendre parler d'un chef absolu, mais plutôt d'un homme qui, d'une part, incarnerait le pouvoir et, d'autre part, agirait davantage en arbitre au sein d'un système dont les membres décident du sort du pays dans une sorte de collégialité. Ce collectivisme version treillis prend

en considération tant les aspects idéologiques et régionalistes que la défense des intérêts personnels des uns et des autres. Cette manière de fonctionner, quoiqu'elle soit archaïque, a permis cependant à l'armée de se mettre à l'abri contre tout éclatement et a pu résister au choc des années 1990 et à son lot de violence islamiste. Mais elle a donné naissance à une sorte de connivence malsaine entre les différents pôles du pouvoir qui pouvaient s'entredéchirer en coulisse tout en demeurant unis devant l'opinion afin de préserver l'unité de l'institution. Une solidarité au caractère suborneur qui a mis les cadres les plus sincères et les plus intègres de l'armée dans une position très inconfortable et, en définitive les a paralysés. En effet, au nom de cette « solidarité » (qui neutralisait les luttes régionalistes, idéologiques, politiques et les contradictions existantes à l'intérieur du système) les plus corrompus, les plus vils officiers de l'ANP et autres caciques du régime bénéficiaient du silence de leurs camarades et donc de l'impunité. De temps à autre, certaines affaires éclatent. Lorsque cela se produit, c'est qu'il y a eu, au préalable un accord au sein du premier cercle. On se rappelle encore de l'« affaire Benloucif » qui a vu, au début des années 1990, un général se faire emprisonner pour détournement de deniers publics. Sans préjuger du fond de l'affaire, il est évident que cette histoire cache mal un règlement de compte qui a opposé Mustapha Benloucif[34] à certains de ses anciens collègues.C'est dire que, dans l'esprit de

34. Mustapha Benloucif est né en 1929 à Annaba. Cet officier, un temps proche de Chadli Bendjedid, fut le premier à être promu au grade de « général-major ». Chargé de la modernisation de l'ANP, il sera évincé de son poste et un rapport rédigé par plusieurs officiers supérieurs l'accablera pour mauvaise gestion et détournement. Il sera condamné par le Tribunal militaire à 15 ans de prison. Il en effectuera quatre années. Au cours de son procès, il s'est défendu en affirmant qu'il s'agissait d'un règlement de compte. Mustapha Beloucif est décédé le 15 janvier 2010.

plusieurs décideurs algériens, le rôle d'« arbitre », incarné par le président, doit permettre non seulement de veiller sur les équilibres entre les différentes tendances (ou clans), mais aussi de préserver les privilèges des uns et des autres et de concilier les susceptibilités à caractère régionaliste.

Après Boumediène, on passa donc de la verticalité à l'horizontalité et du « chef » à l'« arbitre ». C'est d'ailleurs ce qui explique le principal critère retenu pour propulser Chadli Bendjedid à la tête de l'État : le plus âgé dans le grade le plus élevé. Ni la compétence, ni l'expérience, ni la connaissance des dossiers nationaux et internationaux, ni la notoriété, ni la popularité et encore moins l'élection démocratique ne furent des facteurs déterminants dans le choix de celui qui devait gérer à l'époque, le présent et l'avenir des Algériens.

« Le plus ancien dans le grade le plus élevé » : mode passéiste et tribal, s'il en est, qui ne pouvait, en aucun cas, favoriser la modernisation de la vie publique. Cet archaïsme continue de caractériser le pouvoir algérien.

Bouteflika partisan non assumé du « Qui tue qui ? »

Les années 1990 ont, en réalité, permis à beaucoup d'Algériens d'ouvrir les yeux sur un certain nombre de réalités. Ils ont vu comment certains qui, depuis l'indépendance, donnaient dans un discours au patriotisme ostentatoire, étaient prêts, pour sauvegarder leurs petits intérêts, à offrir l'État aux intégristes enturbannés ; ceux qui, dès janvier 1992, se sont empressés à mettre leurs enfants à l'abri – je pense à Abassi Madani par exemple – dans des pays étrangers tout en poussant les jeunes algériens à prendre le maquis ; d'illustres personnalités,

Abdelaziz Bouteflika en fait partie, refuser le pouvoir quand l'Algérie, isolée sur la scène internationale, cherchait un chef d'État capable de relever le défi et de redresser la Nation ; certains officiers supérieurs n'étaient pas contre un compromis voire une compromission avec les islamistes. Ces derniers leur disaient : « Laissez-nous éduquer le peuple, nous nous engageons à ne pas toucher à l'armée » et étaient prêts à ne pas gérer les ministères régaliens (Défense, Intérieur, Affaires étrangères...) en cas d'accession au pouvoir. Le peuple a vu aussi certains illustres opposants – Hocine Aït Ahmed par exemple – pactiser avec le diable hirsute afin de régler leurs vieux comptes historiques. Tout ceci sur le dos du peuple algérien évidemment.

Mais nous avons vu aussi – il faut être honnête – d'autres responsables, d'autres généraux, d'autres personnalités politiques, d'autres opposants, d'autres intellectuels, et j'en passe, assumer leurs responsabilités avec courage et assurance. Ceux-là ont décidé de résister à l'infâme. C'est à ce courant de pensée, à toutes ces femmes et hommes de conviction que je tiens à rendre hommage et, notamment, aux plus démocrates d'entre eux qui se battaient, certainement pas pour protéger un quelconque poste ou privilège, non pas pour préserver un système ou un pouvoir, mais pour un idéal républicain et démocratique. Ces gens-là, nous le verrons plus loin, furent, par la suite, trahis par Bouteflika et par ceux des militaires qui ont cautionné ses visions passéistes et le tapis rouge que le président algérien a déroulé devant les « repentis »[35]. Beaucoup d'entre eux se sont confiés à moi, parfois en prenant des risques inconsidérés, pour dire leur

35. Nom donné aux terroristes ayant déposé les armes.

dégoût de ce système autiste qu'ils continuent – pour certains – de servir, qui par patriotisme, qui par carriérisme, qui, peut-être, par habitude, par lâcheté ou par lassitude. « Le pire, me dira l'un d'eux, c'est que certains hauts responsables de l'armée, et pas des plus honnêtes, ont déjà placé leurs enfants, leurs neveux ou leurs nièces, leurs cousins, leurs amis ou les membres de leur village à des postes clés afin que la médiocrité perdure »[36].

Jusqu'à présent, ce que j'ai pu lire ici et là à propos du pouvoir algérien et de l'armée m'a laissé sur ma faim. Hormis quelques analyses courageuses qui décrivent la réalité du système et autres positions qui dénoncent celui-ci en mettant en évidence les vraies tares du régime, la plupart des thèses développées, au cours de ces dernières années, l'ont été, tantôt par des cireurs de bottes qui affirment en substance que tous les responsables algériens, civils et militaires, sont l'incarnation même de l'honnêteté et de la compétence (ce qui est une supercherie), tantôt par des commentateurs pétris de certitudes qui stipulent que tous ceux qui servent le régime, à quelque niveau que ce soit, seraient forcément l'expression de l'improbité et de l'inaptitude (ce qui est malhonnête).

Je suis évidemment en désaccord avec ces deux approches qui manquent de nuances. Car, s'il existe en Algérie des cadres et des fonctionnaires, civils et militaires qui agissent selon un mode mafieux, il en existe d'autres qui tentent, sans résultat pour le moment, d'opérer en respectant les lois et les règles de l'éthique et de la morale. Le problème, c'est que ceux-ci sont marginalisés, incapables d'occuper des postes névralgiques et de consti-

36. Entretien réalisé à Paris, au courant de l'année 2010, avec un officier de l'armée ayant requis l'anonymat pour des raisons évidentes.

tuer un courant homogène. En outre, par corporatisme ou par régionalisme, sinon par copinage ou par calculs étroits, certains dirigeants intègres refusent d'assumer leurs responsabilités en donnant un coup de pied dans la fourmilière. Ils continuent ainsi de cautionner, à travers leur silence, un système dépravé. Les plus optimistes pensent qu'avec le rajeunissement des cadres et l'introduction de plus d'éthique et de responsables de haut niveau, les choses s'arrangeraient. Même si rien ne me pousse à partager cet optimisme, je n'insulterai néanmoins pas l'avenir.

Si je tiens à faire cette précision, qui ne plaira certainement pas aux opposants, partisans du « tous pourris » ni aux adeptes du « tout va pour le mieux dans le royaume de Bouteflika », c'est aussi pour trouver le positionnement le plus juste, me semble-t-il, le plus honnête et le plus réaliste. En tout état de cause, même en cas de changement de régime, il faudra compter sur les cadres et les responsables les plus intègres pour assurer la pérennité de l'État. Je crois qu'il est nécessaire, dès à présent, de séparer le bon grain de l'ivraie et surtout d'apprendre à défendre non pas des dirigeants, aussi puissants soient-ils, des intérêts claniques ou des calculs étroits, mais des principes et une certaine idée de l'Algérie de demain.

J'ai toujours agi de la sorte: en toute conscience et sans jamais me compromettre avec un homme, un clan ou une caste.

C'est cet état d'esprit qui m'avait incité à témoigner en faveur du général-major à la retraite Khaled Nezzar, ancien ministre de la Défense, néanmoins figure emblématique du pouvoir algérien et bête noire des islamistes, lorsque la question du « qui tue qui ? » était venue en débat judiciaire devant le Tribunal de Grande Instance

(TGI) de Paris entre le 1er et le 5 juillet 2002[37]. J'avais alors, les yeux dans les yeux, et de la manière la plus claire possible, précisé à Khaled Nezzar qu'en tant que réfugié politique ma présence sur la liste de ses témoins était théoriquement une chose inenvisageable. Et alors que je n'avais aucun intérêt personnel – bien au contraire – à lui apporter mon témoignage, je l'ai fait. C'est une cohérence idéologique d'abord, une forte conviction ensuite et une honnêteté intellectuelle enfin qui m'ont poussé à le faire. Et comme je suis quelqu'un qui a toujours assumé ses positions, j'ai tenu, en préambule à ma déposition devant le tribunal à dire publiquement à Khaled Nezzar : « Beaucoup de gens ici présents savent que je suis un réfugié politique et beaucoup se sont étonnés du fait qu'un réfugié politique puisse témoigner en faveur d'un général algérien [...] Je suis quelqu'un qui a toujours combattu le système auquel M. Nezzar a appartenu et je continuerai de le combattre tant qu'il n'y aura pas de rupture et tant qu'il n'y aura pas une autre Algérie plus démocratique, plus républicaine, celle que beaucoup de gens souhaitent voir naître. Par ailleurs, de la manière la plus solennelle, je veux dire à M. Nezzar, en le regardant dans les yeux, que je ne serai jamais d'accord avec les politiques qui ont été suivies en Algérie depuis l'indépendance. Simplement, et j'assumerai toujours ces propos devant l'histoire et

37. Khaled Nezzar poursuivait un ancien sous-lieutenant de l'armée algérienne qui affirmait que la plupart des attentats en Algérie étaient perpétrés par l'armée. Ce sous-lieutenant avait livré à l'auteur son témoignage en exclusivité. Celui-ci différait totalement de la version qui fut l'objet d'un livre signé par le même sous-lieutenant et publié par une maison d'édition, dirigée par un militant qui, au mépris de la vérité historique et de la vérité tout court, serait capable d'éditer tout ce qui peut accabler les institutions algériennes au risque de dédouaner systématiquement les terroristes islamistes des crimes qu'ils ont eux-mêmes revendiqués. L'auteur a lui-même eu des procès contre cette maison d'édition. La justice lui a donné raison.

devant ma conscience: je tiens à vous rendre hommage M. Nezzar à vous et à vos collègues pour avoir arrêté le processus électoral et pour avoir empêché des islamistes, des intégristes, de faire de l'Algérie un autre Afghanistan. Rien que pour cela, je dis bien: rien que pour cela, je tiens à vous rendre hommage »[38].

Propos et position que je continue d'assumer, tant il est inutile de faire dans l'hypocrisie et de laisser croire à l'opinion qu'il fallait remettre l'Algérie à des islamistes qui promettaient sans cesse l'abrogation de toutes les libertés individuelles et collectives après leur arrivé au pouvoir avec, en prime, l'instauration de leur *charia* obscurantiste et le lancement du djihad contre les voisins maghrébins d'abord, et, au-delà par la suite. Même si la « victoire » des intégristes fut obtenue « démocratiquement », il n'était pas admissible, c'était la vision de plusieurs démocrates, d'accepter cet état de fait devant un parti islamiste qui s'était juré que l'abolition de la démocratie était une chose inéluctable, puisqu'elle serait contraire aux « lois islamiques ».

Ma présence dans ce procès était motivée par des questions idéologiques essentielles. Comment, en effet, aurais-je pu me taire et ne pas témoigner en faveur du général Nezzar, alors que les véritables enjeux de ce débat judiciaire étaient clairs. Ils dépassaient le cadre de la simple affaire de diffamation. Les manœuvres d'Aït Ahmed et de ses alliés, les tenants du « qui tue qui ? » et les islamistes, visaient des objectifs mal dissimulés. Ces enjeux se résument en trois points: la réhabilitation politique du FIS par la condamnation de l'arrêt du

38. Voir les minutes du procès retranscrit intégralement dans l'ouvrage *Un procès pour la vérité*, Khaled Nezzar, Mohamed Maarfia, éditions ANEP, 2002.

processus électoral, la diabolisation morale de l'institution militaire dans son ensemble, principal rempart contre les terroristes salafistes et, enfin, l'affaiblissement du camp démocratique et laïque, l'une des cibles prioritaires des fanatiques et… d'Aït Ahmed, le démocrate, le laïc. Ces derniers qualifiaient d'ailleurs le courant anti-intégriste, composé particulièrement de progressistes, d'« éradicateur », barbarisme savamment choisi, car il comportait une connotation péjorative et disqualifiante. D'ailleurs, Abdelaziz Bouteflika n'avait pas hésité, à l'occasion de son intervention au forum de Crans Montana, en juin 1999, à préciser qu'il y avait, selon lui « deux types d'intégristes en Algérie : les intégristes islamistes et les intégristes éradicateurs », mettant indécemment sur un pied d'égalité, le tueur de femmes et d'enfants et celui qui ne veut plus qu'il y ait de tueurs de femmes et d'enfants. Pour exprimer l'étendue de sa folie, il avait même osé affirmer qu'il serait « obligé de prendre en compte les préoccupations des uns et des autres ». C'est dire ! Le grand humaniste Bouteflika estime que la préoccupation de celui qui veut découper le démocrate, l'homosexuel ou la féministe en petites lamelles serait identique à celle de ces femmes et de ces hommes qui n'aspirent qu'à vivre tranquillement et librement.

Alors oui ! Je suis et je resterai un « éradicateur » à l'égard du terrorisme et de la doctrine intégriste. Mais qu'Aït Ahmed, Bouteflika et consorts ainsi que leurs amis barbus et leurs relais occidentaux, se rassurent ! Par éradication, il ne s'agit, à mes yeux, ni d'assassinats collectifs, ni d'exécutions extrajudiciaires, ni de torture. Le leader du FFS, pour ne citer que lui, qui sait faire l'« idiot utile » de l'intégrisme lorsque cela l'arrange, et c'est, je le crois, sa principale qualité, n'ignore pas que, par « éradication »,

les démocrates voulaient inciter le pouvoir à mettre en place, outre une légitime lutte antiterroriste efficace et respectueuse des textes nationaux et internationaux en matière de droits humains, une politique d'extirpation de l'idéologie islamiste et de tous les ferments qui nourrissent cette vision nihiliste de la religion, puisqu'elle se fonde sur des interprétations littéralistes et archaïques du corpus islamique et sur une pensée qui repose essentiellement sur le salafisme djihadiste.

Qu'Aït Ahmed et Bouteflika (lui aussi sursaute quand il entend ce vocable) se rassurent ! L'éradication de l'islamisme, de mon point de vue, ne sort pas des chargeurs des kalachnikovs, mais d'une stratégie qui doit veiller à laïciser le pays (séparer le religieux et le politique), instaurer une culture démocratique (en commençant par l'école), construire un système judiciaire indépendant, bannir les inégalités sociales, combattre la corruption et, de façon générale, éliminer tous les maux qui alimentent la doctrine simpliste – mais ô combien dangereuse – des intégristes. Le pouvoir de Bouteflika est lui-même générateur d'extrémisme et de terrorisme. Ce système, encouragé également par certains généraux qui ferment les yeux sur les injustices, le gaspillage, la gabegie et la déliquescence morale, politique et économique est, lui, aussi éradicateur de tous les espoirs et excitateur d'islamisme. Les « barbus », nous le savons aujourd'hui, se nourrissent de mauvaise gouvernance et des tares du régime. Qu'on se le dise enfin : le pouvoir n'a jamais eu la volonté d'éradiquer le terrorisme et le fanatisme religieux. Certains cadres de l'armée – les plus intègres – et autres responsables civils ont cette volonté, mais ils sont peu nombreux et probablement impuissants à travailler sur l'extirpation des racines profondes de l'obscurantisme.

Trop lâche, trop calculateur et trop incompétent, le pouvoir actuel n'osera jamais entamer une telle démarche. Il préférera mener une action de domestication, sinon d'instrumentalisation, des courants intégristes injustement qualifiés de « modérés » et notamment ceux qui se réclament de la doctrine des « Frères musulmans », plutôt que concevoir une politique de fond visant à construire un État moderne qui prenne en considération le fait que la société algérienne est très attachée à sa religion. Les deux n'étant pas contradictoires (islam et modernité), il faudra travailler – un gros mot à l'oreille de beaucoup de dirigeants algériens – pour atteindre cet objectif. On remarquera, soit dit en passant, que plusieurs ministres appartenant à la mouvance islamiste dite « modérée »[39] sont mêlés à des affaires de corruption ou de clientélisme. À la vérité, lorsqu'ils sont confrontés aux réalités du pouvoir, les partis intégristes sont loin d'être de blanches colombes.

La dernière raison, et non des moindres, qui m'a poussé à être aux côtés de Khaled Nezzar lors du procès parisien, réside dans les manœuvres opérées en coulisse par Abdelaziz Bouteflika et les hommes de son clan. Ces derniers voulaient absolument saboter le dossier judiciaire et espéraient que le général à la retraite se « casse la gueule ». Une telle action souterraine et sournoise obéissait au contexte d'alors. Le président algérien souhaitait se débarrasser de quelques galonnés ou, à tout le moins, disposer d'un levier de pression qui lui permettrait de s'adonner à l'un de ses hobbies préférés : le chantage sournois. Sa cible : ceux qui avaient activement participé à l'arrêt du processus électoral, pour les remplacer par des

---

39. Le MSP et *Ennahda*, deux partis islamistes, figurent dans l'alliance présidentielle qui forme le gouvernement et soutient l'action de Bouteflika.

officiers proches de lui sur le plan idéologique comme sur le plan régional, et de s'assurer ainsi l'hyper-présidence, ce pouvoir absolu, auquel il n'a cessé de rêver.

Bouteflika a souvent dit à quelques-uns de ses invités, tout en adoptant une attitude victimaire, que ceux qui l'avaient placé à cette fonction pouvaient le démettre afin de laisser planer une certaine hostilité et une méfiance envers l'armée, en tout cas à l'encontre de certains de ses chefs. Le petit futé voulait en réalité, dès le départ, se retourner contre ses parrains. Plusieurs témoignages très crédibles m'ont appris que ce président capricieux menaçait régulièrement, de manière subtile et indirecte, certains généraux, de Tribunal Pénal International (TPI). Il aurait dit à l'un de ses amis : « De toute façon, ils ont besoin de moi. S'ils me lâchent, je lâcherai sur eux la communauté internationale »[40].

Voilà, en toute clarté, les raisons qui m'avaient, en 2002, incité à m'afficher aux côtés du général-major Khaled Nezzar. De plus, à mes yeux, la vérité, quoi qu'on puisse en dire, était de son côté. Je ne crois pas un instant au bien-fondé de cette thèse qui laisse croire que l'armée ou que les institutions algériennes du renseignement auraient créé le terrorisme pour demeurer au pouvoir, même si certains services et autres responsables ont été très peu regardants – c'est évidemment, un énième euphémisme – quant aux questions liées au respect des droits de l'Homme. La dénonciation légitime et nécessaire de ce dernier aspect ne doit pas, à mon sens, permettre l'absolution de la mouvance islamo-terroriste qui, au-delà des frontières algériennes, a clairement montré son visage hideux et ses pratiques assassines.

40. Entretien réalisé à Paris avec un proche de Bouteflika en septembre 2009.

Chose que Hocine Aït Ahmed par exemple ou certains hamrouchiens[41] ne sont pas prêts à entendre puisque, aveuglés par leur haine, par leurs sentiments subjectifs et par leurs petits intérêts partisans et politiques, ils ont toujours relégué la vérité historique et l'honnêteté intellectuelle au second plan. J'ai donc presque envie de rire – si la situation n'était pas aussi dramatique – quand je sais comment aujourd'hui, les uns (Aït Ahmed et certains de ses partisans) et les autres (Hamrouche et certains de ses anciens ministres) multiplient, en coulisse, en direction de Bouteflika danse du ventre et autres mamours, espérant ainsi jouer un quelconque rôle à ses côtés (ou après lui), alors qu'il représente un pouvoir et un système qu'ils prétendent honnir. S'ils comptent sur un président malade et névrosé pour réformer le pays, c'est qu'ils sont à la politique ce que fut aliboron à l'art pictural.

Abdelaziz Bouteflika s'est hissé au rang des tenants des régimes autoritaires qui reposent sur un verrouillage de la société civile et sur des fondements doctrinaux putrides. Il s'est révélé comme l'un des traits saillants d'une prépotence qui intègre ce triste personnage comme l'une de ses expressions les plus achevées. L'homme se révèle enfin, après douze ans de règne comme l'une des dernières caricatures représentant ces régimes arabes où l'on s'agrippe au pouvoir comme un chien fou s'accroche à son os, où l'on croit être l'unique source possible du bonheur de son peuple cependant qu'on est l'instigateur de sa pire calamité.

En Algérie, les démocrates sont les dindons d'une grande farce. J'ose le mot : ils sont les sempiternels cornards qu'on méprise et qu'on manipule, parce qu'on les

41. Partisans de l'ancien Premier ministre Mouloud Hamrouche (1989 – 1991).

sait incapables d'user des méthodes de voyous des tenants des pouvoirs rétrogrades ou des pratiques barbares des intégristes fanatisés. En propulsant Bouteflika au sommet de l'État et en le maintenant durant trois mandats successifs, les dirigeants de l'armée ont trahi l'engagement des progressistes contre les islamistes et leur militantisme pour une Algérie laïque, moderne et démocratique.

Beaucoup d'officiers supérieurs juraient, dans les années 1990, la main sur le cœur, que l'institution militaire ne ferait rien pour entraver la marche vers une « vraie démocratie » après la fin du terrorisme. Aujourd'hui, cette même institution et ses services secrets ont préféré devenir l'instrument par excellence qui soutient un autocrate illégitime à la tête du pays. Plus loin, j'expliquerai les raisons qui ont poussé l'armée à agir de la sorte en me fondant sur les différentes informations que j'ai pu glaner au cours de mes investigations.

I

Bouteflika et l'Algérie : acte I

Lorsqu'il prit les rênes de l'État en avril 1999, je pensais naïvement qu'Abdelaziz Bouteflika était un homme ouvert et moderne, malgré quelques « écarts de langage », c'est un euphémisme, qu'il avait eu durant la campagne électorale. Ainsi, il avait traité les journalistes de « commères de bains maures ». Sans doute cette expression lui rappelait son enfance passée autour d'un « bain maure » et de quelques jacassières marocaines, puisque sa défunte mère en gérait un à Oujda. Raison pour laquelle, sans doute, il serait inopportun de considérer comme une injure, une saillie contre une profession qui a payé un lourd tribut au terrorisme islamiste, tandis que lui, le grand « patriote », néanmoins silencieux, se pavanait au bord du lac Léman et sur les rives du Golfe.

L'homme avait, en effet, disparu du paysage politique algérien au lendemain de la mort de Houari Boumediene. Bien qu'il eût servi la diplomatie d'un dictateur dit « éclairé », si tant est qu'un satrape puisse l'être, l'ancien ministre des Affaires étrangères avait laissé derrière lui la réputation d'un jouisseur, d'un séducteur et d'un admirable rhétoricien en accord avec son temps.

Beaucoup de ceux qui l'ont fréquenté le décrivent ainsi. En bon diplomate, rappellent certains de ceux qui ont travaillé avec lui, il sait séduire ses interlocuteurs et offrir l'image d'un personnage avenant et agréable. À ceci près que les mêmes sources précisent qu'il s'agit là de son côté face. Côté pile, c'est une autre histoire. L'autocrate serait en fait capricieux, colérique, prisonnier de ses certitudes, égocentrique, aimant la tenure et ses privilèges. Ses anciens amis lui reprochent son absence totale de fidélité. « Il n'appelle que pour ses intérêts », me dira l'un d'eux avec un geste de dépit. « Je me souviens, me dira un autre, qu'il m'arrivait de lui faire moi-même à manger lorsqu'il venait me voir durant sa traversée du désert. Depuis qu'il est devenu président, il n'a plus jamais repris contact avec moi. Évidemment, je ne chercherai pas à le joindre, il a dû oublier jusqu'à mon nom », conclura-t-il non sans ironie.

Et ses défauts se seraient accentués avec l'âge. On se rend d'ailleurs aisément compte que, depuis 1999, ses assertions péremptoires et ses pédalages rhétoriques montrent qu'il n'est vraiment qualifié que s'il fait corps avec un pouvoir qui a su, depuis l'indépendance, instaurer la médiocrité et la régression sur fond de beaux discours et d'envolées nationalistes. En vrai Javert de la pensée et de la liberté d'expression, en chantre de la démagogie et des saillies populistes, en adepte de l'aigre et du doux, Bouteflika représente incontestablement l'une des plus grandes escobarderies de l'histoire récente de l'Algérie.

Trop peu intelligent pour être comparé à Boumediène; trop beau parleur, pour nous rappeler Chadli et son manque d'éloquence; trop peu courageux, pour accéder à la respectabilité dont jouit Zeroual, homme de principes; trop destructuré pour être de l'étoffe de Boudiaf, Bouteflika est une sorte d'enfant illégitime d'un système qui a, trop

souvent, transformé des traîtres en valeureux combattants et inversement; qui a trop souvent réécrit l'histoire pour fabriquer des légendes; et qui a trop souvent converti de « vieux canassons »[1] en pur-sang arabes. Affirmer de telles choses n'est guère excessif. Lorsqu'on reprend le parcours du président algérien, et qu'on écoute ses harangues, on découvre, avec le temps, non seulement son incohérence, mais aussi son incompétence et son inconsistance, autant de défauts pour un responsable politique qu'aucun vernis fait de discours prétendument patriotiques, ni aucun ressassement d'idéologie islamo-nationaliste passéiste ne saurait dissimuler. On peut donc se risquer à cerner le profil du chef de l'État algérien. Sauf que, je l'avoue, à l'annonce de sa candidature, j'étais loin de conjecturer l'étendue du désastre qu'allait représenter, pour l'Algérie, ce politicien avide de pouvoir. Je fus probablement sensible à cette propagande très algérienne qui laisse croire que seuls les hommes du passé seraient capables d'imaginer un avenir radieux et de prendre en main les destinées du pays.

Il faut suivre le parcours du personnage pour comprendre que les différentes étapes de sa carrière ont été façonnées grâce à l'intrigue, aux coups fourrés et aux machinations avec, en prime, ce don spécifique qui lui permet de sentir la direction du vent et de l'épouser, surtout si elle peut lui conférer une certaine puissance.

En 1956, en pleine guerre pour l'indépendance, l'homme, alors âgé d'à peine dix-neuf ans, est recruté par l'Armée de libération nationale (ALN). Le jeune Abdelaziz qui allait avoir, quelques années plus tard, comme pseudo-

1. Khaled Nezzar avait traité Abdelaziz Bouteflika de « vieux canasson » avant son élection en 1999. Il se rétractera par la suite sur les recommandations de ses collègues. C'est dire qu'il n'y avait pas unanimité au sein de l'armée au sujet de choix qui a été effectué.

nyme « Si Abdelkader El Mali »[2] n'est pas de ceux qui, à cette époque, ont joué un rôle secondaire seulement. En effet, une certaine indulgence pourrait nous inciter à affirmer qu'il a tout simplement accompli des tâches subalternes puisque son nom n'est inscrit dans aucune des étapes importantes de la guerre de Libération. Il n'est de l'étoffe d'aucun des grands noms de la lutte pour l'indépendance ni de celle des négociateurs et des diplomates qui ont fait connaître la « cause algérienne ». S'il était nécessaire parfois de faire le zouave pour appartenir à l'armée d'Afrique, point n'est besoin de se conduire en héros pour devenir le « grand Bouteflika ». Il fut un simple exécutant et certainement pas un concepteur. Aucun historien sérieux, spécialiste de la guerre d'Algérie, ne serait assez fou pour lui consacrer plus d'une ligne dans ses ouvrages. Et encore : il lui faudrait de la générosité, de l'indulgence et de la superficialité.

L'homme était, rappelons-le, un jouisseur et préférait, de l'aveu même de certains de ses « compagnons d'armes », la douceur des villes marocaines qui l'ont vu naître[3] à la rudesse des maquis. D'ailleurs, sa formation ne fut pas assurée dans les *djebels*, mais à l'école du commissariat politique qui se chargea d'idéologiser ceux qui ont formé le groupe d'Oujda[4]. Ce fameux clan qui a, en un premier temps, porté au pouvoir Ahmed Ben Bella, avant

---

2. Ce surnom, il le doit à sa présence durant une courte période à la frontière algéro-malienne où, selon la version officielle, il supervisait l'acheminement des armes vers les maquis de l'ALN.

3. Abdelaziz Bouteflika est né à Oujda (Maroc) le 2 mars 1937. Après des études secondaires, il rejoint l'ALN en 1956.

4. Le clan d'Oujda était compos par ceux qui n'allaient pas tarder à devenir les hommes forts de l'Algérie indépendante : Houari Boumediene, Ahmed Medeghri, Ahmed Kaïd, Tayebi Larbi, Belkacem Chérif et… Abdelaziz Bouteflika, pour ne citer qu'eux.

de le destituer pour permettre à Houari Boumediene de régner sur l'Algérie.

S'étant très vite mis sous l'aile protectrice du même colonel Houari Boumediene, dont il était le secrétaire particulier, Bouteflika s'autorisait beaucoup de choses, y compris des fugues de plusieurs jours. Il n'a jamais affronté la réalité des combats, les armes à la main. D'ailleurs, lorsqu'il fut « muté » au Mali, il ne s'agissait pas d'une « mission spéciale » destinée à superviser l'approvisionnement en matériel de guerre via les frontières sahéliennes, comme le laisse entendre sa biographie officielle, mais d'une sanction, en raison de ce qu'il convient d'appeler une désertion. Le jeune homme avait, en effet, disparu durant quelques jours, alors qu'il devait transiter par l'Espagne pour se rendre du Maroc vers la Tunisie. Il préféra l'encanaillement que peuvent offrir les villes espagnoles à la rigueur qui s'impose à ceux qui combattaient pour l'indépendance de l'Algérie. Aussi, lorsqu'il est envoyé en 1960 au Mali à la suite de sa désertion, c'est sur intervention de Houari Boumediène, qui voulait éviter la prison à son protégé. D'ailleurs, il sera « muté » en compagnie de Mohamed Chérif Messaadia et Ahmed Draïa[5] qui étaient, eux, sanctionnés, pour avoir pris part à ce qui fut appelé alors le « complot des colonels »[6].

---

5. Ahmed Draïa (1929 – 1988) fut l'un des membres du Conseil de la Révolution. Nommé chef de la police par Houari Boumediène trois semaines avant le coup d'État du 19 juin 1965, il dirigera la Sûreté nationale jusqu'à 1977 avant d'être coopté à la tête du ministère de l'hydraulique. Sous l'ère Chadli, il sera placardisé. Nommé ambassadeur du Portugal en 1980, il restera à Lisbonne jusqu'à sa mort en 1988.

6. Il s'agit d'un épisode qui, en 1958, a vu quelques officiers supérieurs du commandement opérationnel militaire basé en Tunisie remettre en question la légitimité du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Jugés par un tribunal militaire, dirigé alors par le colonel Houari Boumediène, quatre officiers furent exécutés et d'autres seront emprisonnés parmi eux Mohamed Chérif Messaadia et Ahmed Draïa.

Ces précisions sont d'autant plus importantes que l'homme, à l'instar d'autres responsables algériens, a toujours veillé à glorifier son personnage et à écrire sa propre légende, afin de bénéficier de la fameuse « légitimité historique ».

Le pouvoir algérien a longtemps usé et abusé de cette « légitimité historique ». Bouteflika n'est pas en reste, alors que la plupart des dirigeants historiques ont été écartés du centre des décisions (ou assassinés) par les enfants d'Oujda, ceux-là même qu'on devrait considérer comme le produit illégitime de la crise de l'été 1962 et non comme les concepteurs de la guerre de libération nationale. Dès le début, le système auquel n'a cessé d'appartenir Abdelaziz Bouteflika ne supportait pas la contradiction et ne tolérait aucune opposition. S'agissant des débats contradictoires, n'en parlons même pas. La brutalité comme mode d'action, la force comme argument et la diabolisation de l'adversaire comme riposte idéologique. Ce sont là les tics et les tocs difficilement guérissables du régime, à moins d'une rupture radicale et d'une refonte des traditions qui régentent la vie publique en Algérie.

En enquêtant sur le parcours du « grand combattant », on se rend compte qu'il est à l'héroïsme ce que Karl Marx fut au capitalisme. Quoi qu'il en soit, opportuniste et ambitieux, le zélé Bouteflika se mit, dès le début de sa carrière politique, au service du pouvoir personnel : celui de Ben Bella d'abord (il fut successivement chargé de la jeunesse et des sports et de la diplomatie), celui de Boumediene ensuite (il fut son ministre des affaires étrangères) et, enfin, au service de sa propre gloire.

Atypique, il l'est. Tel un amuseur de foule, grigner, interpeller, gasconner, gesticuler, réprimander, humilier et pérorer lui tiennent lieu d'existence. Il n'a nul besoin

de développer une profonde pensée, sauf à considérer comme tels un fatras de discours à l'emporte-pièce, des interventions télévisées, de préférence sur les chaînes satellitaires, une petite phrase par-ci, une autre par-là : le tout cimenté par de courtes idées qui donnent l'impression que l'homme serait un lettré étalant son savoir ou un artiste exhibant son art. Qu'on se le dise : avec Bouteflika, nous sommes au pays de la roublardise. Et voilà mes brimades, et voici ma colère ; et voilà ma risette, et voici ma suffisance ; et voilà mon pouvoir, et voici mon omnipotence. Une sagesse populaire algérienne résume ce type d'attitudes : sois rusé et tu vivras (*haf Etiich*). Bien dressé et fort averti, l'astucieux n'attaque pas de front, sinon très rarement.

Il maîtrise tout ou presque. En autodidacte confirmé, il est aussi bon sur les questions religieuses que sur les problèmes géostratégiques. Il peut parler de musique bédouine et tout savoir sur le football. Il connaît parfaitement la jeunesse algérienne, mais aussi celle du Sri Lanka. L'homme est donneur de leçon. Il n'hésite pas, pour mieux épater ses interlocuteurs, à prendre un ton professoral, et, pour mettre au pas ses collaborateurs à faire le père Fouettard.

Enfin, c'est une sorte de quiddité qui plane sur la médiocrité ambiante d'un système. Près de cinquante ans après l'indépendance, ce système préfère à toutes les compétences que recèle l'Algérie, un Bouteflika, ce mauvais génie sorti d'une lampe que les décideurs, en *Aladins* naïfs ou en marionnettistes cyniques, ont décidé de frotter. On oublie de rappeler par exemple que son « prestige » actuel, le président algérien, le doit, certes à son dynamisme et son hyperactivité d'antan, mais surtout à ce qu'il fut, d'abord et avant tout, un très bon exécu-

tant. Certains de ceux qui l'ont côtoyé au ministère des Affaires étrangères durant les années 1960 et 1970 se souviennent d'un arrogant, sûr de lui et dissipé, exécutant à la lettre les directives de Boumediene, principal, sinon unique inspirateur de la diplomatie algérienne de l'époque. Bouteflika, le beau parleur, était une sorte de ballon d'essai et d'homme de paille utilisé, tantôt pour tromper, tantôt pour sonder, voire pour rassurer tous ceux qui voulaient saisir les intentions réelles, sur tel ou tel dossier, de Houari Boumediène.

Chantre du tiers-mondisme, alors qu'il a toujours admiré l'Amérique ; parfait francophone, alors qu'il ne rate pas une occasion, par opportunisme populiste, de fustiger la France ; jouisseur invétéré, alors qu'il est atteint de mysticisme aigu ; en apparence amoureux des femmes, afin de mieux dissimuler certaines tendances contraires au puritanisme algérien ; appréciant la conversation avec les hommes, mais à condition d'être le seul à pérorer ; admirateur du peuple juif, mais antisémite non assumé ; populiste exalté, bien qu'il méprise la plèbe ; attentif aux articles de journaux, même s'il ne cache pas sa détestation des journalistes, algériens en particulier ; parfois hyperactif, mais souvent brouillon et fainéant ; se disant révolutionnaire, alors qu'il n'admire que les rois et les monarques ; bref, Bouteflika est l'homme de tous les paradoxes. Il est aussi adepte des conjurations et des calculs sournois. Lorsqu'en 1961, le torchon brûlait entre le GPRA et le colonel Houari Boumediène, ce dernier rappela Bouteflika de son « exil malien » pour l'employer comme intermédiaire. Le puissant patron de l'État-major général de l'ALN voulait prendre langue avec les dirigeants historiques du FLN, emprisonnés en France dans le château d'Aulnoy, au

nord de la France[7]. Pour Boumediène, il fallait trouver le futur président de l'Algérie indépendante et le soumettre au pouvoir militaire. Son objectif était de convaincre l'un de ceux qui étaient détenus. C'est Bouteflika, homme d'intrigues et exécutant discipliné, qui fut chargé de cette délicate « mission ».

Craignant d'être repéré par les autorités françaises, le protégé de l'armée de l'extérieur va activer ses connaissances dans l'administration marocaine, afin d'obtenir un faux passeport sous l'égide de la monarchie chérifienne. Manière de se rendre discrètement dans l'Hexagone et se faire passer pour un proche d'un détenu.

Le premier à rabrouer l'émissaire de Houari Boumediène fut Mohamed Boudiaf. Il confia plus tard à l'un de ses amis, Simon Blumenthal, qu'il n'accepta jamais de prendre part à la trahison concoctée par Boumediène contre les intérêts du peuple algérien et contre la démocratie.

J'étais très proche de Simon Blumenthal[8], durant les dix dernières années de sa vie. C'est lui-même qui m'a raconté cet épisode, en 2008, peu de temps avant sa disparition. Confident et éditeur de Boudiaf, il m'avait certifié que celui-ci ne voulut même pas rencontrer Bouteflika, alors qu'il essayait de le persuader de devenir le président souhaité par Boumediène. Dès qu'il eut la certitude que Boudiaf n'accepterait jamais de marcher dans la

7. Il s'agit de Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella, Rabah Bitat, Mohamed Boudiaf et Mohamed Khider. Leur avion reliant le Maroc à la Tunisie avait été intercepté par l'aviation française et détourné vers l'aéroport d'Alger où les principaux dirigeants du FLN furent arrêtés avant d'être transférés en France. À préciser que Rabah Bitat, détenu à Alger n'était pas dans l'avion, mais avait été transféré au château d'Aulnoy. En revanche, parmi les passagers de l'appareil arraisonné, il y avait également Mustapha Lacheref.

8. Je ne pouvais écrire ce livre sans rendre hommage à la mémoire de Simon Blumenthal, grand ami de l'Algérie et des démocrates algériens. Son décès est intervenu le 5 juillet 2009.

combine, Bouteflika jeta son dévolu sur Ahmed Ben Bella. Contrairement à Aït Ahmed qui avait énoncé certaines conditions, celui qui allait devenir le premier chef de l'État algérien indépendant et se révéler, dès son accession à la présidence, comme un assoiffé de pouvoir, cautionna la démarche sans même que soit consulté le peuple et au mépris de tous les combattants de l'intérieur du pays et des autres militants de la cause nationale. Un seul clan, celui d'Oujda, venait de s'approprier l'Algérie.

Quelques mois après l'indépendance, Ben Bella fut sacré de force. Il sut, dans un premier temps, récompenser le très actif Bouteflika, âgé de 25 ans, en le nommant à la tête du ministère de la Jeunesse et des Sports. Il fera de même avec les autres membres du clan d'Oujda. Ce groupe venait de sortir vainqueur de la crise née au lendemain de l'indépendance et n'avait qu'une ambition : se partager le pays et ses richesses. Pour reprendre l'expression de Ferhat Abbas[9], l'Algérie était alors « un animal blessé entouré d'une meute de loups »[10]. Le capitaine Bouteflika bénéficia d'une autre récompense, celle-ci fut accordée par Boumediène : il fut promu, avec beaucoup de complaisance, au grade de commandant. Une année plus tard, en 1963, au lendemain de l'assassinat de Mohamed Khemisti[11] et grâce à l'appui de son mentor, il hérite du Ministère des Affaires étrangères.

9. Ferhat Abbas est né le 24 octobre 1899 à Jijel. Figure de la lutte politique pour l'indépendance de l'Algérie, il fut le premier président du GPRA. Après l'indépendance, ce pharmacien de formation s'opposa à Ben Bella et à Boumediène et passera le reste de sa vie en résidence surveillée. Il décédera le 24 décembre 1985 à Alger. Une année avant sa mort, il reçut tout de même une médaille pour son engagement en faveur de l'indépendance.

10. Ferhat Abbas, *L'indépendance confisquée*, Flammarion, 1984.

11. Mohamed Khemisti est né le 11 août 1930 à Maghnia. Il a occupé entre autres fonctions celle de ministre des Affaires étrangères de septembre 1962 au 11 avril 1963, date de son assassinat.

Ben Bella tente de régner sur l'Algérie d'une main de fer. Il tente d'assurer une véritable mainmise sur l'ensemble de l'appareil de l'État et élimine tous les opposants potentiels en les poussant notamment vers l'exil. Il va jusqu'à encourager la création de « milices populaires », chargées d'arrêter, d'emprisonner, de torturer voire de liquider toutes les oppositions. En avril 1963, Mohamed Khemisti, le ministre des Affaires étrangères, est assassiné près du siège de l'Assemblée nationale par un homme qui fut traité, plus tard, de « malade mental ». Ce dernier se « suicide » mystérieusement dans sa cellule. Cet assassinat est une aubaine pour Bouteflika, qui, du coup, se retrouve à la tête de la diplomatie algérienne.

Sur le plan idéologique, Ben Bella met ses pas dans ceux de Nasser. Il arbore le nationalisme arabe d'une main et l'idéologie islamiste d'une autre. Il avouera, en 2003, lors d'une interview accordée à la chaîne qatarie *Al-Jazira,* qu'il a « rédigé la Constitution avec un membre des Frères musulmans », un certain Chaouli, son conseiller de l'époque à la présidence. On comprend mieux dès lors le soutien sans failles qu'apportera plus tard Ahmed Ben Bella à la politique de « réconciliation nationale » de Bouteflika quand il absoudra les intégristes de leurs crimes, mais aussi pourquoi ce pays a vécu, au cours des années 1990, la tragédie que nous connaissons tous. L'idéologie islamiste et le nationalisme arabe nassérien étaient ancrés dans l'esprit de la plupart des jeunes cadres de l'Algérie indépendante qui avaient été formés au Caire.

Le peuple, de culture méditerranéenne, aux racines berbères, ayant toujours eu une approche apaisée de l'islam malékite et n'ayant jamais renié son appartenance linguistique au « monde arabe » et à la sphère maghrébine, ouvert néanmoins sur le monde et né de métissages

successifs, fut soumis, dès l'indépendance à des doctrines qui lui étaient totalement étrangères. On a voulu greffer sur le citoyen algérien une personnalité et des comportements qui n'ont jamais été les siens. Une partie de la crise identitaire que vivra ce pays plus tard vient aussi de là.

Au bout de deux ans de règne, Ahmed Ben Bella, surnommé alors ironiquement, le « calife de Bagdad », décide de neutraliser les membres du clan d'Oujda qui lui avaient pourtant permis d'accéder à la présidence. En effet, les affidés de Boumediène commençaient à représenter une entrave dans sa quête du pouvoir absolu. Dès lors, sa stratégie consista à éliminer, les uns après les autres, tous les hommes issus de ce groupe. Les premiers à faire les frais de cette stratégie furent Ahmed Medeghri[12], le ministre de l'Intérieur, Belkacem Chérif[13], celui de l'Orientation et de l'Information et Ahmed Kaïd[14], chargé du Tourisme. Dans sa quête d'un pouvoir sans partage,

---

12. Ahmed Medeghri est né le 23 juillet 1934 à Oran. Il s'engage dans les rangs de l'ALN en 1957 dans la wilaya aux côtés de Boumediène, Bouteflika et les autres membres du groupe d'Oujda. Il prit un rôle actif dans la rédaction de la partie militaire des accords d'Évian. En septembre 1962, il est nommé ministre de l'Intérieur. Le 10 décembre 1974, il est retrouvé mort chez lui. La thèse officielle a toujours parlé d'un « suicide ».

13. Belkacem Chérif est né le 10 juillet 1930 à Oum El Bouaghi. Ce membre du groupe d'Oujda fut l'un des plus proches amis de Bouteflika. Après avoir été évincé du gouvernement par Ben Bella, il prend part au coup d'État du 19 juin 1965 et devient un membre influent au sein du « Conseil de la Révolution » avant d'en être évincé, en 1975, à la suite d'un différend avec Boumediène. Il se retire un temps de la politique avant de réapparaître au lendemain des émeutes d'octobre 1988. Belkacem Chérif est mort le 23 juin 2009.

14. Ahmed Kaïd est né le 17 mai 1921 à Tiaret. Plus connu sous le pseudonyme du « commandant Slimane », Ahmed Kaïd a été un proche de Boumediène. Au lendemain de l'indépendance, il devient député, ensuite ministre du Tourisme. Évincé par Ben Bella, il retrouve un poste ministériel après le coup d'État de 1965 (celui des Finances) avant de quitter la politique à la suite de profonds désaccords avec Houari Boumediène et s'exile au Maroc où il décédera en 1978.

Ben Bella prend le parti de devenir, en même temps, chef du gouvernement et s'appropriera, dès 1964, les départements de l'Intérieur, des Finances et de l'Information tout en se propulsant à la tête de l'appareil du FLN dont il devient le Secrétaire général.

Plus tard, Ben Bella passa à la vitesse supérieure. Après avoir comploté, au début de l'année 1965, en vue de susciter une mutinerie au quartier général contre Boumediène, lequel a failli être abattu par un soldat, il décide, à la mi-mai, de lui adjoindre, alors qu'il est vice-président et ministre de la Défense nationale, un chef d'État-major, en la personne du colonel Tahar Zbiri[15] ; puis, dans la foulée, de limoger Abdelaziz Bouteflika du Ministère des Affaires étrangères. Ben Bella avait profité d'un déplacement de Boumediène à Moscou pour effectuer ces changements. C'est à la veille de la Conférence afro-asiatique, qui doit se tenir dans la capitale algérienne à la fin du mois de juin, que ces décisions devaient être concrétisées. En même temps, il réoriente son stratagème : Ben Bella prend le parti de se rapprocher de Hocine Aït Ahmed, pourtant emprisonné depuis qu'il a tenté de créer un maquis en Kabylie, et de son courant, le Front des forces socialistes (FFS). La stratégie de Ben Bella, qui ne disposa ni d'un appui au sein de la société ni d'un

15. Tahar Zbiri est né le 4 avril 1929 à Souk Ahras. Dès le 1er novembre 1954, il rejoint le maquis pour prendre part au soulèvement en faveur de l'indépendance. Arrêté, il sera condamné à mort, mais il réussira à s'évader de sa prison. Après l'indépendance, il est nommé chef d'État-major par Ben Bella. Il prendra néanmoins une part active dans le coup d'État et rejoindra l'équipe de Boumediène avant qu'il ne tente un putsch contre ce dernier le 14 décembre 1967. Après son échec, il se réfugie au Maroc et en Europe. Son exil durera jusqu'en 1979 et l'arrivé de Chadli Bendjedid au pouvoir. Il tentera de jouer un rôle politique après les événements de 1988 et durant la décennie suivante, mais il ne réussira pas à initier une vraie dynamique autour de son nom.

appareil totalement acquis, consiste à sauter d'un clan, celui d'Oujda, à un autre, celui de Tizi Ouzou.

Abdelaziz Bouteflika, sentant son heure proche, conseille alors à Boumediène de passer à l'action. Le jeune ministre des Affaires étrangères jouera un rôle clé dans les événements qu'allait vivre l'Algérie, puisqu'il précipitera le *putsch* du 19 juin 1965. Il intrigue auprès de tous les membres du groupe d'Oujda afin que chacun d'eux demande à Boumediène de renverser le Président. Selon tous ceux qui l'ont côtoyé, Boumediène « était tout sauf un impulsif ». Il voulut d'abord s'assurer de l'existence d'un consensus, car il savait qu'en cas d'échec, Ben Bella ferait payer les comploteurs ; ensuite, il lui fallait trouver la meilleure formule qui permettrait de sauver les apparences aux yeux de la communauté internationale, d'autant plus que le premier chef d'État algérien se targuait du soutien du despote, Djamel Abdelnacer, plus connu sous le diminutif de Nasser, dont il était devenu l'agent d'influence dans la zone maghrébine. Les barbouzes de Fath el-Dib, à l'époque patron des services secrets égyptiens, étaient comme chez eux à Alger, tout comme les groupes marxistes qui, avec l'aval de Ben Bella, espéraient transformer l'Algérie en un immense laboratoire d'expérimentation de leurs doctrines. Cette relation très intime avec le raïs égyptien et les argus venus du bord du Nil, Ben Bella l'entretenait depuis les années 1950 et le coup d'État qui avait ouvert la voie à l'avènement des « officiers libres » et au départ du roi Farouk. Comme le rappelait déjà en 1976 les journalistes Ania Francos et Jean-Pierre Séréni dans la biographie qu'ils consacrèrent à Boumediène[16] : « Il [Ben Bella] est déjà très

16. A. Francos et J-P Séréni, *Un Algérien nommé Boumediène*, Stock, 1976.

lié à Nasser, alors ministre de l'Intérieur, et aux services spéciaux égyptiens. Devenu chef d'État en 1962, il fera venir en Algérie ses anciens interlocuteurs du Caire : le colonel Soliman Ezzat et le major Fath el-Dib »[17].

À l'aube du 19 juin 1965, le colonel Tahar Zbiri se dirige vers le ministère de la Défense pour informer Boumediène de l'arrestation du chef de l'État. Le « Conseil de la Révolution » est mis sur pied. Quelques heures plus tard, le même Zbiri ira rassurer son supérieur putschiste en lui lançant : « C'est bon, le peuple n'a pas bougé ». Selon un témoin présent ce jour-là, celui qui s'apprête à devenir l'homme fort d'Alger eut cette réplique qui montre le niveau de mépris que portent les dirigeants algériens à leurs administrés. « Quel peuple ? Pourquoi bougerait-il ? », aurait alors répondu Houari Boumediène. La société algérienne qui avait découvert au réveil les chars et qui comprit très vite qu'un coup d'État venait de se produire, en effet, ne bougea pas.

Usée après 132 ans d'un colonialisme particulièrement abject, fatiguée par sept ans de guerre, elle avait déjà crié son ras-le-bol, avec son célèbre *Sebaa snin barakat* (Sept ans [de guerre], ça suffit !) lors de la crise de l'été 1962, disant ainsi son rejet des luttes de clans et des conflits à caractère régionaliste. La société algérienne ne bougea pas, parce qu'elle n'aspirait qu'à une chose : vivre sereinement. Luxe qu'elle n'a pu s'octroyer que rarement à cause d'un système qui a toujours mis en avant les intérêts des personnes et des groupes d'influence au détriment de l'intérêt collectif et de celui de la Nation.

La dérive qui avait débuté sous Ben Bella devait s'accentuer avec Boumediène. Pour asseoir son pouvoir

17. *Ibid.*

et s'assurer la « fidélité » du peuple, le pouvoir a entretenu le régionalisme et a aggravé les divisions nées à la veille de l'indépendance. Au passage, il ne tardera pas, non plus, à clientéliser une partie de la société et à corrompre (oui à corrompre !) les vrais ou prétendus *anciens Moudjahidines* (les combattants de la guerre de libération) en accordant aux uns des crédits, facilitations en tout genre et fonds de commerce, et aux autres des privilèges sociaux et les biens immobiliers laissés vacants par les pieds noirs. Cette distribution n'obéissait à aucune logique objective. Elle était à la discrétion d'une administration servile qui avait pour priorité de récompenser les copains, les coquins et les fidèles du régime. Alors que le discours officiel valorisait la « lutte de tout le peuple algérien dans le recouvrement de son indépendance », dans les faits, les membres du clan d'Oujda, leurs familles et leurs proches ainsi que les zélés serviteurs du Parti-État FLN furent prioritaires en toute chose. Le clientélisme, l'injustice et les passe-droits allaient devenir une règle de gouvernance. Les combattants d'hier, ceux qui avaient écumé les maquis furent, pour une grande partie d'entre eux, dépouillés de l'honneur. Le citoyen, qui avait combattu pour une noble cause, l'indépendance de son pays, fut transformé en une sorte de mercenaire qu'on récompensait et dont on achetait, à la fois le silence et la conscience. Malheur à ceux qui refusèrent ce marché, tel le colonel Mohamed Chabani[18]. Après s'être rebellé avant le coup d'État contre

---

18. Mohamed Chabani est né le 4 septembre 1934 à Biskra. Il fut un dirigeant historique de la Wilaya VI durant la guerre de libération et commandera, après l'indépendance, la 4e région militaire (Ouargla). Refusant de cautionner le pouvoir de Ben Bella, il sera arrêté pour « rébellion », jugé et exécuté le 3 septembre 1964.

le pouvoir de Ben Bella/Boumediène, il fut jugé, lors d'un procès expéditif, condamné à mort, puis exécuté.

La « masse », souvent silencieuse, observait avec beaucoup d'amertume ce qui se tramait sous ses yeux. Elle tentait de se rassurer en se disant : « Hier, sous le colonialisme, c'était pire ». Ce qui était vrai, même si tous les idéaux de l'indépendance étaient, chaque jour, bafoués. Ce peuple, que certains responsables continuent d'affubler de ce terme algérien fort péjoratif : *El-Ghachi,* qui signifie, dans le meilleur des cas, une « masse inculte et indisciplinée » et, dans le pire, un « troupeau » ou une « populace méprisable », ne croyait plus en ses dirigeants. Ce sentiment n'allait que s'accroître au fil des années.

Ce sont les intérêts personnels, le régionalisme et l'argent qui devaient cimenter, en premier lieu, le régime algérien. Les questions idéologiques jouèrent certes un rôle au temps de Boumediène, mais pour plusieurs de ses collaborateurs, l'essentiel demeurait le pouvoir. Ils pouvaient servir le marxisme, l'islamisme, le capitalisme, Dieu ou le diable, le plus important, pour eux, était de rester aux postes clés et de profiter des richesses du pays. Le jour du coup d'État, Houari Boumediène, selon plusieurs témoins, avait fait préparer un avion. À l'intérieur, des valises bourrées de devises l'attendaient. Stationné à l'aéroport militaire de Boufarik, l'appareil devait lui permettre de fuir l'Algérie, probablement vers Cuba, en cas d'échec, comme le confirmera, quarante ans plus tard, l'ancien patron de la Gendarmerie nationale, le colonel Ahmed Bencherif[19] qui, soit dit en passant, est loin d'être une référence en matière d'intégrité. Bien que Boumediène n'eût jamais été mêlé à des affaires de

19. Le quotidien algérien *El-Watan* du 20 juin 2005.

corruption, il avait voulu assurer ses arrières. Outre cet « avion prêt à décoller », il savait qu'il pouvait compter sur le seul ami qu'il avait : le milliardaire Messaoud Zeghar[20] dont la fortune était, à l'époque, estimée à plus de deux milliards de dollars.

À la mi-journée, Houari Boumediène fit un discours à la radio en qualité de « président du Conseil de la Révolution » pour annoncer le « redressement révolutionnaire ». Il fustigera au passage le président renversé et, dès le lendemain, entamera le même processus que son prédécesseur afin de consacrer la dictature et le pouvoir personnel. Dans son ombre, tel un roquet déchaîné : un certain Abdelaziz Bouteflika.

L'expérience du coup d'État a appris à Boumediène qu'il devra, compter sur des fidèles (Bouteflika sera de ceux-ci, bien qu'il ne soit loyal qu'à l'égard de sa propre personne) ; réprimer toute remise en cause de son autorité (les arrestations d'opposants et les assassinats politiques vont se multiplier durant cette période) ; garder le portefeuille de la Défense nationale, tout en fragilisant le rôle des différents chefs des régions militaires en jouant notamment sur les divisions ; homogénéiser, autant que faire se peut, la

20. Messaoud Zeghar est né le 8 décembre 1926 à El Eulma. Cet homme au destin extraordinaire et tragique a rejoint très tôt l'ALN et deviendra l'un des proches de Boumediène. Commerçant dans l'âme et ayant le sens des affaires et du contact, il construira au Maroc la première usine algérienne de fabrication de mortiers en pleine guerre d'indépendance tout en s'activant pour le MALG, l'ancêtre de la Sécurité militaire. À la fin de la guerre, il quitte l'armée et se lance dans les affaires. Houari Boumediène l'utilisera néanmoins comme l'un des hommes clés de sa diplomatie parallèle, notamment à l'égard des Américains. Après la mort de son ami de toujours, le pouvoir Chadli montrera à quel point l'État algérien sait châtier ses propres enfants. Il sera accusé d'espionnage, emprisonné (le 8 janvier 1983) avant d'être blanchi par la justice militaire. À sa sortie de prison (en octobre 1985), l'homme est malade, usé mentalement et quasiment ruiné. Il décédera d'une crise cardiaque le 20 novembre 1987 à Madrid.

société autour de questions idéologiques qui lui sont chères – le tiers-mondisme et le nationalisme arabe par exemple –, s'adjoindre les services d'une police politique capable de mettre au pas les opposants potentiels et de laminer toute contestation, aussi légitime fut-elle. En même temps, il lui fallait contrôler totalement l'appareil du FLN et ne laisser s'exprimer aucune contradiction. Le successeur de Ben Bella atteindra très vite les cimes de l'imperium. À la tête du fameux clan d'Oujda, dont les membres seront chouchoutés, il fera en sorte d'étendre les tentacules du groupe à tous les secteurs stratégiques et à tous les ministères régaliens. Chef de l'armée, du parti et de la police politique, Boumediène sera, pendant 13 ans, le maître de l'Algérie et Bouteflika, une sorte de vice-patron qui ne rêvait que du jour où il succéderait au despote socialiste.

Durant cette période, l'institution militaire était en pleine mutation. D'Armée insurrectionnelle, il fallait, pour Houari Boumediène, que l'ALN se transmue en Armée conventionnelle puissante sur le plan régional (afin d'apporter de la consistance à sa politique étrangère), disciplinée (pour éviter toute tentative de renversement de régime) et politisée (dans le but d'impliquer les hauts gradés dans les choix politiques). Ce processus était complété par le renforcement du rôle de la Sécurité militaire (SM), l'ancêtre du DRS, transformé en un instrument servant de police politique, mais également d'outil de répression, chargé de neutraliser, d'une manière ou d'une autre, les opposants. Abdelaziz Bouteflika fut donc l'apologiste d'un régime qui ne tolérait que la docilité. Il a gardé à ce jour – et il n'est pas le seul – cette vision du rapport qui doit exister entre la société et le pouvoir. Une relation de subordination qui refuse toute remise en cause des ukases du chef.

Docile, Bouteflika l'était, notamment en présence de Boumediène ; mais en son absence, il n'hésitait pas à faire le fanfaron, allant jusqu'à s'attribuer parfois certaines décisions du raïs. Et de ses frasques, multiples et variées, qui firent de lui la risée de plusieurs capitales étrangères, ne parlons même pas. Fidèle à l'attitude qu'il avait adoptée pendant la guerre d'indépendance, il n'avait aucun scrupule à fuguer, quelquefois durant plusieurs semaines, pour s'adonner à quelques « plaisirs interdits en terre d'islam ». Houari Boumediène, lui pardonnait tout, même lorsque Kasdi Merbah, le redoutable patron de la Sécurité militaire lui faisait part des « écarts » du chef de la diplomatie algérienne. Des « folles nuits » algéroises aux « folles nuits » parisiennes, en passant par les escapades tunisoises ou casablancaises, le jeune homme profitait de la vie tel un milliardaire insoucieux ou comme un prince fou attendant l'heure du sacre. À Paris, il n'hésitait pas à distribuer des pourboires de plusieurs centaines de francs (de l'époque !) aux grooms et aux concierges des hôtels de luxe. Qu'à cela ne tienne, l'Algérie est riche !

Loin des caméras, il comblait, à sa manière, cette part exaspérante d'ennui que distillent, comme la sainte messe, toutes les meilleures choses de la politique quand elles perdent de leur fraîcheur et entrent dans le grand domaine des habitudes acquises et des conduites commandées. Ministre le jour, jouisseur le soir. Cette fausse réplique d'un Abou Nawas, non assumé, concevait le pouvoir de la même manière que ces brevetaires de la monarchie abbasside avec, chaque fois, une nouvelle Shahrazade (ou un nouvel éphèbe) qui lui contait les Mille et une nuits et à laquelle il narrait probablement les mille et un jours qui le séparaient du trône. S'il fallait le comparer à Jules César, il y aurait comme points communs la taille

et non pas la grandeur, les frasques, car nulle trace de batailles dans la biographie du roitelet d'Alger (heureusement, dirions-nous !) et, certainement, que quelques jaboteurs, pour ne pas oser « commères de bain maure », affirmeront, avec assurance, qu'il fut, dans sa jeunesse, un peu comme l'empereur romain : homme de toutes les femmes et femme de tous les hommes. Cela ne nous regarde évidemment pas, sauf qu'il est curieux de constater qu'au pays de la rigidité et de la moustache fièrement affichées on pouvait, malgré tout, se permettre de faire quelques entorses aux coutumes locales. Une hypocrisie, parmi tant d'autres, chez beaucoup de dirigeants algériens.

À ce propos, Houari Boumediène ne s'y était pas trompé. Même s'il couvrit les frasques de son immature collaborateur, il l'avait délesté de toutes les questions cruciales liées à la diplomatie algérienne qui étaient gérées directement par la présidence, sinon par la diplomatie parallèle et les services de Kasdi Merbah. En effet, souvent quand on lui faisait part des escapades nocturnes de son ministre, le très autoritaire Boumediène répondait : « Il a raison, il est jeune, il est célibataire ; il ne fait de mal à personne »[21]. Cette attitude paternaliste reflète la relation « très intime » qui liait les deux hommes, mais certainement pas une confiance professionnelle totale. C'est ainsi que l'enfant gâté du système Boumediène ne joua quasiment aucun rôle – voire un rôle minime – pendant la période de la préparation du dossier de la nationalisation des hydrocarbures, lors de la crise algéro-marocaine au sujet notamment du Sahara occidental ou dans les relations stratégiques algéro-soviétiques. S'agissant du processus qui amena la nationalisation des richesses du sous-sol, il est fort possible

21. *Un Algérien nommé Boumediène, op. cit.*

que Bouteflika n'ait même pas été informé des détails du dossier monté à l'époque, dans le plus grand secret, par le duo Houari Boumediène – Belaïd Abdesselam[22].

Quelques mois avant la nationalisation, Abdelaziz Bouteflika assurait tous ses interlocuteurs que les intérêts de la France ne seraient plus jamais touchés en Algérie. Alors de deux choses l'une : soit Boumediène intoxiquait Bouteflika, afin qu'il trompe à son tour ses amis français, soit le chef de la diplomatie algérienne ignorait tout des véritables intentions de Boumediène au sujet des hydrocarbures. Il est peu probable que l'ancien président algérien ait mis au parfum son ministre des Affaires étrangères. Un fin connaisseur de cette période rappelle que « Boumediène avait le don de cloisonner l'information et n'ignorait pas l'ascendant psychologique qu'avaient certains responsables français sur Bouteflika »[23].

En réalité, le président algérien utilisait non pas Bouteflika, mais l'image que celui-ci avait auprès des partenaires étrangers, Occidentaux notamment, pour mieux les anesthésier et préparer ainsi ses décisions en toute quiétude. Dans le duo que formait Boumediène avec son ministre des Affaires étrangères, il y avait une sorte de flagrant paradoxe : le dresseur était, de loin, plus redoutable que celui qu'on présentait comme un fauve de la diplomatie algérienne.

Le pouvoir, représenté à l'étranger par Bouteflika, mettait en application le « socialisme scientifique »,

---

22. Belaïd Abdesselam est né en 1928 à Sétif. Ayant été le premier président de la Sonatrach entre 1964 et 1966, Belaïd Abdesselam sera le ministre de l'Industrie et des hydrocarbures de Boumediène avant de devenir *persona non grata* sous Chadli. Il reviendra aux devants de la scène après les émeutes de 1988 et sera désigné chef du gouvernement en 1992.

23. Entretien réalisé en décembre 2010 avec un proche d'Abdelaziz Bouteflika ayant requis l'anonymat.

écartant au passage, parfois de manière sanglante, comme ce fut le cas avec Mohamed Khider[24] et Krim Belkacem[25], tous les opposants et tous ceux qui contestaient le choix du maître absolu. Alger vivait au rythme des révolutionnaires cubains et son ministre des Affaires étrangères se comportait tel un Californien en babouches.

Mais si l'homme aime la vie qui est la sienne, il se soucie très peu de celle des autres. Les années 1973 et 1974 furent, à ce titre, emblématiques de ce pouvoir schizophrène dont certains des membres alliaient des frasques – qui feraient rougir aujourd'hui le très fantasque Berlusconi – à une psychorigidité d'apparence qui pousserait Brejnev à applaudir.

---

24. Mohamed Khider est né le 13 mars 1912 à Alger. Figure de la lutte pour l'indépendance, Mohamed Khider fut un partisan de Ben Bella qui fera de lui le Secrétaire général et trésorier du FLN. Mais peu de temps plus tard, il déclare, à partir de Genève, son opposition à Ben Bella et après le coup d'état à Boumediène tout en gardant en sa possession les finances du FLN, appelé « trésor de guerre du parti ». Certaines informations affirment qu'il aurait donné une partie aux autres opposants et notamment à Mohamed Boudiaf et à Hocine Aït Ahmed. Quoi qu'il en soit, il sera assassiné le 4 janvier 1967 à Madrid, probablement par la Sécurité militaire et sur ordre de Boumediène. Abdelaziz Bouteflika a toujours nié son implication dans ce crime d'État. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Algérie Actualité* en juillet 1990, Kasdi Merbah, l'ancien patron de la SM, tout en niant l'implication de ses services dans cet assassinat, accusa, à demi-mot, des officines de l'État algérien. Toujours est-il, il est clair aujourd'hui que c'est le pouvoir que servait Bouteflika qui est derrière l'élimination physique de Mohamed Khider. Notons enfin que ce dernier était considéré comme le plus « conservateur » des responsables algériens durant les premières heures de l'Indépendance.

25. Krim Belkacem est né le 14 décembre 1922 à Tizi Ouzou. Il est l'une des figures de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Vice-président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), il sera l'un des négociateurs des accords d'Évian qui scelleront l'indépendance du pays. Opposé à la présidence de Ben Bella et au « clan d'Oujda », il est très vite écarté de la politique. Le 18 octobre 1970, il est retrouvé étranglé dans une chambre d'hôtel à Francfort en Allemagne. Un assassinat politique qui n'a jamais été élucidé bien qu'il ne fait aujourd'hui quasiment aucun doute qu'il fut assassiné, comme Mohamed Khider, par le pouvoir de Boumediène.

L'entrée en scène d'une femme : Anissa El Mansali, celle qui deviendra, plus tard, Madame Boumediène, a chamboulé le climat du régime algérien et a révélé les divergences qui couvaient au sein du « Conseil de la Révolution ». Probablement malgré elle, elle réveilla la crise qui sommeillait depuis quelques années déjà. Cette intrusion féminine dans la vie du président algérien allait, d'après plusieurs témoins de l'époque, fissurer la solidité apparente du clan d'Oujda. Cette femme, qui aurait été présentée à Boumediène par Bouteflika, a sorti le chef de l'État de sa solitude de célibataire endurci, de sa vie d'ascète et l'a éloigné de ses camarades.

Les divergences doctrinales et idéologiques entre les « fils d'Oujda » ne tarderont pas à apparaître au grand jour et s'exacerber. Cette situation provoquera le départ du gouvernement d'Ahmed Kaïd, de Belkacem Chérif et, selon les mêmes sources, sera à l'origine du « suicide » d'Ahmed Medeghri, alors ministre de l'Intérieur. Un témoin de l'époque, avec lequel j'ai longuement discuté, est catégorique : Bouteflika aurait joué un grand rôle dans ce suicide tant il fut, à en croire mon interlocuteur, « celui qui exercera une pression sans pareille sur le ministre de l'Intérieur, alors dépressif ». Thèse qu'avait confirmée à demi-mot Belkacem Chérif avant son décès. L'homme répétait à plusieurs de ses amis que « Bouteflika était l'une des causes du suicide d'Ahmed Medeghri ». Visiblement, il n'a jamais voulu en dire plus à ce sujet. En tout cas, jamais publiquement. Autre fait troublant : après la mort de Medeghri, Bouteflika prolongera, avec l'aval de Houari Boumediène et probablement pour se faire oublier, son séjour à New York puisqu'il fut élu président, au nom de l'Algérie, des travaux de la 29e session de l'Assemblée générale des Nations unies deux mois avant le « suicide » de Medeghri. D'autres témoins de l'époque

précisent que le différend entre Bouteflika et le ministre de l'Intérieur d'alors était d'ordre purement personnel. Ce serait Mansouriah[26], la mère de l'ancien ministre des Affaires étrangères, qui aurait demandé à son rejeton de convaincre Boumediène de se séparer de Medeghri. La raison : un vieux contentieux entre elle et la mère d'Ahmed Medeghri. Or d'aucuns connaissent la relation fusionnelle ayant existé entre Bouteflika et sa génitrice et l'influence démesurée qu'elle a toujours eue sur lui. En fait, les deux femmes étaient en bisbille depuis l'époque d'Oujda. D'ailleurs, la mère de Bouteflika n'avait pas hésité à l'époque à faire pression sur un wali (Préfet), afin qu'il expulse du territoire algérien une servante marocaine qui travaillait pour sa rivale.

Quoi qu'il en soit, plusieurs zones d'ombres – et c'est peu dire – couvrent cette période et malheureusement, les principaux témoins de l'époque sont morts ou muets.

Lorsqu'en décembre 1978 survint le décès de Houari Boumediène, Abdelaziz Bouteflika se voit comme l'héritier naturel. Mais cette succession tant attendue par lui n'aura pas lieu. Les patrons de l'armée et le chef de la Sécurité militaire avaient d'autres projets et s'étaient, en coulisse, mis d'accord pour écarter non seulement le tonitruant ministre des Affaires étrangères, mais également, un autre prétendant à l'héritage: Mohamed Salah Yahiaoui[27], le

26. Mansouriah Ghezlaoui, la mère d'Abdelaziz Bouteflika, est décédée le 6 juillet 2009. Elle était âgée de plus de 90 ans. Elle a toujours été très proche de son fils, le conseillant parfois y compris sur ses choix politiques.

27. Mohamed Salah Yahiaoui est né en 1932 à Batna. Cet ancien membre du « Conseil de la Révolution » qui avait le grade de colonel fut commandant de l'école inter-armes de Cherchell, à quatre-vingts kilomètres à l'ouest d'Alger, avant d'être nommé, en 1977, au poste de « responsable exécutif » du FLN. Appartenant au courant islamo-conservateur du parti, Mohamed Salah Yahiaoui s'est longtemps vu, tout comme Bouteflika, comme le successeur de Boumediène.

coordonateur du FLN, qui s'imaginait, lui aussi, en haut de l'affiche, en usant de la logique du « gouvernement par le parti ».

Bouteflika, comme à son habitude, multiplie les intrigues. Il jure sur tous les saints de l'Ouest algérien et sur la tête de tous les membres du clan d'Oujda que Boumediène a laissé un « testament » dans lequel, le président défunt le désignait comme son successeur naturel. Il se bat pour prononcer l'oraison funèbre et raconte à tous ceux qui sont prêts à l'entendre que même le peuple le veut comme chef d'État. Naturellement, à aucun moment, ni lui ni ses collègues au sein du système, ne songent à demander l'avis de ce peuple dont ils se réclament tous.

Finalement, c'est Chadli Bendjedid, un inconnu du grand public qui est choisi, car, il était, comme je l'ai déjà évoqué, « le plus ancien dans le grade le plus élevé ». La « traversée du désert » commence pour Bouteflika. Pourtant, il n'avait pas tardé à faire allégeance au Président fraîchement désigné, en le dénigrant dans son dos, y compris devant des diplomates et des chefs d'État étrangers.

Dessaisi du portefeuille des Affaires étrangères, il est également, quelque temps plus tard, exclu du bureau politique, puis du comité central du FLN. Bouteflika décide donc de prendre ses « économies » et d'aller s'installer en Suisse. Mais l'heure est à la purge et à la « déboumedienisation ». Chadli Bendjedid et les nouveaux patrons du FLN, tout comme la Sécurité militaire, ne veulent plus entendre parler du clan d'Oujda et des proches du dictateur défunt. La Cour des comptes lance une enquête sur l'ancien chef de la diplomatie algérienne. On lui reproche sa gestion des fonds publics. Chaque année, les ambassades algériennes qui avaient des reliquats budgétaires étaient priées de les transférer vers des banques suisses.

Certains caciques du régime affirment que le compte vers lequel était viré l'argent était au nom de Bouteflika. Ce dernier jure qu'il fait financer les mouvements de libération et conseille aux enquêteurs de voir la question avec trois de ses « collaborateurs », dont Raouf Boudjakdji, homme réputé intègre. Celui-ci et les autres adjoints, qui ne faisaient pourtant qu'appliquer les consignes de leur chef direct, le ministre des Affaires étrangères, sont utilisés comme lampistes et finissent en prison. Tout l'art de Bouteflika : ne pas assumer ses responsabilités, et laisser d'autres, de préférence des gens honnêtes, payer à sa place. Il aurait restitué une partie du magot au Trésor public, obtenant en contrepartie le versement de sa retraite de ministre. Selon plusieurs anciens responsables que j'ai eu l'occasion d'interviewer, ce serait Larbi Belkheïr qui lui aurait « arrangé le coup » avec Chadli et fait en sorte qu'un compromis soit trouvé pour que Bouteflika ne soit pas jugé et probablement emprisonné.

À Genève, il se faisait passer pour un homme démuni. Durant les années 1980, il troquera ses costumes trois-pièces contre des vestes râpées afin de montrer la « précarité de sa situation ». Il aimait, dit-on, rappeler à ses interlocuteurs que « l'Algérie délaisse ses propres enfants » afin qu'on s'apitoie davantage sur son sort, mais auprès d'intimes il étalait son sourire carnassier en jurant qu'un jour ou l'autre, « ils [certains responsables] payeront ».

L'homme attendait en effet son heure. Persuadé de son destin et de sa « grandeur » et connaissant parfaitement le système, il savait que, tôt ou tard, quelqu'un ferait appel à lui. Il ne s'y est pas trompé : le second acte devait débuter près de vingt ans plus tard…

II

Bouteflika et l'Algérie : acte II

J'ai quitté l'Algérie, en 1999, quelques mois seulement après sa cooptation au sommet de l'État. J'avais pourtant, dans un premier temps, applaudi à son retour dans un contexte particulier qui avait vu, tout au long de la décennie 1990, cette Algérie, déjà malmenée par une trentaine d'années de mauvaise gouvernance, sombrer dans une « guerre civile » où la barbarie islamiste avait fait étalage de son art meurtrier devant un pouvoir qui s'était montré incapable de mener une politique de lutte idéologique contre l'islamisme, en se contentant d'une répression féroce comme seule réponse au terrorisme. La malédiction s'était alors abattue sur une population qui n'aspirait qu'à vivre en paix.

Maître mot de « l'homme providentiel », la thématique de la « réconciliation » ne pouvait que susciter l'adhésion populaire autour de celui que l'*establishment* militaro-politique avait choisi pour succéder à Liamine Zeroual, le président démissionnaire. Mais dans ses discours, Bouteflika ne promettait pas uniquement le recouvrement de la paix civile. Démocratie, dignité, fierté, bonne gouvernance, lutte contre la corruption et le clientélisme,

indépendance de la justice, retour de l'Algérie sur la scène internationale figuraient parmi les vocables les plus usités par le candidat du régime lors de sa campagne électorale. Son slogan fut : « La fierté et la dignité ». On se rendra compte très vite que celui qui réclamait que les Algériens relèvent la tête n'a repris le pouvoir que pour mieux humilier le peuple. Mais passons...

L'ambitieux carriériste avait décidé de s'entourer de figures jugées crédibles : Ali Benflis[1], cacique du Front de Libération Nationale (FLN), l'ex-parti unique, est réputé intègre. Il est nommé directeur de campagne. Saïd Sadi, leader du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD), militant démocrate et défenseur des droits de l'Homme était contacté et rassuré[2] dans une démarche visant, disait-on, à créer un « vaste rassemblement ». Pendant ce temps, des personnalités plus controversées issues du fameux Rassemblement National Démocratique (RND), composé majoritairement d'arrivistes, des opportunistes du FLN et des islamistes prétendument « modérés » gravitaient autour de celui qui allait être propulsé à la tête du pays.

C'est le général Toufik, le patron du DRS qui avait suggéré à Bouteflika de se rapprocher d'Ali Benflis et d'en faire son plus proche collaborateur. C'est ce dernier qui

---

1. Ali Benflis est né le 8 septembre 1944 à Batna. Comme avocat, il a participé à la création de la Ligue algérienne des droits de l'Homme. Il fut député, ministre de la justice et deviendra en 1999, le directeur de campagne de Bouteflika. Une fois élu, ce dernier fera de lui son directeur de cabinet avant de le nommer à la tête du gouvernement. Ils ne tarderont pas cependant à se séparer et Benflis sera candidat en 2004 à la présidence contre Bouteflika, ce qui scellera la rupture entre les deux hommes.

2. En réalité, Abdelaziz Bouteflika se rapprocha d'Ali Benflis, originaire de l'Est du pays et de Saïd Sadi, originaire de Kabylie pour séduire et rassurer les habitants de ces régions. Le régionalisme a toujours été un mal endémique et un tabou en Algérie.

avait demandé et obtenu, en 1989, la réintégration de Bouteflika au sein du comité central du FLN. Les deux hommes ne se connaissent pas très bien, mais Bouteflika respecte cet avocat qui possède une bonne réputation.

Le même général Toufik demandera, par ailleurs, à la veuve du président Mohamed Boudiaf[3], qui était en bons termes avec Saïd Sadi, de servir d'intermédiaire entre les deux hommes. Fatiha Boudiaf appela un soir le dirigeant du RCD pour le convaincre de rallier le « candidat du système ». Sadi accepta de rencontrer Bouteflika et fut séduit, dans une première phase, par l'ex-ministre des Affaires étrangères avant de découvrir le vrai visage du personnage. Son ralliement fut l'une des plus grandes erreurs politiques de Saïd Sadi, qui s'est laissé abuser par un Bouteflika, patelin comme jamais lorsqu'il veut atteindre ses objectifs.

L'ancien chef de la diplomatie algérienne est un charmeur-né, un séducteur professionnel et un manipulateur hors pair. Il peut endormir une chouette la nuit et berner un ogre le jour. Ses talents d'ensorceleur ont eu raison de la méfiance de Saïd Sadi, qui finira par rejoindre l'alliance présidentielle avant de rompre avec elle deux ans après l'élection de Bouteflika[4].

---

3. Mohamed Boudiaf est né le 23 juin 1919 à M'sila. Figure du nationalisme algérien, il est l'un de ceux qui déclencheront la lutte armée le 1er novembre 1954. Opposé à la politique du duo Ben Bella/Boumediène, il est emprisonné, ensuite exilé. En janvier 1992, il prend la tête du Haut comité d'État créé après l'arrêt du processus électoral, mais il sera assassiné, le 29 juin 1992, par Lambarak Boumaarafi, un membre des forces spéciales. Son épouse, Fatiha Boudiaf vit toujours en Algérie.

4. Le RCD quittera le gouvernement pour protester contre une répression féroce qui s'est abattue sur des manifestants scandant leur colère au lendemain de la mort de Massinissa Guermah. Cet étudiant fut tué, par balles, dans une brigade de gendarmerie.

Depuis le mois de septembre 1998, tout l'appareil de l'État s'était mis en branle pour garantir une victoire électorale à cet homme à l'esprit encore alerte et au verbe bien aiguisé. En Algérie, l'administration, mobilisable à souhait, est, en vérité, le premier parti politique en Algérie. Elle est dirigée par des responsables, civils et militaires, très prompts généralement à faire allégeance à celui que les « décideurs », comme on les appelle, ont choisi préalablement en coulisse.

C'est de ce point de vue que la nature du régime algérien devient spécifique. Il est erroné, sauf à se laisser aller à des lieux communs, d'affirmer que le centre de décision est entre les mains exclusives des militaires et notamment depuis 1988. Mais il est tout aussi faux de clamer que le pouvoir serait détenu, en Algérie, par les civils. C'est ce qui fait l'exception algérienne. Le pouvoir est horizontal et non pas vertical. Il n'est pas personnalisé. Il est plutôt diffus et réparti entre trois principaux pôles : présidence, état-major de l'armée et services de renseignements. Les différents chefs de l'Armée nationale populaire (ANP) et les chefs de région ont leur mot à dire, même si la puissance des uns et des autres n'est pas identique. Cela dit et contrairement à l'idée reçue et largement répandue, ils ne sont guère les seuls « décideurs ». Pour donner un semblant de crédibilité à leur démarche, ils cherchent systématiquement à associer à leurs vues, les caciques du pouvoir, notamment ceux issus du FLN, comme ceux issus du RND, et aussi ceux qu'on appelle en Algérie les « membres de la grande famille révolutionnaire »[5].

---

5. Cette « famille révolutionnaire » renferme les « anciens Moudjahiddines », ces combattants de la guerre de libération, les « enfants de *Chouhadas* » (les enfants des martyrs de la guerre de libération), les scouts musulmans et d'autres organisations qui ont fait du passé de l'Algérie un fond de commerce politique.

Ils avaient agi ainsi lorsqu'entre décembre 1991 et janvier 1992, les chefs de l'armée avaient senti qu'une large partie de l'opinion souhaitait l'arrêt du processus électoral qui allait inéluctablement plonger l'Algérie dans l'obscurantisme islamiste. Il faut préciser que si les intégristes avaient obtenu en effet la majorité, en raison d'un gigantesque taux d'abstention (seuls 26 % du corps électoral avaient choisi la voie islamiste[6]), ce choix était le résultat, non pas d'une adhésion au projet intégriste, mais d'un rejet et d'une sanction à l'égard du « parti unique »[7].

Certes, à l'époque, les généraux Khaled Nezzar, Mohamed « Toufik » Medième, Ahmed Djenouhat[8], Abdelmalek Guenaïzia, Abdelmadjid Taright[9], Mohamed Lamari et Mohamed Touati[10] pour ne citer qu'eux, étaient convaincus que plusieurs courants du Front Islamique du Salut (FIS), notamment ceux qu'on appelait les « afghans »[11], voulaient instaurer le régime de la terreur,

---

6. Lors de ces élections législatives de décembre 1991, le taux d'abstention s'est élevé à 48 %.

7. Entre 1962 et 1989, le FLN était le seul parti autorisé en Algérie. C'était le parti État. Il y gagna son titre de « parti unique ».

8. Ahmed Djenouhat est né le 19 septembre 1934 à Jijel. Après une longue carrière à différents postes de commandement, il sera nommé à la tête de la 1re région militaire où il jouera un rôle important au moment de la lutte antiterroriste. Il fut l'un de ceux, avec Khaled Nezzar, qui iront convaincre Chadli Bendjedid de la nécessité d'arrêter le processus électoral. Il finira sa carrière comme attaché militaire à Rabat (Maroc).

9. Abdelmadjid Taright est né à Tizi Ouzou. Il était commandant de la Marine, ensuite conseiller au ministère de la Défense avant de faire-valoir ses droits à la retraite au début des années 1990.

10. Mohamed Touati est né en 1938 à Tizi Ouzou. Après une longue carrière militaire, cet officier supérieur surnommé « *El Mokh* » (Le cerveau) par ses pairs est l'un des plus lettrés et des plus politisés au sein de l'institution. Il sera l'un des conseillers de Bouteflika dans les affaires militaires et représentera le trait d'union entre l'armée et la présidence.

11. Les « Afghans » désignent ces militants islamistes qui s'étaient rendus en Afghanistan dans les années 1980 pour prendre part à la « guerre sainte » contre les Soviétiques. Plusieurs d'entre eux étaient revenus en Algérie pour mettre en pratique les techniques apprises en Afghanistan.

comptaient abolir, non seulement la démocratie, mais aussi tous les principes universels et humanistes, jusqu'à faire de l'Algérie et de sa région, une zone de turbulences et d'instabilité, ces généraux avaient l'intime conviction, dis-je, que le FIS pouvait mener l'État algérien vers sa dislocation, tout en représentant un danger pour leurs intérêts et même pour leur propre intégrité physique. D'ailleurs, quoi qu'on puisse en dire, le contexte de l'après 11-Septembre, qui révéla la vraie nature de la mouvance islamiste, leur donnera raison : l'islamisme deviendra, dix années plus tard, la préoccupation majeure de toute la planète.

J'ai soutenu, comme je l'ai déjà indiqué, l'arrêt du processus électoral et je continue à être persuadé du bien-fondé de la démarche, car je considère que la religion et la politique ne doivent pas se confondre. Cela dit, je constate que le pouvoir n'a pas su (n'a pas voulu ?) tirer les enseignements de cet épisode qui a terni l'histoire récente du pays. Il s'entête à fermer les yeux sur l'instrumentalisation politique de l'islam par certains partis qui lui sont proches et d'autres qui sont dans l'opposition quand ce même pouvoir n'est pas lui-même responsable de l'utilisation des mosquées comme tribunes à travers lesquelles il fait la promotion de ses choix idéologiques.

Un exemple : en décembre 2010 alors que s'exprimait dans la rue la colère d'une partie de la jeunesse désœuvrée, le gouvernement, incapable d'apporter des réponses politiques et économiques, demanda aux imams contrôlés par le Ministère des Affaires religieuses de « rappeler dans les prêches que les émeutes sont illicites en islam ». Conception archaïque et approche irresponsable tant il est fou d'admettre qu'on peut opposer une vision de la *charia*, les lois islamiques, à une contestation sociale ou à une fronde politique, alors que des groupes terroristes

opposent leur interprétation de la *charia* pour dire le caractère légitime de leurs actions criminelles. Mais là est un autre sujet…

Si Liamine Zeroual décide en plein été 1998 de quitter le pouvoir, il accepte néanmoins d'en différer l'annonce afin de laisser aux patrons de l'armée le temps de trouver son remplaçant. Selon plusieurs témoins interrogés, Liamine Zeroual aurait choisi de partir vers la fin mai, bien que la décision ait été rendue publique en septembre. Le premier à qui il se confia, selon des sources crédibles, fut son médecin personnel Farid Amrani. En tournée dans plusieurs pays africains, il aurait montré à ce dernier son exaspération devant le climat politique empreint de polémiques et de coups tordus. Les « dossiers » dont il avait pris connaissance et la guerre souterraine que se livraient les différents caciques du régime l'auraient, d'après certaines informations livrées par des membres de son entourage, « complètement dégoûté ». Il aurait alors dit à son confident : « En rentrant à Alger, je vais tous les envoyer foutre… »

Avant de faire son annonce publiquement, Liamine Zeroual décide d'attendre la fin de la visite du panel de l'ONU, prévue du 22 juillet au 4 août 1998 et les comptes rendus de ce dernier. En effet, des personnalités déléguées par l'instance onusienne venaient alors s'enquérir de la situation des Droits de l'homme en Algérie.

Pendant ce temps, le chef de l'État informait les principaux responsables sur ses intentions.

Le panel de l'ONU rend public son rapport le 10 septembre 1998. Le lendemain, Liamine Zeroual apprend à l'opinion publique qu'il écourtait son mandat et annonce la tenue d'élections présidentielles anticipées. Les différents décideurs devaient donc inventer une « solution » pour le remplacer.

La première idée fut de coopter celui qui est alors considéré comme l'« enfant naturel du système » : Ahmed Ouyahia[12]. C'est l'option que défendent les généraux Mohamed Lamari et Toufik. Zeroual lui-même est d'accord avec ce choix. Apprenant la nouvelle, alors qu'il se trouve à Constantine, Mohamed Betchine rentre dans une colère noire et jure « sur la tête » de son frère Ahmed – mort durant la guerre de Libération – que le « poulain » de l'armée ne sera jamais président. Betchine voue, depuis longtemps, une haine farouche à cet « enfant du système ». De plus, les deux hommes s'affrontent sournoisement, par médias interposés, pour prendre la direction du RND. L'un et l'autre pensent que cet appareil leur permettra de conquérir la présidence. Betchine interrompt donc ses vacances et revient à Alger pour voir Zeroual et Toufik et leur dire sa désapprobation. Il va jusqu'à les menacer de révéler « certains sujets sensibles ». Il n'ira pas cependant voir Mohamed Lamari. Les deux hommes ne s'adressent plus la parole depuis plusieurs années et ce sera Toufik qui calmera un chef d'État-major, rouge de colère, lorsqu'il apprit le forcing de Mohamed Betchine.

12. Ahmed Ouyahia est né le 2 juillet 1952 à Tizi Ouzou. Cet énarque, après un bref passage à la présidence de la République à la fin de ses études, commencera sa carrière comme diplomate. Il sera notamment nommé Ambassadeur d'Algérie en 1981, à la mission permanente auprès de l'ONU en 1984 avant de devenir le directeur du département « Afrique » au ministère des Affaires étrangères. En 1993, il sera désigné Secrétaire d'État chargé de la coopération et des affaires maghrébines avant de devenir le Directeur de cabinet de Liamine Zeroual, devenu chef de l'État. À partir de là, Ahmed Ouyahia connaîtra une ascension fulgurante puisqu'il deviendra chef du gouvernement après l'élection présidentielle de novembre 1995. Plus tard, il dirigera le RND, appelé « parti présidentiel » qui soutiendra la candidature de Bouteflika qui ne tardera pas, à son tour, à le nommer à la tête de l'exécutif.

Pour dégoupiller la situation, Zeroual appelle Bachir Boumaza[13], le président du Sénat. Constitutionnellement, il est le deuxième homme du pays et, en cas de démission du président, c'est lui qui doit assurer l'intérim. Il revient d'urgence de Moscou, où il était en visite. Mais le général Toufik s'oppose à toute « présidence par intérim », notamment à celle que pourrait assurer Bachir Boumaza, tant il connaît la détestation profonde de ce dernier pour Bouteflika, le « poulain » qu'il a décidé finalement de parrainer sur l'instance de Larbi Belkheïr notamment.

Le patron du DRS demande alors à Zeroual de « tenir » jusqu'à l'« élection » d'un nouveau président. Raison pour laquelle, l'annonce de la démission, faite officiellement le 11 septembre 1998, ne sera effective que le 27 avril 1999 après la consultation électorale et la passation des pouvoirs, soit plus de sept mois plus tard.

Le nom d'Abdelaziz Bouteflika circulait déjà depuis quelques semaines, dans les hautes sphères du pouvoir, comme solution de rechange. Il est difficile de savoir avec exactitude, qui sont ceux, parmi les généraux, qui voulaient remettre en selle l'ancien ministre de Boumediène. N'empêche, certaines indiscrétions parlent de plusieurs étapes. La première concerne le rôle joué par Jacques Chirac qui aurait, dès août 1998, applaudi au départ de Zeroual (les deux chefs d'État ne s'appréciaient pas) et à l'élection-nomination de Bouteflika. Plusieurs cercles français estimaient que l'ancien président algérien était un

---

13. Bachir Boumaza est né le 26 novembre 1927 à Béjaïa. Cette figure du nationalisme algérien s'engage en politique au lendemain des massacres du 8 mai 1945 perpétrés par les forces coloniales contre les populations algériennes. Plusieurs fois emprisonné, il réussit à s'évader en 1961 et se réfugie en Allemagne. Au lendemain de l'indépendance, il soutient Ben Bella, ensuite Boumediène. Mais des désaccords avec le régime de ce dernier le pousseront à s'exiler une année après le coup d'État. Il revient en Algérie sous l'ère Chadli.

homme « hostile à la France » et proche des Américains. Ce qui est faux. Cette désinformation a été entretenue par certains milieux algériens qui avaient, depuis fort longtemps, des intérêts particuliers avec de grandes figures de la droite française. Certaines d'entre elles se contentent d'un sourire courtois, lorsqu'on les questionne sur les relations entretenues avec des pontes du régime algérien.

« Zeroual possédait le pragmatisme d'un patriote qui estimait, à l'époque, que la France n'était pas aux côtés de l'Algérie notamment lorsque le pays était menacé d'implosion », me dira un ancien ministre ayant été aux affaires à cette époque[14]. Ce dernier précisera : « Le président Zeroual estimait que les Américains jouaient le jeu en tant que partenaires, non pas comme des donneurs de leçons ». Les réseaux chiraquiens – tout comme les vieux amis de Charles Pasqua et d'Édouard Balladur – ont donc très vite manœuvré en coulisse afin que l'armée algérienne accepte la candidature d'Abdelaziz Bouteflika. La seconde étape évoque le lobbying effectué par le trio Abdelkader Koudjeti[15], Jacky Fleschen[16] et Prosper Amouyal[17], trois hommes d'affaires proches de la chiraquie et du général à la retraite Larbi Belkheïr. Ils auraient, pendant plusieurs semaines, fait des pieds et des mains, organisé des dîners

14. Entretien réalisé par l'auteur en décembre 2010.

15. Abdelkader Koudjiti est un milliardaire algérien proche de Larbi Belkheïr et d'Abdelaziz Bouteflika qu'il connaît depuis la guerre de *Libération*.

16. Jacky Fleschen est à la tête d'une société basée à Paris et spécialisée dans le Conseil et une autre installée au Luxembourg. C'est un homme qui était très proche de Larbi Belkheïr et de Smaïl Lamari. Il aurait, selon certaines sources, décroché plusieurs marchés en Algérie. Il serait toujours très proche de certains des anciens collaborateurs de Smaïl Lamari.

17. Prosper Messaoud Amouyal est un milliardaire franco-algérien originaire de la région de Béchar. Il est depuis longtemps proche des chiraquiens et il est considéré comme un « ami » d'Abdelaziz Bouteflika et de plusieurs caciques du pouvoir algérien.

et des rencontres pour vendre à tous les « hommes qui comptent », des deux côtés de la Méditerranée, le candidat Bouteflika. Deux personnages clés du système algérien, aujourd'hui décédés : Larbi Belkheïr et Smaïl Lamari, joueront un rôle similaire auprès des caciques du régime. Ces deux figures ont également leurs entrées dans plusieurs capitales arabes et occidentales. Belkheïr connaît parfaitement les milieux d'affaires ici et là et Smaïl, chef du contre-espionnage, avaient ses entrées avec les services de plusieurs pays. Ce sont ces deux hommes qui iront convaincre le chef d'État-major Mohamed Lamari d'opter pour Bouteflika alors qu'il était plutôt favorable à la « carte Ouyahia ». La troisième séquence évoque une étape qui consistait à convaincre, dès le mois de septembre, Mohamed « Toufik » Mediène, mis à l'écart dans un premier temps, car il se serait toujours méfié de l'ancien ministre des Affaires étrangères de Boumediène. Le patron du DRS aurait écouté une première fois Larbi Belkheïr sans broncher. « La force de Toufik, me dira l'un de mes interlocuteurs, c'est de ne pas être un impulsif. Il aime laisser les choses venir à lui et ne montre rien de ses sentiments, y compris à ceux qu'il connaît depuis très longtemps »[18]. En sortant du bureau du chef des « services » algériens, Larbi Belkheïr aurait lancé à certains de ses interlocuteurs : « j'en ai parlé à Toufik. Il est informé ». En réalité, le patron du DRS suivait de loin le jeu qui se tramait en coulisse, mais ne voulait pas apparaître comme celui qui allait solliciter Bouteflika craignant un *remake* de 1994[19].

---

18. Entretien réalisé par l'auteur en septembre 2010.

19. Bouteflika avait été sollicité en 1994 par les militaires pour être président. Il avait alors accepté avant de changer d'avis à la dernière minute. Je reviendrai plus loin sur cet épisode.

Un ancien militaire se souvient des conciliabules interminables réunissant le général-major Smaïl Lamari, Larbi Belkheïr et Abdelaziz Bouteflika dans le « bloc B » du ministère de la Défense. Selon ce témoin, « il y avait quelque chose d'absurde dans la démarche, puisque les trois hommes restaient des heures à discutailler et c'était Mohamed Ghenim, le Secrétaire général du Ministère qui était chargé de les ravitailler en eau et en boissons chaudes afin qu'aucun soldat, sous-officier ou officier n'approche le lieu de la rencontre. Ce manège a duré plusieurs jours »[20]. D'après mon interlocuteur, le général Mohamed Lamari les rejoignait de temps à autre et « Larbi Belkheïr allait voir le général Toufik pour lui rendre compte du contenu des discussions alors que son bureau était à trois cents mètres du lieu où se tenaient les rencontres avec Bouteflika »[21]. Ce témoin précise en souriant ironiquement : « Toufik avait néanmoins les moyens techniques pour suivre les réunions en direct ».

Un autre responsable avec lequel j'ai eu l'occasion de m'entretenir[22] évoque également une réunion qui aurait eu lieu entre Mohamed Touati, Larbi Belkheïr et Toufik, durant laquelle il fut décidé de mettre le pouvoir algérien entre les mains d'un « civil ». Ce serait, selon cette source, Larbi Belkheïr qui aurait usé de tous les « arguments » pour imposer celui qui allait devenir le « candidat du système ». Les généraux Touati et Mediène auraient finalement trouvé que si l'idée n'était pas extraordinaire, elle n'était pas non plus mauvaise. Quelques voix expliquent que les décideurs n'ont pas opté pour le « meilleur

20. Entretien réalisé par l'auteur en septembre 2010.

21. Idem.

22. Entretien réalisé par l'auteur en janvier 2011.

candidat », mais pour le « moins pire ». C'est d'ailleurs l'avis de Khaled Nezzar qui, dans son pamphlet contre le président algérien, écrivait en 2003 : « Bouteflika était le moins mauvais des candidats »[23].

Bien qu'ils se méfient de cet homme à la réputation sulfureuse et au caractère versatile, même s'ils connaissent son égocentrisme démesuré et sa méchanceté parfois infantile, alors que les « services » savent tout de ses frasques et de ses liens ambigus avec quelques émirs du Golfe qu'il aurait conseillés, y compris contre les intérêts de son propre pays, certains galonnés décident, malgré tout, comme de mauvais joueurs de poker, de mettre l'Algérie convalescente entre les mains non pas d'un spécialiste confirmé, mais d'un apprenti guérisseur. Plusieurs raisons auraient fini par motiver ce choix.

D'abord, des considérations politiques. Le DRS négociait discrètement, depuis deux ans, avec la branche armée du FIS, l'Armée islamique du salut (AIS), et pour le général-major Mohamed « Toufik » Mediène, il était temps de concrétiser ces pourparlers (menés principalement par Smaïl Lamari) en les enrobant d'une action forte et d'un discours assuré par un civil. Or Abdelaziz Bouteflika, à force de fréquenter les émirs des pays du Golfe, s'était allègrement accommodé de l'idéologie islamiste dans sa version dite « soft ». Il se considère comme un « réconciliateur », convaincu qu'une solution politique est possible avec les tueurs intégristes. Ensuite, pour des raisons de contexte, qui avait vu plusieurs courants algériens et étrangers fustiger la « grande muette » pour sa gestion de la lutte antiterroriste, voire accuser celle-ci d'être l'instigatrice du terrorisme. Dans ce contexte très tendu, les

23. *Le sultanat de Bouteflika*, Khaled Nezzar. L'Arganier, 2003.

généraux souhaitaient donc trouver un « représentant » capable de tenir le perchoir devant l'opinion internationale et de « laver ainsi l'honneur des militaires ». Enfin, des considérations économiques ont fini par faire croire à plusieurs responsables (surtout les plus affairistes d'entre eux) que les investisseurs occidentaux et arabes pouvaient revenir, grâce aux réseaux de Bouteflika, et permettre ainsi à l'Algérie de redresser son économie.

L'ancien ministre des Affaires étrangères de Boumediène était à l'époque en hibernation en Suisse. Il se rendait fréquemment à Dubaï et à Abu Dhabi pour y rencontrer son « ami » le cheikh Zayed ben Sultan Al-Nahyane[24] et certains princes de la monarchie du Golfe. Il attendait son heure depuis décembre 1978 et ne cessait de répéter à ses amis qu'un jour ou l'autre, il deviendrait président. Depuis la fin des années 1980 et le début de la décennie suivante, les généraux Betchine et Toufik, qui se sont succédé à la tête des « services », avaient donné, selon des indiscrétions crédibles, instruction à leurs hommes présents en Suisse et aux Émirats Arabes Unis de « bien s'occuper » de Bouteflika, considéré comme faisant partie de ceux qui étaient « en réserve de la République », pour reprendre la formule consacrée. Les représentations consulaires se pliaient en quatre depuis plusieurs années quand Bouteflika les sollicitait pour telle ou telle démarche. Pour les « services », il ne fallait pas non plus laisser cet homme, qui connaît beaucoup de choses sur les trente premières années de l'Algérie indépendante, dans la nature.

Au lendemain de l'annonce, par le président sortant, de la tenue d'élections présidentielles anticipées le 15 avril

24. Le cheikh Zayed est décédé en 2004.

1999, celui qui allait devenir le « candidat du système » revenait donc discrètement à Alger.

À partir de ce moment, les militaires agirent comme ils ont coutume de le faire : ils contactent plusieurs dirigeants de partis politiques pour les sonder, des personnalités ayant occupé de hautes fonctions, des islamistes dits « modérés » afin de « prendre la température ». Ils se rendent compte que l'évocation du nom de leur poulain suscite l'adhésion de la majorité des caciques du régime. Ce n'était pas pour leur déplaire. En effet, hormis Khaled Nezzar qui déclare clairement son opposition au « vieux canasson » avant de se rétracter sous la pression amicale de ses collègues et Bachir Boumaza qui s'offusque devant ses amis du retour de l'ancien ministre des Affaires étrangères en rappelant que son exil, en 1966, n'était pas dû à un problème avec Houari Boumediène, mais à « un différend profond avec Bouteflika et Medeghri ». Boumaza doit finalement se taire et suivre les conseils du général Toufik qui lui aurait promis d'aplanir la situation entre lui et le futur président.

D'un autre côté, le candidat du pouvoir met en branle ses réseaux et, très vite, il implique sa propre famille, notamment ses frères. L'un d'eux, Saïd, était à l'époque professeur à l'« université Houari Boumediène » de Bab Ezzouar et syndicaliste à la Coordination nationale des enseignants du supérieur (CNES). J'ai eu l'occasion de le croiser quelque temps avant la démission de Zeroual durant une grève des professeurs. Son activisme discret au sein du syndicat lui a permis de côtoyer plusieurs journalistes et d'avoir des relais dans le milieu universitaire. Le regard pétillant et la réserve qu'affichait cet homme frêle, montrant alors la timidité d'un enfant, n'avaient rien à voir avec l'assurance et l'arrogance qu'il dégagera lorsqu'en pleine campagne électorale, il s'engagera aux côtés de son ambitieux frangin.

Le petit syndicaliste réservé n'allait pas tarder à se transformer, dans l'ombre du frère aîné, en un redoutable manœuvrier et, plus tard, en une sorte de *président-bis* faisant la pluie et le beau temps en Algérie. À dire que parfois l'intrigue et l'ambition sont des affaires de famille.

En ce mois début d'année 1999, Saïd Bouteflika est de ceux qui redoublent d'efforts pour rameuter une partie de la société civile en promettant monts aux uns et merveilles aux autres. La rapine et les rapaces qui attendaient récompense s'empressaient également à soutenir le « candidat du système ». Je ne parle pas de ceux qui l'ont fait par conviction (ils étaient peu nombreux) ; mais des opportunistes, devenus experts en activisme politique, lorsqu'il s'agit de porter aux nues le candidat du pouvoir. Mon propos vise ceux qui étaient pour « l'Algérie française » en 1954 et pour l'indépendance en 1962, ceux qui ont applaudi Ben Bella en 1963 et Boumediène en 1965, ceux qui étaient pour Chadli en 1984 et l'ont injurié en 1988, pour les islamistes et pour « le bon Dieu » en 1990, pour l'armée, l'année suivante, pour Boudiaf en 1992, pour Zeroual en 1995 et qui seraient capables de voter pour le Diable si celui-ci pouvait se présenter à une consultation avec le soutien du système. Pour le diable oui ! Car au diable les programmes politiques et les convictions idéologiques ! L'essentiel était de miser sur le bon cheval. La plupart des hommes d'affaires et la quasi-totalité des affairistes se plièrent en quatre pour proposer leurs services à celui qui était « le président » avant même l'élection. Du sérieux à celui qui l'est moins, les entrepreneurs privés n'ignoraient pas au fond d'eux-mêmes qu'on ne peut pas aller contre le sens du vent, sauf à prendre le risque de mettre ses affaires en danger. L'État est un gros client en toutes choses et il sait actionner son fisc, ses lois, ses Douanes et son

administration contre ceux qui auraient l'outrecuidance d'afficher une quelconque réticence à l'égard du poulain du système. L'Algérie a toujours fonctionné ainsi et les décideurs n'aiment pas autre chose que la pensée unique, même lorsque celle-ci est inique.

Un exemple parmi tant d'autres : les Kouninef, père et fils (Ahmed et Réda), richissime famille détenant de nombreuses propriétés et sociétés en Algérie, prêtèrent au « candidat » et à son staff une somptueuse villa dans le quartier huppé d'Hydra, sur les hauteurs d'Alger, afin que Bouteflika puisse disposer d'un siège de campagne digne de lui. On l'a déjà évoqué : l'ex-ministre des Affaires étrangères aime l'argent et ceux qui en possèdent. De ce point de vue, les Koudjiti, Kouninef et autres Amouyal ne furent pas avares, tout comme certains généreux donateurs du Golfe qui misèrent sur leur ancien « consultant » pensant probablement investir sur l'avenir. Bouteflika disposera de liquidités, mais également, lors de ses trois campagnes (1999, 2004 et 2009) d'un grand apport logistique qui ferait rougir de jalousie certains candidats américains. Je me souviens de ces politiciens à la tête de micro-partis qui passaient, en 1999, au siège du « candidat » pour récupérer d'importantes sommes en liquide, en récompense de leur « aide ». J'avais à l'époque enquêté sur l'un d'entre eux pour mieux comprendre le fonctionnement de ces membres de la « famille révolutionnaire » qu'on retrouvait, à différentes périodes, dans toutes les grand-messes.

Dès décembre 1998, les généraux acquirent la conviction que l'ancien ministre des Affaires étrangères d'Houari Boumediene allait susciter un certain enthousiasme. C'est à partir de ce moment que l'institution militaire décide de ne plus cacher son soutien à celui que la presse indépendante surnommait ironiquement « l'homme providentiel ».

Mais l'homme n'est pas seulement providentiel, il est aussi capricieux, revanchard, rancunier et colérique. Ses crises de nerfs sont fréquentes. Il ne voulait pas d'une consultation populaire classique d'où il sortirait vainqueur, il revendiqua un score « important » et ne comptait surtout pas se satisfaire des 51 % à 55 % qui lui étaient promis par les « décideurs » et leurs « sondages confidentiels ». En me rappelant le contexte de l'époque, je pense que si l'élection s'était déroulée normalement, c'est-à-dire de manière démocratique, Abdelaziz Bouteflika aurait, malgré tout, remporté la compétition au second tour avec un résultat respectable. Mais non ! Il lui fallait plus que cela. Sa seigneurie, à la mégalomanie légendaire, n'allait pas épancher sa soif du pouvoir par une simple victoire : il exigeait un raz de marée électoral. Bouteflika a un gros appétit : lorsqu'on souhaite le faire président, il demande la royauté. Si on voulait le faire roi, il réclamerait d'être empereur. Et si on acceptait de fonder, pour lui, un empire, il aurait imposé qu'on l'adore tel un Dieu. Il ne faut pas l'aimer uniquement, il faut l'aduler. Quoi qu'il en soit, en 1999, pour satisfaire leur poulain qui se transformait en maître, la fraude devenait inévitable pour l'armée et l'administration.

Non que, sans ses exigences, il n'y aurait pas eu de tricherie, mais il n'y aurait pas eu de bourrage des urnes. En Algérie, sachons-le, comme dans tout État antidémocratique, il existe plusieurs manières d'enfreindre la loi électorale.

Il y a ce qu'on pourrait appeler « le plan A ». Classique, gros comme un cacique du régime repu sur le dos du peuple, il consiste à faire dire au scrutin le contraire de ce qu'il devrait annoncer comme résultats. En d'autres termes, transformer, lors d'un référendum par exemple, un « non » en un « oui » et inversement ; placer, après des législatives, le second en troisième position et rendre victorieux celui qui a perdu ou encore faire en sorte que les partis d'oppo-

sition (Le FFS et le RCD, pour ne citer qu'eux) n'aient pas plus de 20 députés afin de les empêcher « légalement » d'avoir l'initiative parlementaire, en d'autres termes, de proposer un projet de loi par exemple, bref, la tricherie traditionnelle, spécialité des États autoritaires qui ont des hauts le cœur lorsqu'est prononcé le mot « démocratie ».

En Algérie, il y a aussi « le plan B ». Plus subtil, moins visible et tout aussi efficace, il permet d'investir en pôle position celui sur lequel le système aura jeté son dévolu. Ce fameux « plan B » est réalisable grâce à l'absence de neutralité de l'administration en général, et de l'institution militaire en particulier. Les deux forment un appareil qui compte plus de 3 millions d'électeurs qui peuvent aisément être mis à disposition de tel ou tel autre candidat ou de tel ou tel autre parti politique. Quand on part avec 3 millions de voix d'avance, on a généralement des chances de gagner une élection présidentielle même lorsque l'on est un « vieux canasson ». Disons de manière prosaïque qu'en Algérie, même une chèvre qui boîte pourrait remporter une compétition électorale si elle a le soutien du système qui peut se reposer sur ses « commissaires politiques » discrets et efficaces, parfois autoproclamés, implantés aux quatre coins du pays, dans les recoins de chaque ville, capable de convaincre aussi bien la paysannerie que la bourgeoisie, et tout aussi bien les affairistes que les chômeurs.

Mais en réalité, Abdelaziz Bouteflika a bénéficié non seulement des « plans » A et B, mais aussi du « plan C » qui lui a été concocté spécialement par le DRS et probablement, avec l'aval du général Toufik. En effet, ce dernier, connaissant parfaitement la sociologie algérienne, savait que le facteur régionaliste jouait un rôle important lors de chaque élection. Depuis Houari Boumediène, le pouvoir était à l'Est, entre les mains de ceux que les Algériens appellent les « B.T.S ». Trois lettres qui évoquent les villes de Batna,

Tébessa et Souk-Ahras, principaux viviers des caciques de l'armée et du FLN entre 1965 et la fin des années 1980.

En 1999, le corps électoral était composé de 17488759 personnes. Ces électeurs sont, à l'époque, répartis, plus ou moins équitablement, entre les régions de l'Est, du centre et de l'Ouest, soit plus 12 millions de votants potentiels. Les 5 millions restants étaient représentés par les Algériens habitant le sud du pays, par les corps constitués et par les citoyens vivant à l'étranger. Pour les spécialistes du fricotage électoral, il fallait d'une part, laisser la donne régionaliste s'exprimer : on véhicula l'idée selon laquelle le pouvoir devait passer à l'ouest, après plus de trente ans de domination « B.T.S » et, d'autre part, faire en sorte à ce qu'Abdelaziz Bouteflika soit le seul prétendant né à l'Ouest du pays. C'est ainsi, comme le révélera à l'époque *Le Canard enchaîné*, que le général Toufik – et non pas Smaïl Lamari comme cela a été propagé – fera tout pour que Sid-Ahmed Ghozali, ne puisse pas être candidat. Il aurait dit à ce dernier « retire-toi, ton tour viendra, sois patient ! » Le patron du DRS aurait appelé à l'époque le général Ahmed Senhadji l'attaché militaire basé à Paris pour lui demander de contacter Sid-Ahmed Ghozali, alors présent dans la capitale française, et lui conseiller de se retirer de la compétition. Celui-ci refusa d'obtempérer : sa candidature fut tout simplement invalidée. Rien ne devait venir perturber la stratégie des généraux-décideurs qui avaient, de toute façon, choisi de remettre le pays entre les mains d'Abdelaziz Bouteflika. Le scrutin n'était organisé que pour amuser la galerie, le peuple et la communauté internationale. Responsables français et américains savaient que Bouteflika devait prendre les rênes d'une Algérie déjà meurtrie. Ils n'allaient suivre que le résultat de l'« élection », seule inconnue pour eux.

Les dés étaient jetés. Le candidat du système devait partir avec le maximum de voix possible : la majorité de celles de l'administration ainsi que celles de l'ouest du pays. Les autres postulants (Hocine Aït Ahmed, Abdallah Djaballah[25], Mouloud Hamrouche, Youcef Khatib[26], Mokdad Sifi[27] et Ahmed Taleb El Ibrahimi[28]) devaient se contenter de l'électorat de l'Est et de celui du centre, sur

---

25. Saad Djaballah dit Abdallah Djaballah est né le 2 mai 1956 à Skikda. Adolescent, il s'engage dans le mouvement islamiste proche de la mouvance salafiste. Étudiant en droit à Constantine, il fonde un mouvement clandestin pour réclamer l'instauration de l'État islamiste, ce qui lui vaut alors plusieurs interpellations. En 1979, il sera privé de ses droits civiques. En 1990, il donne naissance, avec d'autres, à *Ennahda* (La Renaissance) et entamera sa carrière politique. En 1999, il quitte ce parti après une fronde menée par certains de ses cadres et crée le Mouvement de la Réforme Nationale (MNR).

26. Youcef Khatib est né le 19 novembre 1932 à Chlef. Ce médecin de formation a, très tôt, rejoint les rangs de l'ALN. À l'indépendance, il intègre l'Assemblée constituante avant de rejoindre le « Conseil de la Révolution » en 1965, mais il sera mêlé à la tentative de coup d'État fomenté contre Boumediène par le colonel Tahar Zbiri. Il sera longtemps assigné à résidence, ce qui le poussera à se retirer de la politique momentanément avant de se porter candidat à la présidentielle de 1999. Il se retirera quelques jours avant le scrutin ainsi que les cinq autres postulants laissant ainsi Bouteflika concourir tout seul.

27. Mokdad Sifi est né le 21 avril 1940 à Tébessa. Ingénieur de formation, il intègre les hautes fonctions politiques lors de sa nomination comme ministre de l'Équipement en 1992 dans le gouvernement de Belaïd Abdesselam. En 1994, il est nommé Chef du gouvernement, poste qu'il occupera jusqu'au 31 décembre 1995. Co-fondateur du RND, le parti présidentiel, il en sera exclu pour avoir voulu moderniser ce parti représentant le courant islamo-conservateur.

28. Ahmed Taleb El Ibrahimi est né le 5 janvier 1932 à Sétif. Fils de Bachir El Ibrahimi, l'une des figues de l'Association des oulémas algériens, dont les principaux membres étaient proches de la pensée des « Frères musulmans ». Cette organisation islamo-nationaliste militait pour la reconnaissance de l'identité algérienne durant la période coloniale. Ahmed Taleb El Ibrahimi, médecin de formation, s'engage très jeune en politique. À l'indépendance, il est écarté des réseaux du FLN par Ben Bella qui le soupçonne de lui être hostile. C'est Houari Boumediène qui le rappellera en 1965 pour en faire respectivement son ministre de l'Éducation et celui de l'Information. Sous Chadli, il dirigera notamment le Ministère des Affaires étrangères. Chantre de l'arabisation, il se rapprochera des islamistes au cours des années 1990. En 1999, il lance son parti *Wafa* qui se veut une lessiveuse des anciens du FIS, mais n'obtiendra pas d'agrément.

lequel Bouteflika pouvait aisément grappiller grâce à la présence à ses côtés d'Ali Benflis, son directeur de campagne, natif de Batna, produit du FLN et possédant plusieurs réseaux dans cette région qui continue de fonctionner, surtout en période électorale, sur un mode semi-tribal.

Les six concurrents de Bouteflika qui, pour la plupart, peuvent compter sur des informateurs au sein du système apprirent, deux semaines avant l'élection que l'affaire était pliée. Ils décidèrent de se retirer et c'est ainsi que, fait inédit, le candidat des décideurs allait concourir seul. Il ne pouvait donc qu'être… en tête.

Répondant à ses demandes comme on accède aux exigences d'un enfant gâté, les militaires et les caciques du régime, qui n'étaient pas à une fraude près depuis l'indépendance, acceptèrent expressément les desiderata de ce protégé dont ils avaient, à l'évidence, si besoin. Ils mirent tout en œuvre pour lui assurer le tsunami dont il avait rêvé. Et le 27 avril 1999, Abdelaziz Bouteflika succédait à Liamine Zeroual en ayant obtenu quelques jours plus tôt 73,79 % des voix exprimées, à l'issue d'un scrutin joué d'avance. Un général contraint, malgré lui, de soutenir Bouteflika aurait lancé à ses collègues quelques minutes après l'annonce des résultats : « ça y est ! Nous venons de terminer notre travail de putes ».

En entamant son mandat, Abdelaziz Bouteflika avait suscité, il est vrai, l'espoir d'une partie de la population qui voyait en lui, sinon l'« homme providentiel », du moins une personnalité politique capable de jeter les bases d'un retour à la paix civile et d'engager tous azimuts de grandes réformes pour sortir le pays de son marasme. Cela dit, les Algériens devront déchanter très vite. Ils découvrirent un homme égocentrique, plus soucieux de soigner sa propre image que celle de l'Algérie, tout en surfant sur le régiona-

lisme. Au lieu d'un président dynamique, ils surprirent un roi fainéant, hésitant, qui mettra huit mois pour constituer son premier gouvernement. Bouteflika passera son temps, durant les premières années de sa présidence, à parler, à voyager et à gesticuler. Nous étions loin de la « force tranquille ». Ses slogans de campagne auraient pu être « l'agitation en action » ou alors « pérorer pour faire illusion ».

Dès 2001, soit deux ans après sa cooptation à la tête de l'État, beaucoup d'Algériens avaient déjà perdu toute illusion. Les émeutes qui éclatèrent en Kabylie après par l'assassinat, en avril 2001, dans un poste de gendarmerie, de Massinissa Guermah, un étudiant traité de « voyou » par le très arrogant Noureddine « Yazid » Zerhouni[29], le ministre de l'Intérieur, feront près d'une centaine de morts et trois fois plus de blessés. Ces heurts montrèrent que le pouvoir de Bouteflika était encore beaucoup plus méprisant à l'égard de la population et en même temps beaucoup plus méprisable que tous ceux qui l'avaient précédé. S'agissant de ces émeutes, Bouteflika et ses hommes ne manqueront pas d'instrumentaliser la fibre nationaliste en laissant croire qu'il y aurait « un problème posé par les Kabyles ». Si ce n'est un « problème kabyle ». Ils chercheront à confiner dans une sphère régionaliste toute contestation sociale ou politique qui se déclenche en Kabylie avec, en prime, la sempiternelle accusation des « Kabyles instrumentalisés par l'étranger ».

Dès son « élection », le nouveau chef de l'État allait démontrer qu'il était, en réalité, le microscopique parangon d'un pouvoir qui a fait de la médiocrité une

29. Noureddine « Yazid » Zerhouni est né en 1936. Il fut l'un des cadres de la SM avant de succéder à Kasdi Merbah. En 1992, il quitte la direction du service de renseignement pour épouser une carrière de diplomate. Il sera nommé ambassadeur d'Algérie à Mexico en 1982, puis en 1987, à Washington.

valeur essentielle et de la méritocratie une sorte de mal absolu. Avec lui, la continuité du parti unique, le FLN, était garantie. Bouteflika s'est révélé très vite comme un homme du passé. Dix années plus tard, il deviendra le président du passif. Et pour cause, il s'empressera de faire le vide autour de lui, brimant toute opposition.

L'une de ses premières décisions fut de mettre à la retraite d'office vingt-six walis (Préfets) et de les remplacer par des fonctionnaires, issus pour la majorité de l'ouest du pays. Le président rassembleur a très vite cédé sa place au régionaliste sectaire. En pleine forme lors de ces premières années de règne, il ne tolérait aucun contradicteur. Il était venu pour « changer les choses »… mais dans la continuité.

Pour Bouteflika, l'opposant n'est pas un adversaire politique, c'est un ennemi. Comme beaucoup d'autres, j'ai dû déchanter rapidement lorsqu'en pleine campagne pour le référendum qu'il organisa afin de sceller sa fameuse « réconciliation nationale », en septembre 1999, il annonça, toute honte bue, que, s'il avait dix-huit ans, il aurait, lui aussi, rejoint les maquis du GIA, légitimant ainsi l'action criminelle des terroristes islamistes et crachant par là même sur les tombes de ceux qui étaient tombés sous les balles des tenants de « l'État islamique ».

J'étais à l'époque journaliste au sein de la presse algérienne et correspondant du magazine français *Jeune Afrique*. Comme par hasard, à peine avais-je commencé à critiquer la politique prétendument réconciliatrice du nouveau président algérien et ses discours à l'emporte-pièce teintés d'une arrogance rare, qu'un véritable harcèlement judiciaire s'abattit sur moi. Les convocations du juge d'instruction succédaient à celles des Renseignements généraux. On me mit sous les yeux un article signé en 1996 qui fustigeait les vues d'Ahmed Ben Bella, premier

président de l'Algérie indépendante, qui se proposait à l'époque d'être l'intermédiaire entre les groupes terroristes et l'armée. J'avais critiqué, certes violemment, cette attitude lâche et indigne qui poussait un ex-chef d'État à placer sur un pied d'égalité de vulgaires tueurs islamistes et des institutions républicaines. Lorsque ma critique fut publiée, il n'y eut aucune réaction. Mais trois années plus tard, les positions que je défendais avec d'autres étaient devenues politiquement incorrectes, car l'heure était au déculottage devant la barbarie intégriste sans oublier que l'ancien raïs avait été, dans l'intervalle, récupéré par Bouteflika, pourtant son ennemi d'hier.

Au bout d'une multitude d'auditions assurées par les services judiciaires chargés de poursuivre les « délits de presse », j'appris, de la bouche même du juge d'instruction qui suivait mon dossier que j'allais être condamné à une année de prison ferme pour « diffamation à l'égard d'un ancien chef d'État [Ahmed Ben Bella] » et « injure à l'égard du président Abdelaziz Bouteflika ». En Algérie, il est fréquent de connaître sa peine avant un procès. La justice algérienne est, depuis l'indépendance, à la solde d'un pouvoir omnipotent qui peut excuser un tueur et emprisonner un journaliste, voire même libérer un voleur et embastiller un honnête gestionnaire. Lorsque j'avais attiré l'attention de plusieurs institutions – y compris le ministère de la Communication – sur la cabale qui me visait, on me rétorqua : « Mais cher Monsieur, en bon démocrate vous savez qu'on ne peut pas intervenir dans le travail de la justice. Celle-ci est libre dans notre pays ». Cynisme à l'algérienne. La justice libre ? Vraiment ? Il fallait probablement comprendre qu'une fois actionnée par les « hautes autorités », la justice remplissait sa « mission en toute indépendance ».

Derrière ce harcèlement judiciaire, j'appris, plus tard, qu'il y avait la main d'un colonel du DRS, collaborateur du général Toufik. Cet officier avait actionné le juge d'instruction pour « me punir » en raison de mes positions critiques à l'égard des négociations engagées entre les services algériens et l'AIS et devant mon obstination à refuser cette supercherie qui lavait les crimes des tueurs islamistes sous couvert de « réconciliation nationale ». Une politique qui lessivait également les graves dépassements dont se sont rendus coupables certains « services » chargés de la lutte antiterroriste qui, au mépris des lois et des règles d'un État moderne, avaient décidé de fouler au pied le Code pénal – c'est un euphémisme – en s'adonnant à toute sorte d'exactions.

Quoi qu'il en soit, ce fameux colonel qui aimait fréquenter les hommes d'affaires partira quelques années plus tard à la retraite et finira comme « conseiller » d'un entrepreneur algérien. Ce dernier évincera l'ancien officier lorsque celui-ci lui demandera de financer les études de son fils installé à Londres. Quand on construit sa carrière sur la facilité, le clientélisme, le régionalisme et les passe-droits, on s'agrippe, effectivement, à de mauvaises habitudes.

En tout état de cause, deux jours après avoir pris connaissance de la nouvelle d'un emprisonnement probable, abandonnant toute une vie derrière moi et n'empoignant que deux valises bourrées d'effets personnels, j'étais à Paris où je devais tout reconstruire. Du jour au lendemain, sans prendre aucune disposition administrative, je fuyais mon pays comme un vulgaire criminel cependant que les criminels (les vrais !) regagnaient le pays et leurs demeures la tête haute et les poches pleines. Plus tard, un officier à la retraite me fit cette confidence : « Tu as bien fait de partir, tu étais dans le viseur de certains salauds de chez nous ! ». Je n'en saurais pas plus. Sauf

que je fus destinataire d'un message qui me fut envoyé par un officier supérieur du DRS que je ne connais que de triste réputation : le colonel Bachir Tartag (promu général depuis). Ce dernier demanda à un journaliste de me faire savoir que je ne remettrai plus jamais les pieds en Algérie. Le message exact qui me fut rapporté par deux personnes différentes à deux ans d'intervalle était : « Tartag a dit que tu as traversé la mer et brûlé le navire. Tu ne pourras plus jamais remettre les pieds au *bled* ». Pourquoi une telle animosité venant d'une personne avec laquelle je n'ai jamais discuté ? Est-ce là l'expression de la fameuse « *hogra* », ce mépris qu'affichent certains responsables algériens à l'égard du peuple ? Ou est-ce un sentiment d'hyper-puissance qui accorde à son auteur le droit de penser qu'il aurait un droit de vie et de mort sur les gens ? Je pense que dans certains cas, il faut faire appel à la psychanalyse pour comprendre le fonctionnement mental de certains responsables algériens.

Toujours est-il, qu'arrivé en France au début de l'automne 1999, j'ai sollicité d'abord un statut de « réfugié politique » avant de demander la citoyenneté de mon pays d'adoption puisque j'appartiens à cette génération qui s'est, tout simplement, rendue compte que ce pouvoir, dont les membres proviennent pourtant des couches populaires, a décidé de mépriser complètement son peuple et son élite et, plus grave, de mettre tout un pays au service d'une caste de dirigeants et de leurs fidèles serviteurs.

Constat réalisé avec froideur et lucidité qui m'a permis de comprendre que je pouvais me battre pour une Algérie, non intégriste, libre et démocratique, tout en scellant mon destin avec cette terre d'asile où, malgré une xénophobie en nette évolution, je retrouve des valeurs et des idéaux dans lesquels je me reconnais totalement. Ce pouvoir

doit probablement s'identifier aux propos de ce terroriste « repenti » qui, un jour, avait proposé, en parlant des démocrates, des francophones et des francophiles, de « jeter à la mer les derniers pieds noirs ».

Le régime algérien, s'il a montré une grande « miséricorde » à l'égard des « repentis », ne semble pas disposé à faire preuve d'indulgence et d'ouverture d'esprit à l'endroit des opposants démocrates, des intellectuels, des libres penseurs et des journalistes. Cette corporation est particulièrement honnie par les autocrates d'Alger – en premier lieu par le Président – lorsque ses membres refusent la soumission. Comme le dirait avec beaucoup d'ironie l'ancien Premier ministre Sid-Ahmed Ghozali, avec « ce pouvoir, ce n'est pas avec moi ou contre moi, c'est sous moi [dans le sens soumission] ou contre moi »[30].

Si les choses étaient difficiles au cours des années 1990, il y avait une certaine solidarité, malgré les divergences politico-idéologiques, entre tous ceux qui n'avaient pas accepté le diktat des intégristes. Pour beaucoup, et j'étais de ceux-là, il fallait avant tout s'engager contre les fanatiques afin que le pays ne se transforme pas en théocratie. Les démocrates étaient à l'époque épargnés par un pouvoir qui a compris qu'en instrumentalisant leur engagement contre le totalitarisme islamiste, il pouvait, à terme, tirer profit de la situation et sortir encore plus renforcé. Les progressistes ne tarderont pas à se rendre compte qu'ils furent en réalité utilisés durant toute une décennie. Le régime de Bouteflika, honnissant le courant démocratique, s'emploiera à fragiliser et à combattre toute opinion progressiste. Il préférera s'inspirer des partis et des mouvements qui ont cherché à transformer la société algérienne en une masse de fanatiques intolérants.

---

30. Entretien réalisé par l'auteur en février 2011.

Vingt ans que l'ambitieux bonhomme attendait son heure. Elle est arrivée en 1999 alors qu'elle aurait pu sonner cinq années plus tôt, en 1994, quand les responsables de l'armée le sollicitèrent pour prendre la tête du pays à la fin du mandat du Haut comité d'État (HCE), l'organe créé en janvier 1992, après la démission du président Chadli Bendjedid et l'arrêt du processus électoral. Avant de donner sa réponse, il eut plusieurs tête-à-tête avec de nombreux généraux dont Khaled Nezzar[31], Liamine Zeroual, Mohamed « Toufik » Mediène et avec des membres du HCE, ainsi qu'avec certains caciques du FLN. Après deux semaines de réflexion et de consultations, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Boumediène accepta la proposition, mais il voulut au préalable retourner en Suisse pour quelques jours. « J'ai des problèmes à régler à Genève », aurait-il dit[32]. Selon des indiscrétions, il devait y voir le médecin qui le suivait, depuis de longues années, pour ses problèmes rénaux et gastriques.

Mais en réalité, il était hésitant. Avant d'effectuer son voyage, Bouteflika appela Aït Ahmed au téléphone pour avoir son avis. Les deux hommes se croisaient de temps à autre à Lausanne et à Genève. Ils avaient dépassé les divergences historiques pour converger sur plusieurs points, notamment sur l'idée qu'il fallait trouver une « solution politique » avec les islamistes et éliminer ceux qu'ils qualifient de « janviéristes », en d'autres termes tous ceux qui avaient soutenu le processus électoral en 1992. Lors de cet échange téléphonique, le leader du FFS lui aurait alors fortement déconseillé d'accepter la proposition en lui disant : « Ne va pas au secours des généraux ! »

31. *Le sultanat de Bouteflika, op. cit.*

32. Cité par Khaled Nezzar, *Le sultanat de Bouteflika, op. cit.*

Il aurait même lancé à Bouteflika : « ils [les généraux] vont te faire ce qu'ils ont fait à Boudiaf. Ils vont t'utiliser, ensuite, ils te liquideront » insistant au passage sur le mot qui fait horreur à Bouteflika : « Ce sont des éradicateurs, ne l'oublie pas ». Je tiens ces confidences d'un proche d'Aït Ahmed et les détails que donne mon interlocuteur correspondent totalement à la ligne défendue par le leader du FFS depuis le début des violences en Algérie. Aït Ahmed qui n'a eu de cesse de dédouaner les islamistes de leurs crimes tout en répétant autour de lui que le peuple est « sale et inculte »[33], est de ceux qui restent convaincus que ce sont les hauts gradés qui seraient la cause de toutes les violences. Pire qu'ils auraient créé le terrorisme islamiste de toutes pièces pour investir le terrain politique et se maintenir au pouvoir. Fantasme d'un opposant qui a passé sa vie à régler ses problèmes historiques avec un régime, certes détestable, mais qui n'a jamais su être autre chose que ce « vieux de la montagne » incapable de diriger un État, choisissant d'aller à toutes les élucubrations qui diaboliseraient ses ennemis traditionnels, quitte à blanchir les assassins intégristes.

Dès 1992, alors que Mohamed Boudiaf, fraîchement désigné à la tête de cette instance, tendait la main à Aït Ahmed, dans une tentative de créer une union nationale contre le danger islamiste, ce dernier préféra décliner l'offre du président du HCE qui, pourtant, n'était en rien responsable de la situation vécue par l'Algérie, trente ans après l'indépendance. Ayant été emprisonné par Ben Bella, exilé par Boumediène et Chadli, Boudiaf était, comme Aït Ahmed, un « historique » et un opposant au clan d'Oujda et au système qu'ils ont érigé. Mais si le chef

33. Propos rapportés par quelques journalistes qui l'auraient entendu dire cela en privé.

du FFS avait repoussé la proposition de celui qui avait suscité tant d'espoir auprès des Algériens, il n'eut pas la même attitude devant Anouar Haddam, revendicateur de l'État théocratique, qui excusait le meurtre des civils et les attentats à la bombe perpétrés par ses « frères » du FIS. Aït Ahmed a, dès 1992, scellé une alliance objective avec les islamistes et s'est érigé en désinformateur en chef en utilisant ses réseaux à l'étranger, notamment au sein de l'Internationale socialiste, sans oublier ses quelques amitiés, « relations intimes » et relais dans la presse. À Paris, il pouvait, tout au long des années 1990, compter sur une connaissance très proche qui officiait à l'époque en tant que journaliste « spécialiste de l'Algérie » au quotidien *Libération*. Son nom : José Garçon, une inconditionnelle d'Aït Ahmed qui buvait ses paroles allant jusqu'à faire de son journal une caisse de résonance du leader du FFS.

Abdelaziz Bouteflika écouta donc attentivement les « conseils » d'Aït Ahmed qui faisaient écho à ceux d'Ahmed Ben Bella. En effet, ce dernier, jouant lui aussi au cornac, a déconseillé à Bouteflika de répondre favorablement à la proposition de l'armée. « Tu n'auras pas les mains libres », lui dira-t-il. L'ancien président – tout comme Aït Ahmed – a une idée derrière la tête : les deux hommes préparaient une rencontre avec les islamistes, afin de sceller « une réconciliation nationale ». Cette réunion eut lieu une année plus tard, en 1995, sous l'égide de la communauté catholique de *Sant'Egidio*.

Quoi qu'il en soit, quelques heures avant de quitter Alger, Abdelaziz Bouteflika se réunit avec les généraux Mohamed Lamari, Liamine Zeroual et Mohamed « Toufik » Mediène pour leur annoncer qu'il avait changé d'avis et qu'il refusait d'assumer les responsabilités qu'on lui offrait sur un plateau. C'est donc ce concours de

circonstances qui pousse le ministre de la Défense Liamine Zeroual à accepter la proposition de ses pairs et à devenir le 30 janvier 1994 chef de l'État après la fin du mandat du HCE. C'est dire que beaucoup de militaires hésitèrent lorsqu'en 1998, au moment de la démission de Zeroual, Larbi Belkheïr vint défendre sa « candidature » devant eux.

Mais cette fois-ci, Bouteflika était « prêt ». Le contexte avait changé. L'État algérien ne risquait pas l'effondrement comme en 1994 et, en plus, les généraux avaient amorcé depuis 1997 des négociations avec les terroristes. Celles-ci ont amené l'Armée islamique du salut (AIS) à décréter une trêve. Le pays, par ailleurs, n'était plus aussi isolé et, en 1995, le peuple est sorti pour voter, malgré les menaces des islamistes armés, et élire Liamine Zeroual, qui avait clos le dossier du FIS. La situation avait donc considérablement évolué. Elle convenait à Bouteflika, qui aime tirer les marrons du feu et profiter de la paix que d'autres ont obtenue au prix d'énormes sacrifices.

Qu'on se le dise : Bouteflika s'est rendu coupable de maquignonnage politique quand il a fait de la thématique de la « paix » son slogan principal. Il n'en a été ni le concepteur ni l'artisan. « Bouteflika, me dira Saïd Sadi, le leader du RCD, a agi par opportunisme politique. C'est quelqu'un qui n'a pas de convictions. Il sait épouser le sens du vent »[34]. En effet, si l'intensité du terrorisme avait amplement baissé en 1999, ce n'est guère en raison du retour du messie, mais grâce à une lutte antiterroriste féroce qui a coûté d'innombrables vies humaines tant aux services de sécurité qu'à la population civile. En 1994, il y avait, selon plusieurs recoupements, près de 40 000 terroristes dans les maquis. Cinq ans plus tard, ils étaient moins de 10 000

34. Entretien réalisé par l'auteur en mars 2011.

hommes en armes. En outre, les divisions à l'intérieur de la mouvance islamiste, la guerre que se livraient l'AIS et le GIA, la création du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), né d'une scission au sein du GIA et la trêve décidée par l'AIS sont autant d'éléments qui avaient changé la donne et permis à Bouteflika d'arriver, en 1999, sur un terrain, sinon conquis, considérablement aplani.

Orfèvre quand il s'agit de se mettre en avant et de s'approprier le travail des autres, le président algérien ne tarda pas – il n'était pas à une indécence près – à revendiquer la paternité de l'initiative, qu'il a simplement rebaptisée « concorde civile ». L'élection de 1999 plaçait *de facto* l'Algérie à la croisée des chemins entre pluralisme et unicité, légitimité historique et légitimité démocratique, modernité et archaïsme, liberté et autoritarisme, approche transparente et gestion clanique; mais, comme je le développerai davantage plus loin, Bouteflika avait tranché avant même le scrutin. Exit la démocratie, l'Algérie sera sans projet de société cohérent, au mieux son projet sera basé sur l'exclusivité de la pensée, la sempiternelle « légitimité historique » et les discours spécieux qui l'accompagnent, le caporalisme, l'obsolescence et le clanisme.

Lorsque, huit mois après son « élection » Bouteflika rend publique, en décembre 1999, la liste des ministres qui composent son gouvernement, les Algériens, ébahis, se rendent compte que le régionalisme a décidément la dent dure. Dix-sept responsables nés, sinon au Maroc, du moins à l'Ouest du pays, forment alors son exécutif. Dès le début, l'homme veut montrer que son règne reposera sur le provincialisme. Comptant sur les « vieilles connaissances » et sur quelques faire-valoir faisant office de « représentants » de telle tribu, voire de tel clan, Abdelaziz Bouteflika a sorti des tiroirs de l'histoire, ceux qu'on dissimulait sous

naphtaline depuis plusieurs années. Son plus proche collaborateur, Noureddine « Yazid » Zerhouni, sera de ceux-là. Celui qui allait se transformer en un tristement célèbre ministre de l'Intérieur de Bouteflika est un ancien de la Sécurité militaire (SM), qu'il avait eu d'ailleurs l'occasion de diriger, pendant quelques mois, au début de la présidence de Chadli Bendjedid quand celui-ci avait décidé de se séparer de Kasdi Merbah.

Zerhouni connaît le président depuis l'époque d'Oujda. Comme lui, il est né au Maroc, à Fès, et a rejoint l'ALN en 1956, avant d'incorporer les rangs du MALG, le Ministère de l'Armement et des liaisons générales[35], ancêtre de la SM, dont il deviendra l'un des cadres. Les deux hommes, qui ont le même âge, avaient, par ailleurs, beaucoup travaillé ensemble lorsque le premier, en tant que ministre des Affaires étrangères, soutenait certains « mouvements révolutionnaires » que le second gérait, en qualité d'officier des « services ». Ils possèdent plusieurs points en commun : ils aiment l'intrigue, le pouvoir et ses privilèges. Ils trimbalent, tous les deux, un ego hypertrophié. Zerhouni a toujours traîné avec lui une réputation détestable au sein de l'institution militaire. Arrogant, austère et suffisant, il avait tous les défauts pour bien s'entendre avec Bouteflika, qui le sortit de sa retraite, en lui confiant, en avril 1999, l'organisation du sommet de l'OUA qui devait se tenir à Alger au courant du mois d'août. En réalité, comme on le verra plus loin, le nouveau président avait également une autre idée en tête : il comptait déléguer à Zerhouni un dossier relatif à « la réforme de l'armée et des services de sécurité » qui devait

35. Le MALG a été créé en 1958 par Abdelhafid Boussouf. Ce fut le premier service de renseignement avant même l'indépendance de l'Algérie.

aboutir à l'éviction de généraux qui avaient géré l'arrêt du processus électoral, la question du FIS et la lutte antiterroriste. Au vrai, les deux hommes voulaient réunir toutes les conditions pour écarter le très redouté général Toufik, le patron du DRS. Ce dernier pouvait gêner Bouteflika qui comptait édifier son pouvoir personnel. C'est dire que la mise à l'écart programmée du chef des services de renseignement n'obéissait qu'à une logique de consolidation d'un régime homogène n'acceptant en son sein aucune contradiction. La manœuvre visait à prendre le contrôle d'une institution, le DRS, qui pouvait contrarier les plans de l'autocrate. À ce titre, Bouteflika ne s'y est pas trompé puisque les affaires de corruption mettant en cause son entourage furent toutes mises au grand jour par les « services ». Le président se serait évidemment épargné de tels scandales, s'il avait réussi à contrôler totalement le DRS.

Le général Toufik est souvent critiqué, à juste titre, pour ses choix ou son immobilisme, pour l'ingérence de ses services dans les sujets politiques ; mais, au-delà des rumeurs et des discussions de comptoirs, il n'y a, jusqu'à preuve du contraire, aucun dossier de corruption qui le mettrait en cause, lui ou des membres de sa famille[36],

---

36. Aboud Hichem, par exemple, un ancien militaire ayant joué un rôle subalterne au sein de la SM et ayant servi, un temps, le général-major Mohamed Betchine s'est suffit, dans un livre publié en 2002, d'affirmer à propos du général Toufik : « Il est soupçonné d'avoir détourné des milliards de dollars. » Quels milliards ? Dans quelle affaire ? L'auteur fut incapable d'apporter la moindre preuve, ou ne serait-ce un début de preuves. *A contrario*, Mohamed Chafik Mesbah, un ancien colonel du DRS qui a quitté les services en 1996 à l'issue d'un différend avec le général Toufik écrira dans un ouvrage intitulé *Problématique Algérie* à propos de son ancien chef : « Malgré toutes les divergences d'approche qui continuent encore de m'opposer à lui [au général Toufik], je refuse de céder, sous l'effet de l'émotion, à la tentation d'une présentation tronquée de la personnalité de cet officier général. Au plan moral, tout d'abord, il faut bien admettre qu'il est difficile, en l'absence de preuves avérées et de faits irréfutables, de mettre en doute la probité de ce responsable […] se distingue, plutôt, par une conduite pondérée et un comportement social sobre… »

alors que d'autres galonnés ont, eux-mêmes ou leurs proches, largement profité du système. Il est probablement comptable, en partie, de la situation qui prévaut aujourd'hui en Algérie. Cela dit, force est de reconnaître qu'il est dépeint, y compris par plusieurs de ses détracteurs, comme un « homme honnête ».

Mystérieux et secret, il entretient l'opacité qui a de tout temps caractérisé le pouvoir algérien et a *fortiori*, les « services » (Kasdi Merbah était tout aussi discret en son temps). Un ancien responsable algérien qui l'a bien connu le décrit comme quelqu'un de « presque timide, peu bavard et, s'il n'est pas un grand lettré, dit-il, il est profondément intègre et possède une intelligence opérationnelle redoutable »[37].

Dès le début de son règne, Bouteflika centralise toutes les décisions. Il distribue les rôles à chacun de ses collaborateurs qu'il transforme en simple exécutant. Il veut copier Boumediène: tout vérifier, tout contrôler, tout décider. Il n'est pas homme à croire dans les institutions et dans leur pérennité. Pour lui, le chef de l'État est l'unique institution détentrice des pouvoirs politique, législatif, militaire, judiciaire et médiatique. Nous ne sommes plus dans l'hyper-présidentialisation du régime, mais dans la « monarchisation » de celui-ci (plutôt type Hassan II qu'Élisabeth II). Au début de son premier mandat, avant qu'il ne soit lâché par une santé déjà précaire, il veut être le premier général des armées et le rédacteur en chef de la télévision algérienne. Il est président, mais aussi patron des Affaires étrangères. Il est à lui seul le gouvernement et son porte-parole. Il se croit détenteur

37. Entretien réalisé par l'auteur en novembre 2010 avec un ancien responsable algérien ayant requis l'anonymat.

de la satrapie. Il ne se voit guère en Bouteflika, il se vit en De Gaulle, Napoléon, Gandhi, en Boumediène, voire parfois en Mugabe et même en Peter Pan. Il vérifie que chaque ministre applique ses directives à la lettre. Celui qui déforme, modifie ou apporte une quelconque touche personnelle a droit au célèbre « savon » présidentiel. Il n'hésite pas alors, comme le raconte un ancien responsable, à téléphoner au contrevenant et à lui « parler comme on parle à un enfant d'école primaire ». Il prive de retraite, de sécurité sociale, de revenus et de tous ses droits un « Directeur d'études » de la présidence qui, dès 1999, a refusé de travailler avec lui. Ce fonctionnaire avait eu le malheur de motiver sa lettre de démission en rappelant le passé et le passif de Bouteflika.

En conseil des ministres, il réprimande les responsables des différents départements. En public, il les humilie. Il avait agi de la sorte avec l'un d'eux : Abdelkader Bounekraf[38], ministre de l'Habitat dans le gouvernement Ali Benflis. N'acceptant pas d'être traité tel un malpropre, celui-ci fait savoir au Premier ministre qu'il compte donner sa démission. Benflis tente de le raisonner et arrive à lui faire changer d'avis en lui expliquant que Bouteflika avait eu cette attitude par populisme seulement, pour amuser la galerie et non par manque de respect à son égard. Le lendemain, le ministre reçoit de la part du président une invitation à dîner. Ce dernier lui fait l'honneur de le convier chez lui en plein mois de ramadan pour rompre le jeûne. À l'entrée de la demeure présidentielle, il est reçu très chaleu-

38. Abdelkader Bounekraf est né le 12 février 1943 à Hadjout. Cet énarque et néanmoins cadre du FLN fut sous-directeur au ministère de la Justice avant d'occuper un poste similaire dans celui des Transports. Il est nommé ministre de l'Habitat sous Zeroual, reconduit à son poste par Bouteflika avant d'être limogé par ce dernier en décembre 2000.

reusement. Bouteflika a demandé à sa mère d'accueillir son invité comme il se doit. À peine celui-ci est-il arrivé, que le président lance à sa génitrice : « Mère ! Tu as cinq fils, considère M. Bounekraf comme ton sixième enfant ».

Le ministre de l'Habitat comprend que le président, à travers ce geste, a voulu s'excuser de l'humiliation qu'il lui a fait subir en public. Rassuré, il déjeune avec lui. Les deux hommes parlent d'avenir, évoquent des projets gouvernementaux. Au bout de trois heures, le ministre prend congé pour rentrer chez lui. Le lendemain, en suivant le Journal de la télévision algérienne, il prend connaissance d'un communiqué de la présidence de la république qui annonçait un changement du gouvernement. « M. Bounekraf n'a pas été reconduit dans ses fonctions », précisait en substance la missive présidentielle. C'est cela Bouteflika : un responsable ne démissionne pas, il est renvoyé.

Un cadre de la présidence, Omar Benabbou, qui occupait le poste de Directeur de l'administration générale (DAG) a connu un sort similaire. Il est convoqué au bureau du président pour régler une question secondaire. Le chef de l'État ne tarit pas d'éloges à l'égard de cet ancien maquisard du temps de l'ALN. Celui-ci écoute, durant deux bonnes heures, le président radoteur. Bouteflika s'adonne alors à son exercice préféré. Il revisite, à sa manière, toute l'histoire de la guerre de libération, en évoquant les hauts faits d'arme de tel ou tel autre « compagnon ». Quelques heures après avoir quitté le bureau présidentiel, Omar Benabbou apprend qu'il est tout simplement limogé. Du jour au lendemain, sans préavis ni explication, le fonctionnaire, fidèle serviteur de l'État, se retrouve sans emploi.

Bouteflika eut, en 1999, une attitude beaucoup plus symptomatique avec un autre membre du gouvernement. Abdelaziz Rahabi, à l'époque ministre de la

Communication dans l'équipe de Smaïl Hamdani[39], se souviendra longtemps de ses quelques mois de collaboration avec le despote. En plein conseil des ministres, le président, qui aime humilier en public, feindra de ne pas connaître le nom de celui-ci. « Quel est votre nom ? », lui aurait-il lancé. Le malheureux, devant des collègues ahuris, s'obligera à répondre et à donner son nom. « Hé bien sachez M. Rahabi que vous n'êtes plus mon ministre de la Communication », lancera le président en pleine réunion[40].

Ce serait la défunte mère de Bouteflika qui aurait demandé la tête de Rahabi, mécontente du traitement médiatique réservé à un sujet d'actualité qui lui tenait à cœur. En Algérie, personne n'a le droit de mettre en colère l'un des proches du président. On ne touche pas à la famille régnante. L'autocrate dans toute sa splendeur était de retour !

En réalité, l'homme est aussi venu régler des comptes. Avec la société d'abord, qu'il considère comme fainéante, immature, irresponsable et assistée. Un ancien ministre algérien a une explication : « Bouteflika déteste le peuple », me dira-t-il. Selon lui, au lendemain de la mort de Boumediène, le chef de la diplomatie algérienne s'attendait à voir des millions de personnes dans les rues scander son nom et le réclamer pour président. Il n'en fut rien. Les Algériens accueillirent même avec beaucoup d'indifférence son éviction de la succession. Attitude qu'il n'a, apparemment, pas pardonné aux Algériens. Il avait également un

39. Smaïl Hamdani est né le 11 mars 1930 à Bordj Bou Arreridj. Ce fonctionnaire, juriste de formation a occupé plusieurs postes depuis l'indépendance du pays. En décembre 1998, il fut nommé Chef du gouvernement par Liamine Zeroual qui le chargera de préparer les élections présidentielles anticipées. Après l'« élection » de Bouteflika, en avril 1999, ce dernier décide de reconduire le gouvernement Hamdani jusqu'à décembre de la même année.

40. Cette version est contestée par l'intéressé, mais confirmée par plusieurs témoins.

compte à régler avec le FLN, car il n'avait pas accepté son exclusion du parti. Pour l'ancien chef du gouvernement Sid Ahmed Ghozali, qui fut exclu (ainsi que Belaïd Abdesselam) en même temps que Bouteflika, ce dernier n'a jamais digéré le fait qu'aucun membre du FLN ne l'ait défendu. En effet, si Ghozali fut écarté avec 249 voix pour son éviction, 10 voix contre et une seule abstention et si Abdesselam fut exclu à l'issue d'un vote où 256 voix soutenaient la décision du parti contre 4 seulement en sa faveur, Bouteflika a été, quant à lui, mis à l'écart après une consultation interne dont l'éloquence permet de se faire une idée de la « popularité » de l'enfant d'Oujda au sein du FLN : 260 cadres sur 260 ont approuvé son bannissement du parti. Un score qui le laissa longtemps amer. Sid-Ahmed Ghozali m'a affirmé que « Bouteflika n'admettait pas, sinon son exclusion, mais qu'Abdesselam obtînt 4 voix en sa faveur, que je sois soutenu par une dizaine de membres du parti, au moment où il n'avait obtenu aucune voix en sa faveur »[41].

De plus, il voulait solder ses comptes avec l'armée et les « services ». Pour lui, les hauts gradés furent ceux qui, en 1978, lui avaient barré le chemin de la présidence et, même si les hommes avaient changé, il restait amer à l'égard de l'institution.

Enfin, le président algérien n'aime pas les journalistes, notamment indépendants. Il ne s'en est jamais caché. Il n'a d'ailleurs jamais accepté l'ouverture du champ médiatique qu'il qualifie « d'erreur ». Pour lui, la presse doit être contrôlée par le pouvoir, car il la juge « irresponsable ». Les médias, selon lui, ne sont respectables que s'ils se transforment en apologistes de la politique du roi, même

41. Entretien réalisé avec l'auteur en mars 2011.

si celle-ci est médiocre. C'est dire si l'Algérie a été confiée à un homme aigri et plein d'amertume, revenu, tel le comte de Monte-Cristo, mettre à exécution sa vengeance.

Le président algérien s'en donnera à cœur joie. Il est connu pour ses palinodies. Pressenti pour faire tout au plus deux mandats (en raison d'une santé précaire et d'une volonté qu'il avait lui-même affichée, pour mieux tromper son monde), il s'empressera, en 2008, de faire modifier la Constitution, pour s'assurer une présidence à vie, alors qu'il l'avait déjà tripatouillé, lors de son premier quinquennat, pour s'engager à ne pas rester en exercice plus de dix ans. En effet, le 12 novembre 2008, l'organisation d'un référendum, empreint de fraude et d'irrégularités, lui avait permis de supprimer l'article qui limitait à deux le nombre de mandats présidentiels. Puis, le 9 avril 2009, il obtenait le « droit » d'effectuer son troisième mandat avec un score à faire rougir Laurent Gbagbo et Mouammar Kadhafi. 90,24 % des suffrages pour un taux de participation de 74,56 %, lui sont attribués. À en croire ces résultats, il y aurait en Algérie autant de partisans de Bouteflika que de croyants en Dieu. Dans un pays qui compte trente formations politiques, comment un seul homme peut-il être adulé par les 9/10e de la société ? Est-il imaginable que vingt-neuf partis doivent se partager le 1/10e restant ? Si telle est la réalité du paysage algérien, autant bannir le multipartisme, la République et instaurer une monarchie de droit divin !

Fou de pouvoir, Abdelaziz Bouteflika ne pensait même plus qu'il devenait important, vital pour lui, de s'occuper d'une santé qui l'obligeait, depuis 2003, à se rendre régulièrement en Suisse et en France, pour y traiter un cancer de l'estomac qu'il a voulu cacher aux

Algériens[42]. Malade et affaibli, il va jusqu'à fantasmer sur le fait (quelle trouvaille !) qu'il serait possible de remettre le sacre à son cadet Saïd Bouteflika. Celui-ci tentera en coulisse de sonder l'opinion, de trouver des soutiens et, pourquoi pas, de constituer un parti politique qui lui permettrait de disposer d'une assise populaire. Par patriotisme (comment pourrait-il en être autrement ?), les Bouteflika pensent qu'ils sont les seuls (serait-ce une question de génétique ?) à pouvoir veiller sur l'Algérie et que, à part leur défunte mère, aucune femme algérienne n'a enfanté d'un homme suffisamment intègre, compétent, patriote, bref capable, de diriger le pays. Je le rappelle à tous les Bouteflika, proches, parents et alliés, d'Oujda, de Tlemcen, de France et de Navarre : L'Algérie n'a jamais été une propriété privée, une principauté, une royauté, un majorat ou un patrimoine en friche pour qu'on accepte de voir le pouvoir s'y transmettre un jour au sein d'une même fratrie. Les Algériens ont subi l'injustice, l'autoritarisme, le mépris, la corruption, mais ils ne toléreront jamais une telle flétrissure.

Pariant sur la crédulité des citoyens, les Bouteflika cherchent à transformer la « République algérienne » en monarchie ou quasi, et faire comme ces dictateurs où la présidence se lègue de père en fils. Cette manœuvre a choqué, non seulement les partis politiques, mais aussi de nombreux responsables de l'armée, à l'exception de ceux qui ont intérêt de voir la situation perdurer. L'entreprise familiale « *Bouteflika and brothers* » a dû se résigner à admettre que l'idée était d'autant plus mauvaise et déplacée que des

42. En 2005, il a préféré mentir et affirmer, dans un communiqué officiel, qu'il aurait subi une intervention pour un « ulcère hémorragique » alors qu'il traitait un cancer de l'estomac.

régimes arabes étaient balayés, ici et là, par des frondes populaires qui n'acceptaient plus de voir leurs pays asservis.

Que faut-il donc mettre à l'actif de Bouteflika ? Un député du FLN, avec lequel j'ai eu l'occasion de débattre sur la chaîne France 24 en avril 2009, me répondra que « cet homme [Bouteflika] a été envoyé par Dieu. Il a fait construire des autoroutes et a ramené la paix ». Envoyé de Dieu ? Bouteflika, le « prophète », comme le qualifiait le journaliste Mohamed Benchicou dans son livre au vitriol[43], a su, à l'évidence, convaincre ses larbins du bien-fondé de sa « mission divine ». Le pamphlétaire écrivait déjà en 2004 : « La réputation d'halluciné est sans doute la seule dont Bouteflika aura su asseoir l'unanimité aux yeux de l'opinion »[44]. Président bâtisseur ? Certes, il y eut des projets de construction, des autoroutes, des routes et même des ruelles et des impasses, sauf que tous les grands chantiers ont été entachés par des affaires de corruption où le nom des copains, des coquins et ceux des « fils de… » sont régulièrement cités dans les procédures ou dans les enquêtes journalistiques qui ont dévoilé les nombreuses « affaires » ayant émaillé les trois mandats du messie. Bouteflika, homme de paix ? Il est vrai que l'intensité du terrorisme a baissé. Elle est d'abord due à la lutte antiterroriste menée depuis une vingtaine d'années. Quant à sa « concorde civile », elle a permis de fermer les yeux et de se boucher les oreilles sur les principes élémentaires de la vérité et de la justice. Les terroristes furent blanchis tout comme les militaires et policiers coupables de graves dérives et d'atteintes aux droits de l'Homme. Je parle ici

43. Mohamed Benchicou, *Bouteflika : une imposture algérienne*, Jean Picollec, 2004.

44. *Bouteflika : une imposture algérienne, op. cit.*

de ceux qui ont entaché leurs institutions respectives, sali leurs collègues intègres, terni l'image de tout un pays, et qui, grâce à ce tour de passe-passe, s'en sortent sans devoir rendre de comptes. Les disparus, les citoyens atteints dans leur chair et toutes les victimes des violences sont passés ainsi par « pertes exceptionnelles », comme si Bouteflika, en vieux monarque, pouvait, non seulement disposer du pays selon son bon vouloir et, en prophète reconnu, avoir la possibilité d'accorder son absolution aux uns (les terroristes et les responsables d'exactions) et sa patenôtre aux autres (les victimes). Le maître a toujours fonctionné de la sorte : ses décisions ne sont pas discutables, ses vues sont incontestables et incommensurables son mépris du peuple et des élites qui ne lui font pas acte d'allégeance. À un chef de parti qui, au début de son premier mandat lui conseillait de « travailler avec les élites algériennes installées à l'étranger », Bouteflika aurait rétorqué : « Ne me parlez pas de ceux-là ! ». Étonné, son interlocuteur demande : « Mais pourquoi donc, Monsieur le Président ? ». « Ils sont ingérables », a-t-il lâché. Le maître d'Alger, en calife autoproclamé, veut tout gérer, y compris les esprits des autres alors qu'il n'arrive même pas à gérer le sien qu'il inscrit dans une incohérence manifeste.

Voilà l'« homme providentiel » dans toute sa splendeur : arrogant, suffisant, pensant qu'il est l'unique source du savoir et de la raison, il n'approche que ceux qu'il peut « gérer », manipuler, instrumentaliser, asservir ou clientéliser. Trop lâche pour accepter le débat politique, trop autoritaire pour tolérer les acteurs indépendants et non « gérables », il rêve d'une relation avec les Algériens semblable à celle du maître envers son élève, du roi envers son sujet et du bourreau envers le condamné. Sa vision l'incite à croire que la mise en place d'une sorte de

Makhzen (gouvernement du roi)[45], composé de fidèles caciques, de « bons et loyaux » serviteurs en guise de ministres et des membres de la famille, du clan ou de la tribu, serait une marque de stabilité pour le pays, alors qu'une telle lecture du mode de gouvernance consacre l'immobilisme et annihile toute alternance. Inutile probablement, tant les choses sont évidentes, de souligner qu'Abdelaziz Bouteflika a complètement dévoyé la « révolution algérienne » qui fut, rappelons-le d'inspiration populaire, prenant en otage un pays et instaurant une sorte de monarchie bâtarde qui ne dispose évidemment d'aucune légitimité. Si certains trouvent que mon propos est exagéré, qu'on explique alors aux Algériens les raisons objectives qui permettent à un ministre de demeurer à son poste durant plus d'une décennie, malgré les échecs successifs et le manque flagrant de résultats. Voyons cet « excellent » Mourad Medelci[46], ministre des Affaires étrangères, natif de Tlemcen (comment pourrait-il en être autrement !) : il a passé quasiment les douze dernières années aux côtés de Bouteflika (dans différentes fonctions), sans oublier qu'il est ministre (ou assimilé) depuis 1988. Idem pour un autre natif de Tlemcen : Djamel Ould Abbès[47], le ministre de la Santé. Ministre de la Solidarité en 1999, il passe au ministère de la Santé en 2008. Il avait déjà occupé des postes de

---

45. *Makhzen* veut dire administration du roi. L'expression est empruntée ici au modèle politique marocain qui semble tant plaire au roitelet d'Alger.

46. Mourad Medelci est né le 30 avril 1943 à Tlemcen. Ce fonctionnaire occupera plusieurs fonctions depuis 1965 avant d'être nommé en 1981 Secrétaire général au ministère du Commerce. Il sera par la suite ministre du Commerce, ministre délégué au Budget avant d'être nommé plus tard à la tête de la diplomatie algérienne.

47. Djamel Ould Abbès est né le 25 février 1934. Ministre de la Santé, il fut également chargé du ministère de la Solidarité.

responsabilité sous Liamine Zeroual et il gravite autour du système depuis l'indépendance. L'actuel ministre de la Justice, Tayeb Belaïz[48] est également issu de la même région. Il entame sa huitième année comme Garde des Sceaux. Saïd Barkat[49], le ministre de la Solidarité, n'est pas originaire de l'Ouest du pays, mais c'est un proche du Président. Nommé à l'Agriculture en 1999, il restera ministre malgré les nombreux scandales qui ont entaché son département. Un hebdomadaire arabophone algérien, *El-Khabar Hebdo*, écrivait à ce propos : « [Barkat] a saisi sa position de ministre de l'Agriculture et de son amitié avec le président pour se servir et servir son entourage. Pour preuve, il a détourné 70 % des aides agricoles destinées aux 14 wilayas du Sud au seul profit de la wilaya de Biskra ». Ces graves accusations ne furent jamais clairement démenties et Bouteflika a juste décidé de changer son protégé de ministère.

Boubakeur Benbouzid[50] est un autre symptôme. Proche d'Abdelaziz Bouteflika, le ministre de l'Éducation nationale, est à la tête de son département depuis 1997. Un record ! Par ironie, plusieurs hommes politiques ont baptisé son département : « le ministère Benbouzid ». Qui a dit qu'être ministre n'était pas un « vrai métier » ? Si c'est une mission, celle de Benbouzid semble être interminable. Bien que la liste soit encore longue, je m'arrêterai là, sinon il faudrait se laisser aller à l'écriture d'un autre ouvrage

48. Tayeb Belaïz est le 21 août 1948 à Maghnia. Ce magistrat de carrière a été nommé Garde des Sceaux en 2003. Avant cette date, il fit un bref passage à la tête du ministère du Travail.

49. Saïd Barkat est né le 15 juin 1948 à Biskra.

50. Boubakeur Benbouzid est né le 2 mars 1952 à Aïn Beida. Cet ancien recteur d'université a été nommé en 1993, ministre délégué aux Universités et à la Recherche, en 1994, ministre de l'Enseignement supérieur. Depuis 1997, il est ministre de l'Éducation nationale.

pour raconter la « longévité » de ces caciques indéboulonnables malgré la quasi-absence de résultats, les scandales et surtout l'absence de légitimité démocratique. Au prétexte que les « mammouths » auraient de l'expérience, on a cassé la jeunesse de ce pays et sacrifié deux générations d'Algériens. Les ministres sont nommés, pour certains, depuis près de vingt ans. On confond stabilité et immobilisme.

Lorsque le 15 avril 2011, Abdelaziz Bouteflika décida de sortir d'un mutisme de quatre mois pour promettre des « réformes politiques », il apparut comme un homme vieilli, usé et malade. Lors de cette sortie télévisée, il agit, comme l'aurait fait tout bon autocrate, il annonce des « mesures », quotidiennement dénoncées et contredites par les faits, il s'accorde des satisfécits et dépeint une Algérie qui n'existe que dans les manuels de ses parrains, larbins et courtisans. On connaissait déjà le roi Bouteflika, ce jour-là l'on a découvert un Président nous chantant un *remake* algérianisé de « tout va très bien, Madame la Marquise ». Le roitelet semblait dire : *Si l'écurie brûla, madame ; C'est que l'château était en flamme ; Mais à part ça, Madame la Marquise ; Tout va très bien, tout va très bien...*

N'empêche, alors que beaucoup d'Algériens s'attendaient à voir leur président annoncer son départ et la tenue d'élections présidentielles anticipées, ils découvrirent un vieillard quasiment aphone[51], seulement attaché

51. De sources crédibles, il apparaît que l'enregistrement d'un quart d'heure de discours a nécessité quatre prises différentes – Bouteflika s'essoufflait et devait donc se reposer – et deux jours de montage avec amplification du son afin que le Président apparaisse dans une forme acceptable. N'empêche, les Algériens, surpris, ne retinrent de son intervention que cette image d'un homme malade et probablement incapable d'assumer ses lourdes tâches. Précisons que la maladie d'un chef d'État dans un pays antidémocratique ne fait généralement pas l'objet de débat. L'ancien président syrien, Hafed Al-Assad était resté à son poste alors qu'il avait passé les deux dernières années de sa vie alité et incapable de gouverner. Bouteflika s'est toujours inspiré de ce genre de dirigeants.

à son fauteuil. L'ancien ministre des Affaires étrangères de Houari Boumediène était en train de réaliser un rêve qu'il avait commencé à caresser au cours des années 1970 : devenir président, et régner sur l'Algérie jusqu'à la mort, quitte à accentuer le marasme politique du pays.

Ira-t-il au bout de cette logique irresponsable qui rappelle, entre autres, celle de l'ancien président tunisien Habib Bourguiba qui fut déchu par plus despote que lui ?

III

Bouteflika et les affaires étrangères

L'un des arguments avancés depuis 1999 par tous les supporters de Bouteflika consistait à rappeler que leur poulain serait un champion sur le terrain diplomatique. Il serait, selon eux, la version algérienne d'un Kissinger ou d'un Talleyrand. Une sorte de virtuose des Affaires étrangères, subtil, intelligent et raffiné. Vraiment ? Voire. De l'avis de ceux qui l'ont côtoyé, Bouteflika aurait toujours eu, pour le roi Hassan II, des sentiments où se mêlaient et s'entremêlaient fascination, jalousie et répulsion. Et pour preuve, à peine parachuté à la présidence de la République, il s'empressera de prendre rendez-vous avec le monarque chérifien. Selon un ex-Premier ministre, « Bouteflika a depuis sa tendre jeunesse admiré l'ascension de ce roi à peine plus âgé que lui qui reçut le sacre avant l'indépendance algérienne. Il aurait tant aimé être à sa place »[1]. Cela dit, Hassan II n'a jamais vraiment eu une haute considération pour ce jeune ministre des Affaires étrangères, prétentieux et limité intellectuellement qu'il jugeait en privé « peu sérieux », selon les dires de certains

1. Entretien réalisé par l'auteur en février 2011.

anciens responsables marocains. Par contre, Hassan II respectait Boumediène malgré les divergences qui existaient entre eux, car il estimait que ce dernier avait l'étoffe des grands dirigeants, mais également une intelligence et un charisme naturel contrairement à Bouteflika qui faisait mine de « petit joueur » et de jouisseur turbulent. C'est dire que, une fois arrivé à la tête de l'Algérie, il pensait qu'il allait enfin pouvoir discuter d'égal à égal, de chef d'État à chef d'État, avec celui qu'il appelait « *Sidna* »[2] puisque le natif d'Oujda considérait le monarque marocain un peu comme son « commandeur » aussi, tant et si bien quand il lui écrivait, selon des sources sûres, il signait systématiquement son courrier par un : « *Votre dévoué sujet, Abdelaziz Bouteflika* »[3].

Un rendez-vous était donc prévu pour octobre 1999 entre le roi du Maroc et son « dévoué sujet ». Mais en plein été, comme s'il refusait de faire ce cadeau au président algérien, Hassan II mourut à la suite d'une longue maladie. Beaucoup se souviennent de cette image, durant les funérailles, montrant un Bouteflika, fort ému, s'agrippant au cercueil. Cette scène avait touché beaucoup de Marocains, conditionnés par leur régime, tout comme les Algériens d'ailleurs, à penser que leurs voisins leur voueraient *de facto* une haine indescriptible en raison des divergences politiques. Les uns et les autres ont joué, avec l'inconscience qui les caractérise, sur cette fibre, tout en convoquant les sentiments nationalistes, afin de faire

2. *Sidna* veut littéralement dire : « notre maître ». Ce terme est utilisé dans la monarchie chérifienne dans le même sens que « Sire » ou « Majesté ».

3. Un Marocain, ancien secrétaire d'un prince saoudien raconte que Bouteflika « s'est toujours considéré comme un sujet du roi. Il me disait, quand il voulait obtenir un rendez-vous avec le prince : n'oublie pas que je suis un marocain comme toi. »

oublier à leur population respective l'autoritarisme qui ne cesse de les distinguer.

Quoi qu'il en soit, cette image d'une Bouteflika s'agrippant au cercueil du monarque défunt était, de l'avis de beaucoup d'observateurs, de la « haute voltige » en termes diplomatiques, puisqu'en l'espace de quelques minutes, d'un geste symbolique, le nouveau chef d'État algérien avait balayé des préjugés et atténué des tensions qui ont toujours existé entre les deux pays. Beaucoup – naïvement probablement – pensaient, aussi bien côté algérien que marocain, que les relations bilatérales avaient rendez-vous avec une nouvelle ère qui serait ouverte par un président nouvellement installé et un prince héritier qui n'allait pas tarder à être sacré roi. C'était mal connaître le mégalomane d'Alger et les intrigants du palais de Rabat. Il m'a fallu quelques années pour que cette image, d'un Bouteflika, s'agrippant au cercueil du défunt Hassan II, me soit décryptée par un ancien responsable, bien au fait de la psychologie de l'autocrate algérien, et qui avait eu l'occasion de côtoyer durant de longues années l'égotique président.

D'après mon interlocuteur, « en réalité, Bouteflika ne montrait pas qu'il regrettait la mort du roi du Maroc, mais qu'il lui en voulait. En s'agrippant de la sorte au cercueil, il reprochait à Hassan II d'avoir quitté ce bas monde sans lui avoir donné l'occasion d'une discussion d'égal à égal ». Naturellement, on pourrait penser qu'il s'agirait là de « psychologie de comptoir », mais quand on connaît un peu le fonctionnement mental du président algérien, il ne serait pas surprenant que cette analyse soit très proche de la réalité. D'ailleurs, le comportement de Bouteflika à l'égard de Mohammed VI ressemble étrangement à l'attitude qu'avait Hassan II envers le ministre de Boumediène. Et je ne suis pas le seul à l'avoir remarqué : plusieurs obser-

vateurs marocains et algériens voient bien le « président est désormais à Rabat et le monarque au Palais d'El Mouradia à Alger ». Le président algérien est à sa place pour se faire plaisir et pour goûter à tous les plaisirs. N'acceptant évidemment aucun des inconvénients du pouvoir, il refuse d'écouter ceux qui osent encore, à demi-mot, lui rappeler que la diplomatie algérienne est à la dérive.

« Aujourd'hui, Bouteflika emprunte à Hassan II la condescendance des souverains arabes qui avait servi d'atout à la diplomatie algérienne alors que Mohammed VI calque en grande partie sa nouvelle politique africaine sur celle de l'Algérie des années 1980 », écrit la journaliste Hassiba Mellouk dans l'ouvrage collectif: *Notre ami Bouteflika, de l'État rêvé à l'État scélérat*[4].

La meilleure preuve d'intelligence politique aurait été de normaliser les rapports avec le voisin marocain. Finesse diplomatique qui, soit dit en passant, n'a jamais été l'apanage du Palais royal de Rabat non plus. Sous Bouteflika d'un côté et Mohammed VI de l'autre, les relations entre les deux pays ont régressé par rapport à certaines avancées effectuées sous Chadli Bendjedid et Hassan II, durant les années 1980. Les frontières demeurent fermées et les relations toujours empoisonnées par cette sempiternelle question du Sahara occidentale et ces rivalités absurdes qui dénient aux deux peuples, pourtant proches, le droit d'avoir des relations normales et apaisés. Une certaine presse d'un côté comme de l'autre est chargée d'entretenir ce climat malsain et les « services » des deux pays s'échangent en sous-main amabilités et autres « coups tordus ». Autant d'énergie déployée de part et d'autre au

4. Ouvrage collectif sous la direction de Mohamed Benchicou, *Notre ami Bouteflika, de l'État rêvé à l'État scélérat*, Riveneuve éditions, 2010.

détriment de la construction d'un partenariat maghrébin sur les terrains politique, social, culturel et économique.

Abdelaziz Bouteflika entamait son premier mandat en 1999 par d'incessants voyages à l'étranger et par l'organisation du 35e Sommet de l'OUA (inscrit dans l'agenda de son prédécesseur) qui devait se tenir dans la capitale algérienne à partir du 12 juillet. Sur le tarmac de l'aéroport international Houari-Boumediene, le nouveau président – qui se comportait, par ailleurs, en « super-ministre des Affaires étrangères » – accueillait ses invités avec un sourire éclatant comme s'il savourait son retour sur les devants de la scène. Cette verve, il la devait, outre que son rêve de pouvoir venait de se réaliser, à la concrétisation, le 4 juillet, de sa vision de la gestion du « dossier sécuritaire » : des milliers d'islamistes emprisonnés étaient graciés et quatre jours avant l'ouverture du sommet de l'OUA, le Parlement algérien adoptait la loi sur la « concorde civile », qui amnistiait des milliers d'autres tueurs intégristes.

Toujours est-il que, Bouteflika fit de cette grand-messe africaine son show personnel. Il était comme l'enfant gâté qui retrouvait enfin le jouet dont il avait été un temps privé. Même Ben Ali, qui n'avait pas fait de déplacement à Alger depuis 1990, et Kadhafi, qui boudait l'OUA depuis 1975, firent le voyage. Bouteflika se posait en « patron » de l'Afrique. Il voulait impressionner les partenaires étrangers de l'Algérie, mais surtout ceux qui, à l'intérieur du système algérien, l'avaient snobé durant sa « traversée du désert » ou ceux qui comptaient parmi ses détracteurs. Beaucoup furent bluffés par cet activisme. Au vrai, le fanfaron n'a fait que ce qu'il a toujours su faire : soigner le *m'as-tu-vu*, pérorer, gesticuler, serrer des mains tout en sautillant comme une petite puce ravie de retrouver un corps poilu, disposé à l'accueillir.

Bouteflika avait l'ambition, avouons-le, de sortir l'Algérie de son isolement, résultat de dix années de guerre civile, et en faire un acteur de premier ordre sur la scène africaine et méditerranéenne. Sur ce plan, son succès est indiscutable même si, au-delà des effets d'annonce, des réunions filmées par les caméras du monde entier et des discours successifs, il n'y a pas eu de retombées tangibles sur le terrain. Les investisseurs craignent toujours la bureaucratie algérienne, le pays continu à être considéré comme l'un des plus corrompus de la planète, et la voix de l'Algérie est loin de peser dans le gotha international, sans compter le fait que la plupart des capitales occidentales la classent parmi les « pays à risques ». Mais concédons tout de même que, durant les premières années de son règne, Bouteflika a su imposer un style qui coupait avec la psychorigidité de plusieurs de ses prédécesseurs. Cela dit, est-ce suffisant ? Bouteflika est un peu comme ces belles goualeuses qui peuvent être un plaisir pour les yeux, mais une torture pour les oreilles. Son activisme effréné sur le terrain des relations internationales ne débouchera sur aucune transformation conséquente du système. Au contraire, ce sera, là aussi, le changement dans la continuité.

Faisant semblant d'être capable d'ouvrir une nouvelle ère avec le Maroc, de remettre sur pied cette Algérie qui parlait, entre autres, au nom des pays africains, il ira jusqu'à surprendre son monde, pendant les funérailles de Hassan II, en serrant la main à Ehud Barak, alors Premier ministre de l'État d'Israël. Avec les « Juifs » d'une manière générale, comme à l'égard des Marocains, des Français voire même des Algériens, il a toujours eu un rapport d'attirance/répulsion. Malgré un antisémitisme mal dissimulé, il est très prompt à entretenir des relations avec des membres de la « communauté juive » surtout quand cela sert ses

intérêts personnels et faire de l'antisémitisme primaire un cheval de bataille dès qu'il s'agit de détourner l'attention du petit peuple. Il saura, comme je l'ai précisé plus haut, utiliser le soutien du milliardaire Prosper Amouyal – qu'il appelle affectueusement par son pseudonyme algérien Messaoud – lorsqu'encore « candidat », il avait besoin de tous ceux dont il était capable de profiter des largesses. Prosper Amouyal et d'autres, lui avaient payé des encarts publicitaires dans la presse française ou financé des meetings électoraux. « Mon ami Abdelaziz n'accepte pas qu'on lui donne de l'argent directement, mais je l'ai aidé à supporter certains frais de campagne », me dira en substance Prosper Amouyal lorsque je l'ai rencontré. Ce dernier ne nie pas connaître le caractère antisémite de plusieurs membres du pouvoir algérien, y compris de celui de Bouteflika. Pourquoi les fréquente-t-il alors ? Je n'ai eu qu'une réponse évasive…

À Monaco, quelque temps après avoir serré la main du Premier ministre israélien, il sautera au cou du chanteur d'origine algérienne Enrico Macias[5]. Il ira jusqu'à s'engager auprès de ce dernier en l'invitant officiellement à effectuer un séjour en Algérie, pour y donner deux concerts. Mais à peine était-il de retour à Alger que lui, et d'autres responsables algériens, demandèrent en sous-main à Abdelaziz Belkhadem[6] l'« islamiste de service » et néanmoins

5. Par honnêteté intellectuelle et par souci de transparence, l'auteur tient à préciser qu'il est un ami personnel d'Enrico Macias et très proche de la famille de celui-ci.

6. Abdelaziz Belkhadem est né le 8 novembre 1945 à Tiaret. Cet islamiste qualifié de « fréquentable » a fait ses classes au sein du FLN. Président de l'Assemblée nationale entre 1990 et 1992. Après avoir été écarté des instances dirigeantes du parti durant la « décennie noire », il est repêché par Abdelaziz Bouteflika en 2000, qui le nommera ministre des Affaires étrangères. Il gardera ce poste jusqu'en 2005 et deviendra plus tard Premier ministre de 2006 et 2008 avant de gagner son titre de « représentant personnel du chef de l'État ».

islamiste des « services » de monter un mouvement de protestation contre la venue d'Enrico Macias en Algérie. Pour le pouvoir algérien, tout est « important », même le voyage d'un artiste qui, précisons-le, n'a jamais montré une quelconque hostilité à l'égard de son pays natal. Mais en réalité, tout est « important » sauf les choses vraiment importantes, car, qu'on se le dise, qu'imputent réellement les autorités algériennes au chanteur juif, natif de Constantine ? Ses origines ? Son soutien à Israël ? Ou les deux ? Que lui reprochent-ils sachant que plusieurs responsables n'hésitent pas à le contacter et à chercher à partager un repas avec lui. Je me rappelle de ce jour où un ancien président du Parlement algérien s'est présenté à la « Boule Rouge », restaurant parisien où Enrico Macias a ses habitudes pour quémander un autographe ou encore du jour où le très austère Noureddine « Yazid » Zerhouni a dîné avec lui tout en ne tarissant pas d'éloges à son égard. Ces larbins de Bouteflika, toute cette bande, composée de complexés et d'hypocrites, animés par un esprit d'éternels colonisés, n'est même pas capable de croire dans le discours qu'elle distille elle-même. Quoi qu'il en soit, et c'est là où réside l'incohérence de ces petits politiciens qui gouvernent du côté d'Alger, lorsqu'on doit se fâcher avec les Juifs et notamment avec ceux qui soutiennent Israël (sachant que tous les Juifs soutiennent Israël et c'est leur droit), lorsqu'on doit se fâcher avec les Juifs, disais-je, qu'on se fâche avec tous les descendants de Moïse, sans exception. En d'autres termes, avec Enrico Macias, mais également avec des milliardaires comme Prosper Amouyal, des journalistes comme Jean-Pierre Elkabach, des médecins auprès desquels beaucoup d'entre eux se soignent à Paris, des affairistes avec lesquels ils font des affaires, des banquiers qui leur gardent leur argent, etc. Cela s'appellerait de

l'antisémitisme. C'est détestable, condamnable et abject, mais cela aurait pu représenter une certaine cohérence idéologique. Le problème avec le régime algérien réside dans le fait que sa schizophrénie l'incite à vouloir être à la fois Ahmadinejad et Obama. On ne sait plus si l'Algérie, c'est un peu Dubaï, Paris ou un petit port de pêche de la Péninsule arabique. Les dirigeants algériens ne savent même plus où ils habitent. Un peu intégriste, un peu moderniste, un peu ouvert, un peu intolérant, enfin un *chouia* d'un tout qui rappelle ces repas où l'on mange sans rien savourer. Mais chez Bouteflika, point de cohérence. Il sacrifie le très médiatique Enrico Macias, officiellement sous l'autel de la solidarité algéro-palestinienne, pour mieux flatter et caresser dans le sens de la barbichette ses amis islamistes et pour entretenir cet abcès de fixation – si cher aux autocrates arabes – autour du conflit israélo-palestinien. Et d'ailleurs, qui ignore que Bouteflika – à l'image du système algérien – est plus palestinien que Mahmoud Abbas et Yasser Arafat réunis ? En d'autres termes, Enrico Macias pourrait être invité à Ramallah (et ce fut le cas), mais pas à Alger. En matière de finesse et d'intuition sur le terrain diplomatique, on a vu mieux.

Incohérence exprimée de manière symptomatique par son ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci qui, en 2011, parlant de la Grande Mosquée de Paris (dirigée, financée et soutenue par l'Algérie), affirmera que celle-ci était « une association française, régie par la loi 1901 », manière de dire le désintérêt de l'Algérie pour ce lieu de culte au moment où, dans les coulisses, les autorités algériennes font tout pour empêcher les Marocains de prendre le contrôle d'une mosquée dont ils ne cessent de rêver. Pourquoi un chef de la diplomatie ne peut pas être clair, et donc cohérent, à l'égard d'un lieu de culte

algérien qui représente l'un des rares lieux de rapprochement entre les membres de la communauté algérienne de France et leur pays d'origine ? Non pas que je sois pour que ce lien soit entretenu par un lieu de culte, tant s'en faut (j'aurais préféré voir le centre culturel algérien jouer pleinement ce rôle), mais il est évident que cette mosquée revêt sur le plan symbolique, à tout le moins, une importance essentielle pour une majorité d'Algériens de France (pratiquants ou pas) car, elle représente une partie de leur mémoire de déracinés et un pan de l'histoire qui unit l'Algérie et la France. C'est dire que lorsqu'un ministre des Affaires étrangères s'exprime de la sorte, il ne montre pas, autre chose, qu'une légèreté certaine, une incohérence totale et une hypocrisie manifeste. Mourad Medelci eut une attitude similaire, tout en exhibant son côté de piètre communicant lorsqu'il conseilla à la presse française d'être moins critique à l'égard du régime qu'il sert et tout en affichant son côté de petit diplomate quand il lui fallut convaincre la communauté internationale que l'Algérie ne soutenait pas le régime de Kadhafi, bombardé par les forces de l'OTAN, en envoyant armes, munitions et mercenaires au fou de Tripoli. Accusation portée par les rebelles libyens. Vraie ou fausse information ? C'est l'avenir qui nous le révélera, car la crédibilité du pouvoir algérien est aussi forte aujourd'hui que celle d'un mythomane refusant tout soin psychiatrique tant et si bien que même lorsque Medelci ou ses collaborateurs des Affaires étrangères disent la vérité, on a un peu de mal à les croire.

Lorsque le 2 mai 2011, l'administration américaine annonçait la neutralisation du terroriste Oussama Ben Laden, la diplomatie algérienne fut l'une des rares à ne pas faire de commentaires. Comme si Bouteflika, Medelci et consorts n'étaient en rien concernés par l'élimination

de celui qui avait incité, durant de longues années, les émules du GIA, du GSPC, de l'AIS et d'AQMI à faire couler le sang des Algériens, formant au passage dans ses camps de Jalalabad ou de Kandahar des milliers d'illuminés qui ont écumé les maquis algériens. Comme si ceux qui affublent le terroriste Hassan Hattab du tristement célèbre « Monsieur Hattab », regrettaient la mort violente de « Monsieur Ben Laden ».

Cela dit, à la décharge du ministre algérien des Affaires étrangères, disons qu'il n'a jamais eu l'occasion d'exprimer vraiment « l'étendue de son talent », puisqu'il est incapable de signer un seul communiqué sans l'aval de la présidence, qui gère tout. Les questions diplomatiques sont en effet centralisées au niveau des « conseillers » de Bouteflika qui sont les véritables gestionnaires de la diplomatie algérienne. En vérité, le vrai ministre des Affaires étrangères, n'est autre qu'Abdellatif Rahal[7], 89 ans, un dinosaure sorti de l'âge de glace par un Bouteflika qui ne fait confiance qu'au passé comme si un jeune conseiller ou un jeune ministre seraient incapable de comprendre ses orientations. C'est donc Rahal qui occupe, depuis décembre 1999, le poste de « conseiller diplomatique » du président qui est le véritable ministre des Affaires étrangères. Mourad Medelci, agissant davantage comme secrétaire de Rahal, est à l'image de la politique étrangère de Bouteflika : brouillon. Certes plus posé, moins foufou que son chef, quand celui-ci occupait son poste, il affiche néanmoins la faiblesse de la diplomatie algérienne version 1999-2011.

---

7. Abdellatif Rahal est né le 14 avril 1922 à Tlemcen. Directeur de cabinet de Ben Bella en 1962, ambassadeur d'Algérie en France en 1963, Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères en 1965, ministre de l'Intérieur en 1991, Abdellatif Rahal sert le système depuis plus de cinquante ans. À 89 ans, il est encore dans le sérail comme « conseiller diplomatique » d'Abdelaziz Bouteflika.

Un amateurisme que l'ancien protégé de Boumediène avait, pour sa part, eu l'occasion de montrer comme, durant cette année 1975, par exemple, lorsqu'il se trouvait du côté de Mohammedia, non loin de Casablanca au moment où le roi Hassan II décidait de lancer sa « marche verte », inaugurant ainsi une nouvelle dispute avec Alger. Bouteflika, autour duquel l'on a voulu écrire une vraie légende, s'adonnait à ses « loisirs favoris », dans quelques *riyad* marocains, cependant qu'une crise couvait entre le pays dont il représentait la diplomatie et celui où il allait s'encanailler. Certains dignitaires algériens – certes quelques-uns adeptes de la paranoïa – l'ont souvent, lors de discussions informelles avec des journalistes, accusé de « rouler pour ses propres intérêts » sinon pour ceux de certaines « puissances étrangères ». Ses accusateurs – à tort ou à raison – rappellent, sur le ton de la confidence, que l'actuel président aurait « tantôt défendu les affaires de la France, tantôt celles du Maroc ou des Émirats arabes unis »[8]. L'un de mes interlocuteurs précisera néanmoins : « Bouteflika ne défend en réalité aucun autre intérêt que celui de Bouteflika. Il est faux de dire qu'il aurait roulé pour d'autres puissances par idéologie. Lorsqu'il l'a fait, c'est parce que cela servait ses intérêts ou ses calculs personnels ».

Dans son livre, *Bouteflika : une imposture algérienne*[9], Mohamed Benchicou rappelait ce que des présidents africains disaient à Chadli Bendjedid au lendemain de la mort de Boumediène : « Sur l'affaire du Sahara, il n'était pas toujours possible de situer la vraie position algérienne

8. Entretien réalisé par l'auteur en novembre 2010 avec deux anciens cadres du ministère algérien des Affaires étrangères.

9. *Bouteflika : une imposture algérienne, op. cit.*

entre les opinions de Boumediène et celles de son ministre Bouteflika qui les contredisait »[10].

Il est évident que le président algérien n'a aucune réelle consistance sur le terrain diplomatique. Il est de ceux qui pensent que le verbe, à lui seul, remplacerait l'action. Il est de ces prétentieux mégalomanes qui s'imaginent que leurs rêves – parce que ce sont justement leurs rêves – se transformeront inévitablement en réalité. Il est enfin de ces petits gringalets qui croient qu'il suffit de se laisser photographier avec la reine Élisabeth, Barak Obama ou Vladimir Poutine, pour devenir forcément un grand de ce monde. Depuis son arrivée au pouvoir, Bouteflika a agi de la sorte, qu'il s'agisse des relations algéro-marocaines, des questions énergétiques, économiques, sociales ou politiques ou des liens algéro-français ou algéro-américains. L'outrecuidance de certains de ses larbins les avait même incités, en 1999, à donner naissance à un « comité de soutien » pour proposer le nom d'Abdelaziz Bouteflika au prix Nobel de la paix. Rien que cela !

Cela étant dit, si l'Algérie est revenue sur les devants de la scène internationale, elle le doit davantage à Oussama Ben Laden qu'à Abdelaziz Bouteflika. En effet, il est évident que les opérations terroristes du 11 septembre 2001 ont constitué un tournant pour la diplomatie algérienne. Trop souvent inaudible, isolée et d'autant plus marginalisée que de forts soupçons pesaient sur l'armée algérienne, quant à sa gestion de la lutte antiterroriste, cette diplomatie a eu devant elle un boulevard après les attentats meurtriers qui ont visé New York et Washington. Elle est enfin arrivée à faire entendre cette voix que personne ne voulait écouter tout au long des années 1990, quand elle cherchait à expli-

10. *Ibid.*

quer que le terrorisme islamiste était incontestablement un phénomène transfrontalier qui représentait un danger pour l'ensemble des pays de la planète. Mais cette situation a montré, par ailleurs, l'incohérence de la politique bouteflikienne puisqu'au moment où le président algérien suppliait presque les terroristes du GSPC[11] (ensuite ceux d'AQMI[12]) de déposer les armes et de bénéficier, en contrepartie, d'une amnistie, il réclamait, sur la scène internationale, une coopération mondiale pour une lutte implacable contre le terrorisme. Cette même incohérence l'empêchait de concevoir une quelconque lutte politique et idéologique contre le salafisme djihadiste, doctrine nourricière de ce terrorisme. Bouteflika s'est reposé sur quelques zaouïas, ces chapelles maraboutiques, promotrices du soufisme – il est lui-même devenu adepte de ce courant mystique –, sur quelques derviches tourneurs habillés à l'algérienne et autres adeptes de l'islam *business.* Comme s'il suffisait de faire appel à *Sidi untel* ou d'implorer *Sidi machin* pour endiguer une idéologie totalitaire qui a eu le temps de s'enraciner dans la société algérienne, Bouteflika le néo-mystique a cru bon de répondre à des émirs hirsutes munis de bazookas en utilisant quelques illuminés armés de chants soufis. Monsieur n'est pas un « éradicateur », on le savait ! Il est juste de ceux qui ont éradiqué toute logique politique et diplomatique.

La cohérence est mise à mal également, lorsqu'il décide de désigner Abdelaziz Belkhadem au poste de ministre des Affaires étrangères. L'islamiste de « service » et néanmoins des « services » ne pouvait pas rêver mieux. Sa première

11. Le GSPC est le sigle de Groupe salafiste pour la prédication et le combat.

12. AQMI est le sigle d'Al-Qaïda Maghreb Islamique, une excroissance du GSPC qui renferme des terroristes maghrébins et d'autres issus de l'Afrique subsaharienne.

décision – ou l'une de ses premières – fut de nommer une sorte de gourou ou, plus précisément, un ensorceleur dont la périlleuse mission consistait à désenvouter le ministère afin d'y chasser les âmes maléfiques. Aussi incroyable que cela puisse paraître, cette affaire, que j'aurais pu insérer dans un album de Bandes dessinées, est loin d'être anecdotique, tant elle montre le niveau de certains de ceux qui dirigent les institutions algériennes. Belkhadem aux Affaires étrangères ! Pourquoi pas un exorciste comme « chargé de mission » ? Il y avait là, je l'avoue, une certaine cohérence. Le même Belkhadem, pour éloigner une secrétaire « très intime » qui risquait de devenir source de scandales alimentant les *alter egos* algériens de *Voici* ou *Gala* ou autres forums internet, nomma celle-ci comme « diplomate » à l'ambassade d'Algérie à Rome alors que ses compétences ne lui permettaient pas de faire autre chose que répondre au téléphone, taper à la machine et réaliser quelques extras pour rendre les journées de son barbu de ministre plus agréable. Mais qu'à cela ne tienne ! L'ambassadeur d'Algérie à Rome était un homme de confiance : Mokhtar Reguieg, un ancien « chargé de mission » (il y en a tellement !) à la présidence de la République, un proche parmi les proches de Bouteflika puisque leurs mères respectives ont cogéré, un temps, des « bains maures », terme usité comme euphémisme pour ne pas heurter cette bonne société algérienne et notamment son pouvoir connu pour son puritanisme.

En Algérie, le fils de la copine de la mère du président peut, en effet, se retrouver ambassadeur. Idem pour les amis du frère du président, les enfants du village, l'oncle

de l'associé de l'autre frère, etc. Enfin ! Comme le dit l'adage populaire « *H'na fi h'na* » (Nous dans nous)[13].

Mokhtar Reguieg est depuis revenu à Alger pour être nommé « Directeur général du Protocole » à la présidence de la République et servir ainsi sa vieille connaissance au plus près.

Mais ne soyons pas mauvaises langues, ce n'est guère la République des copains, copines, coquins et coquines. Rassurons-nous, il ne s'agit que du « miracle algérien ». Rappelons tout de même que le slogan du pouvoir a longtemps été « pays de tous les miracles ».

---

13. Cet adage traduit ici littéralement est l'équivalent de l'expression française « l'entre soi ».

IV

Bouteflika et les « affaires »

Il est toujours difficile de travailler sur ce qu'on appelle communément les « affaires ». L'opacité qui caractérise le pouvoir algérien, les rumeurs détestables qui polluent l'atmosphère ambiante et les lieux communs présentés comme s'il s'agissait de vérités axiomatiques ont, de tout temps, empêché la mise à nu d'affaires de corruption, hormis celles que certains clans du régime ou encore le DRS ont voulu – de manière volontaire – faire éclater, tantôt en utilisant le système judiciaire, tantôt en assurant des « fuites » contrôlées à travers les médias.

Je m'emploierai ici, autant que possible, à m'éloigner des poncifs en donnant des pistes sur ce qu'il convient d'appeler des scandales financiers, du clientélisme, de l'arbitraire et du trafic d'influence. Le sujet de la corruption qui gangrène l'État algérien mérite non pas un chapitre, mais un ouvrage et une longue enquête. Je pense qu'il est nécessaire d'éviter l'utilisation de clichés de type « les fonctionnaires sont corrompus », « les généraux sont des voleurs » et tout le barnum de facilité qui sied, avant tout, à ceux qui, à l'intérieur du système, s'adonnent réellement au copinage, à la malversation, aux passe-droits et à l'abus

de pouvoir. On peut toutefois observer que le délitement moral et la déliquescence de l'État, ainsi que l'impunité, ont banalisé le manque de rigueur et les mauvaises habitudes que prennent certains dirigeants dans leur gestion de la chose publique. Si je choisis cette démarche, c'est en raison de l'observation que d'aucuns peuvent faire et qui nous montre à quel point les « vrais » responsables malfrats peuvent être satisfaits en nous entendant répéter « le pouvoir est corrompu ». Pourquoi ? Il est clair que le moins averti sur les questions judiciaires n'ignore pas qu'on ne peut ni poursuivre ni juger ni condamner ni emprisonner un « pouvoir ». On ne peut pas non plus pousser la justice – nationale ou internationale – à s'approprier une affaire si des noms, des faits et des délits ne sont pas clairement énoncés. Dire haut et fort que « tous les généraux » seraient des « corrompus », outre que c'est évidemment faux et absurde, revient à rendre service à ceux parmi les galonnés qui le sont vraiment. L'amalgame entretient non seulement l'opacité, mais sert ceux qui sont réellement coupables de la situation. Hormis des fous furieux pensant qu'il serait possible de mettre l'ensemble des responsables algériens en prison sur la base de quelques rumeurs, il est évident qu'aucun tribunal au monde ne serait capable de juger, dans une sorte de Nuremberg, « tous les généraux », car le droit obéit à des règles strictes et à des procédures. Ce qu'il faut donc, c'est un dossier, des preuves et des faits qui pourraient être constitutifs d'une infraction à telle ou à telle loi, ou, à tout le moins, à la morale qui doit régir un État qui se respecte.

Selon cette logique, je tâcherai de donner des noms, de montrer des incohérences et de livrer, ne serait-ce qu'un faisceau de présomption, afin que les éventuels coupables de délinquance financière et autres voyous en col blanc,

en *djellaba* ou en képi soient clairement désignés à partir d'éléments plus ou moins, tangibles. Il appartiendra par la suite, aux plus honnêtes des fonctionnaires, de la police, de la justice ou du DRS de faire ou de ne pas faire leur travail.

Les « services » algériens ont commencé, il est vrai, depuis 2008 à diligenter des enquêtes pour lutter contre la « grande corruption ». Il est tout aussi vrai que ce département était à l'origine de la mise sur la place publique de l'« affaire Sonatrach »[1] ou encore des malversations ayant entouré la construction de l'autoroute est-ouest. Cela dit, comme pour l'« affaire Khalifa »[2], il devient fréquent qu'on retrouve systématiquement devant les tribunaux et, finalement en prison, des lampistes et autres seconds couteaux. C'est à se demander si ces enquêtes sont engagées pour instaurer réellement « l'État de droit », une sorte de vœu pieux qu'on peut lire, depuis plusieurs décennies, dans les programmes de tous les candidats du système, ou pour affaiblir un clan au profit d'un autre. Comment se fait-il que s'agissant par exemple de l'« Affaire Khalifa », aucun ministre, aucun général et aucun dignitaire du régime n'ait été inquiété. Même le

---

1. Précisons que la Sonatrach emploie près de 130 000 personnes. Il s'agit de la plus importante société algérienne. Son chiffre d'affaires tourne autour de 70 milliards de dollars et ses bénéfices aux alentours de 8 milliards. Classée première exportatrice de gaz en Afrique, la Sonatrach est, pour l'économie algérienne, la pourvoyeuse principale de la manne financière en devises. Il s'agit donc d'une entreprise stratégique qui a toujours suscité les convoitises.

2. Le groupe détenait une banque, une compagnie aérienne, des sociétés de locations de voiture, des sociétés immobilières et une chaîne de télévision. L'ensemble dirigé par un trentenaire, Moumène Rafik Khalifa, fils de Laroussi Khalifa, un ancien dignitaire du régime algérien au lendemain de l'indépendance. Le père, décédé en 1990, après avoir fait ses classes au MALG comme Directeur de cabinet d'Abdelhafid Boussouf est devenu, à l'indépendance, ministre de l'Énergie. Il sera par la suite ambassadeur, mais il se retirera progressivement du monde politique. Le scandale Khalifa, appelé en Algérie l'escroquerie du siècle, a vu l'évaporation de plusieurs milliards de dinars avec la complicité de plusieurs structures de l'État.

Secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd[3], mêlé jusqu'au front, n'a pas jugé utile de démissionner de son poste à la tête de la Centrale syndicale, alors qu'une certaine décence voudrait – en tout cas dans des États qui se respectent – qu'on quitte son fauteuil, même lorsqu'une infraction est commise de manière involontaire. Certes, l'Algérie n'est pas la Norvège, mais tout de même !

Toujours est-il que plusieurs informations évoquent l'existence d'une « volonté sincère » de la part de certains responsables du DRS, à commencer par le général Toufik, de lutter contre la corruption. Une source proche des institutions algériennes affirme que « des services parallèles qui rendent comptent directement au grand patron, enquêtent, surtout à l'étranger, sur les placements, les avoirs et les investissements de cadres du pouvoir »[4]. De plus, selon la même source « une Direction de l'intelligence et de la contre-Intelligence économique, dirigée par un colonel proche de Toufik, qui était jadis au ministère des Finances, donc spécialisé dans les questions financières et fiscales, fait de la prévention en matière de délinquance économique ». D'après un fin connaisseur de ces dossiers ultra-sensibles qui mettent en accusation certains hauts dignitaires du régime, le général Toufik serait décidé à faire le « grand nettoyage, y compris au sein de ses propres services, sauf que sa technique consiste à faire les choses discrètement et à faire tomber les gens les uns après les autres ».

Aujourd'hui, Mohamed « Toufik » Medième, selon plusieurs témoignages, espère recueillir un maximum d'informations en provenance de l'étranger en comptant

3. Abdelmadjid Sidi Saïd est né le 4 février 1949 à Tizi Ouzou. Syndicaliste depuis sa tendre jeunesse, Sidi Saïd a succédé à Abdelhak Benhamouda, à la tête de l'UGTA, après l'assassinat de ce dernier en 1997.

4. Entretien réalisé par l'auteur en février 2011.

sur ses propres réseaux d'« informateurs » qui ont accès aux comptes bancaires et aux sociétés de placement à travers lesquels passent plusieurs « corrompus », afin de n'apparaître officiellement sur aucun document. « Ces montages financiers très complexes, me dira l'une de mes sources, sont totalement maîtrisés par les plus véreux du système qui savent utiliser sociétés-écran et prête-noms, espérant passer ainsi à travers les mailles du filet »[5]. Quelques officiers supérieurs du DRS, en qui Toufik a entière confiance, pour monter des dossiers et suivre notamment les flux financiers, les sociétés-écrans et les « partenaires » de certains caciques du régime, travailleraient, d'après les mêmes sources, de manière à se spécialiser sur les questions liées à la délinquance financière. Ainsi, la DDSE, la Direction de documentation et de sécurité extérieure, deuxième département dans l'organigramme du DRS, est chargée aujourd'hui, à travers certains de ses bureaux de sécurité installés dans toutes les représentations diplomatiques, de centraliser toute information susceptible de révéler une quelconque malversation à caractère économique pouvant compromettre des Algériens, y compris des responsables politiques ou militaires. « Depuis 2008, ces bureaux de sécurité travaillent énormément sur les avoirs d'Algériens à l'étranger en entretenant un réseau d'agents auprès des banques internationales et des organismes financiers »[6]. Une autre source proche du Ministère français de l'Intérieur m'a appris, par ailleurs, que la DCRI, la Direction Centrale du Renseignement Intérieur, aurait reçu pour directives, au début de l'année 2011, d'établir un inven-

5. Entretien réalisé en novembre 2010 avec un ancien ministre du gouvernement de Kasdi Merbah.

6. Entretien informel réalisé en juin 2010 avec un officier de la DDSE en poste dans une capitale européenne.

taire détaillé sur les biens et les avoirs, domiciliés en France et appartenant à des caciques du pouvoir algérien. « Il y a du boulot ! », se serait exclamé un officier des services français en recevant la « note confidentiel » de son ministre.

Aussi, de sources concordantes, des ministres du gouvernement Ouyahia tels Mimoune[7] (Tourisme), Rahmani[8] (Aménagement), Ould Abbès (Santé), Zerhouni (ex-Intérieur) et Khellil (ex-Énergie) ; des responsables de partis politiques ou de syndicats comme Ouyahia (Chef du gouvernement et patron du RND), Belkhadem (FLN), Soltani[9] (MSP), Hanoune[10] (Parti des Travailleurs) et Sidi Saïd (UGTA) ; des militaires comme les généraux Bendimerad, Tartag, Gaïd-Salah, Abderrahmane et Kherfi, pour ne citer qu'eux, ainsi que leurs proches, sont suivis de très près.

---

7. Smaïl Mimoune est né le 3 juin 1953 à M'sila. Ce cadre du MSP, le parti islamiste proche des « Frères musulmans », était ministre de la Pêche avec d'être nommé en 2010 à la tête du ministère du Tourisme.

8. Chérif Rahmani est né le 16 janvier 1945 à Djelfa. Il était ministre de la Jeunesse et des Sports en 1988 et connaîtra plus tard une ascension fulgurante. Ayant occupé le poste de Gouverneur du grand Alger dans les années 1990, il a rendu service à plusieurs personnes du système. On le dit proche et « chouchou » du général Toufik, mais cette information semble être davantage une légende qui lui a permis d'être craint et « respecté » par plusieurs hommes du sérail qu'une réalité. Neveu du colonel Benchérif, l'ancien patron de la Gendarmerie, Chérif Rahmani est un homme qui entretient de nombreux réseaux, y compris au sein de la presse. Il fut longtemps pressenti comme « présidentiable ».

9. Bouguerra Soltani est né 11 janvier 1954 à Tébessa. Celui qui se laisse complaisamment affubler du pseudonyme à connotation islamiste « Abou Djerra » est à la tête du MSP, un parti islamiste dit « modéré » proche de l'idéologie des Frères musulmans. Ce partenaire de Bouteflika dans « l'alliance présidentielle » est actuellement en perte de vitesse et pourrait fort bien être lâché par ses parrains au sein de l'armée qui semble lui préférer un autre islamiste issu des rangs du MSP: Abdelmadjid Menasra, un jeune cadre qui tente de distiller un discours plutôt conservateur et nationaliste, une ligne qui a toujours plu aux tenants du pouvoir.

10. Louisa Hanoune est née le 7 avril 1954 à Jijel. Tête de file des trotskystes algériens, cette femme politique qui commença sa vie politique dans la clandestinité a décidé de rallier le camp du pouvoir, devenant ainsi un élément du système. En l'intégrant dans son giron, Bouteflika a neutralisé cette ancienne opposante qui fut dans les années 1990, une alliée politique des islamistes du FIS.

En Algérie, beaucoup de jeunes cadres, y compris au sein des services algériens, sont exaspérés par ces histoires de corruption. Un fonctionnaire de la présidence de la République n'hésite pas à dire publiquement : « Je travaille pour des voleurs ». Et pour cause : très souvent les fonctionnaires et les cadres intermédiaires ne vivent que de leur salaire, ils ne jouissent quasiment d'aucun privilège, la moindre erreur professionnelle leur est fatale pour leur carrière et ils voient défiler devant eux certains ministres ou certains généraux possédant des biens à l'étranger et des comptes bancaires bien garnis. Ils se demandent par quelle opération du Saint-Esprit musulman, des commis de l'État, aussi « grands » soient-ils, censés vivre exclusivement de leur travail, peuvent se retrouver à la tête de fortune ou de plusieurs appartements à Paris, Bruxelles Genève, ou Londres. « Le pire, me dira dépité un cadre aujourd'hui à la retraite, c'est que nous sommes nombreux à n'avoir jamais pris illégalement le moindre centime, mais nous sommes salis à cause de ces gens-là »[11]. Entretenant l'ironie algérienne, désormais plusieurs fonctionnaires pour désigner certains de leurs collègues corrompus disent : « untel est issu d'une famille pauvre, mais il vient quand même d'hériter ».

Aujourd'hui, seuls les responsables des services chargés du renseignement extérieur et de la coopération internationale ou encore ceux menant la lutte antiterroriste ne sont pas visés par des scandales. Le général Toufik aurait commencé à éloigner les plus « magouilleurs » parmi ses cadres et à promouvoir des officiers mieux formés et réputés « intègres ». Après la mise au placard du général

---

11. Entretien réalisé en mars 2011 avec un ancien haut fonctionnaire algérien mis à la retraite d'office.

Othmane « Bachir » Tartag qui était à la tête du CPMI[12] (service chargé de la lutte antiterroriste) et dont le fils gère une concession de voitures sur les Champs Élysées (tiens ! tiens !) et de l'éviction de quelques officiers véreux, il semblerait que certains cadres ne veulent plus voir leur service entacher par des pratiques inacceptables. Plusieurs sources prétendent que Toufik serait décidé à se séparer de quelques officiers ayant trempé dans certaines « affaires ». On évoque notamment certains des anciens collaborateurs de Smaïl Lamari qui, de l'avis de plusieurs connaisseurs, seraient responsables aussi bien de clientélisme et de magouilles que d'atteintes aux principes des droits de l'Homme durant la « décennie noire ».

Devant cet État qui a perdu toute crédibilité sur la scène nationale et internationale, il serait légitime de s'interroger sur les suites qui seront réservées aux enquêtes menées par le DRS. Quand on sait, par exemple, qu'au temps de la Direction du contre-espionnage (DCE), dirigée à l'époque par le général-major Smaïn Lamari, le nom de ce dernier, voire celui de sa propre fille et de son ex-gendre, étaient régulièrement cités dans certaines « affaires » ? Quel crédit accorder à ces investigations, quand on sait que son successeur, le général Ahmed Kherfi qui commande aujourd'hui la DSI, la Direction de sécurité intérieure – nouvelle appellation de la DCE – traîne lui-même auprès de ses collègues le sobriquet d'« Ahmed *El-Gourda* » (*Ahmed la bourse*). Il doit cette appellation, dit-on, à son sens élevé du *business.* Interrogé à son propos, un militaire, toujours en activité dans une capitale arabe, m'a affirmé qu'Ahmed Kherfi n'hésiterait pas à utiliser son poste, ses réseaux, les

12. Le CPMI est le Centre principal militaire d'investigation. Un service relié au DRS.

anciens « amis » de Smaïl Lamari et ses connaissances pour user de passe-droits ou pour réaliser quelques « bonnes affaires ». Quels types d'affaires ? « Les petites comme les grandes », répondra ironiquement mon interlocuteur.

Il est clair, plusieurs témoignages me l'ont confirmé, que si le nom du général Mohamed « Toufik » Mediène n'est jamais mêlé à des « affaires » de corruption, il est à se demander comment il a pu, durant toutes ces années, garder autour de lui certains officiers sur lesquels pèsent de lourdes présomptions et d'autres qui sont soupçonnés d'avoir commis de « graves dépassements », alors que des cadres de valeurs, de l'aveu de beaucoup de responsables algériens, sont placardisés ou mis à la retraite à un âge ne dépassant guère la soixantaine ? Comment un patron d'un service de renseignement peut-il accepter de travailler avec certains cadres supérieurs qui sont régulièrement cités très défavorablement, notamment dans les colonnes de la presse occidentale ? Il ne peut systématiquement s'agir d'une presse hostile et de « complot contre l'armée ». Le « mystère Toufik » réside aussi à ce niveau. Pour répondre à cette question, un ancien officier me lancera : « Le général Toufik est un homme très patient. Il possède un seul allié : le temps. Alors *wait and see* ». Chiche !

D'après l'un de mes interlocuteurs, tant dans l'« affaire Sonatrach » que dans celle de l'autoroute, ce serait « la présidence de la République qui a bloqué les dossiers et empêché la *judiciarisation* des enquêtes diligentées par le DRS ». Selon un document *Wikileaks* qui faisait état d'une discussion entre Saïd Sadi, leader du RCD et le général Toufik, ce dernier aurait reconnu, devant l'opposant démocrate, l'étendue de la corruption au sein du système. Le Président du RCD raconte que le patron du DRS, après avoir « observé un moment de silence, a jeté un

regard en direction du portrait du président Bouteflika en répliquant que le problème avait atteint son paroxysme ». Que voulait insinuer le chef des services ? Que le président y serait lui-même mêlé ainsi que son entourage immédiat ou que ce serait lui qui bloquerait les enquêtes ?

Il est vrai que, dans l'« affaire Sonatrach », plusieurs éléments montrent que les proches (famille, amis et alliés politiques) de Bouteflika sont clairement impliqués. On pense notamment à l'ancien ministre de l'Énergie Chakib Khellil. Ce dernier a menti, lorsque la presse a pris connaissance d'un dossier scabreux mettant en cause des responsables de la firme pétrolière qui auraient passé des marchés de gré à gré en se sucrant au passage. Khellil a juré sur la tête de son ami de président qu'il n'était au courant de rien, alors qu'un courrier révélé par les médias algériens a démontré le contraire. Mais au lieu d'être entendu par les juges, le ministre a été d'abord exfiltré du gouvernement avant d'être exfiltré du pays. On racontait dans les couloirs des ministères algériens que le passeport de Chakib Khellil lui aurait été retiré et que l'ancien ministre de l'Énergie n'aurait pas le droit de « quitter le territoire national ». Probablement pour mieux endormir les fonctionnaires et le peuple, on laisse croire que sa traduction devant les tribunaux serait une histoire de temps. Sauf que Chakib Khellil n'est plus à Alger depuis un bon moment. Il voyage entre Paris, Londres et Washington en toute quiétude comme tout citoyen détenteur d'un document de voyage américain et comme tout ancien responsable algérien possédant un passeport diplomatique. Khellil qui a eu le loisir d'assurer ses arrières et d'acheter des propriétés aux États-Unis et quelques biens en France a largement la possibilité de se reposer ici ou là tout en s'adonnant à son activité favorite : le *business* et le

consulting. D'autant plus que sur son CV, déjà bien étoffé, il peut désormais rajouter « ancien ministre de l'Énergie » ou « ancien Conseiller du président algérien ». Pour un ex-Chef du gouvernement, « le cas Khellil est délicat parce que les services algériens ont l'intime conviction qu'il était en mission pour les grandes firmes pétrolières américaines. Ces dernières l'auraient chargé de démanteler la loi sur la nationalisation des hydrocarbures, décidée par Boumediène en 1971 ». Accusation certes, grave, mais quand on sait que cet ex-ministre a déployé, durant les deux premiers mandats de Bouteflika et avec l'accord de ce dernier, une énergie extraordinaire afin de faire passer une nouvelle loi sur les hydrocarbures, lorsqu'on découvre que Chakib Khellil qui est lui-même citoyen américain a toujours eu des liens très étroits avec les lobbies pétroliers, il devient naturel de se demander si ce proche parmi les proches de Bouteflika n'avait pas tout simplement, dès le départ, une idée derrière la tête. L'ancien chef du gouvernement, Sid-Ahmed Ghozali et néanmoins ancien dirigeant de la Sonatrach durant les années 1970, avait tiré la sonnette d'alarme pour dénoncer la loi sur les hydrocarbures présentée par Chakib Khellil en écrivant aux députés et à tous les responsables algériens sur le caractère dangereux et inique de cette démarche. Dans son courrier, il écrivait explicitement : « le projet en question nous ramène à la situation d'avant 1971, immédiatement pour ce qui concerne les futures réserves découvertes, à terme pour ce qui concerne la globalité de nos réserves. C'est une dénationalisation rampante… »[13]

13. Sid-Ahmed Ghozali, entretien avec Mohamed Chafik Mesbah, *Question d'État*, Casbah Éditions, 2009.

En tout état de cause, il est évident, d'après plusieurs sources, que « c'est Toufik en personne qui a fait en sorte que Chakib Khellil n'arrive pas à ses fins ». Le patron du DRS aurait transmis au président un dossier fort compromettant au sujet de son protégé et convaincu ce dernier d'annuler la « loi Khellil », votée quelques mois auparavant par un Parlement, composé majoritairement de *béni-oui-oui.*

À bien comprendre les choses, c'est un certain nombre de « dossiers », détenus par le chef des services algériens et qui éclabousseraient le « clan présidentiel », qui auraient empêché Bouteflika de se séparer de son meilleur ennemi au sein du système et néanmoins l'un de ses parrains de 1999. Selon la même source, « le général Toufik a duré à la tête du DRS durant vingt et un ans, car s'il devait n'avoir qu'une seule qualité, c'est bien l'honnêteté. Ni lui ni les membres de sa famille ne sont mêlés à des affaires de corruption. D'ailleurs, il déteste cela au plus haut point. Cela dit, il possède un dossier sur chaque responsable algérien et il procède par élimination successive selon le contexte ». C'est exactement ce que lui reprochent ses détracteurs : sa lenteur. Un homme politique algérien affirme à son propos : « le général Toufik n'aime pas les vagues ni ceux qui en font. C'est un adepte du statu quo, mais il est vrai qu'il ne traîne pas de casseroles, notamment relatives à la corruption. Il est avec Zeroual et quelques autres, parmi les cadres de l'armée qui n'ont pas trempé dans des affaires de pots-de-vin »[14].

Pour récapituler, la situation algérienne serait donc la suivante : deux tacticiens, d'un côté le président, de l'autre son chef des « services », sont l'un face à l'autre et

---

14. Entretien réalisé par l'auteur en décembre 2010.

chacun d'eux attend l'erreur fatale de l'adversaire. C'est ce qui expliquerait, en partie, le blocage dans lequel vit le pays depuis plusieurs années. Pendant que ces messieurs font de l'intrigue et de la politique politicienne, l'Algérie, elle, est gérée au quotidien, comme s'il s'agissait d'une petite épicerie de quartier. Le général Toufik doit savoir aujourd'hui qu'il a commis une grossière erreur en participant au parrainage de Bouteflika et ce dernier doit comprendre aussi que sa mainmise totale sur le pouvoir et la consolidation de son règne personnel sont conditionnées par l'éviction de son patron des services. Le match va donc se poursuivre…

Il est évident que la réhabilitation des institutions algériennes doit passer par leur moralisation. Et le plus vite serait le mieux. La modernisation de l'armée algérienne suppose incontestablement la promotion d'une société pacifiée, la mise en place d'une économie transparente et le recouvrement de la confiance dans toutes les institutions de l'État. Avec l'actuel président et sa mentalité de roitelet, ce n'est pas demain la veille puisqu'il n'existe chez lui aucune volonté réelle de lutter contre la corruption endémique qui ronge le pays même si ses discours prétendent le contraire. Quand on sait que certains de ses frères sont eux-mêmes impliqués, sinon cités dans des affaires scabreuses, il est difficile de croire en sa bonne foi. L'un d'eux, l'avocat Abdelghani Bouteflika, était « conseiller juridique » du groupe Khalifa et ne fut jamais inquiété. Et pourtant, il ne s'agissait pas d'une petite histoire de vol à l'étalage (pour ça rassurons-nous, on va en prison en Algérie), mais de l'envol, que dis-je, de la disparition de pas moins de 100 milliards de dinars (ça devrait faire dans les 9 milliards d'euros !) des comptes de la banque Khalifa. Des témoignages très crédibles font état de l'éva-

sion de sommes colossales vers la France notamment au moment de la création de la chaîne de télévision *Khalifa TV*. D'après mes sources, le gendre et le fils d'un ancien général-major, eux-mêmes officiers dans l'armée à l'époque, étaient de ceux qui faisaient sortir l'argent clandestinement d'Algérie pour le compte de Moumène Rafik Khalifa, afin que ces sommes soient recyclées en France. Leur « immunité » d'officiers et probablement leur passeport diplomatique faisaient qu'ils n'étaient contrôlés ni par la police algérienne ni par les douanes françaises. Évidemment, ils touchaient, selon les mêmes sources, quelques commissions au passage.

Cela étant dit, le nom qui revient régulièrement dans plusieurs enquêtes et dans les commentaires de presse est bien celui du frère du président : Saïd Bouteflika. Le frangin, à en croire plusieurs témoignages, ne lâcherait rien. Il serait une version algérienne de Leïla Trabelsi, l'épouse de Ben Ali, l'ancien despote tunisien. « Les Tunisiens ont eu Leïla, nous avons Saïd », me lancera un opposant algérien à Paris. « La corruption, qui remonte jusqu'aux frères de Bouteflika, a atteint un nouveau sommet et interfère dans le développement économique », avait révélé l'ancien ambassadeur de France en Algérie, Bernard Bajolet à son homologue américain Robert Ford, à en croire un document publié par le site *Wikileaks*. Dans un autre câble de l'ambassade des États-Unis à Alger, les frères du président sont qualifiés de « rapaces ». D'un autre côté, Le nom du chef d'état-major de l'ANP, Ahmed Gaïd-Salah est cité comme étant « peut-être le fonctionnaire le plus corrompu de l'armée ». En 2010, selon plusieurs indiscrétions, il aurait avoué avoir des velléités présidentielles. Le « glouton » comme il est appelé dans certaines casernes n'a décidément peur de rien...

Fort discrètement, Saïd Bouteflika aurait construit un véritable empire financier notamment à l'époque de Khalifa, qui lui aurait offert, un appartement à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré[15]. Le frère cadet est devenu, en l'espace de quelques années, le numéro deux du régime, une sorte d'homme à tout faire du président. Il est à la fois son affidé, son premier conseiller, son chargé de la sécurité, son propagandiste en chef, son garde-malade et son protecteur.

Il est rare en effet de trouver dans l'entourage présidentiel des personnes totalement *clean.* De plus, si certains sont mêlés à de « grandes affaires », d'autres estiment qu'il n'y a guère de « petits profits ». C'est le cas notamment d'Abderrahmane Meziane Chérif[16], l'ancien Consul général d'Algérie en France, qui fut également ministre de l'Intérieur au milieu des années 1990. Limogé à la fin de l'année 2010, ce consul est l'un des symptômes les plus parlants du pouvoir algérien. En poste à Paris entre 2004 et 2010 avec un salaire de 13 000 euros par mois et une prise en charge totale de l'État (voiture de fonction, hébergement, frais de représentation, etc.), cet homme, âgé aujourd'hui de 73 ans, que les gens de sa génération décrivent comme un « ancien voyou venu par hasard et par la force des choses à la guerre de Libération », n'a pas trouvé mieux que de solliciter l'aide de la Caisse d'allocations familiales (CAF) pour subvenir aux besoins de sa propre fille : une adulte handicapée qui ne compte

15. Certaines voix estiment que l'appartement en question appartiendrait au président lui-même.

16. Abderrahmane Meziane Chérif est né le 26 juin 1938 à Alger. Ce « commis de l'État » a occupé depuis l'indépendance les postes de wali (préfet), consul général en Allemagne, ensuite en France et celui de ministre de l'Intérieur entre 1994 et 1995.

que sur le soutien de sa famille pour mener une vie décente. Il est évident que ce n'est pas elle qui est visée ici par mon propos puisque, je le précise, elle n'est en rien responsable de ce scandale. La mentalité algérienne et la tradition dominante dans la société veulent qu'une femme – même valide – soit entièrement prise en charge par son père (ou à défaut ses oncles ou ses frères) lorsque celle-ci est célibataire. Il y va de l'honneur de la famille. Et je sais que, théoriquement, le fameux et néanmoins fumeux diplomate est très attaché à ce type de coutumes qui mettent en évidence le sens de la dignité que possèdent encore beaucoup d'Algériens même si certains d'entre eux se laissent entraîner vers un comportement où prime un matérialisme particulièrement abject et indécent qui fait fi de toutes les valeurs et de tous les principes qui ont forgé l'âme de la société algérienne. Ce qui est choquant dans la démarche du sieur Meziane réside dans le fait qu'alors qu'il était le représentant officiel d'un État – donc censé se comporter de manière digne – et bien qu'il ne soit pas dans le besoin, il a préféré tromper l'administration française en domiciliant sa fille chez son épouse – sous le nom de jeune fille de cette dernière (Née Rahima Salam) – dans un appartement situé rue Lafayette, dans le 10e arrondissement parisien, alors qu'il logeait dans les locaux du consulat dans le but de faire croire à la CAF que le couple serait séparé. Tout ce stratagème a été mis en place pour que l'administration verse à sa fille, donc à son épouse, en d'autres termes à Meziane Chérif *himself*, une « allocation pour adulte handicapé » de l'ordre de 600 euros par mois approximativement. Aussi, entre 2004 et 2010, le pingre a reçu plus de 51 000 euros des caisses de la CAF afin de s'occuper d'un adulte handicapé alors que le haut fonctionnaire a touché, selon les dires de certains employés

du Consulat, durant la même période (en salaires, indemnités et frais de représentation) plus d'un million d'euros de la part de son employeur: l'État algérien. En tant que contribuable, je ne peux que demander à l'administration française de diligenter une enquête et de réclamer à la personne d'Abderrahmane Meziane Chérif la restitution des sommes indûment perçues. Pour rappel, un diplomate en poste en France bénéficie d'une carte de séjour, mentionnant le caractère « spécial » de ce séjour qui n'ouvre droit à aucune prestation familiale, sauf, évidemment si on décide de contourner les lois et de gruger, pour reprendre l'expression consacrée. De plus, et même lorsqu'on a droit à de telles aides, on devrait faire preuve, au regard du rôle de représentation qu'on doit assurer, de décence, notamment que ce cacique du régime est loin d'être classé parmi ceux qui seraient dans le besoin.

On comprend dès lors comment l'« envoyé spécial » de Bouteflika a pu, au lieu de s'occuper des problèmes de la communauté algérienne installée en France, et ce, en l'espace de six ans, devenir le propriétaire d'un appartement sis Rue Lafayette, d'une maison à Senlis en banlieue parisienne, d'un pavillon à Montpellier et enfin d'une autre demeure à Créteil. Les enquêteurs du DRS devraient s'intéresser également à une bizarrerie où l'on a vu le diplomate entamer des travaux au niveau du consulat au moment où il en engageait d'autres dans deux de ses propriétés (celles de Montpellier et Créteil). Le plus « louche » dans l'histoire réside dans le fait que c'est le même entrepreneur qui a mené les aménagements ici et là. Comment ce dernier a-t-il été rémunéré ? *That is the question...*

Des sources proches de la Préfecture de Police de Paris sourient quand on les questionne à propos de cet ancien « représentant des Algériens ». Dépeint comme un

« affairiste », ces dernières le citent, y compris dans des histoires de « laissez-passer » pour des personnes en voie d'expulsion. À travers un avocat algérien, très « défavorablement connu » des services de la Préfecture de Police et très proche du Consulat, il aurait été demandé à des jeunes, que les autorités françaises s'apprêtaient à expulser, des sommes d'argent afin que ces derniers ne soient pas reconnus comme ressortissants. Accusation grave révélée par plusieurs jeunes algériens « sans papiers » avec lesquels j'ai eu l'occasion de discuter. On pourrait penser qu'il s'agirait d'une pure invention, mais certains fonctionnaires de la Préfecture confirment sous couvert de l'anonymat. « Nous ne voulons plus voir cet avocat », me dira l'un d'eux. En précisant : « je pense qu'un jour ou l'autre, il tombera. Il croit que nous ne savons pas ce qu'il trafique ». Une autre source affirme à propos de cet avocat : « il m'a pris 5 000 euros pour la régularisation d'un dossier. Mais je ne l'ai plus revu ». Les « sans-papiers » n'ont évidemment aucun recours, peu de preuves, payent en espèces et ne peuvent donc, faire valoir leurs droits. Il est fréquent que des personnes sans scrupule profitent de leur vulnérabilité, afin de leur soutirer leurs maigres économies.

En amateur de football, l'ancien Consul général – appelé MCA[17] – a su dribbler son monde et se retrouver à la tête d'un patrimoine fort intéressant. Pour ne pas donner la migraine, je ne vais pas énumérer ses biens en Algérie, qui devraient lui assurer une paisible retraite. Les fonctionnaires du Consulat d'Algérie continue de pérorer, tant ils furent choqués par le passage de l'« avare », comme on l'appelle, qui a tenu à embarquer tableaux et

17. MCA sont les initiales de Meziane Chérif Abderrahmane mais aussi celle d'un club de football algérois.

tapis, cadeaux reçus par la représentation diplomatique, histoire probablement de garder quelques souvenirs. Il ne manquera pas d'ailleurs de souligner dans son discours d'adieu, le 19 novembre 2010, qui avait coïncidé avec la célébration du déclenchement de la guerre d'indépendance, que son passage à Paris « comptera parmi les plus exaltantes et les plus riches »[18] de sa longue carrière.

Après son limogeage, il a tenté de convaincre l'entourage présidentiel de le nommer « recteur de la Mosquée de Paris » (voilà qu'il se découvre une vocation de théologien) et ce, à la place de Dalil Boubakeur pour lequel il voue une haine cordiale ; il a également cherché à remplacer l'écrivain Yasmina Khadra, à la direction du centre culturel algérien (parce que MCA se prend parfois pour un homme de Lettres) ; et enfin, il serait intéressé par l'Association de l'Amicale des Algériens en France. Disons qu'il fait partie de ces « grands commis de l'État » qui seraient prêts à « servir l'Algérie » (de préférence à l'étranger) jusqu'à leur dernier jour, à n'importe quel poste, pour ne rien rater des opportunités d'affaires qui pourraient se présenter à eux. Pour mieux asservir l'Algérie, les caciques de ce type, à l'image du président lui-même, ont toujours mis en avant un pseudo-passé glorieux. Meziane Chérif répète à ses interlocuteurs qu'il est un « ancien condamné à mort » comme pour mieux expliquer les largesses qu'il s'octroie de « plein droit » grâce au système. Et évidemment, il n'est pas le seul à vivre avec cette logique de petit mercenaire du pouvoir.

En effet, si MCA est un symptôme de la déliquescence de l'État, le très antipathique Noureddine « Yazid »

18. Discours d'Abderrahmane Meziane Chérif du 19 novembre 2010. Archives personnelles de l'auteur.

Zerhouni, ancien ministre de l'Intérieur l'est tout autant. Discrètement évincé de son poste de « premier flic » d'Algérie après que les « services » du général Toufik aient découvert un volumineux dossier le concernant, l'arrogant n'est même pas capable de quitter la politique. Un jusqu'au-boutisme dans le déshonneur pour continuer à asservir l'Algérie. Un terrain indûment récupéré – selon les dires de Mohamed Megueddem (rappelez-vous le « conseiller » de Bouteflika qui était venu me voir à Paris) –, une « bizarrerie » dans le contrat de réalisation du passeport algérien biométrique, révélée par la presse algérienne et quelques « petites affaires » ici et là ont fini par pousser Bouteflika à se séparer de son homme de confiance qu'il prédestinait pourtant à un grand avenir. S'agissant du lot de terrain, il est situé, d'après Megueddem, dans le quartier huppé d'Hydra juste en face d'une caserne du DRS. Le ministre avait décidé après la récupération de ce lot de terrain, jadis un bidonville, d'y ériger une villa. Qu'à cela ne tienne ! N'empêche, pour des raisons de sécurité, le commandant de la caserne, via le maire de la commune, avait refusé que les bâtisses construites devant un site classé « sensible », puissent ouvrir des fenêtres donnant sur le centre du DRS. Une clinique et un particulier furent évidemment obligés d'obtempérer, mais pas le très puissant Noureddine « Yazid » Zerhouni. Le plus extraordinaire dans l'histoire, c'est que Mohamed Megueddem est celui qui m'a permis de prendre connaissance de cette « affaire ». En enquêtant auprès de quelques contacts algériens pour vérifier sa véracité, j'ai découvert que le conseiller de Bouteflika m'avait non seulement dit la vérité, mais qu'il avait lui aussi profité d'un traitement de choix puisqu'un tronçon en construction qui devait passer à proximité du domicile de celui-ci (il habite Hydra

également) fut tout simplement détourné après intervention en haut lieu. Connaissez-vous l'histoire du chameau qui ne voit jamais sa bosse ?

Au sujet de l'affaire du passeport biométrique – c'est ce qui expliquerait le retard pris dans sa réalisation – Zerhouni avait démenti le fait que ce contrat ait été conclu avec la société française *Oberthur Technologies.* Sauf que cette dernière avait bel et bien bénéficié, à titre exclusif, du marché des passeports et cartes d'identité biométriques pour la somme de 900 000 euros approximativement. Pourquoi Zerhouni a-t-il alors longtemps nié cette réalité devant la presse ? Ce serait la gestion de cette affaire, entre autres (elle mériterait d'ailleurs la mise en place d'une enquête indépendante : il est permis d'espérer !), qui aurait coûté son poste de premier flic algérien à Noureddine « Yazid » Zerhouni. Apprenant la perte de ce poste tant convoité et sa *placardisation* au sein du gouvernement, il se serait écrié : « Je sais maintenant que nous ne sommes pas en démocratie ! » Qui a dit que les responsables algériens n'avaient pas d'humour ?

L'ancien ministre de l'Intérieur aurait été vexé par le fait que Bouteflika, embarrassé par l'affaire en question, aurait boudé durant quelques semaines celui qui a été longtemps son homme de confiance, car, à ne pas s'y méprendre, Zerhouni aime Bouteflika. Quoi de plus normal, il est, comme lui, petit, puissant, hâbleur et son « ami », le président, le prédestinait à un grand avenir. Et comme le roitelet, c'est un usurpateur qui touche sa bille en matière d'autoritarisme et d'affairisme. Il est en effet à son image, de ceux qui prennent plutôt les hommes pour un vaste capital mis à la disposition de leurs ambitions et qui développent un projet impérial ou quasi visant à regrouper un maximum de sujets, d'administrés, sans

souci exagéré de leur compétence, de leur probité ou de leur sens de la responsabilité. Ce qui a gêné Bouteflika dans l'attitude de son collaborateur, ce n'est pas tant qu'il ait été mêlé à des « affaires » ici et là, c'est davantage, serions-nous tentés de penser, qu'il se soit fait attraper. Car selon le vieil adage : « En Algérie, il n'est guère interdit de voler à condition de ne pas se faire prendre ». D'ailleurs, le président lui-même dans son discours du 15 avril 2011, comme dans les précédents, reconnaissait l'existence de la corruption, mais comme c'est un président qui – à l'en croire – n'est au courant de rien, il ne sait pas qui sont les corrompus et où sont les corrupteurs. Il sait seulement qu'il est à la tête d'une bande de kleptocrates multirécidivistes.

Ce sont des « affaires » semblables qui ont également coûté son poste au général-major Mohamed Bendimerad, un proche de Bouteflika, chef à l'époque du « département organisation et logistique » au sein du ministère de la Défense nationale. Le galonné, qui avait des relais en France s'est débrouillé pour avoir un contrat de représentation avec Sagem et donner ainsi naissance à « Sagem Algérie ». Pour réaliser son opération, le fameux général fera appel à une ancienne barbouze des forces spéciales, le GIS, une structure du DRS, et en fera le PDG de sa firme qui décrochera d'ailleurs, en 2006, un précieux contrat avec la Direction générale de la police nationale (DGSN).

Le sergent Tarek Mokrani qui ne s'est jamais illustré dans le management des sociétés, mais plutôt dans les descentes en rappel et les tirs de précision se retrouvera donc propulsé à la tête d'une entreprise qui, le moins qu'on puisse dire, nécessite quelques connaissances techniques. Le général Bendimerad, collaborateur de Mohamed Lamari à l'État-major de l'armée, était en réalité le véritable patron de « Sagem Algérie ». La seule sanction qu'il a dû subir (il

est effectivement à plaindre) fut d'accepter de faire valoir ses droits à la retraite et de quitter discrètement l'institution militaire. À l'évidence, le trafic d'influence, le clientélisme et l'abus de pouvoir sont des notions abstraites pour les « décideurs » algériens. La justice ne doit fonctionner que pour sanctionner un article de presse jugé « diffamatoire », les cas de divorce et ceux qui osent manger un sandwich (sacrilège !), en plein mois de ramadan.

Les responsables algériens n'ont aucun compte à rendre ni devant les tribunaux ni devant le peuple. On a beau s'interroger sur les moyens qui ont permis à Chérif Rahmani, ministre de Bouteflika d'acquérir plusieurs biens immobiliers en France, le ministre, « richissime héritier » paraît-il, jure qu'il s'apprête à poursuivre le *Canard enchaîné* qui a révélé l'affaire, mais au moment où s'achevait l'écriture de cet ouvrage (en avril 2011), nulle trace de plaintes d'un ministre algérien contre un journal français. J'ai juste découvert que Chérif Rahmani a fait fusionner, après la publication de l'article du *Canard,* toutes ses Sociétés immobilières (SCI) en créant une nouvelle structure dénommée M.M.F.O aux initiales de ses quatre enfants.

Djamel Ould Abbès, le ministre de la Santé n'a pas trouvé mieux que d'employer trois de ses rejetons au sein de son ministère, transformant ce département en une sorte de petite entreprise familiale. Sa fille est devenue, après des études en communication, la principale gestionnaire de sa parlote au détriment d'un directeur de la communication qui a passé toute sa carrière au sein de ce département. C'est dire à quel point ces responsables algériens estiment qu'ils gèrent leur ministère comme s'il s'agissait d'une société privée, car, ils ont fini par considérer que le pays est leur propriété. Mais évidemment, ce genre de « détails » n'intéresse presque personne.

Smaïl Mimoune, l'actuel ministre du Tourisme serait, quant à lui, surveillé de très près, entre autres, pour avoir « aidé » un ancien trafiquant de drogue notoirement connu à Paris à monter une ferme halieutique tout en bénéficiant « à fonds perdus » d'un crédit de la Banque Algérienne de développement rural (BADR) de l'ordre de 35 milliards de centimes en dinars algériens (quelque 3 millions d'euros). Comment est-ce possible ? Le ministre accorde des facilitations à un *dealer* tout en bloquant deux thoniers d'un pêcheur algérien qui aurait, selon les informations que j'ai recueillies, refusé de passer à la caisse. Ce ministre d'obédience islamiste (il est membre du Mouvement de la société pour la paix – MSP –) aurait agi ainsi pour permettre à ses amis barbus de l'AKP turc de jouir du quota algérien en matière de pêche au thon[19]. Un secteur strictement réglementé par les conventions internationales. Le ministre en question semble agir en toute impunité et après avoir fait quelques vagues au ministère de la Pêche a été tout simplement déplacé vers le ministère du Tourisme et remplacé à son poste par un autre ministre islamiste. Personne ne s'aperçoit qu'en bloquant les thoniers baptisés *Younes I* et *Younes II* au port d'Alger, le ministre a supprimé des emplois, poussé quasiment une entreprise à la faillite, fait perdre au Trésor algérien des millions de dinars, sans oublier les autres conséquences qui pourraient découler de cette affaire, aujourd'hui devant les tribunaux. S'agissant d'une quelconque enquête

19. Le quotidien *Al Watan* du 21 janvier 2010 révélait que « le secrétaire général de ce ministère a été placé sous contrôle judiciaire » à cause de cette affaire. Quant à Smaïl Mimoune, il n'a jamais été inquiété. Cinq mois après que la presse commençait à s'interroger sur les facilitations accordées aux thoniers turcs, le ministre a juste été déplacé passant du ministère de la Pêche à celui du Tourisme. D'après plusieurs témoignages concordants, le ministre islamiste ne cesse de se targuer d'être « sous la protection d'un général du DRS ».

concernant l'ancien département de Smaïl Mimoune, on attendra évidemment *Godot* !

La corruption, n'est pas un mal nouveau en Algérie. N'empêche, il est incontestable que ce fléau s'est accentué avec l'arrivée au pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika, qui a favorisé cette gangrène tout en consacrant l'impunité comme mode de gouvernance et la clochardisation du système comme principe cardinal.

Ce sont probablement ces us et coutumes du pouvoir algérien, cette déliquescence de l'État, cette anarchie ambiante et ces responsables, sinon corrompus, incompétents qui ont fait fuir les émiriens d'*Al-Émaar*. Soyons clairs : En entamant son second mandat en 2004, Bouteflika, qui a toujours été fasciné par Dubaï et son architecture, appelle ses amis émiriens et notamment Khalifa Al-Nahyane, fils du cheikh Zayed, et lui demande de lui envoyer Mohamed Ben Ali Al-Abbar, un jeune entrepreneur quadragénaire qui s'est illustré par la réalisation, à travers sa société *Al-Émaar*, de nombreux projets immobiliers aux Émirats-Arabes Unis et surtout par la construction de *Bordj Khalifa*, la plus grande tour au monde. Le cheikh émirien s'empresse donc de demander à son sujet de se rendre à Alger. Ce dernier est reçu en 2005 par le président qui lui fait part de sa volonté d'initier quelques projets pharaoniques dans l'Algérois. C'est ainsi que l'entrepreneur fera réaliser par ses équipes des études et proposera, le 15 juillet 2007, à Bouteflika cinq ambitieuses maquettes. Le projet comprend alors la rénovation de toute la baie d'Alger et celle de la gare centrale de la capitale, la construction d'une ville nouvelle à Sidi Abdallah, dans la banlieue d'Alger, et d'une autre, une sorte de « ville hôpital », à proximité de la petite ville côtière de Zéralda, ainsi que la construction (excusez

du peu !) de la troisième grande mosquée au monde. Bouteflika applaudit. Une lueur sort de ses yeux tant il se voit dominer, comme son ami le cheikh Zayed, une capitale enfoncée au milieu des tours et des gratte-ciel. L'entreprise *Al-Émaar* s'était installée à Alger en 2006, avait loué des bureaux, convoqué ses ingénieurs et ses architectes. À Alger, c'est l'euphorie, un responsable arrogant croisé à cette période dans un restaurant parisien me lancera : « Arrête de critiquer ton pays[20], tu verras dans quelques années, ce sera mieux que Dubaï. Il y a plein de projets qui ont été lancés par le président ».

Le « responsable arrogant » avait raison d'y croire, Bouteflika avait donné son accord verbal aux émiriens et chargé son ministre des Investissement, Hamid Temmar[21] de suivre le projet estimé alors à 30 milliards de dollars approximativement avec une durée de réalisation s'étalant sur dix ans. Mais deux années plus tard, en septembre 2010, la société émirienne plie bagages et regagne Dubaï. Pourquoi ? On le saura probablement dans quelques décennies. Toujours est-il que selon des sources crédibles, les responsables émiriens avaient donné comme instruction, sous le couvert de la confidence, aux différents cadres de leur entreprise de signaler et de refuser toute forme de corruption. Dans son communiqué, l'entreprise émirienne a juste tenu à préciser que son départ « échappait à sa volonté »[22].

20. Il est fréquent que les caciques du régime considèrent que toute critique à l'égard des dirigeants est une attaque dirigée « contre le pays ». Il faut comprendre que psychologiquement ils se confondent avec l'Algérie qu'ils considèrent, pour beaucoup, comme une propriété privée.

21. Hamid (ou Abdelhamid) Temmar est né à Tlemcen. Ami du président depuis le lycée, il a travaillé avec Bouteflika dès 1962 au ministère de la Jeunesse et des sports.

22. Communiqué d'*Al-Émaar* du 9 septembre 2010.

Et pour cause : Un premier « incident » les choquera. Il paraît anodin, mais il est, là aussi, symptomatique d'un certain état d'esprit qui anime ces messieurs du pouvoir et leur entourage pour lesquels la notion de « trafic d'influence » est totalement abstraite. À en croire un cadre de l'entreprise que j'ai interrogé, les émiriens, à peine installés, reçurent la visite de l'épouse du ministre Temmar. La bonne dame – qui possède un grand cœur – est à la tête d'une association de handicapés et a demandé aux dirigeants d'*Al-Émaar*, sans rendez-vous préalable, une « subvention » pour son association. Cette démarche, pour le moins surprenante, n'était guère acceptable pour eux d'autant plus que la démarcheuse n'était autre que l'épouse du ministre qui devait signer leurs contrats. Ce mélange des genres les choquera, d'après un cadre émirien interrogé. Les responsables de la société du BTP refuseront, selon leurs dires, de donner à la dame au grand cœur le moindre kopeck. Serait-ce l'une des raisons qui aurait incité Temmar à ne jamais signer le protocole d'accord tel qu'il avait été discuté préalablement ? En effet, le ministre de l'Investissement décida, quelque temps plus tard, de réduire le nombre de projets, les faisant passer de cinq (initialement convenu entre le chef de l'État et les responsables émiriens) à trois et de faire passer le coût de l'opération de 30 à 5 milliards de dollars.

Le cadre de l'entreprise que j'ai interviewé raconte également que quelques mois avant leur départ, un colonel, se présentant comme étant le secrétaire du chef d'État-major, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd-Salah, vint les voir dans leurs locaux. Il donnera aux émiriens, de la part de son chef, une liste de personnes à embaucher. Surpris par une telle démarche, les dirigeants de l'entreprise ne donneront aucune suite favorable à cette demande.

Ces agissements, la lenteur administrative, les blocages bureaucratiques, ainsi que le manque de sérieux qu'ils auraient constaté sur place, ont poussé finalement les responsables d'*Al-Émaar* à mettre fin à leur présence en Algérie. Le principal dirigeant de l'entreprise n'a jamais voulu faire part publiquement des autres raisons réelles du capotage de ce projet et qui seraient « beaucoup plus graves ». Il aurait adopté cette attitude très discrète pour ne pas mettre à mal les relations algéro-émiriennes. De leur côté, les responsables algériens et les collaborateurs de Temmar ont expliqué que le départ des émiriens était dû à la crise financière qui traversait la planète. Ubuesque ! Comment une entreprise peut-elle justement renoncer à un contrat de 5 ou de 30 milliards de dollars en pleine crise ? Vérification faite : la société émirienne est en excellente santé financière et ses projets se déroulent normalement dans les autres pays où *Al-Émaar* est implantée. Il faudrait que Hamid Temmar trouve une explication plus crédible. De source sûre, j'apprendrai au cours de mes investigations que le général Toufik aurait installé à Dubaï un colonel appartenant à ses services, afin qu'il recueille de nouveaux renseignements sur cette affaire.

Enfin, en matière de drôlerie, il y a, comme je l'ai déjà précisé, suffisamment de perles qui permettraient d'écrire une encyclopédie sur la corruption, le clientélisme, les passe-droits et le trafic d'influence dans l'Algérie de Bouteflika. L'« affaire du wali de Blida » est à ce titre plus qu'édifiante. Démissionnaire de ses fonctions en 2005, le « préfet » Mohamed Bouricha est un proche de Bouteflika. Originaire de Tlemcen (qui pouvait s'en douter ?), il avait été nommé à ce poste en août 1999, quatre mois seulement après l'arrivée du Messie. Bouricha a été accusé de trafic d'influence, d'abus de pouvoir, de dilapidation de

deniers publics, de trafic de terres agricoles et, malgré cette impressionnante liste, il n'a jamais répondu de ses méfaits devant les tribunaux. C'est tout juste s'il fut placé sous contrôle judiciaire. Une disposition qui fut levée trois années plus tard. Il continuait, malgré tout ce que pouvait lui reprochait la justice, à rouler dans sa Limousine. Qui a dit que les hauts fonctionnaires algériens étaient sous-payés ? La preuve : ils peuvent même s'offrir des voitures de luxe. Elle n'est pas belle l'Algérie de Bouteflika ?

Même l'un des deux ministres délégués par le RCD pour faire partie du gouvernement Benflis avait fait parler de lui. C'est dire… Selon Saïd Sadi, leader de ce parti, Amara Benyounès[23], nommé à l'époque ministre de la Santé, aurait « barboté dans son ministère »[24].

Sadi me précisera qu'il a appris l'existence de malversations dont se serait rendu coupable Amara Benyounès après que le RCD eût quitté la coalition gouvernementale. « Nous n'avons pas découvert la cupidité de Benyounès au moment où le RCD était au gouvernement mais après », me dira Saïd Sadi.

L'éviction d'Amara Benyounès du ministère de Santé interviendra quelques mois après que le RCD a décidé de quitter le gouvernement. Pour le « sanctionner » probablement, on lui retirera le portefeuille de la Santé et pour le « récompenser » de ne pas avoir quitté la coalition, à l'instar de ses anciens « amis » du RCD, on l'installera aux Travaux publics. Sadi précise : « Il se trouve qu'il a commis

---

23. Amara Benyounès est né en 1958. Après avoir milité au sein du RCD, il est élu député en 1997. Il fera partie, sous l'étiquette RCD, du premier gouvernement formé par Bouteflika dès décembre 1999. Il quitte le parti dirigé par Saïd Sadi et on le retrouvera en 2009 dans le staff de campagne du chef de l'État. Nombreux responsables du RCD l'accusent d'avoir été renvoyé du parti pour détournement. Accusation qu'il dément.

24. Entretien réalisé par l'auteur en mars 2011.

les mêmes indélicatesses aux Travaux publics et c'est à partir de là que des rumeurs commencèrent à circuler ».

Ali Benflis racontera plus tard à Saïd Sadi qu'Amara Benyounès aurait « reçu un coup de fil du général Toufik qui lui proposait de quitter le gouvernement et de créer un journal »[25]. Selon les mêmes sources, le patron du DRS aurait promis au ministre indélicat une « subvention de 8 millions de dinars accordée par l'État ». Le leader du RCD affirme avoir alors appelé le général Toufik pour lui dire : « on ne construit pas un État avec ce genre de manipulations »[26].

Il existe, rappelons-le, une statistique qui en dit long sur la réalité algérienne : plus d'un quart de la population vivrait sous le seuil de pauvreté, alors que les performances macroéconomiques demeurent extraordinaires, notamment dans un contexte économique international des plus défavorables. Autre indication, l'Algérie est à la 111e place dans le classement de *Transparency International*, l'ONG qui lutte contre la corruption. Selon Djilali Hadjadj, le Président de l'Association de lutte contre la corruption en Algérie, les plus mauvais scores ont été obtenus entre 2003 et 2009[27]. En d'autres termes, sous le règne de Bouteflika. À méditer pour ceux qui auraient encore une conscience…

25. Entretien réalisé par l'auteur en mars 2011.

26. Idem.

27. *In Notre ami Bouteflika, de l'État rêvé à l'État scélérat, op. cit.*

V

Bouteflika et l'armée

L'ANP, l'Armée nationale populaire est, depuis l'époque d'avant l'indépendance, intimement liée au pouvoir politique. En revenant aux affaires, Abdelaziz Bouteflika – qui connaît parfaitement les méandres du régime algérien – n'ignorait guère que l'institution militaire restait la seule structure organisée et disciplinée dont le poids permet d'avoir un contrôle sur le pouvoir réel. L'armée – avec ses services de renseignement, le DRS – continue incontestablement d'être, d'une certaine manière, le premier parti politique en Algérie. Il faut revenir à l'histoire du mouvement national pour comprendre la place qu'occupent les militaires en Algérie.

Les « militants armés » (c'est ainsi que Houari Boumediène, en son temps, appelait les membres de l'ANP) ont, au lendemain de l'accession à la souveraineté nationale, fait de leur institution une armée militante. Longtemps donc, le pouvoir s'est reposé sur une colonne vertébrale constituée par le duo ALN/FLN. Les événements d'octobre 1988 ont précipité la sépara-

tion entre l'armée et son appareil politique, sans pour autant permettre à l'institution militaire d'effectuer un retrait total de la chose politique. Il faut préciser que les militaires n'ont jamais eu une grande opinion de ceux qu'ils appellent les « politiciens ». Se méfiant des technocrates et méprisant les caciques du FLN, comme ceux plus tard du RND, la plupart des généraux honnissent également les partisans du changement démocratique. Historiquement, les galonnés, en tous les cas les plus politisés d'entre eux, considèrent que les hommes politiques, trop gourmands, trop égoïstes, seraient susceptibles de s'écarter des fondamentaux de la « révolution algérienne » et pourraient mener le pays vers l'aventure. Une infantilisation de la société civile qui a malheureusement la dent dure. Souvent, ils se présentent comme les gardiens autoproclamés du temple, ceux vers lesquels tout le monde se tourne lorsque la situation va mal. Cela n'est pas totalement faux. C'est pourquoi les responsables politiques algériens les plus pragmatiques estiment qu'il ne faut rien envisager « contre » l'armée, mais « avec elle ». Qu'il s'agisse d'inscrire sa démarche dans un principe de « continuité » ou dans une logique de « rupture », il est évident qu'en l'état actuel des choses, il n'est pas possible d'imaginer un changement de système en Algérie sans y associer, à tout le moins les cadres les plus honnêtes, les plus crédibles, les plus patriotes et les démocrates. Les seuls qui ont tenté une rupture à la fois totale et radicale – y compris contre l'armée – furent les islamistes du FIS. Mais était-ce la bonne solution ? L'histoire plaide pour la négative. Hormis le fait que ces derniers étaient capables de mobiliser un million de personnes lors d'une manifestation, ce qu'aucun parti politique n'est à même de réaliser aujourd'hui, reconnaissons-le, y compris le courant

démocratique, les intégristes avaient choisi consciemment la voie de l'affrontement et de la guerre civile.

Connaissant parfaitement le poids de l'armée, Bouteflika savait qu'un changement du système ne pouvait se faire que si l'institution militaire acceptait d'adopter une attitude de neutralité face à une exigence populaire de rupture ou d'accompagner elle-même un mouvement de refonte du mode de gouvernance. Il lui fallait, après son arrivée à la présidence en 1999, neutraliser certains chefs de la grande muette, pour se garantir à la fois le pouvoir absolu et s'assurer de sa fidélité en cas de grogne au sein de la société. En agissant de la sorte, il espérait prendre le contrôle, ô combien stratégique, de la seule force politique réelle du pays et néanmoins sa colonne vertébrale. Il souhaitait donc, dès le début, ressusciter, à sa manière, l'ère de Boumediène et créer les conditions qui lui permettraient d'être l'unique maître, afin de mettre en œuvre sa politique désastreuse de démantèlement de l'État algérien en tant que tel. Il voulait émasculer l'armée pour se doter d'une virilité. Moins charismatique et moins courageux que son ancien mentor, il n'a jamais osé affronter les hauts gradés de face, préférant user de méthodes sournoises.

À travers certains de ses « amis » et relais occidentaux (français notamment) et avec l'aide de ses réseaux aux États-Unis et dans le monde arabe, il tentait d'exercer une pression sur quelques officiers supérieurs. Au lieu d'user, ce qui aurait été plus simple, de ses prérogatives pour mettre fin à la carrière de tel ou tel militaire, il préférait l'intrigue. Résultat : il s'est inscrit dans une vieille tradition du pouvoir algérien qui consiste à consacrer 10 % de son temps à la gestion des affaires du pays, et les 90 % restant, à la politique politicienne et aux machinations de palais.

Soyons clairs, Abdelaziz Bouteflika ne cherchait pas à se débarrasser, comme on serait tenté de le croire, d'un quarteron de généraux qui serait « responsable de tous les maux de l'Algérie », pour reprendre l'une de ses expressions favorites. C'est là la version que veulent distiller discrètement, depuis 1999, certains de ses supporters et autres alliés à commencer par son propre frère Saïd Bouteflika. Il souhaitait, avant tout, comme je l'ai déjà précisé, placer ses hommes dans le but d'éliminer toute contestation et toute contradiction à l'intérieur du pouvoir et devenir ainsi le maître absolu qui puiserait sa seule légitimité dans un soutien que lui apporteraient ceux qui lui seraient redevables, les caciques issus de sa région, les membres de sa famille et les éléments de son clan. Il voulait commettre le fameux « péché capital ». C'est ce qui provoquera parfois certains remous au sommet de l'État.

Pour affaiblir le rôle de l'armée et surtout pour se venger de celle-ci, qui ne l'avait pas cautionné comme « héritier » après la mort de Boumediene, le roitelet utilisait, dès 1999, l'impopularité des militaires et la suspicion qui entourait la lutte antiterroriste comme un levier de pression afin d'asseoir son statut d'hyper-président. Si Bouteflika détient des « dossiers » qui accablent objectivement quelques officiers, certaines sources affirment que l'institution militaire et notamment les « services » gardaient, de leur côté, par-devers eux d'autres « dossiers » qui accusent tout autant, sinon plus, le chef de l'État et son entourage immédiat. Cette situation de *Tu me tiens, je te tiens par la barbichette*... a favorisé le blocage observé durant ces dernières années. Comme je l'ai mentionné dans un précédent chapitre, celui qui sera le premier à bouger devra partir. Par conséquent, plus personne ne bouge, sinon par petites touches.

Je ne suis pas contre le fait que l'armée se retire complètement de la politique. C'est pour moi une revendication essentielle. Sauf que ce retrait ne doit pas, me semble-t-il, faciliter la mise en place d'une dictature civile (ne soyons pas dupes : Bouteflika est un autocrate dans l'âme), car, un tel cas de figure mettrait le pays dans une configuration où les coups d'État pourraient devenir permanents.

Par conséquent, l'abandon total de la chose politique par les militaires doit nécessairement être inscrite dans la Constitution et se faire dans le cadre d'une démocratisation globale de la vie publique algérienne avec un président légitime élu démocratiquement (vraiment démocratiquement) et des instances parlementaires (Assemblée et Sénat) constituées de représentants du peuple tout aussi loyalement élus, une justice libre et indépendante et des textes législatifs cohérents, défendant les principes de la démocratie et l'instauration enfin de nouvelles traditions politiques qui devront réaliser l'ancrage des fondements démocratiques dans les institutions, les esprits et les mentalités.

En 1999, à peine était-il « élu » que le président commençait à fustiger en coulisse ceux qui l'avaient fait roi. Alors que j'étais encore en Algérie, une anecdote, somme toute banale en apparence, me fit comprendre que le pays allait continuer à connaître intrigues de palais, luttes de clans et guerres froides entre les différentes chapelles qui se partagent le pouvoir.

En effet, durant le sommet de l'OUA, Bouteflika avait tenu à inviter certains journalistes français qu'il connaissait personnellement. Outre les médias internationaux accrédités pour couvrir l'événement, le président voulait convier à sa grande fête africaine certains responsables de la presse française, comme pour mieux montrer qu'avec lui, l'Algérie allait revenir sur le devant de la scène interna-

tionale après dix années d'isolement diplomatique à cause de la guerre civile qui avait traversé le pays. C'est ainsi que Jean-François Kahn (*Marianne*), Béchir Ben Yahmed (*Jeune Afrique*), Jean Daniel (*Le Nouvel Observateur*), Gilles Schneider (RFI) et Jean-Pierre Elkabach, pour ne citer qu'eux, se retrouvèrent les invités du chef de l'État. En ma qualité de correspondant d'un journal étranger (*Jeune Afrique*) et en raison de la présence de mon patron de l'époque à Alger, j'ai eu l'occasion de côtoyer régulièrement ce groupe et de vivre, d'une certaine manière, en direct le show de la présidence. Un soir, j'avais rejoint les « patrons de presse » à l'issue d'une rencontre, de plusieurs heures, qu'ils avaient eues avec le président. Hilares, les uns et les autres commentaient les déclarations d'un Bouteflika « très bavard » qui avait passé, selon ce qu'il me fut rapporté, trois quarts du temps à parler de sa personne et le quart restant à critiquer ou à moquer collaborateurs ou caciques du régime, histoire de faire rire ses invités, pourtant tous bien avertis de l'égocentrisme du personnage. Cela dit, je les trouvais quelque peu interpellés par un « message » que leur hôte tenait à leur transmettre de manière subtile. Pour leur expliquer que sa tâche ne serait « guère aisée », le nombriliste leur raconta que deux jours auparavant, il était en rendez-vous avec son chef des services secrets, le général Toufik. « À un moment donné, poursuivra-t-il, l'émir du Qatar m'a appelé au téléphone. Mon secrétaire personnel a refusé de me le passer ». Entretenant le suspens en marquant quelques secondes de silence, ponctuées d'un sourire narquois, Bouteflika en bon narrateur lancera à ses hôtes : « Savez-vous pourquoi mon secrétaire personnel a refusé de me passer au téléphone le roi du Qatar ? ». Les invités très attentifs le regardèrent attendant la réponse avec

impatience. Celle-ci ne tardera pas à fuser : « Rassurez-vous, dira-t-il, mon secrétaire n'a pas eu peur de me déranger. Il a eu peur de déranger le général Toufik »[1]. Le message était clair, moins de trois mois après sa prise de fonction, Bouteflika faisait croire que celui qui l'avait fait roi était celui qui détenait le pouvoir réel en Algérie. Dès lors, il ne faudrait pas que les zélés serviteurs du régime s'étonnent lorsque la presse française notamment, cible dans ses attaques et ses critiques l'institution militaire et épargne la présidence, cependant que l'un et l'autre représentent deux pôles complémentaires, tantôt complices et tantôt rivaux, d'un même et unique régime. J'ai découvert au cours de ces dernières années que des journalistes français, proches de Saïd Bouteflika, étaient régulièrement destinataires d'informations mettant en cause l'armée, par moments à juste raison, mais souvent à tort. J'ai, à plusieurs occasions, constaté que le message qui était distillé à plusieurs médias français par l'entourage du Président se résumait en substance ainsi : « Bouteflika est démocrate, il veut faire beaucoup de choses, mais les généraux l'en empêchent » tant et si bien qu'en France cette affirmation, dénuée de tout fondement, mais ô combien sensationnelle quand on ignore la réalité du pouvoir algérien, s'est transformée en vérité axiomatique. D'abord, si quelqu'un peut m'expliquer en quoi Abdelaziz Bouteflika serait un grand démocrate et un humaniste reconnu, je suis preneur. Même certains de ses amis comme Prosper Amouyal le décrivent comme un autocrate, antidémocrate car « Boumediéniste jusqu'à la mort ». Il n'est ni plus ni moins démocrate que les

1. Cet événement s'est produit vers le 13 ou 14 juillet 1999 soit trois mois après son « élection ».

généraux algériens. Comme la majorité d'entre eux, il craint, lui aussi, de respecter les choix du peuple. Ensuite, si Saïd Bouteflika ou n'importe quel clerc pouvait m'expliquer pour quel projet les galonnés auraient entravé la marche de l'empereur, je serais, là aussi, intéressé. S'il s'agit du veto fort discret apporté par le général Toufik et par certains de ces collègues à l'annulation de la loi sur les hydrocarbures défendue par le duo Bouteflika/Khellil, il faudrait que chaque Algérien reconnaisse que l'institution militaire a joué, dans ce cas précis, pleinement son rôle de garante des intérêts du pays quand deux irresponsables ont cherché à brader les richesses qui doivent revenir au peuple algérien et non aux lobbies pétroliers d'outre-Atlantique. Cette information qui concerne l'entreprise de dénigrement montée par les frères Bouteflika contre les galonnés n'a cessé de se confirmer au cours de ces dernières années. Lorsque j'ai interrogé Mohamed Megueddem à ce sujet, il me rétorquera : « ce n'est pas le président, mais des gens m'ont dit en effet que Saïd Bouteflika agissait de la sorte »[2].

Je ne dis pas ici que l'armée ou que le général Toufik n'ont aucun pouvoir en Algérie, ce serait absurde et mensonger de l'affirmer. Mais laisser croire que le président de la République serait, d'une certaine manière, l'otage de l'armée est aussi absurde et mensonger. Mais quand bien même ! Admettons que ce pauvre Bouteflika ait été le malheureux prisonnier des militaires ! Qu'est-ce qu'il l'aurait empêché, durant ces douze dernières années, d'avoir la réaction de tout otage qui se respecte ? De s'évader,

2. Il faut ajouter un élément supplémentaire afin de mieux cerner la réponse de Mohamed Megueddem. Lui et Saïd Bouteflika ne s'apprécient pas. Ce dernier s'était même opposé, un moment, à sa nomination à la présidence, mais le lobbying effectué par un proche de Megueddem qui est également proche du président a fait pencher la balance en faveur du « chargé de mission ».

d'appeler à l'aide, de se débarrasser de tous ses ravisseurs ? Serait-ce le syndrome de Stockholm (dans ce cas précis, Alger serait plus appropriée) ? Ou alors une soif du pouvoir ?

Revenons sur terre: en vérité, Abdelaziz Bouteflika n'a jamais pardonné à l'armée, comme je l'ai déjà signalé, l'attitude qu'elle a eue à son égard au lendemain de la mort de Houari Boumediène. C'est elle qui l'avait évincé de la succession et qui avait choisi Chadli Bendjedid comme Président. Par ailleurs, c'est cette même institution qui pouvait l'empêcher de réaliser son rêve d'un régime quasi monarchique en Algérie. Il lui fallait par conséquent, écarter de son chemin tous les garde-fous (pour le coup, ce terme est le plus adéquat) susceptibles de représenter une quelconque entrave dans la construction de son pouvoir personnel.

D'un autre côté, si d'entrée, il cibla Mohamed « Toufik » Mediène, dans son message à peine codé en direction des patrons de presse, ce ne fut guère anodin. À en croire des sources bien informées, avec Larbi Belkheïr, Smaïl Lamari et Mohamed Lamari (rassurons-nous: il n'y a aucun lien de parenté entre les deux Lamari), Bouteflika avait un plan. Rappelons que ces trois officiers supérieurs sont ceux qui furent les premiers artisans de son retour sur la scène politique. Le groupe souhaitait évincer le général Toufik et le faire remplacer soit par son adjoint Smaïl Lamari, soit par le général Abdelmalek Sassi ou par le général Brahim Fodhil Chérif. N'empêche, en bon tacticien, Bouteflika avait un autre plan: il voulait d'un côté écarter Toufik et, de l'autre, faire en sorte que les services de renseignements soient chapeautés exclusivement par la présidence. Il comptait confier une sorte de « super ministère de la Sécurité » à son fidèle « ami » Noureddine « Yazid » Zerhouni, qui avait eu l'occa-

sion de diriger la Sécurité militaire après le départ de Kasdi Merbah au début des années 1980. Sauf que les « comploteurs » avaient oublié quelque chose d'essentiel : ils traînaient tous des casseroles et Toufik avait des dossiers. Ils comprirent très vite qu'il leur était nécessaire de trouver la faille avant d'arriver à leurs fins. Cela dit, ils mirent leur plan à exécution en commençant par doter la police de moyens plus importants et de prérogatives plus élargies, et de distiller, à travers la presse étrangère notamment, de faux scoops qui seraient susceptibles de fragiliser le patron du DRS. Ce n'est pas un hasard si, depuis 2000, des informations, jamais vérifiées, sortaient via certains médias français ou arabes, tantôt sur l'état de santé du général Toufik (la chaîne *Al-Jazira* le donnait « mourant » en octobre 2010), tantôt pour mieux surdimensionner son poids à l'intérieur du pouvoir algérien (il est souvent présenté comme le premier homme du régime).

Pendant ce temps, des fractures commencèrent à se dessiner au sein du groupe des comploteurs notamment entre le chef d'État-major, le général Mohamed Lamari et Abdelaziz Bouteflika. De son côté, le général Toufik ne réagissait pas. Impassible, il se confinait dans l'attitude qu'il préfère le plus : l'observation. Lorsqu'il se rendit compte de l'existence de cette désolidarisation entre le président et son chef d'État-major, « il fit en sorte, selon un fin connaisseur des réalités algériennes, de l'accentuer ». D'après l'une de mes sources, « Toufik a commencé, dès 2002, à manipuler Mohamed Lamari en lui faisant croire que Bouteflika ne ferait qu'un seul mandat ». D'un autre côté, les éléments commandés par le patron du DRS se chargeaient de distiller cette information au sein de la société. Militaires, journalistes, hommes politiques et acteurs de la société civile acquirent tous

la conviction que le président, devenu de plus en plus impopulaire, les jeunes l'appelaient *Boutesrika* – qui veut littéralement dire le « père du vol » – allait plier bagages en 2004 et qu'en plus l'armée avait décidé de ne pas intervenir dans cette élection. Le général Toufik estimait alors que le personnage le plus dangereux au sein du système était Mohamed Lamari auquel tous les sobriquets possibles et imaginables étaient accolés : *le fou, le boucher, le toxicomane, le Sergent Garcia, Sancho Pancho*, etc.

Pendant ce temps, Ali Benflis, l'ancien directeur de campagne de Bouteflika, son ex-Directeur de cabinet et son chef de l'exécutif, était destinataire de « messages » venus de toutes parts et l'encourageant à se présenter à l'élection présidentielle d'avril 2004 contre le monarque d'Alger, dont il n'a eu de cesse de découvrir l'autoritarisme, les humeurs changeantes et l'incohérence manifeste. Le chef d'État-major répétait partout que le Président était cuit et que, si jamais il était réélu, il se raserait la moustache (qu'il continue de porter fièrement). Saïd Sadi, le président du RCD, me racontera que Mohamed Lamari lui a clairement dit que l'armée « ne se mêlera pas de cette élection »[3]. Ce serait la principale raison qui aurait poussé le leader démocrate à se porter candidat pour les présidentielles.

Dès 2003, les attaques s'intensifiaient contre le roitelet. Khaled Nezzar, l'ancien ministre de la Défense publia un pamphlet en 2003, la presse montrait très largement son rejet de Bouteflika, le journaliste Mohamed Benchicou sortit un autre brûlot qui eut un écho retentissant, la quasi-totalité des leaders politiques, les démocrates notamment et plusieurs acteurs de la société civile apportèrent un

3. Entretien réalisé par l'auteur en mars 2011.

soutien plus ou moins assumé au candidat Ali Benflis qui se voyait déjà en haut de l'affiche. Même Mohamed Megueddem, l'actuel collaborateur de Bouteflika, roulait à l'époque pour Benflis répétant dans les restaurants parisiens que les Algériens ne voteront jamais pour un « candidat aux mœurs bizarres »[4].

Finalement, en avril 2004, il n'y eut même pas de second tour. Benflis obtint officiellement un résultat ridicule (6,42 %) et Bouteflika provoqua, encore une fois grâce au tripatouillage organisé par Noureddine « Yazid » Zerhouni, un tsunami électoral (84,99 %). Très savant en la matière, Zerhouni ne s'encombrait pas de nuances. Il savait que son ami aimait les scores brejnéviens. Selon plusieurs observateurs avertis, le général Toufik aurait fermé les yeux sur la fraude se contentant d'observer et de suivre, à distance, l'explosion en plein vol de Mohamed Lamari, le chef d'État-major, dont il avait soigneusement miné le parcours.

À partir de ce moment, Bouteflika et Toufik, qui se vouent une détestation cordiale et une méfiance mutuelle, devinrent des alliés objectifs dans le but d'éliminer les rivaux que l'un et l'autre possédaient pour des motifs différents. Le premier savait qu'il devait son second mandat au patron du DRS, et ce dernier n'ignorait guère qu'il ne pouvait nettoyer l'armée de ses brebis galeuses qu'en permettant à Bouteflika de demeurer à la présidence. Selon le journaliste Mohamed Benchicou, il s'agirait en fait d'un accord tacite entre les deux hommes pour consolider, ce que le pamphlétaire opposant, appelle « l'État-DRS ».

4. La phrase exacte n'est pas celle-ci, elle a été volontairement atténuée par l'auteur. Mais ceux qui connaissent Megueddem pourront s'imaginer le vocabulaire qu'il utilisait à l'époque pour diaboliser Abdelaziz Bouteflika, son actuel patron.

La démission en juillet 2004, officiellement pour raisons de santé, du général Mohamed Lamari, concrétisa ses coups de billard à trois, voire à quatre bandes. Il sera remplacé par un proche parmi les proches de Bouteflika : Ahmed Gaïd-Salah, un illettré, sans envergure, qui n'a jamais étudié ni fait d'école d'État-major, se retrouve propulsé à la tête de l'armée algérienne. Ses défenseurs prétendent que « cet autodidacte spécialiste des blindés sait démonter un tank pièce par pièce ». Interrogé, un officier algérien répondra à cette légende en souriant : « hormis les méchouis, Gaïd-Salah ne sait rien démonter d'autre. Donnez-lui un mouton bien rôti et vous verrez comment une demi-heure plus tard, vous n'aurez que la carcasse ». Sans commentaires !

Cela étant dit, et comme me le confirmera un ancien ministre, « la partie d'échecs allait se poursuivre » entre Bouteflika (et le clan présidentiel) et Toufik (et ses relais). Dès l'entame du deuxième mandat, les deux hommes se mirent d'accord pour créer un poste de « ministre délégué à la Défense ». Cette décision sera concrétisée en janvier 2005 par la nomination à ce titre du général Abdelmalek Guenaïzia – que Toufik et Bouteflika – connaissent parfaitement. Guenaïzia avait quitté le commandement de l'armée au début des années 1990 et a été nommé ambassadeur d'Algérie en Suisse. Son nom n'était pas associé à la lutte antiterroriste et aux accusations de violations des Droits de l'homme, portées par certaines ONG. À travers l'image lisse de ce dernier, le pouvoir voulait utiliser une nouvelle figure dans le cadre des relations avec les puissances occidentales et dans la perspective d'un dialogue avec l'OTAN, d'autant plus qu'au lendemain du 11-Septembre, l'Algérie était redevenue un interlocuteur crédible et incontournable pour la lutte antiterroriste.

Un rapprochement entre l'ANP et l'OTAN était souhaité par les responsables de l'institution militaire algérienne qui, en majorité, voulait en finir avec cette image de « tontons macoutes » qui leur collait au treillis.

Durant son premier mandat, voyant qu'il arrivait à ses fins avec un certain nombre de dirigeants de l'armée, Abdelaziz Bouteflika prit la décision la plus machiavélique et la plus irresponsable de son règne. À la mort de Mohamed Chérif Messaadia, le président du Conseil de la nation (Sénat), survenue le 1er juin 2002, Bouteflika rusé comme un singe d'Oujda ou un macaque de Tlemcen (je ne sais pas s'il y a des primates dans ces villes), nomma à sa place Abdelkader Bensalah.

Cette décision fut acceptée avec beaucoup de désintérêt par la classe politique algérienne et la société civile tant elle paraissait anodine. Bensalah, homme du sérail, était, quelques années auparavant, à la tête de l'Assemblée populaire nationale (le Parlement) et sa nomination à la présidence du Sénat n'avait, en apparence, rien d'extraordinaire. Sauf qu'anodine, cette nomination le fut-elle vraiment ? La réponse est non !

Explication : constitutionnellement, le président du Sénat est le deuxième personnage de l'État[5]. En d'autres termes, en cas de décès ou d'impossibilité de diriger le pays, voire en cas de vacance de la présidence, c'est Abdelkader Bensalah qui doit assurer l'intérim – durant 45 ou 60 jours – et occuper ainsi la fonction de chef d'État. Or, selon les dires d'un spécialiste algérien en matière constitutionnelle, Bensalah ne peut pas assumer cette fonction en cas de disparition ou de démission d'Abdelaziz Bouteflika. La raison en est simple : toujours d'après la

---

5. Article 88 de la Constitution algérienne.

Constitution algérienne, pour occuper le poste de chef de l'État, y compris par intérim, il faut que le destinataire de cette mission puisse « jouir uniquement de la nationalité algérienne d'origine »[6]. Or Abdelkader Bensalah né, selon la biographie officielle, en le 24 novembre 1941 à Oran n'est pas un algérien d'origine mais un ressortissant marocain. Plusieurs sources m'ont indiqué qu'il a été naturalisé algérien durant l'automne 1965 pour « services rendus » à la Nation durant la guerre de Libération et au cours des premières années de l'indépendance. En effet, il apparaît que ce fils d'un couple de Marocains, né sur le territoire algérien, était un sujet de la monarchie chérifienne (on ne sait pas s'il a renoncé à sa nationalité marocaine) lorsqu'il décida de soutenir les membres de l'ALN et notamment les structures du MALG et, plus tard, ceux de la Sécurité militaire en qualité d'« informateur ». Cette réalité fut découverte quand en 1994, les techniciens et les juristes de la présidence épluchaient les dossiers des candidats au Conseil national de transition (CNT), le Parlement « non élu » mis en place après l'interruption des élections législatives en 1992 et composé de membres cooptés et désignés, chargés d'assurer la transition au niveau du pouvoir législatif. Des fonctionnaires découvrirent, à l'époque, qu'Abdelkader Bensalah n'était pas d'origine algérienne, mais leurs responsables à la présidence : Mohamed Betchine et Ahmed Ouyahia décidèrent qu'il s'agissait là d'un « détail sans importance ».

« Détail » qui risque de devenir très important puisque la présence Abdelkader Bensalah à la tête de la deuxième institution de l'État pourrait tout simplement créer un problème constitutionnel sérieux, sinon un blocage des

6. Article 73 de la Constitution algérienne.

institutions en cas de décès ou de démission de Bouteflika, sauf si les autorités algériennes préfèrent violer les lois fondamentales du pays. En d'autres termes, Abdelkader Bensalah doit impérativement quitter son poste dans les meilleurs délais, car, si le président venait à disparaître, il ne lui serait pas possible de gérer l'intérim. Dans ce cas, et d'après une modeste lecture personnelle de la Constitution, ce serait Boualem Bessaieh[7], le président du Conseil constitutionnel qui serait susceptible, selon les textes, d'assumer cette tâche. Or à 81 ans, malade et affaibli, je vois mal cet ancien ministre des Affaires étrangères sous Chadli Bendjedid assurer, de manière efficace, cette fonction éventuelle.

Un fonctionnaire algérien qui connaît parfaitement la psychologie de Bouteflika est catégorique : « il n'a pas nommé Bensalah par hasard ou par erreur à la tête du Sénat. Il savait parfaitement ce qu'il faisait. Il voulait tout simplement créer les conditions d'un blocage des institutions au cas où le général Toufik ou l'institution militaire le pousseraient vers la démission ». D'autres sources affirment également que Bachir Boumaza qui avait occupé ce poste à l'époque de Zeroual répétait à ses proches, avant son décès, que « Bouteflika avait agi délibérément en nommant Abdelkader Bensalah à la tête du Conseil de la Nation ». Thèse qui corrobore un article du quotidien algérien *Liberté* qui, en 2002 déjà, précisait que « le maintien de Bensalah à la présidence du Sénat est étroitement tributaire de la volonté du chef de l'État »[8].

---

7. Boualem Bessaieh est né en 1930 à El-Bayad. Ancien ambassadeur, il fut nommé à la tête de la diplomatie algérienne en 1988. Homme de Lettres, il a été appelé par Bouteflika pour présider le Conseil constitutionnel.

8. Le quotidien *Liberté* du 1er octobre 2002.

Il est vrai qu'au regard de la manière avec laquelle le président du Sénat fut nommé en 2002, il y a matière à étayer cette volonté délibérée du chef de l'État à magouiller quelque chose de peu sain. En effet, Abdelkader Bensalah avait pris part le 30 mai 2002 à des élections législatives et il avait dépensé une terrible énergie pour remporter un siège de député. Mais patatras ! Deux jours après son « élection », l'ancien président du Sénat décède et Bensalah, comme s'il était en mission commandée, démissionne de son poste de député trois semaines après l'avoir gagné. Il sera nommé membre du Sénat dans le « tiers présidentiel »[9] et le 2 juillet 2002, il est élu, par les voix de la « majorité présidentielle »[10] à la tête de la deuxième institution de l'État.

Machiavélisme d'un président qui peut mettre en danger l'État pour préserver ses intérêts. L'analyse de Bouteflika est simple, il a mis en place ce stratagème afin de pousser l'armée à prendre le pouvoir s'il venait à démissionner ou à décéder durant son mandat présidentiel. D'après ma source, il ne pouvait se tromper au sujet d'Abdelkader Bensalah puisqu'il était aux premières loges du pouvoir quand celui-ci fut naturalisé en 1965. Toute la question est de savoir si l'institution militaire et le DRS sont au courant de la manœuvre présidentielle. Si le général Toufik savait, pourquoi a-t-il laissé faire ?

Quelques jours avant la publication de cet ouvrage, j'ai décidé de faire circuler cette information. Les journaux en ligne *Le Matin.dz* et *DNA, Dernières Nouvelles d'Algérie,*

---

9. Constitutionnellement, le Président de la République a le droit de désigner 48 membres du Sénat. Les autres membres étant « élus ».

10. Au Sénat, la « majorité présidentielle » est composée des partis FLN, RND, MSP et du « tiers présidentiel ». Abdelkader Bensalah fut donc élu très facilement par 119 voix. Les membres de cette « majorité présidentielle » avaient, à l'époque, reçu des consignes strictes.

dirigés respectivement par Mohamed Benchicou et Farid Alilat, ainsi que le quotidien algérien *Le Soir d'Algérie,* reprirent cette information concernant Abdelkader Bensalah. J'apprenais que plusieurs quotidiens avaient reçu comme instruction de faire l'impasse sur cette révélation. Dans un État sérieux, ce sujet aurait dû susciter un vrai débat au sein de la classe politico-médiatique. Dans un pays sérieux, on aurait fait intervenir des constitutionnalistes, des juristes et autres spécialistes. Mais dans l'Algérie de Bouteflika, on agit autrement. Deux jours après la publication de cette information, le 2 mai 2011, Abdelkader Bensalah était nommé « président de la commission chargé de la révision constitutionnelle ». Le roi est chez lui et comme tout bon calife, il fait ce qu'il veut, y compris mettre en péril la stabilité de l'État en se jouant de ses lois fondamentales.

Au lendemain du début de son second mandat, Abdelaziz Bouteflika voulut éloigner le général Larbi Belkheïr, celui-là même qui l'imposa auprès de ses pairs en 1999. Le « cardinal », comme on l'appelait à Alger, fut nommé ambassadeur d'Algérie au Maroc. C'était en réalité une manière de se débarrasser de lui. Plusieurs sources affirment que cette décision n'avait pas une connotation seulement politique, mais était animée par un esprit revanchard. En effet, selon quelques indiscrétions « Bouteflika qui a toujours eu une relation fusionnelle avec sa mère n'a jamais oublié que celle-ci avait été expulsée du logement d'État qu'elle occupait indûment après la mort de Boumediène. Larbi Belkheïr alors puissant parmi les puissants à l'époque de Chadli fut celui qui ordonna son expulsion ». Le monarque qui a la rancune tenace savait que le général Toufik ne s'opposerait pas à cette décision, puisqu'elle allait toucher l'un de ceux qui avaient

comploté contre lui quelques années plus tôt. Larbi Belkheïr n'occupera quasiment pas son poste à Rabat. Rongé par une grave pathologie, il passera beaucoup plus de temps à se soigner avant d'être emporté par la maladie. À sa mort, Bouteflika, qui aime pourtant les enterrements et les oraisons funèbres, ne prendra même pas la peine de se déplacer aux obsèques de son ancien parrain.

L'homme serait donc revenu au pouvoir pour régler, entre autres, un compte personnel avec l'institution militaire. Dans son ouvrage[11], le général à la retraite Khaled Nezzar raconte comment l'autocrate d'Alger reconnut lors d'une cérémonie un colonel qui fut dans les années 1980 procureur au Tribunal militaire. « Comment va la justice militaire ? », lui aurait-il lancé. « Bien ! Monsieur le Président », répondit l'officier. Le lendemain, ce dernier apprend son limogeage. Le général Nezzar raconte que celui-ci avait condamné un ami personnel de Bouteflika dans une affaire que l'ancien ministre de la Défense n'a pas tenu à préciser.

En réalité, il faut revenir, là aussi, à sa psychologie et à son parcours pour comprendre, une fois de plus, cette attitude d'attirance/répulsion (une autre !) qu'il adopte devant l'institution militaire. Disons-le clairement : pour ceux qui connaissent Bouteflika depuis plus d'un demi-siècle, l'« armée est à la fois son père et sa mère ». L'ancien « commandant Abdelkader » qui n'a tiré, dans sa carrière, que des fléchettes verbales, est le produit illégitime de cette institution à laquelle il a appartenu sans vraiment lui appartenir. Il continue de se comporter avec elle comme ces éternels boutonneux qui, en crise d'adolescence, se révoltent contre leur père et leur mère pour tenter de s'affirmer, à leurs yeux, comme des adultes accomplis.

---

11. *Le sultanat de Bouteflika, op. cit.*

En répétant souvent qu'il était « commandant » quand tel général ou tel autre était encore sous-lieutenant, il ne montre pas une attitude de chef d'État, mais celle d'un personnage frustré, à la nature aigrie, qui a besoin d'une longue thérapie tant la maladie de l'âme semble avoir écrasé sa personnalité. Et en termes d'irresponsabilité, Bouteflika a battu tous les records. Récemment, une information a fait le tour des salons algériens (et parisiens). Il est cependant impossible de vérifier sa véracité même si des sources sûres me l'ont rapporté. Cela dit, si je la délivre ici, c'est tout simplement parce qu'elle est corroborée par le tempérament du président. L'anecdote révèle que lors d'une réunion du Haut conseil de sécurité (HCS) qui s'est tenu en début d'année 2011, au lendemain des émeutes qui ont éclaté en Algérie, Bouteflika s'est présenté à cette rencontre solennelle avec les responsables de l'armée accompagné de son frère et néanmoins son ombre, Saïd. Cette présence, pour le moins inopportune d'un homme qui, officiellement n'a aucune fonction dans l'organigramme de l'État aurait déplu à plusieurs généraux. Mohamed « Toufik » Mediène aurait pris à part le président et lui aurait lancé : « Qui est-il ? » en désignant celui que beaucoup d'Algériens surnomment le *président-bis*. Cette remarque du chef du DRS aurait fortement déplu à Bouteflika qui demanda à son frère de l'attendre dehors. Vraie ou fausse, elle semble néanmoins probable avec un chef d'État qui se tient pour le propriétaire de toutes les institutions et qui n'a jamais respecté, sauf devant les caméras et la galerie, l'État qu'il a l'honneur de présider.

En fait, l'Algérie est dirigée par cet enfant illégitime et gâté d'une institution qu'il aurait probablement aimé commandé. Il traîne derrière lui, outre ses frustrations, une sorte de complexe œdipien qui l'incite à agir avec arrogance et, parfois violence, passant son temps à se

demander comment il pourrait mâter tel général et comment il pourrait virer tel officier, au lieu de se consacrer à la construction d'un État sérieux, moderne, libre et démocratique. Qu'on lui offre un treillis, une casquette et une multitude d'étoiles; qu'on l'emmène ainsi vêtu dans une grande caserne et qu'on organise pour lui le plus grand défilé militaire que l'Algérie ait connu; qu'on le barde de décorations et qu'on demande aux troufions et aux lignards de se mettre au garde-à-vous et qu'on demande aux canonniers de tirer de retentissantes salves saluant sa marche impériale. Peut-être trouverait-il ainsi son remède et, enfin, la paix intérieure. Dire que la Sécurité militaire avait failli l'arrêter en 1989. Je me rappelle de cet épisode qui me fut conté en 1991, par un officier aujourd'hui décédé que je connaissais personnellement. Ce commandant, tué dans une opération antiterroriste, était loin de se douter, à l'époque, qu'il me révélait des informations sur celui qui allait devenir, quelques années plus tard, le chef de l'État algérien. En effet, évoquant alors les rapines du système et ceux, parmi les anciens responsables, qui étaient prêts à vendre leur âme et leur pays pour une poignée de dollars, ce militaire m'apprit, qu'en 1989, sur ordre de Mohamed Betchine, alors patron de la DGDS, il avait, lui-même, dirigé une investigation qui visait Abdelaziz Bouteflika. Il avait, selon ses dires, entre autres, organisé, dans une ville européenne, la « perquisition clandestine » d'un appartement occupé régulièrement par Bouteflika. Cet officier, accompagné, selon lui, de deux de ses collègues, un « serrurier » et un « photographe »[12], avait décou-

---

12. Le « serrurier » est, selon cette source, spécialisé dans l'ouverture discrète des portes et le « photographe » est, dans ces cas, chargé d'immortaliser, par l'image, tous les documents ou objets susceptibles d'intéresser l'enquête menée clandestinement.

vert, à sa grande stupeur, des « notes et des rapports » révélant certaines « informations sensibles » sur l'Algérie. Selon mon interlocuteur, le principal destinataire de ce courrier très particulier était le roi d'Arabie Saoudite. D'autres « notes » avaient comme destinataires, d'après la même source, les émirs du Qatar et des Émirats-arabes unis. À titre anecdotique, cette source me révélait que d'autres choses étaient trouvées, notamment des « objets très intimes » qui montraient les tendances sexuelles de l'ancien « conseiller » des monarchies arabes. Cet officier avait, à l'époque, fait cette révélation en raison probablement de sa frustration. Et comment pouvait-il en être autrement puisque, à l'en croire, une année après son enquête, il se rendit compte qu'au lieu d'être arrêté et interrogé, Bouteflika sera hébergé pendant un mois, tout au long du ramadan de l'année 1990, par Mohamed Betchine, patron des « services ». Ce qui est totalement vrai. Comme je l'ai déjà évoqué dans un précédent chapitre, l'ancien chef de la DGDS avait reçu Bouteflika durant plusieurs semaines dans sa propre maison, qui trône sur la station balnéaire de Moretti, près d'Alger. N'ai-je pas déjà précisé que l'Algérie était le pays de tous les miracles !

VI

Bouteflika et l'Oncle Sam !

« L'Algérie doit ouvrir sa législation dans le secteur des hydrocarbures ». La déclaration n'émane pas d'un quelconque cacique algérien qui aurait décidé de réorienter la politique algérienne en matière de pétrole et de gaz, mais de Samuel Bodman, le secrétaire-adjoint au Commerce américain. Cette fois-ci, « l'Algérie doit… » du responsable US n'a pas sonné aux oreilles des dirigeants algériens comme le fameux « Il faut que… », de François Mitterrand, qui avait osé en son temps délivrer son « conseil » suscitant par là même le courroux d'Alger qui a toujours estimé, du moins dans le discours officiel, de Ben Bella à Bouteflika en passant par Boumediène et Chadli, n'avoir de « leçons à recevoir » d'aucune puissance étrangère. Sauf que là, ce n'était ni Boumediène ni Chadli qui étaient au pouvoir et ce n'est ni la France, ni la République Tchèque qui parle, mais bien le pays de l'Oncle Sam.

La « petite phrase » américaine et la non-réaction algérienne (rappelons qu'à Alger on a la réputation d'être très susceptible) avaient fourni, alors, une indication

précise et précieuse sur la nature des relations qu'avait instaurées Bouteflika avec les amis et néanmoins compatriotes de Chakib Khellil. En bon petit roi, il fallait que le président mette le pays – au plus vite – au niveau de ces petites monarchies qu'il admire tant, notamment dans leurs rapports avec l'Amérique.

L'Algérie était loin de l'époque de Messaoud Zeghar, quand elle entretenait des liens de haute facture avec les États-Unis d'Amérique grâce à sa diplomatie parallèle, alors que les relations officielles étaient rompues. Désormais, l'Algérie de Bouteflika devenait comme ces petits pays arabes auxquels l'Amérique dit « vous devez faire ceci… » et « vous ne devez pas faire cela… »

Aujourd'hui, les relations algéro-américaines sont quasiment à ce niveau. Tout partenariat stratégique avec les États-Unis, qui ne se privent pas d'ailleurs de critiquer ouvertement la politique de Bouteflika sans avoir à subir la bouderie du monarque (cette attitude est réservée exclusivement à la France), est conditionné par la position algérienne sur la question des hydrocarbures en premier lieu. Le seul argument que la diplomatie bouteflikienne peut faire valoir concerne la coopération sur le dossier de la lutte antiterroriste.

Si l'analyse qui précède est fausse, si notre *bouteflikologie* bat la campagne, s'il faut, par nécessité, accéder au desideratum de l'Oncle Sam pour permettre aux Algériens de manger à leur faim, si c'est ça qu'il faut et que je ne l'aie pas compris, pourquoi donc Bouteflika ne fait-il rien pour démocratiser le pays ? Ce qui plairait énormément à l'administration Obama qui estime, contrairement aux *néocons,* que la démocratie est l'un des remparts contre le terrorisme islamiste. Au lieu d'essayer de séduire les

Américains en cherchant à brader la principale ressource du pays, qu'il les envoûte en devenant un bon démocrate !

Les « liens amicaux » tissés entre l'équipe Bush et le pouvoir algérien au lendemain du parachutage de Bouteflika à la tête de l'Algérie se sont matérialisés à travers la création d'une « société mixte » dénommée *Brown and Root-Condor* (BRC). Cette entreprise, spécialisée dans le secteur des hydrocarbures et dérivés, loin d'être un mastodonte, rafla, en l'espace de quelques années, plusieurs contrats en Algérie et son chiffre d'affaires a explosé de manière inespérée. Des parts de BRC détenues par une filiale de la tristement célèbre *Halliburton*, dirigée un temps par le tout autant tristement célèbre Dick Cheney, vice-président de George W. Bush, montrait que le régime algérien, après avoir choisi comme « partenaires français » ce qu'il y a de plus suspect dans la chiraquie, misait sur ce qu'il y a de plus suspect dans l'administration américaine. Comme quoi, on ne choisit certes pas sa famille, mais on choisit bel et bien ses amis, surtout quand il s'agit de réaliser de fructueuses affaires. Selon quelques indiscrétions, le « dossier BRC est l'un des plus pourris que détiendraient les services algériens ». Je veux bien le croire, sauf qu'il faudra qu'un jour le DRS se décide enfin à mettre ses dossiers entre les mains des juges, au lieu de les utiliser uniquement comme leviers de pression pour réguler les rapports de force au sein du pouvoir. Il est permis d'espérer…

Quoi qu'il en soit, BRC fut dissoute au début de l'année 2007 sans que l'on sache vraiment qui étaient les responsables de ces contrats gré à gré que la firme a pu accumuler sans contrôle, en empochant au passage quelques milliards d'euros et en cédant sur son chemin, d'après de fins connaisseurs du dossier, des liasses et des

ballots de commissions et de rétro-commissions. Qui en furent les bénéficiaires ? Qui avait intérêt à instaurer un tel « partenariat » avec cette firme américaine ? Des questions, parmi d'autres, auxquelles Bouteflika en sa qualité de « premier magistrat » du pays doit apporter des réponses. Désormais, il y va de son honneur.

Abdelaziz Bouteflika a voulu dès son arrivée au pouvoir mettre l'Algérie dans le giron américain, notamment en matière énergétique. Ce n'est pas un hasard si l'une de ses premières décisions fut de « débaucher » Chakib Khellil qui n'avait pas remis les pieds en Algérie, sauf pour quelques vacances, depuis les années 1980, mais qui était parfaitement introduit auprès des lobbies pétroliers d'outre-Atlantique. Il ne tardera pas à nommer son « vieil ami » à la tête du ministère stratégique de l'Énergie et à lui donner quasiment « carte blanche », afin qu'il scelle des « relations privilégiées » entre la Sonatrach et les barons américains du pétrole et dérivés. Cette réorientation de la politique algérienne ne pouvait que plaire au clan Bush qui est connu d'une part, pour son pragmatisme et sa *realpolitik,* et d'autre part, pour son sens élevé des affaires. À la différence, les Américains savent gagner de l'argent, même de manière frauduleuse, tout en préservant les intérêts de leur pays. Ce n'est pas le cas de tous les responsables algériens.

Le jeu de massacre pouvait donc commencer. Il débutera par le « projet de loi sur les hydrocarbures » initié par Khellil, comme j'ai eu l'occasion de le mentionner, et finira par le scandale BRC.

Les câbles *Wikileaks* finiront par nous renseigner sur le regard porté par les dirigeants américains à l'égard du pouvoir de Bouteflika. Les mots qui reviennent le plus souvent montrent que les diplomates venus de Washington

n'ont pas une grande considération pour un président et son entourage. Les notes américaines n'évoquent pas autre chose que « corruption », « fraude électorale », « atteinte aux libertés individuelles », etc. C'est dire qu'un « partenariat privilégié » n'accorde quasiment aucun privilège ni aucun traitement de faveur aux responsables algériens. On a vu comment les Américains (et d'une manière générale les capitales occidentales) ont lâché leurs « alliés » d'hier : les Moubarak, Ben Ali et consorts. Bouteflika et les autres caciques du régime devraient méditer cette question et se rendre compte que ceux qui parfois réalisent de fructueuses affaires avec eux, ne leur accordent guère une grande déférence. Ils seront les premiers à les renier, si demain…

VII

Bouteflika et la France

En février 2010, Bernard Kouchner, qui était encore ministre français des Affaires étrangères, affirmait, avec très peu de diplomatie, que les relations algéro-françaises ne pourraient s'améliorer qu'avec la disparition de la génération de dirigeants algériens qui avaient participé à la guerre d'indépendance. Cette sortie, pour le moins indélicate, avait suscité l'ire de Bouteflika et de tous les caciques d'Alger. Elle comportait une connotation provocatrice qui laissait à penser que le célébrissime *french doctor* voulait amuser la galerie, et non soulever le vrai problème qui fausse les perspectives d'un plus grand rapprochement franco-algérien, voire qui corrompt les rapports entre la France officielle et ses anciennes colonies.

Ce n'est pas tant, à mon sens, une question de « génération », qu'une affaire de pratiques malsaines. Rappelons-nous que Nicolas Sarkozy avait, quelques heures seulement après son élection en 2007, juré la main sur le cœur, dans un discours très volontariste, que la France, qu'il allait diriger, était résolument décidée à rompre avec les méthodes du

passé et notamment avec la *Françafrique*. Il dénonçait ainsi cet interventionnisme effréné qui, depuis des lustres, rendait plusieurs pays africains, indépendants un tiers du temps, les deux autres tiers étaient étant consacrés à la diplomatie française parallèle, à de petits arrangements entre amis et de petites magouilles politico-économiques.

Longtemps, la classe politique française, quand ce n'est pas elle-même qui a encouragé certains dictateurs, a fermé les yeux sur la mauvaise gouvernance et la corruption et, du coup, sur le sort réservé aux populations civiles, en soutenant des dirigeants qui n'avaient non seulement aucune légitimité démocratique, mais qui se permettaient de brutaliser, dans tous les sens du terme, leurs administrés. Évidemment, avec l'Algérie, la situation était un peu plus nuancée en raison d'un lourd passé commun, de plaies béantes et de vifs ressentiments, les uns et les autres instrumentalisés ici et là par des chapelles qui n'ignorent guère – en France comme en Algérie – que la seule évocation d'une Histoire douloureuse faciliterait, non pas l'instauration de relations bilatérales apaisées, mais l'émergence de discours populistes favorables à ceux qui n'ont d'autres arguments à faire-valoir que la diabolisation de l'Autre.

Si les rapports entre la France et l'Algérie n'ont jamais été sains, c'est parce que, de part et d'autre, l'on a voulu qu'il en soit ainsi. Mais, en coulisse, la question était tout autre. J'ai déjà évoqué, dans un précédent chapitre, le rôle joué, en 1998, par les réseaux de la chiraquie dans le retour aux affaires d'Abdelaziz Bouteflika, quand les amis français de Larbi Belkheïr et de Smaïl Lamari, encouragés par Jacques Chirac, déployaient toute leur énergie pour convaincre tous ceux qui comptent de la nécessité de miser sur l'ancien ministre des Affaires étrangères de Boumediène, jadis réputé pro-français.

Il est donc incontestable que, contrairement aux affirmations de circonstances de Bernard Kouchner, le problème n'est guère une question de génération – même si une rupture générationnelle doit s'opérer en Algérie –, mais davantage une question de cohérence politique, de sincérité et de pratiques dignes qui exigeraient que la France officielle, qui se targue d'incarner le « pays des Droits de l'homme et de la démocratie », cesse de venir en aide, comme elle l'a fait avec Bouteflika en 1999, 2004 et 2009, à des autocrates qui sont à la démocratie ce qu'est Johnny Hallyday à la musique arabo-andalouse. C'est davantage la « disparition » de cette incohérence qui nous montre un Sarkozy soutenir, d'un côté, un mauvais dirigeant, mal élu ou élu grâce à la fraude qui laisse tous les maux de la société s'accentuer et qui permet à la corruption de devenir une vertu première et, d'un autre côté, qui s'exclame que la France ne peut plus accueillir d'exilés, désespérés par la situation qui prévaut dans leur pays. Que le président de la République française comprenne enfin qu'on ne peut pas encourager l'installation de régimes antidémocratiques et liberticides de l'autre côté de la Méditerranée tout en déniant aux populations, victimes de ces mêmes régimes, un droit à l'exil, donc à une vie digne. La politique sarkozienne à l'égard des sociétés du sud est des plus injustes. Le message délivré trahit une condescendance et un mépris qui n'ont d'égal que cet égoïsme qui incite certains dirigeants à ne plus être sensibles à la souffrance du petit peuple. Sarkozy est en train de dire à la population algérienne – mais aussi aux autres sociétés du Maghreb et d'Afrique – quelque chose qui se rapprocherait de ceci : « vous devez impérativement supporter les dirigeants que nous choisirons pour vous,

y compris s'ils vous martyrisent. Mais ne venez surtout pas chez nous ».

La politique néo-xénophobe du gouvernement français, version droite sarkozyste, est d'autant plus détestable qu'elle participe elle-même à réunir les conditions d'un étouffement social. Cette politique, s'agissant de l'Algérie, repose sur deux grands axes : un soutien politique apporté au régime de Bouteflika, et la fermeture des frontières pour tout ce qui n'est pas du sérail. En effet, ne nous y trompons pas, si la France officielle refuse des visas, y compris à des entrepreneurs et parfois à des cas humanitaires, elle laisse ses portes grandes ouvertes quand il est question de permettre à Bouteflika, à ses ministres, à quelques généraux et à leurs proches d'acheter des appartements à Paris, d'y investir ou d'y placer leur argent ou tout simplement de s'y installer. C'est le cas, par exemple, avec tous les proches du général Smaïl Lamari. Ils sont traités à Paris en VIP. Son ex-gendre, Kheïr Allab, en bisbille avec la famille Lamari depuis son divorce, continue à faire valoir ses « connaissances » à Alger et à réaliser de fructueuses affaires avec les anciens copains français de l'ancien patron du contre-espionnage algérien qui, selon un homme d'affaires, avait « un grand sens du business, notamment dans le secteur du blé ». Alors qu'il a des démêlés avec la justice de son pays, Kheïr Allab a réussi à quitter l'Algérie grâce à l'aide de certains contacts français et, probablement pour mieux assurer ses arrières, il aurait bénéficié, dans des délais très courts, d'une naturalisation. Ce serait probablement le sens d'une « immigration contrôlée » où l'on accepte le dirigeant (ou ses proches) qui a dilapidé les richesses de son pays – ou qui en profite largement – et on tourne le dos aux militants démocrates, aux féministes et aux hommes d'affaires honnêtes.

Selon la logique umpiste, la « civilisation française » souffrirait si le pays des Droits de l'homme se comportait d'une manière décente avec les progressistes algériens, puisqu'elle risquerait d'être submergée par ces nouveaux « barbares » qui mettraient en péril « l'identité nationale » ; mais, du coup, cette même « civilisation » n'est point en danger, lorsqu'il s'agit de traficoter avec ce qu'il y a de pire au Maghreb et en Afrique. Il est évident que Leïla Trabelsi et ses frères, Saïd Bouteflika et ses amis sont beaucoup plus proches de la France voulue par Sarkozy qu'un quelconque écrivain démocrate ou une quelconque féministe laïque. La France des riches et des affaires s'accommode évidemment beaucoup plus aisément des copains et des coquins du Maghreb que de ces péquenots progressistes qui ressassent les discours humanistes qui ne rapportent rien en terme financier et dont la valeur en bourse ne cesse de chuter.

Les choses ne sont jamais dites franchement, clairement, et le soutien à Bouteflika n'est pas assumé devant l'opinion française (ce qui aurait été courageux), mais les faits et la chronologie trahissent une relation étroite entre Nicolas Sarkozy et le Président algérien. Lorsque, encore ministre de l'Intérieur, le futur successeur de Jacques Chirac se rendit à Alger, c'était d'abord pour préciser à l'autocrate qu'il comptait sur son aide en vue de la présidentielle de 2007 et pour lui rappeler insidieusement que l'heure était venue de rendre à la chiraquie, aux réseaux Pasqua et à tous les anciens du RPR, le lobbying effectué en 1998 en sa faveur, afin que les généraux acceptent sa « candidature ». Selon un ancien allié de Bouteflika : « le courant est très vite passé entre les deux hommes. Ils ont au moins deux points en commun : ils sont tous les deux rusés et ambitieux »[1].

---

1. Entretien réalisé par l'auteur en octobre 2010.

Abdelaziz Bouteflika prit la posture qu'il affectionne tant, celle du « grand frère » prodiguant conseils et mise en garde. Et à l'issue du tête-à-tête entre les deux hommes, le président algérien s'engagea à aider Nicolas Sarkozy dans sa conquête de l'Élysée. Ce n'est guère un hasard si on trouvera, dans l'entourage discret du candidat de l'UMP, certains noms qui avaient soutenu Bouteflika en 1998-1999. Les milliardaires et/ou hommes d'affaires Prosper Amouyal, Abdelkader Koudjiti, Yazid Sabeg et bien d'autres étaient autant de liens entre les deux ambitieux. D'ailleurs, comme Bouteflika, Sarkozy aime l'argent et aime ceux qui en ont.

En mai 2007, Nicolas Sarkozy succédait à Jacques Chirac et, le 10 juillet, soit deux mois après son élection, le président français débarquait à Alger. Il voulait d'autant mieux remercier de vive voix Abdelaziz Bouteflika que le monarque d'Alger fut le premier à lui envoyer un « message de félicitations ». « Dès 19 h 30, nous avions l'information que Sarkozy avait remporté l'élection. Le communiqué avait été préparé dans l'après-midi. Nous reçûmes l'instruction de l'envoyer vers 20 h 03 »[2], raconte un collaborateur de Bouteflika. Cette fois, en juillet 2007, c'est donc en chef d'État que les deux hommes allaient se voir. Nicolas Sarkozy a une idée derrière la tête. Il sait que la France est en train de perdre de l'influence en Algérie, notamment dans le secteur énergétique, devant la politique pro-américaine de Bouteflika et de ses amis au cours des deux premiers mandats. Le président français veut « inaugurer une nouvelle ère dans les relations entre les deux pays ». Mais l'autocrate d'Alger est de ceux qui estiment que l'Algérie est à vendre au plus offrant. En bon

2. Entretien réalisé par l'auteur en juillet 2010.

commerçant, en adepte du double discours, il fait croire à son nouveau complice que ce serait les « généraux qui auraient une politique pro-américaine » et certainement pas lui, le francophile reconnu. Il ressasse, selon plusieurs sources crédibles, sa propagande, désormais bien rodée, qui se résume, en substance, en deux phrases : « je veux faire d'énormes choses, mais l'armée m'en empêche ». Comme le rappelle Mohamed Benchicou dans l'ouvrage collectif qu'il a dirigé[3], Nicolas Sarkozy avait emmené avec lui le patron du *Nouvel observateur*, Jean Daniel, qui sait « exploiter son ascendant intellectuel sur un chef d'État [Bouteflika] fort présomptueux et à la culture superficielle »[4]. D'ailleurs, le même Jean Daniel, qui ne rate pas une occasion de défendre l'autocrate d'Alger, écrivait quelques jours avant son voyage aux côtés de Nicolas Sarkozy que les militaires étaient loin « d'avoir perdu toute influence. L'autorité de Bouteflika tire une bonne partie de sa force de ce qu'il n'existe aucun autre recours politique dans le pays ». Les démocrates algériens apprécieront...

Mais là où Jean Daniel se trompe, c'est qu'en 2007, la reconfiguration politique était quasiment achevée, le rapport de force étant plutôt en faveur du Président algérien, que des généraux. Les hommes forts du régime, ceux que Bouteflika qualifie de « janviéristes », en référence à l'arrêt du processus électoral en janvier 1992, étaient pratiquement tous neutralisés. Ahmed Gaïd-Salah, un fidèle de Bouteflika, avait remplacé Mohamed Lamari au poste du chef d'État-major. De nouveaux commandants de régions avaient été nommés dans la foulée. Larbi Belkheïr était écarté de la présidence et envoyé en villégia-

---

3. *Notre ami Bouteflika, De l'État rêvé à l'État scélérat, op. cit.*

4. *Ibid.*

ture à Rabat. Khaled Nezzar s'occupait de sa santé et de son jardin. Smaïl Lamari n'allait pas tarder à succomber à une crise cardiaque. Ne restait donc que Mohamed « Toufik » Mediène, seul capable d'entraver la marche de l'empereur. Côté français, le message était reçu cinq sur cinq. Pour qu'Abdelaziz Bouteflika et Nicolas Sarkozy puissent réaliser leur œuvre pharaonique et ouvrir une « nouvelle ère dans les relations algéro-françaises », il fallait que l'Élysée apporte un soutien indéfectible à un autocrate pourtant malade et physiquement affaibli. De son côté, Bouteflika était piégé par une décision qu'il avait lui-même prise. N'avait-il pas modifié (une première fois) la Constitution, afin qu'un président algérien ne puisse pas jouir de plus de deux mandats ? Théoriquement, il devait rentrer chez lui, en avril 2009, et emporter dans ses bagages son frère Saïd et tous les enfants d'Oujda qui pullulent dans les institutions de l'État algérien. Mais quand on aime sa personne démesurément, on ne se refuse rien et surtout pas (une seconde) modification constitutionnelle qui lui permettrait d'installer la présidence à vie.

Selon Mohamed Benchicou qui est généralement très bien informé et qui, après sa sortie de prison en 2006[5], a suivi la chronologie de ces événements avec beaucoup d'attention « il y avait un deal entre Bouteflika et Sarkozy. Le président algérien a promis à son homologue que, s'il arrivait à briguer un troisième mandat, il mettrait en place une politique très favorable aux intérêts français »[6]. Aussi, l'actualité qui allait marquer les relations algéro-françaises

5. Mohamed Benchicou auteur d'un pamphlet contre Bouteflika en 2004 a été emprisonné pour un motif fallacieux la même année. Il a passé deux années de prison à la suite d'une cabale montée par le pouvoir algérien qui a piétiné ses propres lois pour sanctionner celui qui a osé s'attaquer au monarque.
6. Entretien réalisé par l'auteur en mars 2011.

entre la visite du président français en juillet 2007 et celle de décembre de la même année, allait-elle plaider, en effet, pour l'existence probable d'un *deal* entre les deux hommes. Bouteflika cède devant son « ami » sur plusieurs questions et y compris au sujet de la « repentance française » à propos du colonialisme, thème prisé par les différents pouvoirs algériens qui en ont fait une « question de principe ». Je pensais que l'autocrate d'Alger avait enfin dépassé les blocages historiques et qu'il opérait une évolution qui devait s'ancrer dans les mentalités. Ma naïveté m'a fait oublier que Bouteflika est de ceux qui épousent le sens du vent et qui sont capables de s'adapter à toutes les situations, à faire toutes les concessions quand il leur faut défendre leurs intérêts personnels. Le passé colonial ne représente plus rien devant l'avenir d'un Bouteflika. Voyons donc !

Selon plusieurs personnes interrogées, « ce renoncement à propos de la question de la repentance a poussé plusieurs cercles algériens, y compris parmi ses propres alliés, à s'interroger sur le vrai visage de Bouteflika ». Le président disait en effet une chose à Sarkozy et le contraire aux caciques du FLN et du RND. Pour polluer la visite du président français du mois de décembre 2008, on demanda à Mohamed Chérif Abbas[7], le discret ministre des Moudjahidines (ministres des Anciens combattants) de sortir du bois. Certaines informations affirment que ce serait « les généraux » qui l'ont utilisé pour ouvrir le feu sur Sarkozy, d'autres prétendent que ce serait plutôt « les membres de la famille révolutionnaire ». Quoi qu'il

---

7. Mohamed-Chérif Abbas est né le 10 décembre 1936 à Batna. Cet ancien membre de l'ALN, ensuite du FLN, sera le Secrétaire national de l'Organisation nationale des Moudjahidines (ONM), puissante association des anciens combattants. Bouteflika le nommera ministre des Moudjahidines en 1999.

en soit, il s'agit d'un clan du régime qui n'acceptait pas que Bouteflika déroule de la sorte, et sans contrepartie conséquente, le tapis rouge au locataire de l'Élysée. Chérif Abbas, en bon exécutant, n'a pas voulu faire dans la demi-mesure ou dans la nuance, préférant user de la vieille artillerie populiste et démagogique dont les caciques du pouvoir raffolent. À quelques semaines de la visite officielle du président français, il lancera : « Vous connaissez les origines du président français et les parties qui l'ont amené au pouvoir, le lobby juif qui a le monopole de l'industrie en France »[8]. La sortie à connotation antisémite a énormément choqué à Paris. Elle est effectivement condamnable à plus d'un titre, car, outre qu'elle véhicule des sentiments nauséeux, elle dénote l'ampleur de l'incohérence du système Bouteflika et du pouvoir algérien. Nicolas Sarkozy a évidemment été soutenu par des personnalités issues de la communauté juive. Mais des personnes issues de la communauté musulmane, des franco-algériens (j'évoquais précédemment Yazid Sabeg, qui entretient plusieurs amitiés dans le gouvernement auquel appartient Mohamed Chérif Abbas), des Bretons, des Corses, des riches, des pauvres, il y avait même quelques obèses, des noirs et des homosexuels. Cela dit, Chérif Abbas, qui n'a jamais approché un seul juif dans sa vie (c'est connu !), ne risquait de voir dans les soutiens du président français que ceux parmi les « Juifs » qui l'ont soutenu. Or il semble, comme je l'ai déjà indiqué, que certains de ces « Juifs » qui ont supporté Sarkozy en 2007 avaient aidé également Bouteflika en 1999 et 2004. *Fatalitas !* Et voilà notre bon ministre de « la guerre d'il y a 50 ans » qui s'expose à l'Infarctus, car il nous révélait en réalité, inconsciemment

8. Déclaration de Mohamed-Chérif Abbas du 25 novembre 2007.

et en découvreur aguerri de « lobbies », que Sarkozy et Bouteflika ont été tous deux investis dans leurs fonctions grâce à ce fameux « lobby » qui fait fantasmer ceux qui manquent d'arguments.

Mais voyons ! Lorsque Nicolas Sarkozy, furieux, découvrit cette déclaration pour le moins inopportune et indécente, il demanda à ses « services » de vérifier si le chef des anciens combattants algériens, si ce chevalier détracteur de ceux qui ont osé accepter le soutien d'un seul juif, si ce nationaliste convaincu, ce patriote dans l'âme, possédait quelques liens sur la terre des descendants des Celtes. Et là : Re-fatalitas ! Le Président français reçut une note lui révélant en substance que « Monsieur Mohamed-Chérif Abbas avait en France deux filles et un garçon, médecin de profession, tous de nationalité française ». Le rapport ne précisait pas si les enfants de Mohamed-Chérif Abbas votaient plutôt UMP, Parti socialiste ou alors Front national ou s'ils faisaient partie de ceux qui s'abstiennent. Le rapport ne précisait pas non plus si dans l'entourage de la progéniture française du brave ministre des Moudjahidines, il y aurait un quelconque membre ou représentant de ce fameux « lobby juif » qui semble lui faire horreur. Finalement, le mauvais Chérif aurait mieux fait de ne pas dégainer sa saillie.

Toutes ces sorties *néopatriotiques* et le barnum nationaliste, dont usent et abusent beaucoup de caciques du pouvoir algérien, sont dépassés et empreints d'indécence, surtout lorsqu'on sait que le dernier des dirigeants algériens (hormis quelques rares exceptions) ne se prive pas de quémander à la France ceci ou cela à chaque occasion, tant et si bien que plusieurs responsables français n'hésitent pas à en rire. Un jour, l'un d'eux me dira avec beaucoup d'ironie : « Les responsables de votre pays ont

tous des problèmes. Ils commencent toujours leur phrase par « j'ai un problème à régler » avant de demander un service ». Je ne pus lui répondre autre chose que : « C'est de votre faute, vous les gâtez trop ». Si on réalisait un inventaire détaillé de tous les moustachus algériens en costume rayé, avides d'envolées nationalistes, qui ont leur marmaille, leurs intérêts, leur appartement, leur argent à Paris, on aurait le tournis. Il est facile, en effet, de venir ensuite abrutir le peuple en l'alimentant de discours anti-français et envenimer des relations qui gagneraient à être saines (en raison justement de l'histoire commune) et dont les deux pays pourraient sortir victorieux. Un partenariat privilégié, équitable, reposant sur le respect mutuel et la dignité et non pas une espèce de relation malsaine qu'on manipulerait au gré des conjonctures.

Quoi qu'il en soit, Sarkozy ira en Algérie, mais sa visite ne permettra aucune avancée notable dans les rapports entre les deux pays. On observera juste qu'après son retour à Paris, et tout au long de l'année 2008, des polémiques incessantes revenaient sur le devant de la scène : affaire des moines, assassinat de Mecili, restrictions en matière de visas, etc.

Déjà difficiles en temps habituel, les relations entre les deux pays se sont finalement dégradées, au point que la visite officielle d'Abdelaziz Bouteflika en France ne cesse d'être reportée.

En définitive, les liens entre Nicolas Sarkozy et Abdelaziz Bouteflika ne furent pas une sorte de remake de l'alliance qui avait uni François Ier, monarque symbolisant l'humanisme renaissant et l'ouverture de la France, à Soliman le Magnifique, dixième sultan de la dynastie ottomane. L'empereur Charles Quint avait donc de beaux jours devant lui.

On observera néanmoins que le président algérien ne viendra, à aucun moment, au secours de l'armée, quand celle-ci était visée à partir de l'Hexagone. Comme si le fameux « deal » était toujours d'actualité. Et pourtant, Bouteflika est très prompt à réagir, lorsqu'il est question de « défendre la fierté nationale ». La police française avait beau arrêter à tort un diplomate algérien, injustement accusé du meurtre de Mecili (il s'agissait d'un homonyme), et les accusations d'atteintes aux Droits de l'homme contre les militaires pouvaient reprendre et même se multiplier à l'envi, Bouteflika ne se sentait nullement concerné, puisque son objectif était de rappeler aux généraux que personne, hormis lui, ne pouvait représenter une « alternative crédible ». Il put donc, sans peine, briguer un troisième mandat et se faire « élire » sans aucune difficulté en avril 2009. Nicolas Sarkozy fut le premier chef d'État à le féliciter.

Oui cette fois, *Boutef* pouvait vraiment dire: *Merci Sarko !*

VIII

Bouteflika et son « conseiller »

« Je suis le rédacteur en chef de l'ENTV ! [La télévision d'État] », se serait-il exclamé un jour en plein conseil des ministres. Bouteflika aurait aimé, en effet, contrôler la presse, toute la presse. Une très longue démonstration serait possible tant l'histoire entre Bouteflika et les médias algériens est émaillée de perles. Qu'on se le dise : le président algérien préfère le style de la *Pravda* à celui, irrévérencieux, du *Canard enchaîné* ou de *Charlie hebdo*. Ce qu'il doit regretter le plus, c'est de n'avoir pas pu – cela aurait été trop flagrant – bannir tous les journaux sur lesquels il n'a guère de prise, exiler tous les caricaturistes – à commencer par le talentueux Dilem – et interdire Internet et son flot de presse électronique. De plus, tout en le dérangeant, cette presse le sert. Elle permet au pouvoir algérien de répéter à l'envi : « Regardez ! Nous sommes une démocratie, il y a soixante titres de journaux ».

Quelques histoires seulement peuvent étayer ce qui précède. Apprécions…

Comme tous les mégalomanes qui ne se respectent pas, il préfère qu'on l'encense et surtout qu'on ne puisse pas,

d'une manière ou d'une autre, critiquer la plus insignifiante de ses décisions. Les articles des quotidiens algériens l'énervent au plus haut point, notamment ceux qui le mettent face à ses contradictions. Il doit nécessairement trouver *Ennahar Al-Jadid* [le jour nouveau], un journal de caniveau, contrôlé par son « chargé de mission » Mohamed Megueddem[1] et, accessoirement, par son propre frère, Saïd Bouteflika[2], de bien meilleure qualité que *Le Soir d'Algérie*, *El Khabar*, *El Watan* ou *Liberté* réunis. Il pense que *Le Matin*[3] de Mohamed Benchicou réalisait des enquêtes de qualité médiocre cependant qu'*Al-Chourouk*, dirigé par un maquignon à la solde du régime, réalise des *scoops* commandités par la présidence ou par quelques officines.

Version Bouteflika, le journalisme est une profession qui doit être attentive aux « intérêts supérieurs de la Nation », lesquels sont, en réalité, les siens. Ainsi, critiquer le président, est-il perçu comme une attaque en règle contre l'Algérie, son histoire, son présent et son avenir. Si, au Maroc, on n'a pas le droit de toucher à Dieu et au monarque, en Algérie on peut critiquer Dieu, mais surtout pas le roitelet. Abdelaziz Bouteflika, auteur de nombreux poncifs, frauduleusement tapi sous l'habit du « patriote » qui ne fait que défendre les intérêts de l'Algérie, a voulu distiller, tout au long de son règne, une mentalité du chien

1. Il a un larbin qui dirige le quotidien et qui répond au pseudonyme d'Anis Rahmani. Ce dernier a mis la publication entre les mains du clan de Bouteflika et, pour l'information sécuritaire, entre celles des services qui gèrent l'Information au sein du DRS.

2. Selon des témoins, Saïd Bouteflika a récupéré Anis Rahmani en 2005 à Paris pendant l'hospitalisation du Président.

3. Le quotidien *Le Matin* a été fermé après la publication par Mohamed Benchicou, son directeur et fondateur, de *Bouteflika : une imposture algérienne*, un ouvrage qui a montré la nature du roitelet. En journaliste tenace, Mohamed Benchicou continue d'animer un site internet dénommé *Le Matin.dz*.

couché. Sa pensée – et celle de son entourage – se résume à une sorte de « *Tu es avec moi ou contre l'Algérie* ». Un journaliste critique à l'égard de l'autocrate est immédiatement perçu comme un danger pour la République.

En voici un petit exemple. À peine a-t-il appris la sortie du présent ouvrage que le quotidien *Ennahar Al-Jadid* s'est empressé de publier un article intitulé « Un Algérien traître à la solde des services secrets français »[4]. L'« Algérien traître » n'était autre que ma modeste personne. L'attaque était lancée au lendemain de ma première rencontre avec Mohamed Megueddem, le fameux « chargé de mission » du président de la République.

Expliquons d'abord pour quelles raisons ce journal et ses dirigeants osaient, de manière aussi ubuesque, cette tentative de disqualification. Quelques jours auparavant, ce quotidien arabophone avait lancé une énième campagne contre Saïd Sadi, le *leader* du RCD. « Agent de la France », « ami des juifs », « fils de harki » et j'en passe. Le militant démocrate a eu droit à une série d'articles qui visaient à le discréditer, aux yeux d'une opinion algérienne, surtout sa partie arabophone, endoctrinée par un pouvoir qui a toujours fait croire que la critique du régime ne pouvait qu'émaner d'officines étrangères. Les Algériens nageraient tous dans le bonheur. Il serait donc impensable que le plus miséreux d'entre eux puisse formuler la moindre critique. Or lorsque Saïd Sadi – et d'autres démocrates – dénoncent les pratiques du système, c'est probablement pour servir des « intérêts occultes ». Comment penser le contraire dans le pays des frères Bouteflika ? Or la dernière trouvaille des petits propagandistes d'*Ennahar* fut d'affirmer, « selon une source digne

4. *Ennahar Al-Jadid* du 26 mars 2011.

de foi », que le Président du RCD, qui avait perdu son document de voyage durant un séjour parisien au cours duquel il fut invité sur quelques plateaux de télévision et de radio, aurait en réalité (tenez-vous bien !) « déchiré son passeport, lors d'un entretien avec un responsable du Quai d'Orsay ». Après avoir lu de telles insanités, j'ai réagi en publiant un article sur mon blog personnel[5], et d'autant plus que j'avais été en contact avec Saïd Sadi, que je connaissais son emploi du temps et que je savais qu'aucun rendez-vous avec un quelconque fonctionnaire du Quai d'Orsay n'était prévu. Mais, au-delà de tous ces aspects factuels, je connais Saïd Sadi depuis plusieurs années (il est, précisons-le, psychiatre, et non pas, jusqu'à preuve du contraire, une espèce d'excité à interner au plus vite). Je ne l'imaginais pas pris d'une crise de démence au cours d'un entretien officiel. Même si on peut lui trouver plusieurs défauts, il n'est pas du genre à se donner en spectacle, à piquer une crise de nerfs et à déchirer son passeport et ses vêtements tout en dansant le *boogie-woogie*.

Soyons sérieux : le style *Ennahar* dépasse, dans le fond, les édits de l'inquisition et dans la forme, ces publications vulgaires qui peuvent raconter tout ce qui serait susceptible de faire vendre. Il est à l'image, non pas des sous-larbins qui le dirigent officiellement, mais des intrigants qui le commanditent : Saïd Bouteflika et Mohamed Megueddem.

Lorsque ce dernier est venu me voir à Paris, il m'offrit l'un des moments les plus croustillants de ma carrière. Il est sûr que je ne revivrai pas de sitôt de tels instants. Au-delà de son aspect tragi-comique, ce fut un cas d'école en matière d'intimidation, de séduction, de menaces à peine voilées, de désinformation et enfin de tentative de corruption.

5. www.mohamed-sifaoui.com

Retour sur les faits: Ce vendredi 25 mars 2011, je savais que j'allais croiser Mohamed Megueddem. J'avais appris, par une source sûre, qu'il venait à Paris, entre autres, pour me rencontrer.

À 15 h 30, ce jour-là, on se retrouvait dans un restaurant parisien où j'ai mes habitudes. Le « conseiller » du président algérien m'accosta en premier et tenta, de prime abord, de m'intimider physiquement. J'ai décidé de lui montrer que j'étais prêt, jusqu'à aller à l'affrontement physique s'il le fallait, tout en lui conseillant d'adopter une attitude plus civilisée. Megueddem comprit que les choses devaient se discuter sur un autre terrain que celui de l'intimidation directe. Il m'invita alors à sa table. Il était accompagné d'un certain Redouane Amri, officiellement un de ses « amis », hôtelier et « hommes d'affaires » à Paris. Cela était vrai, sauf que l'accompagnateur était également, durant les années 1980, fonctionnaire au ministère de l'Information et, accessoirement, « indicateur » de la Sécurité militaire et de la présidence. C'est de là que les deux hommes se connaissaient depuis longtemps. Aujourd'hui, ils ont des intérêts ensemble. Après une brouille de quelques années, due à une affaire privée (qu'il est inutile de raconter), ils se sont rabibochés et ont, dans l'intervalle, pris le contrôle d'un journal en ligne (*Algérie Plus*) qui leur permet d'encenser quelques maîtres d'Alger. Mohamed Megueddem crut bon de me poser des questions sur ma vie privée, mes enfants, ma famille restée en Algérie et, tout en me montrant un cigare, il commença par cette confidence: « c'est mon ami [le général] Toufik qui m'a appris à fumer le cigare en 1970. Nous étions alors assis sur un banc à la gare d'Alger ». Cette réflexion me fit sourire plus qu'autre chose. Ces charlatans qui sont obligés de « convoquer » des personna-

lités pour exister en société ou pour intimider leur vis-à-vis m'ont toujours interloqué. Comme si une personne qui aurait appris à humer un cigare avec le général Toufik serait nécessairement, et de fait, plus respectable que celle qui a appris à boire du thé avec un Bédouin du désert !

Mais Megueddem est ainsi fait. Sa carrière a été construite grâce à la « convocation » d'un tel ou tel autre. Il aime étaler sa quasi-puissance en se réclamant de ses « amis » réels ou supposés. Lors des déjeuners, des dîners ou des enterrements, son hobby consiste à parler des gens et à décerner des médailles aux uns et des amendes aux autres.

Nous passons ainsi beaucoup de temps à parler des absents, avant qu'il n'ose enfin aller à l'essentiel : « S'il te plaît, ne publie pas ton livre, c'est un conseil de frère que je te donne ». Devant mon obstination, il finit par exiger avec sa vulgarité légendaire : « Baise-les tous si tu en as envie, mais ne me cite pas ! Pour ma part, je me débrouillerai pour te faire rentrer en Algérie ». Il ajoute néanmoins : « Ne sois pas trop virulent à l'égard du président et n'évoque pas le nom de Toufik, sinon tu ne pourras plus jamais retourner en Algérie ». Il me raconta alors l'histoire d'un opposant qui a perdu la vie à l'étranger et dont le corps a été rapatrié dans un cercueil. « Il est mort seul comme un chien ! », lance-t-il.

Évidemment, avec ce drôle d'oiseau, il ne faut guère s'attendre à une quelconque élégance. Il a une manière bien à lui d'évoquer tout ce qui est au-dessous du nombril, une fascination pour les descriptions anatomiques qui désignent tout organe susceptible de faire rougir les nonnes et un attrait pour les comparaisons avec le monde animalier. Avec lui, tout tourne autour des organes reproducteurs et de la copulation. Il ne faut surtout pas avoir les oreilles chastes pour discuter avec l'individu car, les

pédalages rhétoriques de Mohamed Megueddem sont aussi démonstratifs qu'un cercocèbe de zoo honorant sa femelle en public.

Le soir de notre première rencontre, nous dînâmes ensemble. La discussion resta à ce niveau. Il m'apprit que tel ministre était bigame que tel autre trompait sa femme que tel général était « cocu » pendant qu'il s'intéressait aux jeune garçons. Il alla jusqu'à dresser la liste de tous les ministres homosexuels. Bref, de la haute philosophie qui montre bien la pensée développée par les larbins du régime. Le lendemain nous partagions un second repas. J'ai tenu à être accompagné par le député RCD, Rafik Hassani, médecin dans la vie, passionné de politique, homme raffiné et distingué qui connaissait Megueddem et ses envolées lyriques. En réalité, je voulais, par cette présence, qu'il y eut un témoin parce que le « conseiller du président » allait de dérapage en cabriole.

Voyant qu'il n'arrivait pas à me dissuader de publier cet ouvrage, il n'eut de cesse de me demander de ne pas le citer. Il essaya donc d'orienter le contenu de ce livre en me désignant ceux qui, à ses yeux, étaient les « salauds » responsables de la déliquescence de l'État. Il commença par injurier les morts : « Larbi Belkheïr est un fils de p… », « Boumediène une calamité » avant de me parler des vivants, y compris ceux de son camp : « Saïd Bouteflika est un intrigant », « Noureddine Zerhouni, un voleur… », et il me lancera sous le ton de la confidence : « Tombe à bras raccourcis sur Ahmed Ouyahia ! [le chef du gouvernement] ». Ce responsable serait, selon lui, « pire » que Bouteflika. « Pourquoi spécialement Ouyahia ? » ai-je lancé, espérant récolter de la part du « chargé de mission auprès du président de la République » une réponse circonstanciée avec des arguments polico-idéologiques à la clé.

Que nenni ! La réponse de Megueddem fusa comme un missile de petite portée : « c'est un pédéraste qui se faisait enculer dans sa jeunesse au lieu-dit *Edhar Al-Mahrouga* [La Maison brûlée] ». Je restai sans voix. Je ne savais pas s'il fallait en rire ou en pleurer. Je regardais le député Rafik Hassani qui me souriait en passant du teint pâle au rouge et *vice et versa.* Outre la vulgarité du propos je n'en revenais pas devant le niveau du « conseiller » de Bouteflika. L'homme était venu à Paris pour me dissuader d'écrire un livre qui devait dénoncer le système et le voilà qu'il me confortait dans ma conviction qu'il fallait, au plus vite, écrire un livre pour dénoncer un pouvoir dont Mohamed Megueddem n'était autre que l'holotype.

Certes, il y a beaucoup à reprocher à la vision du chef du gouvernement Ahmed Ouyahia. Il y a à dire sur son parcours, son ambition démesurée, ses doubles discours, sa capacité à travailler avec un homme de principes comme Zeroual et de servir un autre, Bouteflika, qui en était dénué.

Ouyahia est en effet critiquable, mais entendre de telles insanités, atteindre ce point *Godwin* de la pensée, assister à la diabolisation d'un homme, un père de famille en visant son honneur et sa dignité sont des choses inacceptables. Lorsque j'étais en Algérie, j'avais eu l'occasion d'interviewer Ahmed Ouyahia. J'avais évidemment quelques désaccords avec ses visions politiques, mais j'ai gardé de cet énarque l'image d'un responsable respectable, intelligent qui a accepté de servir l'État, malgré le contexte de l'époque. Si j'ai repris *in extenso* les propos indignes du « chargé de mission », ce n'est pas pour toucher à la dignité du chef du gouvernement algérien, mais pour montrer le niveau de certains « serviteurs » des institutions et ce côté voyou qui ne les a jamais empêchés d'être nommés – grâce aux copains ou aux coquins – à des postes importants.

En fait, le « conseiller » roublard voulait me manipuler afin que je dénigre Ahmed Ouyahia dans le pur style d'*Ennahar* et que j'épargne sa petite personne. Quelques semaines avant la parution de ce livre, j'apprenais que les trois-quarts de l'exécutif algérien, la moitié des patrons de presse et plusieurs officiers de l'armée étaient réunis dans une soirée organisée par Megueddem à l'occasion des fiançailles de sa fille. C'est dire le respect qu'on doit à Alger à ce roi de l'intrigue.

Mais qui est réellement cet individu ? Mohamed Megueddem est issu de la région de Bordj Bou Arreridj. Celui qui est appelé l'« Arménien », par certaines de ses connaissances est, tenons-nous bien ! non pas un expert en communication, mais un ancien garagiste qui était chauffeur d'un taxi clandestin dans les années 1970. Il réussit grâce à son bagou à se faire embaucher comme « attaché de presse » dans une société nationale de transport. Plus tard, il deviendra un proche collaborateur d'Abdelmadjid Aouchiche, ancien ministre de l'Habitat, avant d'être embauché, en 1979, par Mohamed Abdelghani comme « conseiller technique » au ministère de l'Intérieur, ensuite, avec le même statut, auprès du chef du gouvernement quand le même Abdelghani occupa cette fonction.

De 1980 à 1990, Mohamed Megueddem occupa le poste de Directeur de l'information à la présidence auprès de Chadli Bendjedid. C'est à cette époque qu'il approcha de très près tous les caciques du régime. Et c'est à cette période aussi qu'il rend un « service personnel » à celui qui est encore le lieutenant-colonel Toufik. Ce dernier a été nommé « attaché militaire à l'ambassade d'Algérie en Libye », poste qui ne convenait pas énormément à l'actuel patron du DRS. Megueddem intervient alors auprès du général Benloucif, afin que Toufik ne passe pas plus d'une

année loin d'Alger. « Ce dernier, n'ayant pas oublié ce geste, n'a jamais voulu nuire à Megueddem, bien qu'il connaisse ses pratiques malsaines », raconte une vieille connaissance du « conseiller ». Un ancien haut responsable me lança: « Megueddem est un roublard, il est arrivé à se faire une place au soleil grâce à son baratin. À l'époque, on l'appelait le ministre de la Prostitution pour des raisons qu'on peut aisément comprendre ».

C'est durant sa présence aux côtés de Chadli Bendjedid qu'il apprit à connaître les journalistes. Nous étions à l'époque du parti unique, de la pensée inique et de la presse contrôlée par l'État. Il soudoya plusieurs confrères en leur réglant leurs « petits problèmes personnels ». Lors de notre rencontre en mars 2011, je lui précisai que je savais qu'il donnait jadis des logements à certains journalistes qu'il contrôlait pour le compte de Chadli et de Mouloud Hamrouche. « J'ai une liste de plus de 200 noms », ai-je ajouté. « Tu te trompes, me lança-t-il, j'ai donné des appartements à plus de 450 de tes confrères, notamment ceux de la télévision et de la radio », tint-il à confirmer avec fierté.

Évidemment, le « conseiller » ne voulait pas admettre qu'il s'agissait là, de clientélisme et de passe-droits, encore moins qu'il octroyait ces logements uniquement pour mieux contrôler la presse. Je savais qu'il détenait, à l'époque, dans son bureau des titres de propriétés vierges. Il les remplissait du nom de tel ou tel professionnel des médias quand il fallait offrir une récompense à la suite d'un « article bien fait » ou d'un « reportage bien réalisé ».

Au cours de cet échange complètement surréaliste, je lançai pour mieux le provoquer: « Les titres de propriété étaient-ils dans ton tiroir de droite ou dans celui de gauche ? » Tout en souriant, Megueddem me lança en gardant sa superbe: « les documents étaient dans le tiroir de gauche ».

Au lendemain de son éviction par Chadli Bendjedid en 1990, il connut une « traversée du désert ». Il réapparaît à la veille de l'élection présidentielle de 2004. À l'époque, il faisait croire à tout le monde que « Bouteflika était fini » et que le prochain président choisi par l'armée était Ali Benflis. Il inspira, selon plusieurs témoins, l'écriture d'un article publié dans les colonnes de *Demain l'Algérie*[6] qui avait pour titre : « Bouteflika né dans une maison close ». Mais comme l'Algérie est le « pays des miracles », on le retrouvera, quelques mois plus tard, à la présidence de la République servant celui qu'il dénigrait durant la campagne électorale. Selon des sources bien au fait des réalités algéroises, ce serait l'homme d'affaires Abdelkader Koudjiti, un proche de Bouteflika, qui aurait convaincu le président de prendre Mohamed Megueddem à ses côtés. Cette proposition aurait déplu à Saïd Bouteflika, qui avait essayé de s'opposer au parachutage de l'intrigant. Il est vrai qu'en matière d'intrigues, le frangin du président n'est pas mal loti. Mais cette fois, le président préféra écouter les conseils de son ami Koudjiti et non ceux de son frère.

Megueddem de retour à la présidence, c'était le loup qui revenait à la bergerie. Certains confrères algériens m'ont confirmé que plusieurs « scoops » parus dans la presse étaient de son fait. Il donne aux journalistes toutes les informations, vraies ou fausses, qui visent à déstabiliser tel opposant ou tel cacique du système.

Après son retour à Alger, Megueddem m'appela régulièrement pour s'enquérir de ma santé. Il me passa « le bonjour » du général Hamel, Directeur général de la sûreté national (DGSN), que je ne connais même pas,

6. Ce quotidien a fermé quelque temps après l'arrivée au pouvoir de Bouteflika.

celui d'Ould Kablia, ministre de l'Intérieur, que je n'ai eu l'occasion de voir qu'à la télévision, sans oublier (il ne pouvait en être autrement) le « grand bonjour » du « fumeur de cigare » [le général Toufik] que je n'ai jamais rencontré de ma vie. En agissant de la sorte, Megueddem abattait ses dernières cartes. Évidemment, aucun de ces responsables ne lui a demandé de me passer un quelconque *salamalec*. Mais la technique du « conseiller » de la présidence consiste à user d'intimidation en utilisant les noms des patrons de la sécurité afin de me faire croire qu'il serait susceptible de me nuire au cas où...

M'atteindre par le dénigrement comme il continue de le faire à l'encontre de Mohamed Benchicou. Ce dernier fut arrêté quelques mois après la sortie de son livre *Bouteflika : une imposture algérienne* sous des motifs complètement fallacieux. Il dut passer 24 mois en prison. La police de Noureddine « Yazid » Zerhouni a usé de tous les moyens pour le « faire tomber » : perquisitions, faux témoignages et instrumentalisation du droit. Des juges, à la solde d'un régime qui n'aime la presse que lorsqu'elle est aux ordres, se sont chargés du reste.

Bouteflika n'aime pas les rebelles. La détestation qu'il voue à une profession qui a payé un lourd tribut, pendant qu'il se faisait le « conseiller » des monarques des pays du Golfe, est sans limites. De plus, le livre de Mohamed Benchicou l'a rendu – tout comme son frère Saïd – « fou de rage », selon plusieurs témoins dignes de foi. Le journaliste y a évoqué le passé cocasse du président et celui de sa mère. Démarche normale dans un livre biographique qui doit permettre aussi de connaître des aspects de la psychologie d'un personnage public, tant ceux-ci déteignent incontestablement sur la fonction. Chose inacceptable et inadmissible pour un régime qui

s'est toujours posé en censeur. Pourquoi les Algériens et l'opinion publique n'auraient-ils pas le droit de savoir que le Président Bouteflika est marié « officiellement » depuis 1990 avec Amel Triki, fille du diplomate défunt Yahia Triki ? Pourquoi le fait que ce mariage n'ait jamais été consommé devrait-il relever du « secret d'État » ? Pourquoi ces mêmes Algériens n'auraient-ils pas le droit de vérifier la véracité de ces informations – jamais démenties – qui prétendent que « l'épouse du président » qui vit à Paris recevrait mensuellement un pécule – non négligeable – payé par l'Ambassade d'Algérie en France ? Bouteflika ne pourrait-il pas prendre en charge son « épouse » sur ses propres deniers ? Ne devrions-nous pas exiger une enquête sur les « pressions » qu'aurait subies Amal Triki lorsqu'elle eut un enfant d'une autre union ? Pourquoi le Président algérien avait-il, avant sa « candidature » de 1999, introduit une action en justice devant le tribunal de Chéraga (près d'Alger) contre son « épouse », avant de se rétracter ? Pourquoi des bruits courent sur les « pressions » subies à l'époque par Yasmina Aït Hamlat, présidente de ce même tribunal ? Pour quelles raisons Mohamed Lamari, alors chef d'État-major et le colonel Sadek Aït Mesbah, alors patron de la sécurité présidentielle, allaient-ils voir régulièrement la présidente du tribunal ? Pourquoi personne n'a jamais entendu parler de cette visite nocturne effectuée par des « voleurs » au bureau de la magistrate ? Et pourquoi enfin celle-ci fut « appelée à exercer d'autres fonctions » seize mois après l'élection de Bouteflika ?[7] Et radiée du ministère de la Justice en 2005 ?[8]

---

7. Journal officiel du 20 septembre 2000.

8. Journal officiel du 20 juillet 2005.

Autant de questions auxquelles le peuple n'aura jamais de réponses. La transparence n'est pas la première vertu des dirigeants algériens, et encore moins lorsqu'il s'agit de Bouteflika. L'opacité permet aux uns et aux autres de continuer à évoluer, en toute impunité, dans le monde de l'illégal. Voilà l'une des raisons qui incite le pouvoir à vouloir garder la mainmise sur la presse vue comme un danger et non comme un nécessaire contre-pouvoir.

Le 2 mai 2011, alors que le monde célébrait « La journée internationale de la liberté d'expression », un article publié sur le journal en ligne *Le Matin* annonçait que le pouvoir a décidé de censurer *Le mensonge de Dieu*[9], le dernier roman de Mohamed Benchicou, qui est devenu la bête noire de Bouteflika et de ses larbins. « C'est par une censure, une de plus, que le gouvernement algérien célèbre la Journée internationale de la liberté d'expression », pouvait-on lire sur le site du journal. L'auteur de l'article précise : « Sur instruction de la ministre de la Culture, Mme Khalida Toumi[10], le directeur de la Bibliothèque nationale vient de refuser l'octroi de numéros ISBN et de dépôt légal pour le dernier roman de Mohamed Benchicou [...] qui devait paraître chez un éditeur algérois... ».

Bouteflika, cette « imposture algérienne », ne veut même pas permettre à ses administrés de découvrir « Le mensonge de Dieu » : un roman. Il doit probablement penser que ses balivernes leur suffisent. Sauf à penser

9. *Le mensonge de Dieu*, Mohamed Benchicou, Michalon, 2011.

10. Khalida Toumi est née le 13 mars 1958. Ancienne féministe, ancienne militante démocrate, ancienne opposante, ancienne laïque, ancienne berbériste, Khalida Toumi a décidé de rompre avec son passé pour rejoindre le poste de ministre de la Culture proposé par Bouteflika, qui a réussi ainsi à la neutraliser. Aujourd'hui, elle côtoie les promoteurs du « code de la famille » qui asservi la femme algérienne, les antidémocrates, les corrompus du régime, les islamistes etc.

qu'en découvrant le titre de l'ouvrage de Benchicou, il se serait senti viser. Que peut bien dicter la « pensée » d'un autocrate qui se prend pour un roi ? Peut-être qu'il serait davantage : Dieu !

Toujours est-il, après une vive polémique, le livre fut finalement autorisé et la censure a été levée. Le contexte difficile qui mine le sommet de l'État algérien a probablement poussé Bouteflika à revoir sa copie. L'homme est retors, mais il ne pouvait pas se permettre une telle polémique quelques jours après avoir pris l'engagement de réaliser quelques réformes et de dépénaliser le « délit de presse ».

Conclusion

Depuis mon exil en 1999, je m'étais refusé d'écrire un livre sur le président algérien. Je l'avoue : l'envie n'a guère manqué.

N'empêche, ce n'est ni une quelconque connivence avec le pouvoir, comme cela a pu être rapporté parfois par quelques âmes malintentionnées en Algérie comme en France, ni l'adhésion à une politique et à un système de gouvernance que j'exècre depuis ma plus tendre jeunesse qui m'auraient empêché de m'exprimer. Les raisons qui m'ont poussé à reporter l'écriture d'un tel livre sont bien plus simples à comprendre pour ceux, notamment lecteurs algériens, qui veulent élucider ce « mystère ».

Traumatisé par la barbarie islamiste et touché dans ma chair, à l'instar de millions d'Algériens, je n'ignorais pas que ce pays, qui a connu tant de souffrances, allait entamer le troisième millénaire en état de convalescence. Je ne souhaitais pas, malgré mes profonds désaccords avec les options politiques choisies par Bouteflika, participer aux chants des sirènes et accabler l'État algérien et ses institutions, qui, bon an mal an, ont su résister, entre 1990 et 1999, à l'hydre intégriste souvent avec sincérité, détermination et conviction, même si les calculs politiciens et les manipulations dont certaines sphères sont friandes n'étaient jamais très loin.

Il fallait également attendre l'heure du bilan. Certes, je n'apprécie ni le style ni la politique du président algérien, mais mon éthique m'empêchait de le critiquer uniquement sur la base d'éléments subjectifs ou incomplets. Convaincu qu'il faisait fausse route, je voulais, malgré tout, me laisser traverser par le doute. J'aurais aimé me tromper, mais hélas !

Enfin, il y a, par ailleurs, une autre raison. Quand on a en face de soi le pouvoir algérien, on devient forcément un peu lâche. Je crois que ce fut également mon cas. Laissant derrière moi une famille et connaissant le comportement de voyous qui caractérise certains responsables et quelques-uns de leurs dévoués, je ne souhaitais pas prendre le risque de mettre les miens en danger. D'ailleurs, beaucoup de ceux que j'ai interrogés pour les besoins de cet ouvrage me lanceront presque instinctivement : « Mais n'as-tu pas peur ? », comme si je me préparais à pénétrer dans l'antre de l'ogre et engager ainsi les miens à faire face à des lendemains incertains.

Le code de l'honneur n'est malheureusement pas la première vertu de tous les dirigeants civils ou militaires. Je ne généralise naturellement pas, mais je ne suis pas dupe de ce que ce pouvoir, totalement délégitimé à mes yeux, peut faire, faire faire ou laisser faire pour essayer de faire taire les voix discordantes et marginaliser ceux qui osent le défier. J'ai fait en sorte de ne pas entendre les menaces à peine voilées des Mohamed Megueddem et de ceux qui m'ont contacté à partir d'Alger pour me « conseiller de faire attention », pour me demander d'être « prudent » ou pour me faire écouter, enfantillage oblige, des chants patriotiques. Pour être honnête et précis, ces « recommandations » ne m'ont jamais été transmises par des responsables civils ou militaires, mais par des larbins du

système. Peut-être pour faire du zèle, ils ont cru bon de me délivrer des « conseils » qu'ils devraient garder pour eux.

Tenir un discours de vérité à certains responsables algériens est perçu comme une marque d'hostilité et une preuve de rébellion contre l'autorité de l'État. En réalité, nous pensons être une société, mais beaucoup d'entre eux nous voient comme un troupeau. Et gare aux brebis égarées ! Le pire c'est que certains zélés serviteurs du système se comportent eux-mêmes en animaux de compagnie, se complaisant dans cette docilité qui, de temps à autre, leur vaut une petite récompense.

J'avoue que les éléments déclencheurs qui ont fini par motiver l'écriture de ce livre furent incontestablement, lors d'une première séquence, en 2008, le viol de la Constitution qui a permis l'instauration d'une présidence à vie et, dans un second temps, cette série d'immolations observée en Algérie (et ailleurs dans le monde arabe), conséquence, me semble-t-il, d'un indescriptible désespoir créé par des dirigeants incapables d'apporter des réponses, autres que le populisme et la démagogie, à des sociétés qui se sentent, à juste titre, de plus en plus méprisées.

Mourir par immolation n'est ni un phénomène de mode ni un fait anodin, notamment dans un pays comme l'Algérie. Je restai sans voix devant ces torches humaines, tant je savais pertinemment que ces hommes (il y a eu des femmes également) conjuguaient, à travers leur geste suicidaire, plusieurs messages destinés aux responsables politiques, mais aussi, je le crois, à leurs compatriotes.

Le suicide est interdit en islam et c'est aussi un tabou dans les sociétés arabes travaillées plutôt par le fatalisme. De plus, le feu représente, dans la symbolique islamique, l'élément dédié au châtiment divin. Ceux qui se sont immolés (ou ont tenté de le faire) ont, d'un côté,

refusé l'idée qu'il leur fallait s'accommoder de leur sort comme une fatalité et, de l'autre, choisi de s'infliger cette « punition » en raison de leur incapacité à subvenir aux besoins de leurs proches et à accéder à la dignité. Je pense enfin qu'ils ont voulu montrer qu'ils étaient courageux et capables de défier, non pas seulement l'autorité du pouvoir, mais aussi celle de Dieu. Un pied de nez aux islamistes et aux tenants des conservatismes religieux ! Il démontre, on ne peut plus clairement, que ce mouvement qui a déclenché le « printemps arabe » n'aspire qu'à la liberté et certainement pas à l'obscurantisme. Ceci pour rappeler qu'il est inutile d'agiter le chiffon islamiste, en tout cas pas cette fois-ci, pour tenter d'étouffer les contestations qui s'expriment dans le monde arabe.

Si des personnes sont aujourd'hui prêtes à aller jusqu'à cette extrémité pour extérioriser leur désespoir, comment peuvent-elles avoir peur des menaces, des intimidations, des matraques, des fusils-mitrailleurs, de la police ou de l'armée ? Si à travers le phénomène des *harragas*[1], d'autres personnes préfèrent la noyade en haute mer à une vie indigne sur la terre ferme, c'est qu'elles ne croient plus à aucune des promesses du régime. Ceci pour que, si une partie de la jeunesse algérienne s'oblige à exprimer l'ampleur de sa souffrance avec une telle autodestruction, les intellectuels, les membres de la société civile et les acteurs de l'opposition n'ont plus le droit de se murer dans le silence, sauf à admettre qu'en agissant de la sorte, ils se condamneraient à rejoindre définitivement le royaume des lâches.

---

1. Nom donné à ces Maghrébins jeunes et moins jeunes qui empruntent des embarcations de fortune pour essayer de gagner l'Europe clandestinement, souvent au péril de leur vie.

Exiger un changement immédiat devient un devoir collectif dès lors qu'il est clair que le désespoir a franchi le seuil du supportable. Une seule immolation aurait été une immolation de trop. Or, à la fin du mois de mars 2011, il y en avait une trentaine à l'échelle nationale et dix fois plus de tentatives de suicide. Fallait-il continuer à se taire ? Fallait-il demeurer insensible à ces cris, à ces appels ? Fallait-il, pour se donner bonne conscience, se contenter des mesurettes et réformettes concédées par Bouteflika et son équipe ?

J'aurais préféré vivre toutes les situations, sauf ce pessimisme que je partage aujourd'hui avec beaucoup de mes compatriotes, et notamment avec ceux qui pensaient naïvement que les Algériens allaient enfin s'épanouir dans un pays libre et démocratique, une fois écarté le danger islamiste. Plusieurs dirigeants aiment bomber le torse et répéter qu'ils sont à la tête d'un État moderne. Les responsables algériens seraient-ils des progressistes ? Serions-nous si injustes à leur égard ? Voire. Il est vrai que la *charia* n'est pas aux commandes, mais elle ne cesse d'inspirer la Constitution. Il est tout aussi vrai – concédons-le – que le danger terroriste est écarté. Mais pour combien de temps quand on sait que le pouvoir n'a de cesse d'instrumentaliser les partis islamistes dits « modérés » lorsqu'il ne se compromet pas politiquement avec eux ? L'économie est centrée autour des recettes d'hydrocarbures et l'Algérie – jadis grenier de la France – s'est montrée incapable de mettre sur pieds, ne serait-ce, une politique agricole cohérente malgré la fertilité de ses terres. La corruption a atteint un seuil endémique et ce fléau, qui s'est complètement banalisé, concerne aussi bien plusieurs pans de la société que le sommet de l'État. Les dirigeants – qu'ils soient honnêtes ou malhonnêtes – sont, aux yeux de la

population, aussi crédibles qu'un délinquant multirécidiviste ou qu'un violeur en série. Bref, nombre d'Algériens ont fini par perdre tout espoir quant à l'avenir de leur pays. Le sentiment de mal-être qui ne cesse de s'amplifier est le résultat direct d'une mauvaise gouvernance, mais c'est également la conséquence d'une indescriptible déliquescence.

Depuis son indépendance, ce pays a raté plusieurs virages à cause d'une direction qui s'est illustrée par son incompétence et son incapacité à répondre aux attentes de la société. Et la situation n'a cessé d'empirer.

Sous le règne mégalomaniaque de Bouteflika, le pays aura connu une régression générale. Morale d'abord, puisque l'impunité a été érigée en dogme officiel; politique ensuite, étant donné que les tentatives de clientélisation d'une partie de l'opposition et les velléités de musellement de l'autre n'ont d'égales que la volonté de Bouteflika à régner, tel un monarque de droit divin, tout en créant un vide abyssal autour de lui, et non pas à gouverner comme le Président d'un État démocratique; social et économique aussi, dès l'instant où, sans les recettes d'hydrocarbures, l'Algérie aurait été l'un des pays les plus pauvres de la planète, alors que sa population, malgré près de 170 milliards de réserves de change, n'a cessé de s'appauvrir. Seule une caste de privilégiés et de parvenus arrive encore à tirer son épingle du jeu. La politique de Bouteflika a fini par laminer toute la classe moyenne au profit des arrivistes qui, à quelques exceptions près, doivent leur enrichissement soudain, tantôt au clientélisme, tantôt à la corruption, l'un et l'autre devenus endémiques. Régression culturelle enfin, puisque la société, après dix années de terrorisme islamiste, a été abreuvée de religion et de mysticisme, et que la jeunesse, jadis joyeuse

et pétillante, préfère les prêches d'imams payés pour faire l'apologie du pouvoir ou les prônes d'illuminés proches de la mouvance islamiste, aux salles de théâtre, lesquelles sont presque inexistantes. Pour seul loisir, on propose à cette même jeunesse un football de qualité médiocre et comme exutoire des stades en total délabrement. Comme emploi, les jeunes, y compris les diplômés, ont le choix entre le *trabendo*, nom donné au fameux marché parallèle, et les petits boulots qui n'offrent aucune perspective d'avenir. Ce qui pousse la plupart d'entre eux à avoir les yeux rivés sur la Méditerranée en rêvant du jour où ils quitteront « *bled echar* », le « pays maudit » comme ils l'appellent.

Toute cette gabegie est dissimulée derrière la vitrine d'un État moderne, d'une presse libre, d'une économie prétendument dynamique, de textes officiellement démocratiques, d'un parlement « élu », d'une justice qui fonctionne, et j'en passe. L'extérieur est beau et l'intérieur ô combien hideux.

En effet, le pouvoir algérien ne se soucie que de l'apparence, car le fond ne l'intéresse guère. Les membres de la *nomenklatura* qui le composent (leurs amis et leur famille) ne sont généralement guère touchés par la situation. Ils ne connaissent ni problème de logement ni soucis de chômage, leurs enfants sont souvent inscrits dans les universités et écoles occidentales et, s'agissant de la santé, ils sont suivis, pour quelques-uns, dans des centres médicaux privés en Algérie, à l'hôpital du Val de Grâce à Paris ou encore dans des cliniques genevoises.

C'est dire : les responsables algériens ont tellement confiance dans leur système de santé qu'ils préfèrent tous se soigner qui en France, qui en Suisse, qui aux États-Unis. Idem pour la politique éducative. Ils y croient tellement qu'ils se démènent quasiment tous pour envoyer leur progéniture dans les grandes écoles à l'étranger, de

préférence à la charge de l'État. De quelle crédibilité peut jouir encore un responsable politique qui n'a aucune confiance dans les systèmes mis en place par le gouvernement auquel il appartient ? Ces gens-là se soignent à l'étranger, s'habillent à l'étranger, s'instruisent – pour ceux qui en font l'effort – à l'étranger, sans oublier qu'ils investissent et placent leur argent à l'étranger. L'Algérie est devenue pour eux une vache laitière qu'ils traient sans même penser à la nourrir. Refuser de telles pratiques, cette incohérence sans nom et cette indécence sans limite, devient fondamental. Bouteflika et ses amis, ses copains et ses coquins, ses parrains et ses larbins ont fait du pouvoir qu'ils représentent la risée du monde entier. Le passeport algérien est désormais perçu au niveau des frontières étrangères comme le document d'un voleur, d'un « immigré clandestin », d'un magouilleur, d'un corrompu ou d'un soudard en rut. Les Algériens honnêtes n'ont pas d'autre choix que de s'opposer à cette caste de petits affairistes qui travaillent, pour beaucoup, dans l'unique but de casser l'État et ses institutions. Ils ternissent ainsi l'image de ce pays qu'ils ne cherchent qu'à asservir.

À dire vrai, je ne me qualifie pas comme un opposant, puisque pour s'opposer à un président, il faut le reconnaître comme tel. Abdelaziz Bouteflika, celui-là même qui a pris en otage tout un pays en violant ses lois, n'a d'autre « légitimité » que celle qui lui a été indûment accordée par des « décideurs », civils et militaires, détenteurs du pouvoir réel et qui, un jour, ont choisi, sans consulter véritablement le peuple ou la société civile, de le faire roi d'abord, de lui permettre de devenir semblable à un monarque de droit divin ensuite et qui l'ont enfin autorisé à se cramponner à vie au pouvoir au mépris de toutes les règles démocratiques.

Tout au long de ce pamphlet, j'ai essayé d'être le modeste porte-parole de tous ceux qui ont à cœur de dénoncer, si lassant que cela soit et si lourd parfois que ce rôle soit à porter, ces comportements de ripoux et ces politiques désastreuses qui sont autant de coups portés à une Algérie moderne, libre et démocratique. Le laxisme de certains intellectuels et le mutisme de plusieurs politiciens algériens ont largement contribué à l'entropie générale et à cette dérive tranquille et joyeuse dans la gestion des affaires publiques. Qui ne dit mot consent ! D'une certaine manière, nous sommes (nous les Algériens !) tous coupables. Par notre incapacité à nous organiser, par l'intérêt que nous accordons à la division, par notre lâcheté devenue ordinaire et par cette atonie qui nous empêche de nous emparer de certaines thématiques essentielles, tout en revendiquant un nécessaire changement, nous nous sommes transformés (et je parle de l'élite algérienne) en une sorte de troupeau obéissant ou en une ramade de *béni-oui-oui* qui se donne bonne parfois conscience en se répétant : « Avec Bouteflika, c'est quand même mieux qu'avant ! ».

En réalité, nous nous complaisons dans la médiocrité. Le pouvoir nous a conditionnés et nous a appris à nous contenter de peu, du minimum. De simples produits de consommation, *vus à la télé*, rendus accessibles après des années de pénurie et de vaches maigres, nous remplissent de bonheur. On nous a formatés de manière à nous convaincre qu'il serait indécent de solliciter la construction de salles de théâtre et de cinéma ou de réclamer un projet de société moderniste et digne de ce nom, tout en requérant tout simplement une vie paisible. On nous a tellement habitués au pire, que le moins pire suffirait à nous combler. Le *vulgum pecus* n'ose même plus reven-

diquer les choses normales, les plus naturelles. Que dire du meilleur, alors ?

Abdelaziz Bouteflika, l'actuel président algérien, sera, sans nul doute, l'un des derniers représentants d'une génération qui aura asservi l'Algérie au lieu de la servir. Il sera, à l'issue de ce long tunnel, l'un des symptômes les plus emblématiques de cette mentalité résolument passéiste qui, consciemment ou pas, a fait croire à certains hauts dirigeants que l'Algérie devenait *ipso facto* une propriété privée revenant de plein droit à ceux qui auraient un jour milité pour son indépendance. Je le dis donc *ex abrupto*: l'un des objectifs de ce livre consiste à appeler les Algériens à se réapproprier leur pays !

On a voulu transformer les Algériens en un immense tube digestif. Et même lorsque le peuple exige plus de liberté, le pouvoir tente de le calmer en répondant exclusivement par des mesures socio-économiques. « Tenez ! Mangez à votre faim et taisez-vous ! », tel semble être le mot d'ordre du gouvernement de Bouteflika à l'adresse de la plèbe.

Par abandon de nos référents culturels ancrés non pas dans la civilisation arabo-islamique uniquement, mais aussi dans nos racines multiples: berbères, romaines, méditerranéennes, africaines, phéniciennes, arabes, turques, etc., par indigence intellectuelle, par égoïsme, par sectarisme, par tribalisme et par régionalisme, par autant d'abominations, la plupart d'entre les Algériens qui ne pensent désormais qu'aux places à happer ou à reprendre, aux lots de terrains à occuper, aux maisons à construire, à l'argent à amasser, de quelque manière que ce soit, et aux éventuels privilèges et richesses à accumuler, se sont auto-anesthésiés en tombant dans le piège d'un pouvoir qui traite la masse comme s'il s'agissait d'une

tourbe. Nous avons précipité notre auto-exclusion du champ public, en nous désintéressant complètement de la chose politique et, surtout, du destin de notre pays. Au lieu d'être des acteurs et de prendre en main notre existence, nous avons permis au pouvoir, sans réagir, de nous tenir éloignés de la décision, de créer le vide autour de lui, d'anéantir ainsi tous les contre-pouvoirs, afin de mieux étaler sa médiocrité et pour que sa vérité totale et absolue soit la seule à s'exprimer.

Les élites algériennes, dégoûtées, usées, fatiguées, harcelées et j'en passe, ont, par leur démission, certes compréhensible parfois, autorisé les affairistes véreux, les corrompus, les salauds, les délinquants en col blanc ou en *djellabas*, ainsi que tous les voyous, d'occuper l'espace. Les plus honnêtes au sein du système, souvent esseulés et désemparés, ne pouvaient donc rien faire devant une population qui semble résignée à subir son sort. C'est cette situation qui a ouvert un boulevard à Bouteflika et à ses complices, tant et si bien qu'aujourd'hui, lorsqu'ils sont mis en cause par la presse algérienne, les médias étrangers ou l'opposition, ils ne se donnent même plus la peine de démentir ou d'expliquer telle ou telle information.

La communauté internationale doit renoncer à cette illusion malsaine qui la pousse à croire qu'un régime autoritaire peut, par la répression et les « réformettes », répondre au désir de changement exprimé par sa population. Il est urgent de faire cesser l'impunité, de reconnaître la bombe à retardement que représente l'Algérie et d'anticiper sur les conséquences d'une explosion qui pourrait intervenir plus vite que prévu.

Bien que non-apparente, la situation est grave en Algérie. Il y a, à terme, risque de somalisation, tellement les éléments d'effritement de l'État ont été réunis par un

pouvoir, dont je ne sais s'il est irresponsable ou en mission commandée, ou s'il vise à provoquer la dislocation d'un pays. Bouteflika refuse de voir tous les facteurs endogènes et exogènes qui se liguent et qui pourraient, dans le contexte international que nous connaissons, provoquer une situation dramatique pour l'Algérie et son peuple. « Plutôt la destruction du monde qu'une écorchure à mon doigt », disait David Hume, le philosophe écossais qui avait beaucoup nourri Kant. L'intellectuel voulait à l'époque parler de l'égocentrisme de certains de ses contemporains. Cette citation irait comme un gant à Bouteflika, cet homoncule astucieux qui préfère provoquer la fin d'un État-Nation et ne pas contrarier une ambition personnelle.

Les « forces du mal » ne sont ni à Washington ni à Paris. Les ennemis du peuple et de la Nation sont au sein du système. Incontestablement ! Lorsqu'on détruit l'économie du pays, quand on pousse les jeunes vers le désespoir, tout en érigeant la corruption comme modèle de société et l'impunité comme récompense, on est beaucoup plus criminel que le chef d'Al-Qaïda. Et cela n'est pas nouveau. Cette situation intenable dure depuis des décennies.

Lorsqu'il quitta son poste de chef du gouvernement le 8 juillet 1992, Sid-Ahmed Ghozali évoquait déjà, dans sa lettre de démission, jamais rendu publique à ma connaissance, l'existence de « forces du mal les plus nocives et les plus dévastatrices, qui agissent perfidement, à partir de positions acquises dans les secteurs de l'administration, de l'économie, des médias et de la politique »[2]. Il appelait le

---

2. *Lettre de démission de Sid-Ahmed Ghozali du 8 juillet 1992.* Archives personnelles de l'auteur.

chef de l'État de l'époque, Ali Kafi[3], à « mettre hors d'état de nuire les forces du mal qui n'ont eu de cesse que de jouer la déstabilisation de l'État à des fins de pouvoir »[4]. C'est dire que le mal est profond et depuis fort longtemps.

Si Liamine Zeroual avait réussi, malgré le contexte de l'époque, le mauvais choix de certains de ses hommes et malgré ses erreurs, à maintenir debout l'Algérie dans une situation très complexe, Abdelaziz Bouteflika a cassé tout ce qui fut édifié. La plupart des institutions algériennes ne tiennent que par le dévouement de certains de ses cadres. L'armée est représentée par un chef d'État-major, glouton et corrompu, qui serait Maréchal dans le royaume des ignares. Que reste-t-il alors ?

Je savais qu'on avait à faire à un réactionnaire primaire. Je n'ignorais guère que Bouteflika était, non pas un mauvais président, mais un homme dangereux pour le pays qu'il préside. Piètre gestionnaire doublé d'un politicien raté, il ne pouvait que passer à côté de son coup. Chez lui, l'Algérie est convoquée en majesté, mais traitée sans égards.

Depuis son parachutage à la tête de l'État, Bouteflika n'a eu de cesse, comme je l'ai maintes fois rappelé tout au long de cet ouvrage, d'assujettir l'Algérie, de mener une véritable politique d'abêtissement de la société et de gérer son propre destin.

Qu'on se le dise : Bouteflika n'est pas un homme d'État, c'est un assoiffé de pouvoir. Il est de ceux qui se laissent aller à l'auto-sanctification lorsqu'ils le détiennent. La relation qu'il entretient avec celui-ci est « machiavé-

---

3. Ali Kafi est né en 1928 à Skikda. Ancien combattant de l'ALN, Ali Kafi fut secrétaire général de l'Organisation Nationale des Moudjahidine (ONM) avant de remplacer en juillet 1992, le président du HCE, Mohamed Boudiaf assassiné le 29 juin 1992.

4. *Lettre de démission de Sid-Ahmed Ghozali du 8 juillet 1992, op cit*

lienne » pour reprendre l'analyse d'un fin connaisseur des réalités algériennes. Il pense, comme beaucoup d'autocrates, que le pays ne serait plus rien sans lui, alors qu'en vérité, il n'est plus rien sans le pouvoir. Et l'actuel président n'est malheureusement pas un cas isolé. Beaucoup de ceux qui l'entourent sont atteints par cette maladie des cimes, c'en est une !, qui révèle l'existence d'une liaison des plus malsaines entre des hommes et le pouvoir.

Pour moi, ce livre était important. Il m'était nécessaire de dénoncer ouvertement le sot, ses parrains et ses larbins, pour l'ensemble de leur art. J'aurais pu écrire un livre plus long, plus sobre, moins sombre. Mais il me fallait exprimer cette révolte qui m'anime.

Au moment où j'achevais cet ouvrage, Abdelaziz Bouteflika sortait d'un long mutisme, le 15 avril 2011, pour faire un discours annonçant, sans donner de calendrier précis, des « réformes constitutionnelles ». Les Algériens ne retinrent rien de sa sortie médiatique, hormis l'image, malade et usé, qui continuait de s'agripper à son fauteuil. J'avais obtenu, via des sources crédibles, des informations sur son état de santé. Son apparition télévisée ne fit que confirmer ce que beaucoup d'Algériens savent déjà. En réalité, en l'état actuel des choses, le président algérien est incapable d'exercer le pouvoir. Un Président qui se respecte (et qui respecte les institutions de son pays et de son peuple) aurait déjà démissionné pour « raison de santé », car l'homme est quasiment aphone depuis presque deux ans, en raison d'un traitement lourd qui l'a considérablement affaibli, incontinent à cause des complications médicales survenues durant l'année 2010 et déprimé à l'idée de penser que, d'une manière ou d'une autre, il devra céder le fauteuil présidentiel. Le peu d'énergie dont il dispose encore provient

de « produits dopants » et des « traitements revitalisants » qui lui sont administrés régulièrement.

Oui, Bouteflika doit partir et vite !

Il faut mettre en place une équipe de transition. Il est nécessaire de limoger de son poste Abdelkader Bensalah, le président du Sénat, dont la présence pourrait constituer un blocage institutionnel pour les raisons que j'ai déjà dites. Il est urgent de nommer un président par intérim, crédible et responsable, qui s'attellera à modifier la Constitution, inscrire la démocratie comme un principe intangible et organiser, dans un délai de deux ans, le temps que les partis se préparent à cette échéance, des élections présidentielles « libres ». Il est nécessaire d'ouvrir le champ médiatique et permettre aux différentes tendances de s'exprimer et il est, en même temps vital, de lancer une vraie lutte contre la corruption. Il faut, en effet, réaliser tout ce que Bouteflika n'a pas su et n'a pas voulu faire.

Et vite…

Achevé d'imprimer en juin 2011
sur les presses du

Groupe Horizon

Parc d'activités de la plaine de Jouques
200, avenue de Coulin
F - 13420 Gémenos

Dépôt légal : mai 2011
N° d'impression : 1106-054
Imprimé en France

IMPRIM'VERT

Éditions Encre d'Orient
4, rue Saint-Louis-en-l'Isle
75 004 Paris

BOUTEFLIKA

Le roitelet, le mégalomane, le chef de clan, l'intrigant…

Abdelaziz Bouteflika est l'un des derniers représentants de cette génération qui a asservi l'Algérie au lieu de la servir.

Tel est le point de départ de ce pamphlet en forme d'enquête. Les conclusions de celle-ci sont implacables : l'actuel président symbolise la mentalité passéiste qui, consciemment ou non, a convaincu certains hauts dirigeants que l'Algérie appartenait de plein droit à ceux qui avaient milité pour son Indépendance.

Plus encore : des révélations majeures jettent une lumière trouble sur la vie et les œuvres d'Abdelaziz Bouteflika et de quelques responsables politiques et militaires qui l'entourent.

Devant les turbulences que connaît le monde arabe, ce brûlot ne manquera pas d'éclairer le lecteur sur les mouvements qui agitent en ce moment l'Algérie et sur les luttes intestines qui fissurent l'homogénéité du régime.

Ce livre est un cri de colère envers le pouvoir algérien et d'amour envers les Algériens.

Mohamed Sifaoui est journaliste, écrivain et réalisateur. Spécialiste de l'islam politique et du monde arabe, il a exercé son métier en Algérie avant de s'exiler en France en 1999. Après avoir mené plusieurs investigations sur les réseaux terroristes, il a entamé, dès 2009, cette enquête sur le régime de Bouteflika. Son dernier ouvrage, Al-Qaïda Maghreb islamique, le groupe terroriste qui menace la France, *paru aux éditions Encre d'Orient, eut un retentissant écho médiatique.*